Revue économique
Avril 1983

Aperçu général de la conjoncture économique
présenté par
l'honorable Marc Lalonde
ministre des Finances

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

Couverture: Le satellite de communications ANIK C3 de Telesat Canada s'élève doucement du porte-charge de la navette spaciale *Columbia* de la NASA. Les boulons explosifs retenant le satellite canadien au porte-charge viennent de sauter, laissant le satellite se déplacer dans l'espace, à raison de 50 tours minute, pour atteindre 300 kilomètres au-dessus de l'équateur. L'appareil sphérique fixé à la partie inférieure du satellite est une fusée moteur servant à propulser ANIK C vers un orbite plus élevé. Le satellite fournit maintenant des services de communications de part et d'autre du Canada. Photo de la NASA gracieuseté de Telesat Canada.

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1983

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste au:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue FI-21/1983F
ISBN 0-660-91028-4

Canada: 9,95 $
à l'étranger: 11,95 $

Prix sujet à changement sans avis préalable

Table des matières

1. Panorama de l'année 1982 1
   - Evolution économique et contexte des politiques publiques au niveau international 1
   - Evolution économique et contexte des politiques publiques au niveau intérieur 2
   - Principaux facteurs expliquant la gravité de la dernière récession au Canada 5
   - Situation en fin d'année 6

2. Prix et salaires 9
   - Evolution des prix 9
   - Coûts de main-d'œuvre 12
   - Evolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux Etats-Unis 14
   - Répartition du Revenu national net 16

3. Secteurs des particuliers, du logement et des entreprises 17
   - Sources de revenu 17
   - Dépenses des particuliers 17
   - Taux d'épargne corrigé de l'inflation 19
   - Logement 21
   - Investissements fixes des entreprises 23
   - Stocks 24
   - Bénéfices des sociétés 26
   - Liquidité des sociétés 27
   - Sources et emplois de fonds 27

4. Marché du travail 31
   - Offre de main-d'œuvre 33
   - Demande de main-d'œuvre 34
   - Emploi à temps partiel 37
   - Evolution comparative du marché du travail au Canada et aux Etats-Unis 38

5. Evolution sectorielle et régionale 41
   - Evolution sectorielle 41
   - Evolution régionale 45
     - Région de l'Atlantique 45
     - Québec 46
     - Ontario 49
     - Région des Prairies 50
     - Colombie-Britannique 51

6. Balance des paiements 53
   - Balance des paiements courants 53
   - Commerce extérieur 54
   - Compétitivité internationale 58
   - Services 59
   - Intérêts et dividendes 61
   - Autres services 61
   - Tourisme 61
   - Balances des capitaux, taux de change et réserves officielles de change 61

7. Secteur public 67
Gouvernement fédéral 67
Gestion de la dette 71
Administrations provinciales et locales 74
Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec 80
Ensemble du secteur public 80

8. Evolution financière 85
Taux d'intérêt à court terme 85
Taux d'intérêt à long terme 87
Taux d'intérêt et inflation 90
Secteur des marchés financiers en 1982 91
Secteur des entreprises non financières 92
Marché des titres 94
Secteur des particuliers 94
Banques à charte 96
Institutions financières non bancaires 97

9. Comparaisons internationales 99
Croissance réelle de la production 99
Marché du travail 99
Inflation 99
Productivité du travail 99
Taux d'intérêt et taux de change 101
Balance des paiements 102
Soldes budgétaires 103

10. Inflation et Indice des prix à la consommation 105
Comparaison Canada-Etats-Unis 106
Prix réglementés et non réglementés 109
Impôts indirects et Indice des prix à la consommation 111

11. Evolution de la productivité 115
Evolution comparative de la productivité au Canada 115
Evolution comparative de la productivité au Canada et aux Etats-Unis 116
Facteurs expliquant le ralentissement de la productivité au Canada et aux Etats-Unis 118
Comparaison Canada-Etats-Unis du comportement cyclique de la production et de la productivité 119

Tableaux de référence 123

Tableaux

1.1 Sommaire de la Dépense nationale brute réelle au Canada 3
1.2 Importance relative des facteurs ayant contribué aux récessions de 1981-82 et de 1974 4
1.3 Comparaison internationale des variatiations de la DNB/PIB réelle pendant la période 1973-1982 .....
2.1 Inflation récente au Cariada 6
2.2 Règlements salariaux récents au Canada 11
2.3 Evolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux Etats-Unis 13
3.1 Sources et emplois du revenu des particuliers 16
3.2 Parts et croissance procentuelles par catégorie de dépenses de consommation 18
3.3 Estimation de la dette hypothécaire et de la valeur du capital 19
3.4 Taux d'épargne personnelle mesuré et corrigé de l'inflation 20
3.5 Indicateurs du logement neuf 20
3.6 Investissements des entreprises en dollars courants 21
3.7 Rapports financiers choisis des grandes sociétés industrielles 23
3.8 Sources et emplois des fonds des grandes sociétés industrielles, ensemble des secteurs 26
4.1 Evolution de la population active 28
4.2 Facteurs ayant contribué à la croissance de la population active en 1982 31
4.3 Travailleurs découragés—indicateurs approximatifs 33
4.4 Mesures de l'emploi et de la production en 1982 34
4.5 Variation cumulative de l'emploi et de la production lors des récessions de 1974-1975, 1979-1980 et 1981-1982 35
4.6 Emploi à plein temps et à temps partiel au Canada pendant la période 1975-1982 36
4.7 Principaux indicateurs du marché du travail et de la production au Canada et aux Etats-Unis en 1982 et depuis juillet 38
5.1 Principaux indicateurs économiques par secteur 39
5.2 Principaux indicateurs économiques par région 47
6.1 Sommaire de la balance courante des paiements internationaux du Canada 52
6.2 Importations canadiennes de marchandises (dans le cadre de la balance des paiements) 54
6.3 Exportations canadiennes de marchandises (dans le cadre de la balance des paiements) 55
6.4 Solde du commerce par catégorie de produits et par pays 56
6.5 Solde du commerce des produits manufacturés finis 57
6.6 Variations de la compétitivité internationale du Canada—Secteur manufacturier 58
6.7 Solde des services 59
6.8 Balance canadienne des paiements internationaux 60
7.1 Recettes, dépenses et situation nette du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux) 62
7.2 Recettes du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux) 67
7.3 Dépenses du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux) 68
7.4 Opérations financières du gouvernement fédéral (Présentation élargie des comptes nationaux) 70
7.5 Encours des titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le gouvernement du Canada 71
7.6 Titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le gouvernement du Canada détenus par le public hors banques 72
7.7 Besoins et sources de financement du gouvernement du Canada, exercice 1982 (1er avril 1982-31 décembre 1982, présentation des comptes publics) 73
7.8 Recettes, dépenses et situation nette des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux) 74
76

7.9 Composition des recettes et des dépenses des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux) 77
7.10 Effets estimatifs des mesures fiscales discrétionnaires sur les recettes propres des provinces en 1982 78
7.11 Besoins d'emprunt et financement des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) et de leurs entreprises de la Couronne (selon les comptes de flux financiers) 79
7.12 Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec: Recettes, dépenses et situation nette (selon les comptes nationaux) 81
7.13 Ensemble des administrations: Recettes, dépenses et situation nette (selon les comptes nationaux) 82
7.14 Recettes de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux) 83
7.15 Dépenses de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux) 83
8.1 Expansion monétaire et taux d'intérêt 86
8.2 Expansion du crédit 92
8.3 Expansion du crédit par catégorie de financement 93
8.4 Financement externe des entreprises privées non financières 93
8.5 Statistiques choisies de crédit 94
8.6 Nouvelles émissions nettes d'obligations négociables et d'actions 95
8.7 Prêts aux particuliers 95
8.8 Prêts hypothécaires 97
8.9 Variation des avoirs des banques à charte 97
8.10 Variation des avoirs des organismes d'assurance et de pensions 98
8.11 Variation des avoirs des institutions de dépôt non bancaires 98
9.1 Evolution de certains indicateurs économiques de l'OCDE 100
9.2 Evolution des taux d'intérêt et de change des principaux pays de l'OCDE 101
9.3 Soldes des balances courantes des pays de l'OCDE 102
9.4 Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales et de l'ensemble des administrations publiques en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) ou du Produit national brut (PNB) 103
10.1 Comparaison de divers indices de l'inflation des prix 106
10.2 Comparaison Canada-Etats-Unis de l'Indice des prix à la consommation 107
10.3 Contribution de certains sous-agrégats à l'inflation mesurée pas l'IPC au Canada et aux Etats-Unis 108
10.4 Prix de comparaison des articles réglementés 111

Graphiques

2.1 Indice des prix à la consommation 10
2.2 Parts du revenu national net au coût des facteurs 15
3.1 Mises en chantier de logements 22
3.2 Stocks et ventes réels d'entreprises 25
4.1 Taux de participation et de chômage 32
5.1 Produit intérieur brut aux prix de 1971 42
5.2 Taux de chômage régional 48
6.1 Compte courant de la balance des paiements 53
6.2 Compétitivité du Canada dans le secteur manufacturier 60
6.3 Balance canadienne des paiements internationaux 63
6.4 Indices de prix du dollar canadien par rapport aux devises du Groupe des Dix, 1971 = 100 64
7.1 Soldes du gouvernement fédéral 84
8.2 Sélection de taux d'intérêt à court terme 88
8.3 Sélection de taux d'intérêt à long terme 89
8.4 Courbes de rendement, obligations du Gouvernement du Canada 90
8.5 Fonds nets obtenus dans les marchés de crédit 91
10.1 Comparaison des variations de prix réglementés et non réglementés 112

1. Panorama de l'année 1982

Evolution économique et contexte des politiques publiques au niveau international

Les années 1980 à 1982 se sont caractérisées par la stagnation économique relative des pays industrialisés occidentaux. Cette situation a été due en grande partie à l'effet sur la production du deuxième choc pétrolier de 1979-1980, conjugué à des politiques fiscales et monétaires orientées de façon restrictive, afin d'atténuer les conséquences inflationnistes de cette montée des prix pétroliers. Le taux moyen d'inflation dans les pays de l'OCDE a chuté en 1982, après avoir culminé en 1980.

Le prix mondial du pétrole avait plus que doublé en 1979 et 1980. Tant directement qu'indirectement par son effet sur les autres coûts de production, ce choc du côté de l'offre avait fait monter le rythme moyen d'inflation dans les sept principaux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)[1] d'environ 3 points, pour le porter à 12.2 pour cent en 1980, le taux le plus élevé observé depuis 1974, année du premier choc pétrolier. Ces pays ont réagi en instaurant une politique fiscale et monétaire restrictive afin d'enrayer et de résorber les tensions inflationnistes. Cette politique dans l'ensemble en 1981 et au premier semestre de 1982, alors que l'inflation demeurait sensiblement au-dessus des niveaux passés et qu'on craignait de plus en plus qu'un assouplissement des politiques n'entraînat une nouvelle accélération des prix, à cause d'anticipations inflationnistes profondément ancrées. D'après les estimations de l'OCDE, le déficit budgétaire moyen des sept principaux pays de l'Organisation, corrigé de l'effet du déclin cyclique de la production[2], a augmenté dans une proportion équivalant à 0.7 point de la Dépense nationale brute/Produit intérieur brut (DNB/PIB) au cours des trois dernières années. Si l'on élimine aussi l'effet d'un service de la dette publique accru, le déficit budgétaire a diminué de 1.5 point de la DNB/PIB. Les taux d'intérêt réels, définis comme les taux d'intérêt nominaux à court terme diminués de la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC), se sont établis à près de 1/2 pour cent en moyenne en 1980 dans les sept principaux pays de l'OCDE, pour grimper à 3½ pour cent en 1981 et à 4 pour cent en 1982.

Il en est résulté un ralentissement notable de l'inflation dans la zone de l'OCDE, mais aussi une très faible croissance réelle. La DNB/PIB a progressé d'environ 1 pour cent dans les sept principaux pays de l'OCDE, aussi bien en 1980 qu'en 1981, avant d'accuser un recul d'environ ½ pour cent en 1982. La hausse cumulative de la DNB réelle sur l'ensemble de la période 1980-1982 a été d'environ 2 pour cent, contre un accroissement d'à peu près 12 pour cent au cours des trois années précédentes. Outre cette faible croissance, la plupart des économies de l'OCDE ont enregistré une évolution en dents de scie, affichant des fluctuations marquées dans les phases tant ascendante que descendante du cycle. Par exemple, au cours des six trimestres allant de 1980 à 1982, le taux annualisé de croissance de la DNB/PIB réelle a fluctué entre 5 et moins 3½ pour cent aux Etats-Unis, entre 7 et moins 4 pour cent en Italie, entre plus et moins 3 pour cent en Allemagne et entre 6 et moins 7 pour cent au Canada. Dans les sept grands pays de l'OCDE, la DNB réelle a diminué au Canada, aux Etats-Unis et en Allemagne en 1982, tandis qu'elle restait à peu près inchangée au Royaume-Uni et en Italie et qu'elle s'élevait légèrement, de l'ordre de 1 à 2 pour cent, au Japon et en France. Reflétant cette faiblesse de l'activité économique, le nombre de chômeurs a grimpé de 20 pour cent en 1982 dans la zone de l'OCDE pour y dépasser les 30 millions. L'Amérique du Nord a enregistré une hausse encore plus forte du chômage — 30 pour cent. Le taux moyen de chômage dans les sept principaux pays de l'OCDE s'est élevé de 3 points, entre 1979 et 1982, pour atteindre 8½ pour cent cette année-là.

L'activité a marqué un fléchissement imprévu dans les pays de l'OCDE au premier semestre de

---

[1] Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada.

[2] Le solde budgétaire corrigé des variations cycliques ou conjoncturelles est le solde qui serait observé, avec la structure existante des impôts et des dépenses, si l'économie enregistrait un niveau moyen d'activité.

1982. Jusqu'au milieu de l'année, on avait pu croire qu'une reprise modeste était imminente dans l'ensemble de la zone. Cependant, de nouveaux signes de faiblesse, en particulier en Europe et au Canada, se sont manifestés au deuxième trimestre de 1982, avant de s'accentuer. La production industrielle a diminué, tandis que les enquêtes auprès des entreprises révélaient un pessimisme croissant. La production réelle des sept principaux pays de l'OCDE, pour laquelle on avait prévu une hausse de 2¼ pour cent[3] au deuxième semestre de 1982, a en fait baissé.

Sur la plan de l'inflation, par contre, les résultats ont été meilleurs en 1982 qu'on l'avait généralement escompté, en particulier aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. L'élévation des prix à la consommation sur 12 mois s'établissait à 5.5 pour cent en décembre 1982 dans les sept principaux pays de l'OCDE, soit à 7.4 points de moins que le sommet de 12.9 pour cent observé en moyenne en 1980 et 1981. Cette amélioration spectaculaire sur le plan de l'inflation a été due à de nombreux facteurs, notamment: une atténuation des anticipations inflationnistes due à la persistence de politiques restrictives; une baisse des prix de l'énergie; un fléchissement du prix des autres produits de base, qui ont baissé de 17 pour cent en 1982 après avoir augmenté de 12 pour cent en 1981, d'après l'indice de *The Economist*; le taux croissant de sous-emploi sur le marché du travail, qui s'est traduit par des hausses salariales plus modérées; et la faiblesse des marchés des produits, qui a rogné les marges bénéficiaires.

Aux Etats-Unis, la politique monétaire a eu pour but principal, jusqu'à la fin juin, de maintenir l'expansion des agrégats monétaires dans la plage d'augmentation visée, à la suite d'une réorientation des modalités de fonctionnement en octobre 1979. Entre novembre 1981 et mars 1982, les taux d'intérêt à court terme ont grimpé de 400 centièmes de point, pour culminer à 15 pour cent. La faible activité économique qui s'en est résultée a provoqué une certaine détente pendant quelques mois, mais à la fin de juin les taux étaient remontés à proximité de leur sommet de février. Un certain nombre d'influences se sont conjuguées ensuite pour ramener ces taux à un niveau sensiblement plus faible, en particulier: la faiblesse persistente de l'activité économique et le ralentissement appréciable de l'inflation aux Etats-Unis; l'importance moindre donnée, au moins temporairement, par le Conseil de la Réserve fédérale à la fixation d'objectifs monétaires parce qu'un certain nombre d'éléments nouveaux avaient rendu les chiffres de masse monétaire moins fiables; et la reconnaissance, sur les marchés financiers, du fait que l'important déficit fédéral était dû en bonne partie à une activité économique inférieure à la normale. Entre la dernière semaine de juin et la dernière semaine d'août, le taux des effets commerciaux à trois mois a dégringolé de 650 centièmes pour atteindre 8¼ pour cent. Bien que la tendance des taux d'intérêt se soit maintenue à la baisse depuis le mois d'août, le fléchissement a été plus modeste. Les taux à long terme ont suivi un profil analogue, encore que leur baisse se soit produite en majeure partie entre juillet et octobre, le taux des obligations AAA tombant de près de 300 centièmes en quatre mois.

L'évolution financière aux Etats-Unis a exercé une influence notable sur les taux d'intérêt et les taux de change dans tout le monde industrialisé. L'instabilité des taux d'intérêt américains a imposé des tensions aux monnaies des autres pays. Ces derniers ont généralement réagi en laissant évoluer quelque peu et leurs taux de change, et leur taux d'intérêt, l'ampleur des fluctuations des deux variables dépendant dans une large mesure de l'évolution intérieure. L'ascension des taux d'intérêt américains entre novembre 1981 et juin 1982 a entraîné une hausse appréciable du dollar américain et une baisse correspondante de la monnaie de la plupart des autres pays industrialisés, de même qu'une hausse de leurs taux d'intérêt. La diminution rapide des taux d'intérêt américains depuis le milieu de 1982 a provoqué une diminution considérable des taux d'intérêt à l'étranger ainsi qu'un certain réalignement des taux de change.

Evolution économique et contexte des politiques publiques au niveau intérieur

A la différence de la plupart des autres pays, le Canada a enregistré une croissance moyenne relativement forte en 1981 grâce à la vigueur de son économie au premier semestre. L'économie

[3] OCDE, *Perspectives économiques*, juillet 1982.

Tableau 1.1
Sommaire de la Dépense nationale brute réelle au Canada

	Moyenne 1971-1979	1980	1981	1982
	(variations procentuelles)			
Consommation des particuliers	4.3	1.1	1.9	– 2.5
Dépenses publiques[1]	2.1	– 0.7	1.1	0.9
Construction résidentielle	2.2	– 6.1	5.6	– 23.5
Investissements fixes des entreprises	5.3	7.4	6.4	– 11.5
Construction non résidentielle	4.4	11.0	8.4	– 6.0
Machines et équipement	6.2	4.5	4.6	– 16.4
Variation des stocks[2]	855	– 775	687	– 3170
Exportations	4.1	1.8	1.6	– 1.5
Importations	5.9	– 2.0	2.6	– 10.4
Dépense nationale brute	3.6	0.5	3.1	– 4.8

Remarque: les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
(1) Dépenses courantes en biens et services et formation de capital.
(2) En millions de dollars de 1971.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

canadienne est cependant entrée dans une récession marquée au troisième trimestre de 1981, de sorte qu'à la fin de 1982 elle avait derrière elle six trimestres consécutifs de baisse de la DNB réelle. Cette dernière a diminué de 4.8 pour cent en 1982 (tableau 1.1), accusant sa plus forte baisse annuelle depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les grands éléments de la demande globale, à l'exception des dépenses publiques et du commerce extérieur, ont tous contribué au recul de la DNB réelle. Les secteurs les plus faibles ont été les investissements fixes des entreprises ainsi que leur formation de stocks, et la construction résidentielle. Après avoir vivement augmenté au cours des trois dernières années, le volume des investissements fixes des entreprises a chuté de 11.5 pour cent et les investissements résidentiels de 23.5 pour cent. Quant aux stocks, ils ont diminué de $3.2 milliards (en dollars de 1971) en 1982 après avoir augmenté de $687 millions en 1981. Les exportations n'ont que peu diminué, malgré la nette baisse de production enregistrée par plusieurs des principaux partenaires commerciaux du Canada, mais le recul des principaux s'est chiffré à 10.4 pour cent, en raison du fléchissement de la demande intérieure finale et des stocks.

Le repli de l'activité économique a entraîné de nombreuses pertes d'emplois et une hausse du taux de chômage, qui est passé de 7.6 pour cent en 1981 à 11 pour cent en 1982. L'inflation mesurée par l'IPC est descendue de 12.5 à 10.8 pour cent d'une année à l'autre.

Le déficit budgétaire fédéral, d'après les comptes nationaux, est passé de 2.4 pour cent de la DNB en 1981 à 6 pour cent en 1982. Cette hausse est attribuable principalement à la récession, en raison de laquelle les recettes n'ont augmenté que de 1.8 pour cent, tandis que les dépenses grimpaient d'environ 20 pour cent. Les variations des recettes et des dépenses fédérales sont présentées aux tableaux 7.2 et 7.3. En bref, les dépenses fédérales ont augmenté de $14.2 milliards en 1982, plus de $10 milliards étant imputables à trois grands domaines: les transferts aux particuliers (qui se sont élevés de $5.8 milliards), en particulier les prestations d'assurance-chômage qui ont progressé de plus de 70 pour cent, l'intérêt

sur la dette publique (en hausse de $3.1 milliards) et les transferts aux provinces (accrus de $1.7 milliards)[4].

La politique monétaire a été guidée par un double objectif: freiner l'inflation et faciliter la reprise économique. Le premier semestre a été marqué par une grimpée des taux d'intérêt, due aux tensions imposées au dollar canadien par la forte hausse du loyer de l'argent aux Etats-Unis. Les taux d'intérêt devaient baisser sensiblement au second semestre, en raison d'une évolution analogue aux Etats-Unis, d'un ralentissement notable de l'inflation au Canada et de la faiblesse persistante de l'activité économique.

Une comparaison des récessions de 1974 et de 1981-1982, fournie au tableau 1.2, révèle les faits suivants. Premièrement, la récession récente dure maintenant depuis six trimestres, alors que la baisse de la production s'était étalée sur deux trimestres seulement en 1974. Deuxièmement, la chute de la DNB réelle a été beaucoup plus marquée en 1981-1982. Troisièmement, seules les dépenses publiques ont contribué positivement à la DNB réelle au cours de la récession récente, alors qu'en 1974 les investissements non résidentiels avaient eux aussi eu cet effet. Quatrièmement, si les investissements résidentiels ont régressé de 28.7 pour cent et les stock de $4.9 milliards pendant la récession de 1981-1982, leur

Tableau 1.2
Importance relative des facteurs ayant contribué aux récessions de 1981-82 et de 1974

	Du 2e trimestre de 1981 au 4e trimestre de 1982		Du 1er trimestre de 1974 au 3e trimestre de 1974	
	Variation procentuelle	Variation par rapport à la variation globale de la DNB réelle	Variation procentuelle	Variation par rapport à la variation globale de la DNB réelle[3]
Consommation des particuliers	−3.6	0.5	1.8	−3.0
Dépenses publiques[1]	2.0	−0.3	1.0	−1.7
Construction résidentielle	−28.7	3.8	−13.9	23.2
Investissements fixes des entreprises	−17.7	2.4	−1.5	2.5
Construction non résidentielle	−9.5	1.3	−1.3	2.2
Machines et équipement	−24.7	3.3	−1.7	2.8
Variation des stocks[2]	−4,852	0.5	−536	0.8
Exportations	−9.7	1.3	−0.7	1.2
Importations	−17.6	2.3	4.0	−6.7
Dépense nationale brute	−7.5	1.0	−0.6	1.0

Remarque: les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
(1) Dépenses courantes en biens et services et formation de capital.
(2) En millions de dollars de 1971 et en proportion de la variation absolue de la DNB réelle.
(3) Les proportions sont calculées en divisant les variations procentuelles sectorielles par la variation procentuelle de la DNB réelle, sauf pour la variation des stocks, dont la contribution est calculée en divisant la variation des stocks en dollars constants par la variation de la DNB réelle en dollars constants.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

(4) De plus, en raison de l'adoption tardive des mesures législatives autorisant les paiements d'encouragement pétroliers, certaines dépenses correspondant aux activités de 1981 ont été enregistrées en 1982. Cela explique en grande partie la hausse de $1.5 milliard des subventions d'équipement entre 1981 et 1982.

contribution à la baisse de la DNB réelle avait été encore plus marquée en 1974. Cinquièmement, les importations ont marqué un recul nettement plus prononcé que celui de la DNB en 1981-1982, alors qu'elles avaient augmenté pendant la récession de 1974.

Le tableau 1.3 permet de comparer la récession subie au Canada en 1981-1982 avec l'évolution économique de ses principaux partenaires commerciaux. On notera que la dernière récession a été plus marquée ici que dans la plupart des autres grands pays de l'OCDE. Cependant, si l'on fait partir la comparaison de 1978, le Canada se situe dans la gamme des taux de croissance enregistrés par les six autres grands pays. Comme il a été noté, le Canada avait bénéficié d'une hausse d'activité plus rapide que la plupart des autres pays avant la récession de 1981-1982. Durant les récessions de 1974 et 1981-1982, la production a en général diminué de façon sensiblement moins marquée au Canada qu'à l'étranger.

Principaux facteurs expliquant la gravité de la dernière récession au Canada

Plusieurs facteurs ont nui à l'activité économique au Canada au second semestre de 1981 et en 1982: la récession mondiale; la persistance de l'inflation jointe à l'orientation anti-inflationniste des politiques publiques; l'absorption progressive de la hausse des prix mondiaux de l'énergie qui avait généralement été répercutée plus vite dans les autres pays; et une élévation du taux d'épargne des particuliers.

La récession mondiale a entraîné une baisse des exportations canadiennes. Leur volume a fléchi de 1.5 pour cent en 1982, après avoir augmenté de plus de 1½ pour cent en 1981. La faiblesse économique persistante dans les principaux pays de l'OCDE a déprimé tout particulièrement la demande et les prix des matières brutes et des produits transformés, qui représentent environ 70 pour cent des exportations du Canada, conduisant à des fermetures dans un certain nombre d'entreprises à vocation exportatrice, notamment dans le secteur minier.

Le Canada s'est classé au deuxième rang parmi les grands pays de l'OCDE en 1981 et 1982 pour la rapidité de l'inflation, n'étant dépassé que par l'Italie. La nécessité d'absorber les hausses de prix de l'énergie a contribué au maintien d'une inflation élevée, mais la persistance des attentes inflationnistes, la rigidité à la baisse des salaires nominaux et de certains prix et la détérioration de la productivité ont largement contribué aussi à l'intensification de l'inflation en 1981 et, malgré une certaine modération, à son maintien dans les deux chiffres en 1982. Ces facteurs, joints à des taux d'intérêt records aux Etats-Unis, ont fait monter les taux d'intérêt à de nouveaux sommets en 1981 et 1982 au Canada, jouant un rôle important dans l'affaiblissement de l'activité réelle.

L'élévation du taux d'épargne des particuliers a contribué au fléchissement de leur demande, qui a elle-même engendré une baisse des investissements fixes des entreprises. Ce taux d'épargne a augmenté de 3.1 points entre le deuxième trimestre de 1981 et le troisième trimestre de 1982 — jouant un rôle important dans le recul de 2.5 pour cent des dépenses réelles de consommation en 1982. A titre de comparaison, le taux d'épargne des particuliers a augmenté de moins de 1 point aux Etats-Unis et la consommation réelle s'y est accrue de 1 pour cent en 1982.

En raison de tous ces facteurs, la baisse de la production pendant la récession de 1981-1982 a été plus prononcée au Canada que dans les autres grands pays de l'OCDE. Le tableau 1.3 présente une comparaison internationale des résultats économiques sur une plus longue période, ce qui permet de tenir compte des calendriers différents d'augmentation des prix de l'énergie dans les divers pays.

De 1978 au deuxième semestre de 1982, période correspondant au second choc pétrolier, la DNB réelle a légèrement augmenté au Canada. Elle a diminué au Royaume-Uni, mais tous les autres pays ont affiché une hausse. Par conséquent, sur le plan des variations comparatives de la DNB réelle, le Canada ne s'en est pas tellement bien tiré pendant le deuxième choc pétrolier. Une comparaison portant sur une période plus longue, de 1973 à 1982, est toutefois plus significative pour montrer l'adaptation des pays aux deux chocs pétroliers des années 70. Sur cette période, la croissance réelle a été en moyenne analogue à celle des Etats-Unis et plus élevée qu'en Allemagne et au Royaume-Uni. Au cours de deux des trois périodes de récession enregistrées depuis 1973, la production a moins diminué

Tableau 1.3
Comparaison internationale des variations de la DNB/PIB réelle pendant la période 1973-1982

	Pendant la récession de 1973-1975	Pendant la récession de 1979-1980	Pendant la récession de 1981-1982[1]	Variation cumulative de 1978 au 2e semestre de 1982[2]	Variation cumulative de 1973 au 2e semestre de 1982[2]
			(en pourcentage)		
Canada	– 0.6	– 1.5	– 5.5	0.3	17.4
Etats-Unis	– 4.9	– 2.5	– 2.6	2.7	17.8
Allemagne	– 3.1	– 2.1	– 0.7	3.2	14.5
Japon[3]	– 3.1	–	– 0.7	16.5	37.4
Royaume-Uni	– 3.5	– 4.3	– 2.5	– 1.9	4.9
France	– 2.0	– 1.5	– 0.1	6.4	23.8
Italie	– 5.9	– 3.6	– 2.7	9.3	21.5
Moyenne	– 3.3	– 2.2	– 2.1	5.2	19.6

(1) Les dernières données incluses sont celles du 2e trimestre de 1982 parce qu'ensuite on ne disposait pas de statistiques trimestrielles pour tous les pays.
(2) Les données du second semestre de 1982, pour les pays autres que le Canada et les Etats-Unis, sont les prévisions de l'OCDE.
(3) La DNB réelle du Japon n'a pas diminué en 1979-1980.
Source: OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 1960 volume II; *Bulletin des comptes nationaux trimestriels*, 1982, III; et *Perspectives économiques*, décembre 1982; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

au Canada qu'à l'étranger et, sur la période plus longue allant de 1973 à 1982, la progression cumulative de 17.4 pour cent de la production canadienne n'a été que légèrement inférieure à la hausse moyenne de 19.6 pour cent observée dans les sept principaux pays de l'OCDE.

Situation en fin d'année

L'année 1982 s'est terminée sur une note encourageante laissant espérer que le Canada sortait enfin de la profonde récession où il se trouvait plongé, pour se placer sur la voie d'une reprise soutenue. Un certain nombre d'indicateurs témoignaient en ce sens. Même si la DNB réelle avait encore baissé au quatrième trimestre, ce recul était dû principalement à une accélération de la réduction des stocks. Le rapport entre ces derniers et les ventes était tombé à un bas niveau, indiquant qu'il y avait eu principalement une correction des stocks. Cette constatation, jointe au fait que la demande intérieure finale avait augmenté au cours des trois derniers mois de l'année après cinq trimestres consécutifs de déclin, portait à croire que l'économie était enfin sur le chemin du redressement. Les mises en chantier d'habitations ont marqué une forte hausse au dernier trimestre de l'année, leur rythme augmentant d'un peu plus de 80 pour cent pour passer à 157,000 logements (taux annuel désaisonnalisé) en décembre, contre 87,000 en août et en septembre. Les ventes de voitures de tourisme se sont accrues de 37 pour cent par rapport à juillet pour atteindre 66,800 véhicules en décembre. L'indice de la confiance des consommateurs établi par le Conference Board a fait un bond de 36 pour cent, passant de 54.8 au deuxième trimestre à 74.7 au quatrième trimestre. Les dirigeants d'entreprise envisageaient eux aussi avec plus d'optimisme les perspectives à court terme de l'économie canadienne, comme l'indiquait l'enquête du Conference Board sur les attitudes des entreprises.

D'après la même enquête, la confiance des milieux d'affaires dans le climat des investissements au Canada s'était améliorée. L'enquête sur la situation des entreprises permettait de con-

clure que l'industrie manufacturière canadienne était plus optimiste que naguère au sujet de l'économie. La proportion des entreprises signalant une reprise des commandes était aussi à la hausse. Les bénéfices des entreprises ont affiché un net redressement au dernier trimestre de 1982, après avoir diminué pendant cinq trimestres d'affilée et s'être légèrement améliorés au troisième trimestre. Le nombre d'emplois s'est accrû en décembre, après 15 mois consécutifs de diminution. L'excédent commercial du Canada a grimpé à $21.6 milliards, en taux annualisés, en décembre 1982 marquant une hausse de 157 pour cent par rapport au précédent record de $8.4 milliards enregistré en 1980.

Le rythme d'augmentation de l'IPC sur 12 mois est descendu à 9.3 pour cent en décembre. C'était la première fois depuis septembre 1978, que les prix n'augmentaient pas par rapport au mois précédent. Les règlements salariaux sans indemnité de vie chère (IVC) sont tombés à 7.3 pour cent au dernier trimestre de 1982, accusant une chute de près de 50 pour cent par rapport à la hausse record de 14 pour cent observée au quatrième trimestre de 1981. Les taux d'intérêt ont nettement diminué par rapport au sommet atteint en 1981. Le taux d'escompte de la Banque du Canada, par exemple, se situait à 10¼ pour cent en fin d'année, contre 21 pour cent en août 1981.

2. Prix et salaires

L'inflation s'est nettement ralentie en 1982 alors que, depuis 1976, elle s'intensifiait chaque année. La décélération a été particulièrement marquée au second semestre, la hausse mensuelle des prix s'établissant alors à 0.5 pour cent en moyenne, contre des augmentations moyennes de 1 pour cent au premier semestre de 1982 et pendant toute l'année 1981. Le taux d'augmentation de l'IPC sur 12 mois s'établissait à 9.3 pour cent en décembre 1982, contre un sommet de 13 pour cent en juillet 1981. Les règlements salariaux ont eux aussi marqué un ralentissement appréciable pendant l'année et plus particulièrement au second semestre, passant d'un sommet de 14 pour cent au dernier trimestre de 1981 à 7.3 pour cent pendant les trois derniers mois de 1981.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à freiner l'inflation pendant l'année, notamment: une hausse nettement moins rapide des prix des aliments et de l'énergie, la faiblesse des marchés des produits qui a entraîné une contraction des marges bénéficiaires, tombées à des niveaux sans précédent, le fléchissement du marché du travail, qui a exercé une influence modératrice sur l'élévation des coûts de main-d'œuvre, un recul du prix des matières industrielles et des matières premières, et l'effet du programme fédéral de 6 & 5 de restriction des prix et des salaires.

Le programme de 6 & 5, instauré en juin 1982, limite les hausses de rémunération à 6 pour cent au cours de la première années du programme et à 5 pour cent la deuxième année pour tous les employés de la fonction publique fédérale, les employés des sociétés de la Couronne, les ministres de la Couronne et les membres de la Chambre des communes et du Sénat. Les organismes fédéraux chargés de réglementer les prix de certains biens ou services ont été priés d'observer les indicateurs. De plus, le ministre des Finances a invité instamment tous les Canadiens à restreindre dans ces limites leurs demandes d'augmentation de revenu. La plupart des provinces ont institué des programmes du même genre.

Evolution des prix

L'inflation mesurée par l'IPC s'était accélérée régulièrement au Canada, passant de 7.5 pour cent en 1976 à 12.5 pour cent en 1981. Durant ces cinq années d'intensification, la hausse des prix des aliments était passée de 2.7 pour cent en 1976 à un sommet de 15.5 pour cent en 1978, pour rester dans les deux chiffres jusqu'en 1981. Les prix intérieurs de l'énergie, s'ils enregistrent une élévation rapide depuis 1974 à cause des chocs imprimés aux prix mondiaux du pétrole, ont vu leur progression s'accélérer en 1980 et particulièrement en 1981. La hausse des taux mesurés d'inflation renforçait les attentes inflationnistes, ce qui se reflétait dans l'accroissement des hausses salariales nominales. Les règlements salariaux sans IVC ont affiché une progression constante, passant de 7.2 pour cent en 1978 à 13.3 pour cent en 1981. L'augmentation des coûts de revient pendant cette période s'est traduite par une hausse toujours plus forte de l'IPC hors alimentation et énergie, qui sert parfois à mesurer l'inflation fondamentale ou sous-jacente: ce taux est monté de 6.1 pour cent en 1978 à 10.9 pour cent en 1981.

En 1982, l'inflation a régressé de 1.7 point pour descendre à 10.8 pour cent, mettant fin à cinq années consécutives d'accélération. Sur une base annuelle, le ralentissement de l'inflation a été dû principalement à une augmentation moins forte des aliments et de l'énergie. L'IPC des produits alimentaires s'est élevé de 7.2 pour cent en 1982, descendant au-dessous des deux chiffres pour la première fois depuis cinq ans. L'accroissement des prix de l'énergie, tout en restant au niveau élevé de 19.8 pour cent en 1982, a été nettement inférieur aux 30.1 pour cent enregistrés l'année précédente. Le renchérissement de l'énergie en 1981 et 1982 était dû aux effets de l'entente conclue en septembre 1981 entre les gouvernements du Canada et de l'Alberta. La hausse des prix de l'énergie avait été particulièrement vive en 1981 parce que le gouvernement fédéral avait imposé un prélèvement spécial d'indemnisation, pour réagir aux réductions de la production en Alberta, afin d'aider à financer la hausse corrélative des subventions à l'importation de pétrole. Etant donné que la politique fédérale visait à amortir l'effet de l'adaptation à la hausse des prix entraînée par les chocs pétroliers de 1974 et 1980, les prix de l'énergie se sont accrus un peu plus tard au Canada que dans les autres pays. En 1982, cependant, les prix inté-

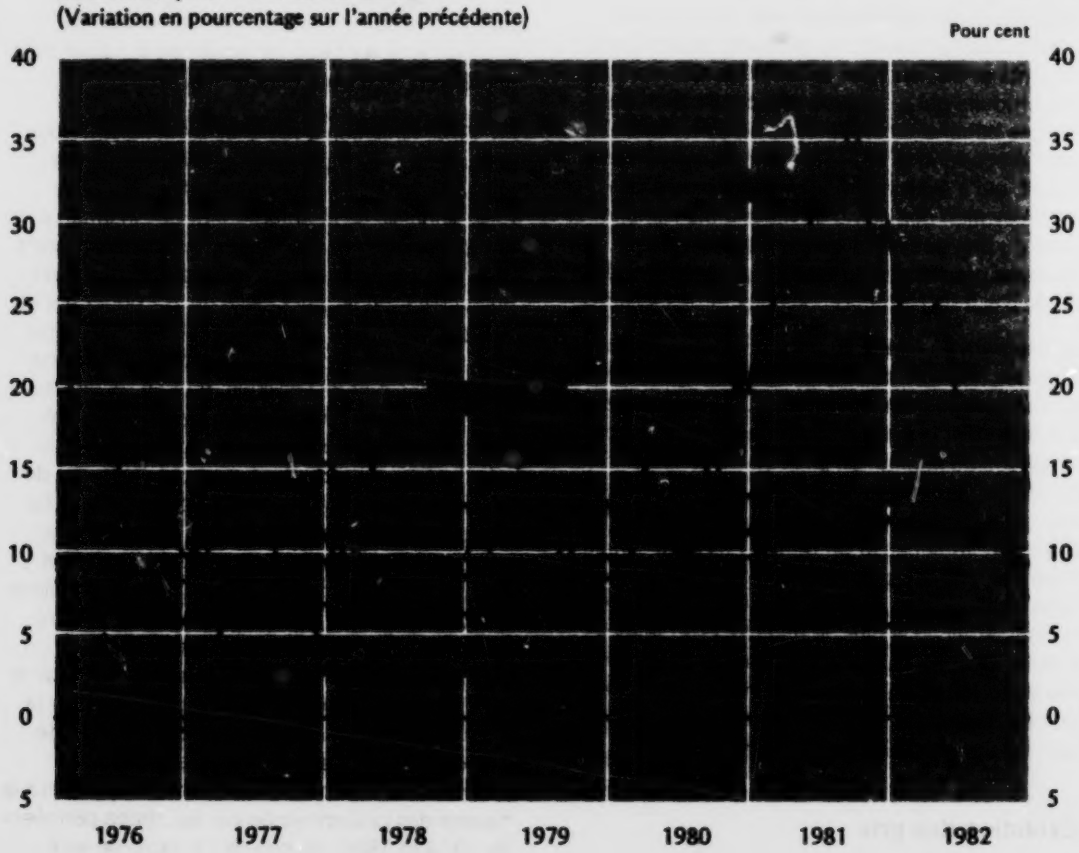
rieurs de l'énergie étaient encore inférieurs au niveau mondial dans notre pays. Le prix «pondéré» canadien s'établissait en 1982, en moyenne, à 73 pour cent du prix international du pétrole, compte tenu des différences de qualité; sans tenir compte de ces dernières, le rapport était de 79 pour cent (tableau 2.1).

Si l'on fait abstraction des aliments et de l'énergie, l'IPC a augmenté de 10.8 pour cent en 1982, contre 10.9 pour cent en 1981. Ces chiffres annuels masquent toutefois le fait que l'inflation était en hausse en 1981 et en baisse en 1982. L'accroissement sur 12 mois de l'IPC hors alimentation et énergie se situait à 12 pour cent en décembre 1981, contre 10.1 pour cent en janvier 1981. Pendant toute l'année 1982, il a diminué régulièrement pour descendre à 9.2 pour cent en décembre. Ces chiffres portent à croire que l'inflation sous-jacente manifeste une nette tendance au ralentissement au Canada, même si ce mouvement s'est amorcé un peu plus tard que la décélération de l'IPC de l'ensemble des articles.

L'IPC des biens s'est élevé de 9.4 pour cent en 1982, soit de 3.7 points de moins qu'en 1981, tandis que celui des services marquait une hausse de 12.9 pour cent l'an dernier, dépassant de 1.4 point le rythme de 1981. Au chapitre des biens entrant dans l'IPC, l'influence modératrice du fléchissement de la demande s'est exercée principalement sur les prix des biens durables et semi-durables et des aliments. La faible demande de biens durables a obligé les détaillants à

Graphique 2.1

Indice des prix à la consommation
(Variation en pourcentage sur l'année précédente)



Source: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001.

Tableau 2.1
Inflation récente au Canada

	1980	1981		1982	
		Taux annuel	En fin d'année[1]	Taux annuel	En fin d'année[1]
		(variations procentuelles)			
Indice des prix à la consommation	10.7	11.4	5.6	7.2	7.5
Alimentation	16.0	30.1	30.4	19.8	13.8
Energie	9.4	10.9	12.0	10.8	9.2
Total, alimentation et énergie exclues	10.2	12.5	12.1	10.8	9.3
IPC total	11.5	13.1	11.0	9.4	8.1
Biens	8.2	11.5	13.6	12.9	11.0
Services					
Prix implicites de la DNB	10.7	11.3	10.9	10.5	10.3
Consommation	10.9	12.6	12.1	9.2	6.8
Administrations	5.4	9.3	7.0	3.0	0.2
Logement	11.0	11.1	11.4	8.7	6.1
Investissements des entreprises	10.7	11.3	11.7	10.6	10.5
Demande intérieure	15.0	11.1	8.4	4.0	3.8
Importations	8.9	11.5	13.6	13.9	1.7
Demande intérieure moins importations	15.7	7.6	6.7	2.5	2.4
Exportations	11.1	10.1	11.1	10.6	10.4
DNB totale					
Prix de vente dans l'industrie	13.5	10.2	8.4	6.0	4.4
Prix intérieurs des produits de base	14.5	19.1	13.5	8.3	8.3
Combustibles exclus	11.8	0.8	– 7.8	– 3.9	– 0.9
Prix mondiaux des produits énergie exclue (en $ américains)	17.8	– 11.5	– 19.6	– 16.6	– 12.0
		(en dollars/baril)			
Prix du pétrole brut					
Importé c.a.f. Montréal	36.96	42.99	41.95	41.35	42.00
A la tête du puits—Alberta	15.58	18.88	21.25	24.63	25.75
Prix pondéré	18.08	26.94	29.86	32.76	34.65

[1] Variations en pourcentage sur 12 mois au 4e trimestre pour les prix implicites de la DNB et au mois de décembre pour tous les autres prix.

Sources: Statistique Canada, *Prix à la consommation et indices de prix*, trim., nº de cat. 62-010; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et *The Economist*, hebdomadaire.

réduire leurs marges bénéficiaires pour se débarrasser des articles en magasin. Après quatre années où les prix des services avaient augmenté moins vite que ceux des biens, le phénomène s'est inversé en 1982. La montée des taux d'intérêt hypothécaires et la forte hausse des prix de l'énergie, de même qu'une augmentation nettement plus rapide du prix des communications et

des transports publics, expliquent en grande partie le renchérissement notable des services en 1982. L'analyse des statistiques mensuelles d'IPC montre que l'inflation du prix des services a elle aussi commencé à ralentir. Les prix des services, qui sur 12 mois affichaient une hausse de 13.8 pour cent en mars 1982, n'avaient augmenté que de 11 pour cent en décembre 1982. Pour les biens, les hausses comparables se sont établies à 10.1 et à 8.1 pour cent respectivement.

D'après les comptes nationaux, le prix moyen que les Canadiens ont payé en 1982 les biens et services, qu'ils soient produits dans le pays ou à l'étranger c'est-à-dire l'indice implicite des prix de la demande intérieure s'est accru de 10.6 pour cent, en baisse de 0.7 point par rapport aux 11.3 pour cent enregistrés en 1981, comme l'indique le tableau 2.1. Cette augmentation est la moyenne pondérée d'une élévation de 13.9 pour cent des prix intérieurs et d'un faible renchérissement de 4 pour cent des importations. Le fort accroissement de l'indice implicite des prix de la demande intérieure diminuée des importations révèle l'importance relative des facteurs internes d'inflation, notamment l'accélération de la hausse des prix des stocks, tandis que l'augmentation modérée des importations reflète dans une large mesure une inflation plus faible chez les principaux partenaires économiques du Canada. Le prix des exportations n'a monté que de 2.5 pour cent en 1982, en raison de la faiblesse générale de la demande sur les marchés internationaux. Lorqu'on tient compte des exportations, on obtient l'indice implicite des prix de la Dépense nationale brute (IIP-DNB). Malgré le ralentissement des prix à l'exportation, la hausse de l'IIP-DNB, l'indicateur le plus complet de l'inflation, est passée de 10.1 pour cent en 1981 à 10.6 pour cent en 1982. Bien que cela indique une intensification de l'inflation moyenne, celle-ci a marqué une tendance à la baisse dans le courant de l'année. Le taux d'accroissement sur 12 mois de l'IIP-DNB était en effet de 10.4 pour cent au quatrième trimestre de 1982, contre 11.2 pour cent au premier trimestre.

Comparativement aux prix de détail, les prix des fabricants ont réagi plus vite et plus vigoureusement au fléchissement de la demande à compter du deuxième semestre de 1981. Sur une base annuelle, l'indice des prix de vente dans l'industrie (IPVI), un indice pondéré par l'année de base qui reflète tant les variations du coût des produits vendus d'un fabricant à un autre que les fluctuations des prix payés par les distributeurs, exportateurs compris, pour les produits manufacturés finis, s'est élevé de 6 pour cent en 1982, soit de 4.2 points de moins qu'en 1981 (tableau 2.1). Le taux d'accroissement de l'IPVI mesuré sur 12 mois a culminé à 11.7 pour cent en juin 1981 pour descendre à 7.1 pour cent en janvier 1982 et à 4.4 pour cent en décembre 1982. La charge relativement plus lourde représentée par les stocks des fabricants et le manque de liquidité des sociétés semblent avoir provoqué un ajustement des prix plus rapide à ce niveau. Le ralentissement de l'inflation au stade de la fabrication à été largement réparti entre les branches d'activité et s'est répercuté sous forme de coûts moins élevés pour les détaillants, ce qui a contribué — avec un certain décalage toutefois — à modérer la hausse des prix de détail.

Les prix mondiaux des produits de base énergie exclue en dollars américains, les prix internationaux du pétrole et les prix intérieurs des matières premières, combustibles exclus, ont diminué en 1982. Des récoltes records de céréales et de fèves de soja, des surplus de sucre et le gonflement des stocks de métaux chez les producteurs par suite de la récession mondiale se sont traduits par une baisse de 16.6 pour cent des prix mondiaux des produits de base énergie exclue, qui ont diminué pour une deuxième année. Le prix mondial du pétrole a lui aussi chuté en 1982. Quant aux prix intérieurs des matières premières, combustibles exclus, ils ont reculé de 3.9 pour cent en 1982 après n'avoir augmenté que de 0.8 pour cent en 1981, du fait que l'effondrement des prix du bois et des métaux, par suite d'une faible demande mondiale, compensait le renchérissement assez marqué des minéraux non métalliques. Même si l'on inclut les combustibles, l'augmentation des prix intérieurs de matières premières s'est nettement ralentie, passant de 19.1 pour cent en 1981 à 8.3 pour cent en 1982.

Coûts de main-d'oeuvre

L'accroissement des salaires nominaux s'est intensifié régulièrement de 1979 au premier trimestre de 1982 (tableau 2.2). Cependant, l'ampleur de la récession au Canada, le ralentissement de l'inflation et le programme fédéral de 6 & 5, combiné à des initiatives analogues de la plupart des provinces, ont eu pour effet de briser

Tableau 2.2
Règlements salariaux récents[1] au Canada

	1980	1982	1982				
			Taux annuel	1er t.	2e t.	3e t.	4e t.
	(variations en pourcentage)						
Augmentations négociées sans IVC							
Secteur commercial	11.5	13.8	9.6	12.9	11.8	10.1	7.7
Secteur non commercial	10.9	13.1	10.1	12.8	12.8	10.1	7.1
Total	11.1	13.3	10.0	12.8	12.5	10.1	7.3
Secteur privé	11.7	13.5	10.6	12.5	11.9	10.1	9.8
Secteur public	10.9	13.2	9.9	12.8	12.7	10.1	6.9
Administration fédérale	10.8	12.4	8.0	11.8	12.1	8.3	6.0
Administration provinciale	11.2	13.6	11.2	12.9	13.3	13.2	8.8
Administrations locales	10.6	13.4	12.9	13.4	11.8	18.7[2]	—
Enseignement, santé et bien-être	11.0	13.7	11.3	14.1	12.7	12.5	7.3
Téléphone, électricité et services d'eau	10.7	13.6	11.5	14.2	13.0	10.8	6.6
Salaires hebdomadaires moyens	10.1	11.9		11.6	10.3	6.3	

Remarque: Indique l'absence de négociations.

(1) Travail Canada publie les chiffres de règlements salariaux d'après deux méthodes, selon l'industrie. La ventilation secteur commercial — non commercial s'inspire de la classification-type des activités économiques qu'utilise Statistique Canada et qui répartit les établissements d'après leur activité économique principale. Par exemple, un réseau de transport appartenant à l'Etat ou les Postes sont classés parmi les autres établissements de transports et de communications, dans le secteur commercial et non dans le secteur non commercial à titre d'administration. La distinction secteur privé — secteur public permet de classer les conventions d'après la branche d'activité de l'employeur, de sorte que les contrats conclus entre le gouvernement du Canada et les travailleurs des Postes entrent dans la rubrique fédérale du secteur public. Un autre exemple est Air Canada, qui figure dans les catégories du secteur commercial et du secteur public.

(2) Représente un seul contrat intéressant moins de 1,000 travailleurs.

Sources: Travail Canada, *Données sur le travail*, trim.; Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail*, mens., nº de cat. 72-002.

l'élan pris par les règlements salariaux et les gains, ainsi que de contribuer au ralentissement des salaires nominaux en 1982, en particulier au second semestre.

Pour analyser l'évolution récente des salaires, il faut étudier tant les nouvelles conventions qui indiquent les coûts futurs du facteur travail que les gains, qui reflètent les coûts salariaux actuels. Les hausses annuelles moyennes accordées dans les nouveaux contrats sans IVC sont passées de 13.3 pour cent en 1981 à 10 pour cent en 1982. Au dernier trimestre de l'année, l'augmentation annuelle moyenne consentie dans les conventions salariales sans IVC avait sensiblement diminué, passant à 7.3 pour cent, comparativement à une hausse record de 14 pour cent au dernier trimestre de 1981. Les hausses accordées dans les conventions du secteur public ont diminué de 3.3 points pour descendre à 9.9 pour cent en 1982, tandis que dans le secteur privé les augmentations moyennes régressaient de 2.9 points pour atteindre 10.6 pour cent. Le ralentissement plus marqué des règlements salariaux dans le secteur public en 1982 a été observé au second semestre, en raison de l'effet du programme fédéral de 6 & 5 et des mesures provinciales. Les règlements salariaux négociés sans IVC dans le sec-

teur fédéral sont tombés de 4.4 points pour se situer à 8 pour cent en 1982, le taux le plus faible observé pour tous les groupes du secteur public et un niveau inférieur à la moyenne du secteur privé, tandis que dans l'administration provinciale les hausses marquaient un ralentissement de 2.4 points pour s'établir à 11.2 pour cent en 1982. Au chapitre des gains, les salaires hebdomadaires moyens dans le secteur industriel ont augmenté de 9 pour cent en 1982, contre 11.9 pour cent en 1981.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre, qui reflètent à la fois l'évolution de la productivité et les variations des coûts salariaux, se sont accrus de 12.3 pour cent en 1982, contre 10.5 pour cent en 1981 (tableau 2.3). La forte baisse de la productivité du travail observée en 1982 a compensé le ralentissement des hausses salariales. Un examen des variations trimestrielles révèle cependant une décélération appréciable des coûts unitaires de main-d'œuvre au second semestre; au dernier trimestre de 1982, ces coûts augmentaient de 9.8 pour cent en taux annuel, comparativement à une hausse moyenne de 14.4 pour cent au premier semestre.

Evolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux Etats-Unis

La hausse des prix à la consommation et des salaires nominaux a amorcé un ralentissement plus vite aux Etats-Unis qu'au Canada en 1982, ce qui a entraîné un élargissement de l'écart apparu entre les taux d'inflation en 1981. Des calendriers différents d'évolution vers les prix mondiaux de l'énergie et la sensibilité apparemment plus grande des prix et des salaires américains à la faiblesse de la demande de produits et de main-d'œuvre expliquent en grande partie cet écart.

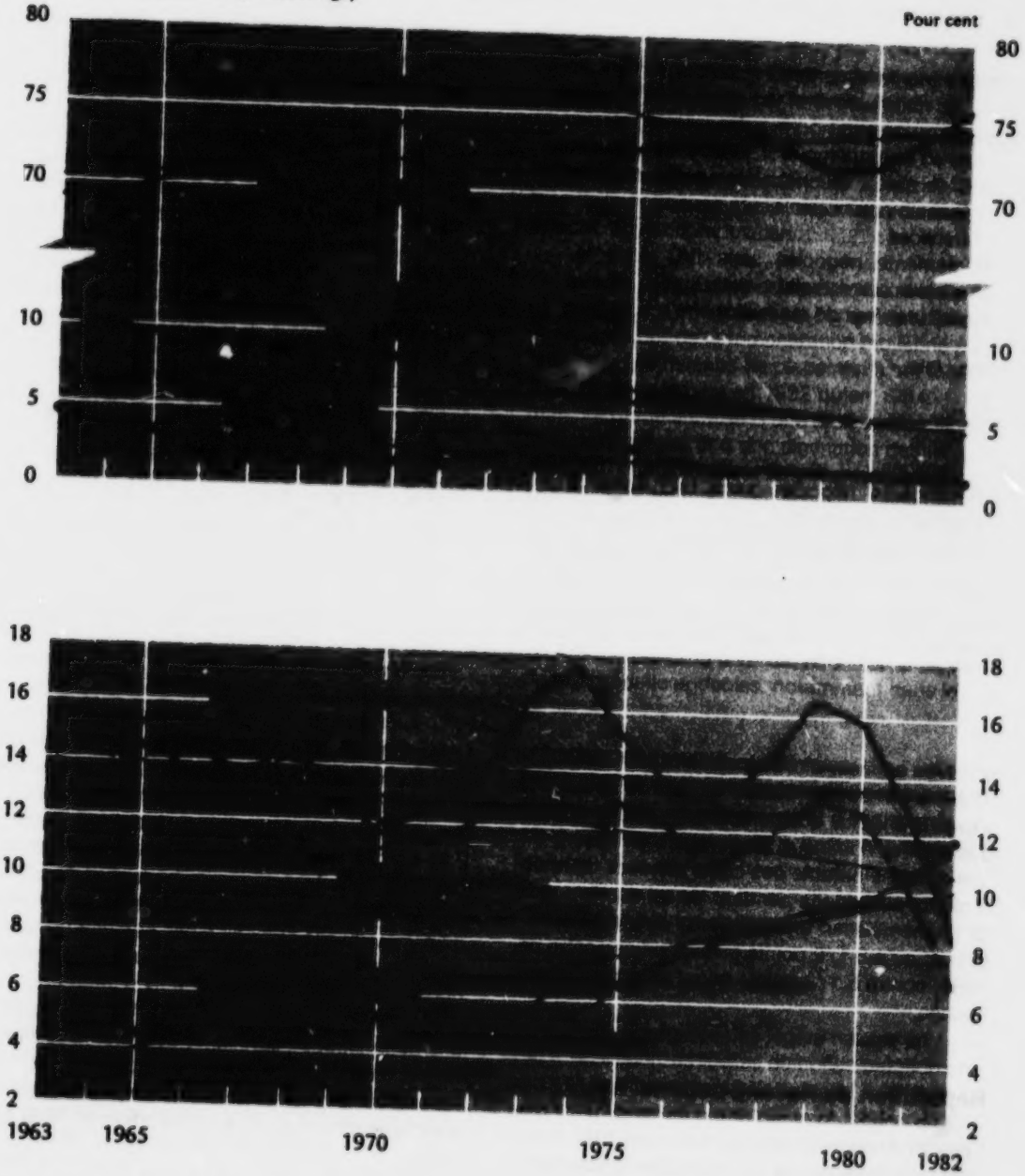
L'inflation mesurée par l'IPC aux Etats-Unis a diminué sensiblement pour la deuxième année d'affilée, passant d'un sommet de 13.5 pour cent en 1980 à 10.3 pour cent en 1981 et à 6.3 pour cent en 1982 (tableau 2.3). Aussi l'écart entre l'inflation exprimée par l'IPC au Canada et aux Etats-Unis est-il passé de 2.2 points en 1981 à 4.6 points en 1982. Le tableau 2.3 révèle que, de 1976 à 1982, l'IPC a évolué de façon plus régulière au Canada qu'aux Etats-Unis – s'accélérant régulièrement pour passer de 7.5 pour cent en 1976 à un sommet de 12.5 pour cent en 1981, puis s'orientant relativement lentement à la baisse pour descendre à 10.8 pour cent en 1982. Aux Etats-Unis, par contre, l'accélération a été plus rapide, l'inflation passant d'un bas niveau de 5.7 pour cent en 1976 à un sommet de 13.5 pour cent en 1980 pour retomber rapidement à 6.2 pour cent en 1982. L'ajustement des prix intérieurs sur les prix mondiaux du pétrole aux Etats-Unis en 1979 et 1980 ainsi que la hausse retardée des prix pétroliers au Canada en 1981 et 1982 expliquent pour une bonne part l'écart entre les taux d'inflation dans les deux pays depuis quatre ans. De façon générale, et les prix des biens et les prix des services de l'IPC américain ont réagi plus vite à l'évolution économique que les mêmes composantes au Canada. La variabilité plus marquée des prix des services aux Etats-Unis résulte en partie de la sensibilité supérieure du coût du logement occupé par le propriétaire à l'évolution du marché de l'habitation, et en particulier aux variations des taux hypothécaires et des prix des maisons; cette sensibilité plus marquée découle au moins en partie de la méthode particulière employée pour établir l'IPC aux Etats-Unis.

Sur le plan des salaires, la hausse annuelle moyenne consentie dans les règlements négociés sans IVC dans le secteur commercial a diminué de 4.2 points pour s'établir à 9.6 pour cent au Canada en 1982, contre une baisse de 2.2 points et un niveau de 6.6 pour cent aux Etats-Unis. C'était la troisième année de suite, en 1982, que les hausses salariales étaient plus élevées au Canada qu'aux Etats-Unis. Cependant, comme le ralentissement a été relativement plus marqué au Canada, l'écart entre les règlements salariaux dans les deux pays est passé de 5 points en 1981 à 3 points en 1982. Le ralentissement des hausses salariales au Canada a été particulièrement prononcé au second semestre; aussi l'écart entre les deux pays à ce chapitre n'était-il que de 2.2 points au quatrième trimestre de 1982. Ces dernières années, les hausses salariales, aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis, ont évolué avec un certain retard par rapport à l'inflation mesurée par l'IPC.

La tendance au ralentissement des coûts unitaires de main-d'œuvre aux Etats-Unis, dont l'augmentation est passée de 10 pour cent en 1980 à 6.9 pour cent en 1982, reflète un mouvement analogue des augmentations nominales de salaires. Au Canada par contre, l'élévation des coûts

Graphique 2.2

Parts du revenu national net au coût des facteurs
(Parts annuelles en pourcentage)



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, mens., nº cat. 13-001.

Tableau 2.3
Evolution comparative des prix et des salaires au Canada et aux Etats-Unis

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(variations procentuelles)						
Canada							
IPC	7.5	8.0	8.9	9.1	10.2	12.5	10.8
Biens	4.9	7.4	10.2	10.6	11.5	13.1	9.4
Services	12.2	9.0	6.8	7.0	8.2	11.5	12.9
Règlements négociés sans IVC dans le secteur commercial	10.6	7.9	7.6	9.5	11.5	13.8	9.6
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.6	8.0	5.3	8.6	12.3	10.5	12.3
Etats-Unis							
IPC	5.7	6.5	7.7	11.3	13.5	10.3	6.2
Biens	4.3	5.8	7.1	11.4	12.2	8.4	4.0
Services	8.2	7.7	8.6	11.0	15.4	13.1	9.0
Règlements négociés sans IVC dans le secteur commercial	8.0	7.9	7.6	8.1	10.3	8.8	6.6
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5.6	5.4	7.5	9.0	10.0	8.5	6.9

Sources: Statistique Canada, *Prix à la consommation et indices de prix,* trim., nº de cat. 62-010; et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses,* trim., nº de cat. 13-001; Travail Canada, *Données sur le travail,* trim.; U.S. Bureau of Labour Statistics, *CPI Retail Report,* mens.; et U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business,* mens.

unitaires de main-d'œuvre s'est intensifiée en 1982, la baisse appréciable de la productivité du travail ayant plus que compensé la décélération des salaires nominaux. Cependant, en raison d'une baisse notable des coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada pendant les six derniers mois de l'année, l'écart entre les deux pays ne s'établissait qu'à 3 1/2 points au second semestre de 1982, contre 5 1/2 points pour l'ensemble de l'année.

Répartition du Revenu national net

Les variations des parts de revenu en 1982 ont obéi principalement à l'évolution conjoncturelle. La part du revenu national net (RNN) représentée par la rémunération des salariés a fortement augmenté, passant de 73.9 pour cent en 1981 à un sommet de 75.8 pour cent en 1982 (graphique 2.2). La part des bénéfices des sociétés est tombée de 12.8 à 8.2 pour cent pendant cette période. Elle est maintenant inférieure à la moitié du niveau qu'elle affichait à son sommet le plus récent, en 1979. L'élévation du taux d'épargne personnelle et la hausse des taux d'intérêt au premier semestre de 1982 se sont traduites par une augmentation constante de la part des intérêts et des revenus divers de placements. Le revenu des entreprises individuelles non agricoles s'est légèrement accru en proportion de RNN en 1982.

3. Secteurs des particuliers, du logement et des entreprises

Les dépenses réelles de consommation ont diminué en 1982, mais moins que la DNB réelle. Le taux d'épargne a grimpé à un record pour l'après-guerre de 13.7 pour cent en 1982, soit au-delà de 1 point de plus qu'en 1981. Le revenu disponible des particuliers s'est accru plus vite que la DNB à cause d'une forte progression des revenus de placements, sensibles aux taux d'intérêt, et des paiements de transfert de l'Etat versés en fonction du chômage, et du fait que le ralentissement du revenu du travail n'a pas été aussi marqué que celui du PNB. La faiblesse de la consommation a touché principalement les achats de biens durables et semi-durables, sensibles aux taux d'intérêt. Les dépenses en biens non durables et en services n'ont guère changé par rapport à 1981.

La construction résidentielle a sensiblement fléchi en 1982 à cause des taux hypothécaires élevés, d'un recul du revenu disponible réel des particuliers et d'une élévation du chômage. Les mises en chantier d'habitations unifamiliales sont restées particulièrement faibles jusqu'au dernier trimestre de l'année, période à laquelle elles se sont redressées à la faveur d'une détente des taux hypothécaires, des encouragements fédéraux et provinciaux à l'habitation et d'une baisse du nombre de logements neufs. Les mises en chantier de logements multiples ont toutefois été vigoureuses au premier semestre, sous l'impulsion du programme d'immeubles à logements multiples (MURB). Il en est résulté une forte augmentation du stock de logements multiples, qui a ralenti les mises en chantier au second semestre.

Les investissements réels ont marqué un déclin en 1982 à cause du faible niveau d'utilisation des capacités, des taux d'intérêt élevés et d'une moins grande rentabilité des sociétés. Le recul s'est concentré dans les secteurs autres que celui de l'énergie. La diminution des stocks a été rapide, comptant pour à peu près la moitié de la baisse réelle de la DNB en 1982.

Sources de revenu

La progression du revenu et du revenu disponible des particuliers s'est ralentie en 1982, comme l'indique le tableau 3.1. Ce ralentissement s'explique en majeure partie par la décélération du revenu du travail, la plus importante source de revenu des particuliers. L'augmentation de leur revenu disponible a été inférieure à celle de leur revenu brut à cause d'une majoration du taux effectif moyen d'imposition.

Le taux de progression du revenu du travail a fléchi en raison d'une baisse de l'emploi et d'un ralentissement de la rémunération moyenne par employé. Les revenus de placements ont aussi augmenté moins vite en 1982 qu'en 1981 — en majeure partie à cause d'une croissance moins vive de l'épargne et d'une diminution des taux d'intérêt, principalement au second semestre. Les revenus agricoles, qui accusent souvent d'importantes fluctuations d'une année à l'autre, ont diminué sensiblement en 1982, après avoir enregistré une forte hausse en 1981. Un niveau élevé de stocks en début d'année à l'échelle mondiale, suite aux fortes récoltes de 1981, a exercé une pression à la baisse du prix des principaux produits agricoles, notamment dans le cas du blé.

Si l'on corrige les chiffres nominaux par l'indice implicite des prix des dépenses de consommation, on s'aperçoit que le revenu réel disponible des particuliers, mesuré de la façon habituelle, a fléchi aussi en 1982; cette diminution s'explique en grande partie par la baisse du revenu du travail, lui aussi corrigé de la hausse des prix.

Dépenses des particuliers

Après avoir enregistré une légère hausse en 1981, les dépenses réelles de consommation ont accusé une baisse en 1982 (tableau 3.2). Cela peut s'expliquer en partie par la réduction du revenu réel disponible malgré une décélération évidente des prix. Parmi les achats des consommateurs, ce sont les acquisitions de biens durables qui ont le plus chuté (voir le tableau 3.2), car elles sont beaucoup plus sensibles aux taux d'intérêt.

Les biens semi-durables ont aussi enregistré une diminution, quoique moins prononcée, alors que

Tableau 3.1
Sources et emplois du revenu des particuliers

	1978	1979	1980	1981	1982
	(Variation en pourcentage)				
Sources					
Revenu du travail[1]	9.0	11.7	12.7	13.9	7.0
Revenu agricole net	21.4	6.5	−8.8	47.4	−10.9
Revenu net d'entreprises non agricoles non constituées en sociétés	8.1	8.4	9.2	13.9	5.6
Intérêts, dividendes et autres revenus de placements	25.0	21.9	15.2	35.1	14.4
Revenus de transfert	12.8	6.5	14.4	14.3	23.5
Revenu personnel	11.1	11.8	12.7	16.9	9.7
Revenu personnel disponible	12.2	12.2	12.4	15.7	9.3
Revenu personnel disponible réel	4.6	2.7	1.5	3.9	−1.1
Emplois					
Consommation	10.3	11.4	11.9	13.4	7.8
Impôt direct des particuliers[2]	6.7	10.2	14.1	22.2	11.5
Paiements de transfert[3]	20.6	47.6	29.3	35.5	6.2
Epargne	28.5	12.8	13.0	28.4	20.4
	(En pourcentage)				
Taux effectif moyen d'imposition[4]	18.6	18.3	18.6	19.4	19.7

(1) Comprend la solde et les allocations des militaires.
(2) Comprend tous les transferts courants à l'Etat.
(3) Comprend l'intérêt sur les prêts à la consommation et les transferts aux non-résidents.
(4) Egal à l'unité moins le rapport revenu disponible/revenu personnel.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

la consommation de biens non durables et de services, catégories moins sujettes aux variations cycliques, variait très peu.

D'autres facteurs ont pu influencer aussi les consommateurs. Les taux hypothécaires élevés ont entraîné un déplacement de fonds vers les remboursements d'hypothèques, au détriment de la consommation. On ne dispose pas de données complètes sur le rapport entre les hypothèques et la valeur des maisons, mais il est possible, à partir des chiffres fournis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, d'établir un rapport entre les prêts hypothécaires et les prix des maisons neuves et celui des logements existants sur lesquels l'hypothèque a été renouvelée. Ce rapport estimatif est présenté au tableau 3.3 pour la période 1974-1982. Il est difficile d'établir une relation de ce genre pour chaque période. Il est cependant assez clair qu'en général l'augmentation des taux d'intérêt hypothécaires aurait eu pour effet de réduire le rapport moyen entre les sommes prêtées et la valeur des maisons. Par exemple, au cours de la période 1980-1982, alors que les taux hypthécaires étaient relativement hauts, le rapport moyen des sommes prêtées à la valeur des maisons est tombé à 0.780, de 0.876 qu'il était durant la période 1974-1979. De plus, la détérioration de l'emploi en 1982 de même que la variabilité des taux d'intérêt au cours des dernières années ont pu inciter les ménages à être plus prudents dans leurs décisions de consommation.

Tableau 3.2
Parts et croissance procentuelles par catégorie de dépenses de consommation[1]

	Part des dépenses totales de consommation				Taux de variation			
	Moyenne 1971-1979	1980	1981	1982	Moyenne 1971-1979	1980	1981	1982
	(pourcentage)				(variation en pourcentage)			
Biens durables	16.9	17.4	17.3	16.2	8.9	– 1.8	1.1	– 8.8
Autos et réparations	7.7	7.2	7.0	6.2	7.0	– 6.3	– 1.2	– 13.2
Ameublement et articles ménagers	4.2	4.2	4.2	3.8	7.4	– 0.4	0.5	– 11.6
Articles de loisirs	5.0	6.0	6.1	6.1	13.4	3.2	4.2	– 1.8
Biens semi-durables	13.6	13.6	13.8	13.5	5.9	– 1.2	2.9	– 4.6
Vêtements et chaussures	8.1	8.5	8.8	8.7	6.3	– 0.0	4.6	– 3.6
Ameublement	3.6	3.5	3.4	3.2	6.5	– 0.9	– 1.3	– 6.0
Livres et journaux	1.2	1.1	1.1	1.0	1.5	2.1	1.9	– 7.8
Bijoux	0.7	0.5	0.6	0.5	7.0	– 21.8	5.0	– 5.6
Biens non durables	29.5	27.7	27.5	27.9	3.6	0.8	1.0	– 0.9
Aliments, boissons et tabac	19.7	17.9	17.9	18.3	2.9	0.6	1.9	– 0.3
Essence, huile et graisse	2.9	2.9	2.7	2.5	5.6	1.3	– 3.4	– 8.8
Fournitures ménagères	1.4	1.3	1.3	1.3	5.5	– 3.0	– 0.1	– 3.2
Médicaments et divers	1.5	1.6	1.7	1.7	7.6	2.9	3.9	0.5
Electricité et gaz	3.1	2.9	2.7	2.9	2.4	1.8	– 2.8	2.8
Articles de toilette	1.0	1.1	1.1	1.1	8.1	2.6	4.1	– 0.8
Services	40.1	41.2	41.5	42.5	4.7	3.3	2.5	– 0.1
Transports et communications	4.8	5.5	5.6	5.7	7.5	4.0	3.7	– 0.3
Loyer	14.5	15.1	15.3	16.0	4.0	4.2	3.3	2.5
Services ménagers	1.0	0.8	0.8	0.8	0.1	– 1.8	1.4	1.6
Services médicaux	1.6	1.7	1.8	1.8	2.0	3.7	5.0	– 2.2
Services personnels	12.9	13.3	13.3	13.7	5.3	2.1	2.0	– 3.1
Loisirs, formation, culture et autres	4.4	4.2	4.2	4.2	4.3	3.7	0.7	– 2.4
Dépenses de consommation	100.0	100.0	100.0	100.0	5.2	1.1	1.9	– 2.5

[1] Toutes les estimations sont établies à partir des dépenses de consommation en dollars de 1971.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, an., nº de cat. 13-201.

Taux d'épargne corrigé de l'inflation

Le taux d'épargne personnelle enregistré dans les comptes nationaux est gonflé en période d'inflation à cause d'une mesure inexacte des revenus de placements et des paiements d'intérêt des particuliers. En effet, les paiements ou les revenus nominaux d'intérêt comprennent une «prime à l'inflation» qui dédommage en fait les prêteurs de la baisse attendue du pouvoir d'achat du principal. Equivalant donc à un remboursement partiel de la valeur réelle du prêt, cette prime inflationniste ne devrait pas être comprise, aux fins de l'analyse, dans le revenu des

Tableau 3.3
Estimation de la dette hypothécaire et de la valeur du capital

	Valeur des maisons hypothéquées	Montant des prêts hypothécaires	Sommes prêtées par rapport à la valeur des maisons	Taux des hypothèques ordinaires à 5 ans
		(millions de dollars)		
1974	6,180	5,933	0.960	11.2
1975	9,859	8,982	0.911	11.4
1976	11,549	10,185	0.882	11.8
1977	17,497	14,603	0.835	10.4
1978	16,585	13,887	0.837	10.6
1979	16,883	14,049	0.832	12.0
1980	14,693	11,988	0.816	14.3
1981	11,519	9,190	0.798	18.2
1982	14,722	10,674	0.725	17.9
Moyenne				
1974-1979	—	—	0.876	11.2
1980-1982	—	—	0.780	16.8

Sources: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada*; et estimations du ministère des Finances.

Tableau 3.4
Taux d'épargne personnelle[1] mesuré et corrigé de l'inflation

	Mesuré	Corrigé de l'inflation
1973	9.1	2.9
1974	9.9	1.1
1975	10.9	5.5
1976	10.0	6.5
1977	9.7	4.8
1978	11.1	6.7
1979	11.1	5.7
1980	11.2	4.0
1981	12.4	5.7
1982	13.7	6.6
Moyenne		
1963-1972	5.8	3.3
1973-1982	10.9	5.0

[1] Rapport entre l'épargne et le revenu disponible des particuliers.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

prêteurs ni dans les dépenses des emprunteurs. Comme le montrait la *Revue économique* de 1982, une correction en fonction de l'inflation donne un taux d'épargne personnelle sensiblement moins élevé pendant la période inflationniste postérieure à 1973.

Le tableau 3.4 met à jour les estimations du taux d'épargne personnelle corrigé de l'inflation. Le taux d'épargne effectif a augmenté de 1.4 point en 1982 pour passer à 13.7 pour cent. Le taux d'épargne corrigé de l'inflation lui a été inférieur de 7.1 points, à 6.6 pour cent. Le taux effectif d'épargne est passé à 10.9 pour cent en moyenne pendant la période 1973-1982, en hausse de 5.1 points par rapport aux années 1963-1972. L'élévation comparable du taux corrigé a été sensiblement moindre, s'établissant à 1.7 point pour porter ce taux à 5 pour cent.

Logement

En termes réels, les investissements résidentiels ont chuté de 23.5 pour cent en 1982, baissant pour la cinquième fois en six ans (tableau 3.5). Tant pour les habitations neuves que pour les maisons existantes, le marché a été beaucoup moins ferme en 1982 qu'en 1981. Des facteurs tels que des taux hypothécaires élevés au cours des trois premiers trimestres, le recul du revenu disponible réel et l'incertitude entraînée par la hausse du chômage ont freiné les achats des maisons. En fait, comme il a été indiqué, les particuliers ont employé une partie de leur épargne à diminuer leurs hypothèques.

Les mises en chantier de logements se sont élevées à 125,860 en 1982, soit 29.3 pour cent de moins qu'en 1981. Les mises en chantier d'habitations unifamiliales ont été particulièrement touchées, baissant de 38.9 pour cent pour s'établir à 39,100 unités. Outre que ces logements n'ont guère été en demande, les constructeurs ont été confrontés à des stocks relativement élevés et croissants d'habitations invendues au premier semestre. Le budget fédéral de juin 1982 est venu en aide à ce secteur en offrant des subventions aux premiers acheteurs d'un logement et aux acquéreurs d'une maison neuve, en accroissant les fonds consacrés au Programme de rénovation des maisons ainsi qu'au logement coopératif et à but non lucratif, en accroissant l'aide au Programme canadien de construction de logements locatifs et en prolongeant le Régime canadien de renouvellement hypothécaire. Ces mesures n'ont pas stimulé la construction au début, les promoteurs s'efforçant plutôt de réduire leurs invendus. Au quatrième trimestre cependant, ces

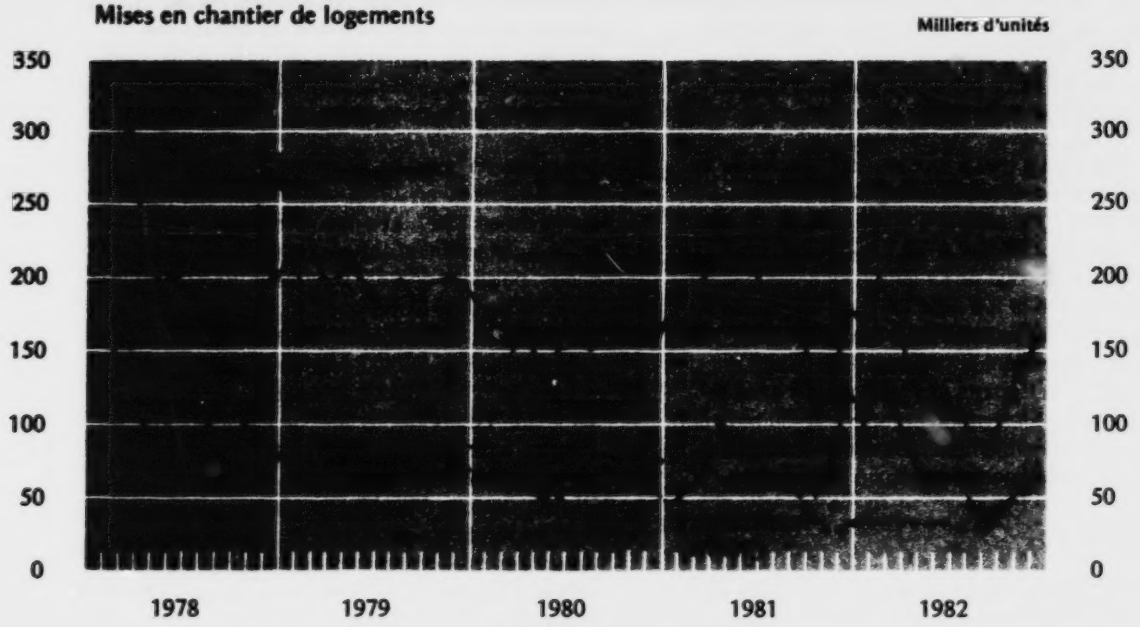
Tableau 3.5
Indicateurs du logement neuf

	1978	1979	1980	1981	1982
			(variation en pourcentage)		
Dépenses réelles de construction résidentielle	– 1.8	– 2.8	– 6.1	5.6	– 23.5
			(en milliers)		
Mises en chantier d'habitations	227.7	197.0	158.6	178.0	125.9
Urbaines — unifamiliales	72.9	72.9	60.7	63.4	39.1
— multiples	105.8	78.8	64.3	79.0	65.7
Total	178.7	151.2	125.0	142.4	104.8
			(pour cent)		
Taux des hypothèques ordinaires.....	10.6	12.0	14.3	18.2	17.9

Sources: Statistique Canada, *Revue statistique canadienne*, mens., nº de cat. 11-003; Banque du Canada, *Revue*, mens; Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada*, an.

Graphique 3.1

Mises en chantier de logements



Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques canadiennes de logement*, annuelle.

initiatives, jointes à un supplément de fonds fédéraux pour deux programmes d'habitation, à plusieurs programmes provinciaux d'encouragement et à une forte baisse des taux hypothécaires, ont eu pour effet de relancer les mises en chantier de logements unifamiliaux de plus de 40 pour cent. En outre, les stocks en fin d'année se situaient à près de 40 pour cent au-dessous du niveau observé 12 mois auparavant.

La construction de logements multiples a été beaucoup plus fluctuante. Bien que le programme d'encouragement MURB ait officiellement pris fin avec l'année 1981, il a continué d'exercer un effet appréciable sur les mises en chantier en 1982 en raison de certaines de ses dispositions. En effet, le budget de novembre 1981 stipulait que les coûts annexes devaient donner droit à une déduction fiscale intégrale en 1982 lorsque les empattements de logements MURB étaient en place au 31 décembre 1981 ou que les ententes en vue de leur construction étaient bien avancées avant la date du budget. Certains logements enregistrés comme MURB en 1981 n'ont été mis en chantier qu'au début de 1982. La forte progression de la construction au premier trimestre a accru considérablement le stock de logements invendus, face à une demande faible. Les mises en chantier ont alors baissé brutalement, et il a fallu attendre le dernier trimestre de 1982 pour voir les divers programmes publics d'encouragement et la baisse des taux d'intérêt engendrer une reprise modérée des mises en chantier. L'un des effets du programme MURB a été une légère hausse du taux d'appartements inoccupés en 1982, après une situation très tendue en 1981.

La demande de résidences déjà construites a été beaucoup plus faible au premier semestre de 1982 que pendant la période comparable de 1981, avant de se rétablir au dernier trimestre, principalement grâce à la baisse des taux d'intérêt. Les prix moyens des logements ont diminué au cours des trois premiers trimestres et, en décembre 1982, le prix de vente moyen était de 9.4 pour cent inférieur à son niveau de décembre 1981.

Investissements fixes des entreprises

Les investissements réels des entreprises en usines et en équipement ont chuté de 11.5 pour cent en 1982 (voir le tableau 1.), un record pour l'après-guerre. Pendant les trois années précédentes, les investissements des entreprises avaient apporté à l'économie un soutien appréciable, en affichant une croissance moyenne de 8.6 pour cent entre 1979 et 1981. La tendance à la hausse de ces investissements en proportion de la DNB, de 13.9 pour cent dans les années 70 à 16.3 pour cent en 1980-1981 en moyenne, a subi un renversement en 1982, cette part tombant alors à 15.2 pour cent.

Après avoir vu leur croissance se ralentir au second semestre de 1981, les investissements

Tableau 3.6
Investissements des entreprises[1] en dollars courants

	Part du total en 1982	1980	1981	1982
	(en pourcentage)	(variation en pourcentage)		
Secteur non énergétique				
Agriculture et pêche	8.2	2.3	8.8	– 8.5
Mines	5.2	63.5	35.7	– 5.1
Industrie forestière	0.3	14.1	– 17.9	– 48.4
Industrie manufacturière	18.5	31.4	26.2	– 15.8
Bâtiment	2.3	12.5	17.7	– 3.3
Ensemble du secteur des biens	34.0	23.8	21.6	– 12.3
Transports, entreposage et communications	12.6	15.5	19.5	0.5
Commerce	3.2	9.8	15.6	– 13.2
Finance, assurance et immobilier	7.3	11.9	22.0	– 10.2
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	7.5	14.3	7.9	– 10.0
Ensemble du secteur des services	30.6	13.6	16.5	– 6.4
Total du secteur non énergétique	65.1	18.9	19.2	– 9.6
Secteur énergétique				
Electricité	15.8	– 4.0	19.8	17.0
Extraction de pétrole et de gaz	12.3	44.9	12.4	– 5.5
Pipe-lines	3.7	163.2	190.0	15.7
Distribution de gaz	1.0	47.2	5.8	26.3
Produits du pétrole et du charbon	2.1	18.5	160.2	31.8
Ensemble du secteur de l'énergie	34.9	19.5	26.9	8.7
Total	100.0	19.0	21.5	– 4.0

[1] Non compris les investissements consacrés à l'habitation, aux institutions et à l'administration publique.
Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, an., nº de cat. 61-206.

ont diminué au premier trimestre de 1982 et ont continué dans ce sens jusqu'au trois derniers mois de l'année, qui les ont vu enregistrer une faible reprise. Un repli était prévisible dans le cadre du cycle normal, les investissements réagissant au fléchissement de la demande finale, au déclin des taux d'utilisation des capacités et à la détérioration générale des bilans. La chute a probablement été plus prononcée en 1982 à cause du niveau élevé des taux d'intérêt, qui a sensiblement accru le coût du financement. Les marges bénéficiaires ont été rognées, la faible demande empêchant de répercuter entièrement sur les prix les frais d'intérêt, les dépenses d'énergie et les autres coûts d'exploitation. A la fin de 1982, le secteur manufacturier n'utilisait que 63 pour cent de sa capacité de production, contre près de 83 pour cent au début de 1981.

La dégradation progressive du climat des investissements tout au long de 1982 se reflète dans l'enquête sur les intentions d'investissement effectuée au début de 1982, puis au milieu de l'année. Au début de 1982, les entreprises s'attendaient à accroître leurs investissements de 14 pour cent dans l'année. Une révision en baisse devait ramener la hausse escomptée à 3.6 pour cent en milieu d'année. En réalité, les investissements ont baissé de 4 pour cent en 1982, après s'être accrus de 19.4 pour cent en 1981. Les investissements réels ont été régulièrement inférieurs aux intentions initiales et révisées, tant dans le secteur énergétique que dans le reste de l'économie.

La faiblesse des investissements a été particulièrement évidente dans le secteur non énergétique. Comme le montre le tableau 3.6, le total des investissements non énergétiques a chuté de 9.6 pour cent en 1982, après avoir progressé de 19.1 pour cent en 1980 et en 1981. Les investissements ont nettement baissé tant dans le secteur des biens que dans celui des services. Dans le premier secteur, le recul le plus prononcé a été le fait de l'industrie forestière, à cause de l'effritement de la demande mondiale et des prix internationaux. Dans les industries manufacturières, les investissements ont aussi accusé un repli appréciable, notamment dans les industries du bois, du matériel de transport et des produits minéraux non métalliques. Dans le secteur des services, la plus forte baisse des investissements a été observée dans le commerce, après une croissance vigoureuse en 1981.

Les investissements énergétiques ont continué d'apporter une contribution positive à l'économie en 1982, encore que leur hausse 8.7 pour cent ait été moins forte qu'en 1980 et en 1981. En proportion de la DNB, ils ont atteint leur plus haut niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les investissements de l'industrie des produits du pétrole et du charbon et celle de la distribution du gaz ont de nouveau affiché une hausse particulièrement rapide, après une forte progression en 1980 et 1981. Par contre, la pléthore actuelle de pétrole au niveau mondial, les incertitudes entourant les prix mondiaux du brut et la viabilité moins assurée des mégaprojets énergétiques ont entraîné une baisse des investissements dans l'extraction du pétrole et du gaz en 1982, après dix années de progression rapide.

Les investissements réels en construction non résidentielle, qui avaient été un élément de soutien pendant toute l'année 1981, ont chuté de 6 pour cent en 1982 (voir le tableau 1.1). Les investissements énergétiques, qui représentent plus de la moitié des dépenses totales de construction non résidentielle en termes réels, ont été de nouveau en grande partie l'élément de vigueur. Les investissements réels en machines et en équipement, qui peuvent s'adapter plus facilement aux variations de l'activité économique, ont amorcé une baisse au second semestre de 1981, avant de marquer un nouveau repli de 16.4 pour cent en 1982. Le secteur des biens, énergie exclue, qui représente environ 50 pour cent des investissements en machines et en équipement, a été le principal point faible.

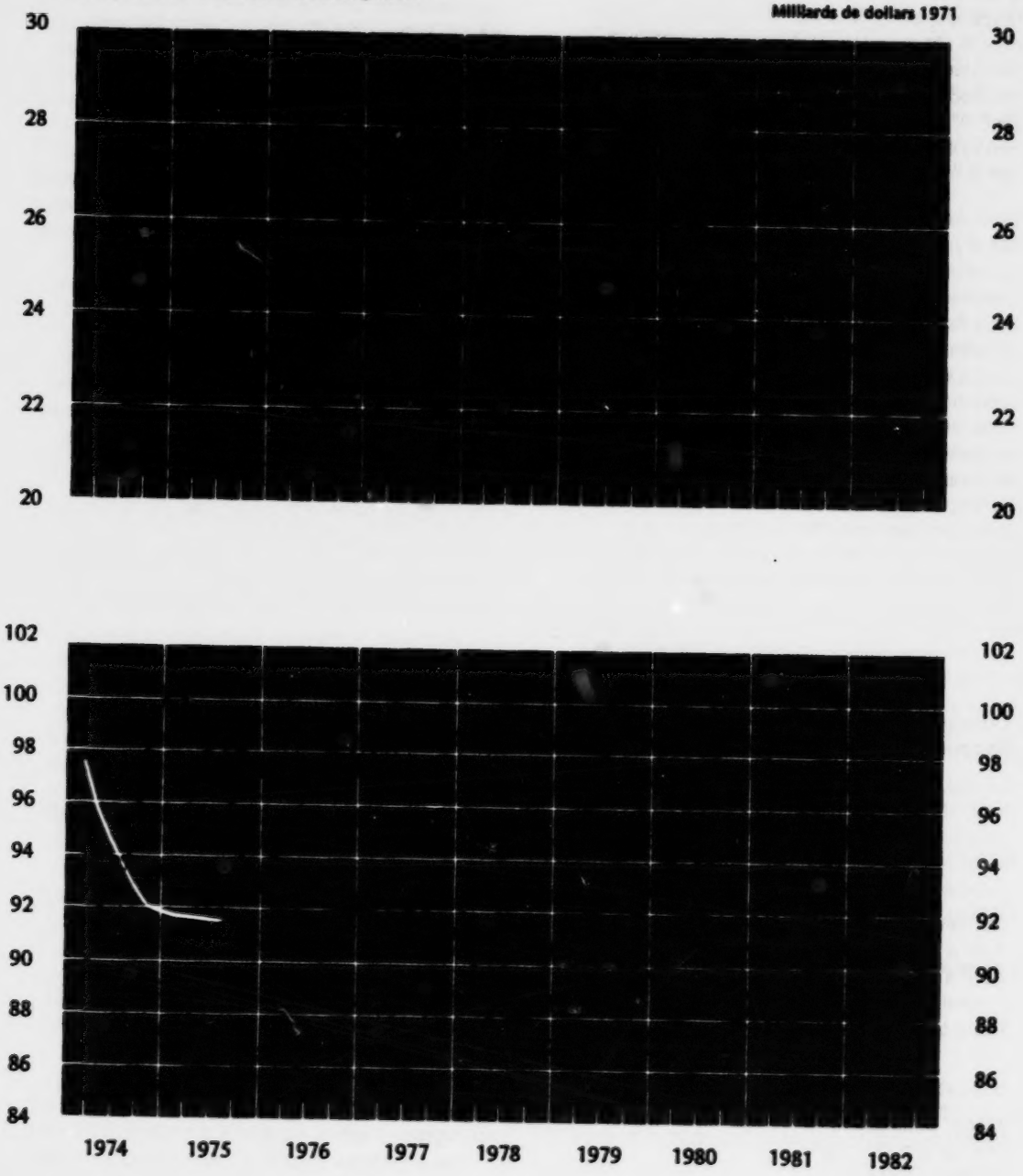
Stocks

En termes réels, les stocks des entreprises non agricoles ont marqué une baisse sans précédent de $3.2 millions (en dollars de 1971) en 1982. La réduction des stocks a représenté environ la moitié de la baisse de la DNB réelle en 1982.

Les entreprises gèrent leurs stocks en fonction des ventes. La vitesse d'adaptation des stocks est normalement moins grande que celle des ventes au début d'une récession, de sorte qu'une hausse du rapport stocks/ventes est prévisible pendant cette phase. C'est ce qui est arrivé au début de la récession de 1981-1982. Cependant, à cause des taux d'intérêt élevés, qui ont contri-

Graphique 3.2

Stocks et ventes réels d'entreprises (1)



(1) Ventes comprennent les dépenses de consommation en biens, les investissements d'entreprises (y compris la construction résidentielle), les exportations de biens, les dépenses courantes de l'Etat autres que les salaires, et les investissements de l'Etat.

Source: Statistique Canada, *Compte nationaux des revenus et des dépenses,* trim., no cat. 13-001 et ministère des Finances.

bué à une rationalisation importante des stocks, le sommet atteint par ce rapport (corrigé de la tendance) en 1982 a été moins élevé que pendant la récession de 1980 (voir le graphique 3.2). Au cours des trois derniers trimestres de 1982, les stocks ont diminué plus rapidement que la DNB et le rapport des stocks aux ventes est descendu au-dessous du rapport tendanciel à long terme à la fin de l'année.

Parmi les secteurs, celui du commerce de détail a été le premier à réduire ses stocks. Leur compression a été particulièrement forte chez les concessionnaires d'automobiles. Dans le secteur manufacturier, la diminution des stocks a touché d'abord les matières premières. Elle s'est ensuite propagée aux stocks de produits finis, mais la réduction a été plus difficile dans ce cas car les grossistes et les détaillants entreprenaient aussi de résorber sensiblement leurs stocks. Pendant la récession de 1981-1982, les stocks ont chuté de 18 pour cent dans le secteur du détail, de 15 pour cent dans celui du gros et de 11 pour cent chez les fabricants. Les secteurs du détail et du gros ont aussi enregistré une baisse beaucoup plus marquée du rapport stocks/ventes.

Bénéfices des sociétés

Les bénéfices des sociétés avant impôt ont chuté de 33.3 pour cent d'après les comptes nationaux en 1982, après une baisse de 10.5 pour cent en 1981. Cette diminution sans précédent des profits, qui s'était amorcée au deuxième trimestre de 1981, a persisté pendant cinq trimestres. Les bénéfices ont entamé un redressement au troisième trimestre de 1982. En proportion du revenu national net, ils sont tombés de 15.9 pour cent en 1980 à 12.8 pour cent en 1981 et à 8.2 pour cent en 1982, plus bas niveau de l'après-guerre.

Les rapports bénéfices/ventes des industries canadiennes, compte tenu aussi bien des grandes entreprises que des petites, est tombé d'un sommet de 8.5 pour cent au dernier trimestre de 1979 à 3.7 pour cent en 1982. Au cours de la même période, la marge bénéficiaire des grandes entreprises est descendue de 10.4 à 4.4 pour cent (tableau 3.7), touchant un creux de 4.1 pour cent au deuxième trimestre de 1982. Le taux de rendement du capital après impôt des grandes entreprises a marqué une forte décroissance,

Tableau 3.7
Rapports financiers choisis[1] des grandes sociétés industrielles

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
			(coefficient)			
Autofinancement[2]/Investissements	0.84	0.98	0.84	0.74	0.46	0.40
Actif à court terme/Passif à court terme	1.64	1.65	1.60	1.59	1.51	1.39
Actif à court terme moins stocks/Passif à court terme	0.90	0.93	0.91	0.88	0.83	0.75
Dette totale/Capitaux propres	1.23	1.23	1.28	1.25	1.37	1.53
			(en pourcentage)			
Marge bénéficiaire sur ventes	7.5	7.7	9.8	9.9	8.2	4.4
Rendement du capital après impôt	3.0	3.2	4.4	4.1	3.1	1.4
Fardeau d'intérêt	30.4	28.5	24.8	27.5	40.2	64.9

[1] Les coefficients figurant dans la partie supérieure du tableau sont calculés pour le troisième trimestre de l'année considérée; ceux de la partie inférieure sont les moyennes des trois premiers trimestres de chaque année.
[2] L'autofinancement est égal aux bénéfices nets après impôt et aux dividendes (c'est-à-dire aux bénéfices non répartis) augmentés des déductions pour amortissement et épuisement.
Source: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº de cat. 61-003; et ministère des Finances.

tombant d'un sommet de 4.6 pour cent en troisième trimestre de 1979 à 1.4 pour cent en 1982.

Le poste de frais des entreprises qui a augmenté le plus vite en 1982 a été celui des intérêts. Le fardeau d'intérêt des grandes sociétés industrielles (défini comme le rapport entre les frais d'intérêt et le revenu net augmenté des dépenses d'intérêt) est passé à 64.9 pour cent en 1982, à partir d'un bas niveau de 24 pour cent au dernier trimestre de 1979, sous la double influence de la montée des taux d'intérêt et de la contraction des bénéfices nets. Le poste «Intérêts» a été instable à cause des variations rapides de taux et de l'accroissement de l'endettement à taux flottant des entreprises. La hausse des frais de matière et de main-d'œuvre s'est nettement ralentie en 1982, reflétant l'évolution des salaires et des prix ainsi que les efforts de compression des coûts déployés par les entreprises.

La contraction la plus marquée des marges bénéficiaires a été observée dans l'industrie minière et le secteur manufacturier. Ce sont les mines métalliques, ayant subi une perte nette en 1982, qui ont vu leurs bénéfices enregistrer la chute la plus brutale. Dans le secteur manufacturier, les industries dont les marges ont été le plus touchées sont celles du bois, du papier et des produits connexes, de la première transformation des métaux et du matériel de transport. L'industrie du bois a enregistré des pertes nettes pendant cinq trimestres de suite à compter du troisième trimestre de 1981. Dans le secteur des services, les marges bénéficiaires, bien que généralement moins sensibles à la situation conjoncturelle, ont également accusé une dégradation régulière au cours des deux dernières années. La baisse a frappé le commerce de gros et plus particulièrement celui du détail. Les autres activités de services, comme les communications et les services socio-culturels, commerciaux et personnels, ont beaucoup moins souffert à ce chapitre.

Liquidité des sociétés

La conjonction de bénéfices fortement diminués et d'un endettement croissant a entraîné une dégradation marquée des indicateurs courants de la situation financière des sociétés au cours des trois premiers trimestres de 1982, après une détérioration appréciable en 1981. L'année 1982 a été marquée par une nouvelle baisse du financement interne des investissements fixes, le rapport entre l'autofinancement et ces derniers diminuant pour la troisième année de suite pour atteindre un nouveau creux, nettement inférieur à la moitié de celui observé sur l'ensemble des années 1977-1979 (tableau 3.7). Simultanément, la forte baisse des bénéfices combinée à la difficulté de se financer sur un marché boursier déprimé a obligé les sociétés à devenir encore plus dépendantes des capitaux d'emprunt pour satisfaire leurs besoins financiers. Le coefficient d'endettement (dettes/capitaux propres) des sociétés industrielles a enregistré une vive hausse au dernier semestre de 1981, puis au premier semestre de 1982, pour atteindre un niveau record de 1.53 au deuxième trimestre. Bien que ce rapport se soit stabilisé au deuxième trimestre de 1982, il s'est établi nettement au-dessus du niveau moyen de 1.25 enregistré au cours des années 1977-1980.

La tendance à la baisse des divers indicateurs de la liquidité des sociétés qui s'était amorcée en 1981 a continué en 1982. Le coefficient de fonds de roulement, qui indique le rapport entre le passif à court terme et les avoirs liquides, est tombé d'un sommet de 1.65 en 1978 à un bas niveau de 1.39 au troisième trimestre de 1982. Le rapport entre l'actif à court terme diminué des stocks et le passif à court terme, appelé «coefficient de liquidité» est tombé de 0.93 au troisième trimestre de 1978 à 0.75 au troisième trimestre de 1982. Simultanément, une bonne partie des dettes à moyen terme a été transformée en emprunts assortis d'échéances plus courtes et de taux d'intérêt flottants.

Sources et emplois de fonds[1]

Le flux total des fonds dans le secteur des grandes sociétés industrielles est tombé de $60.4 milliards au cours des 12 mois se terminant au troisième trimestre de 1981 à $44.9 milliards au

[1] L'exposé qui suit diffère de celui du chapitre 8 (tableaux 8.2 et 8.4) sur les points suivants. D'abord, les données de ce chapitre sont basées sur la statistique financière des sociétés industrielles, tandis que celles du chapitre 8 proviennent des comptes de flux financiers et de la *Revue de la Banque du Canada*. Le champ de ces sources de données diffère quelque peu. Ensuite, la présente analyse ne porte que sur les sociétés industrielles, tandis que l'exposé du chapitre 8 englobe tous les secteurs de l'économie. Enfin, les données de ce chapitre ne se rapportent qu'aux trois premiers trimestres, alors que le chapitre 8 fournit des données pour toute l'année. En dernier lieu, ces diverses sources de données donnent des définitions quelque peu différentes de plusieurs concepts financiers, en particulier les dettes à court terme.

cours des quatre trimestres suivants (tableau 3.8). Cette contraction est attribuable principalement à la baisse des bénéfices des entreprises et à un recours moindre à l'endettement à long terme.

La plus forte baisse, pour ce qui est de l'origine des fonds, a été le fait des revenus avant impôt, qui sont tombés de $26 milliards en 1981 à $15.2 milliards en 1982. Ils ont ainsi été devancés par les dettes à long terme comme principale source de fonds. Les déductions pour amortissement ont continué de s'accroître, reflétant la hausse du stock de capital. Le capital-actions, qui avait diminué en proportion du financement en 1981, a progressé en 1982 grâce au redressement du marché boursier après le milieu de l'année. Conformément au profil de 1981, cependant, une forte proportion des capitaux obtenus par la vente d'actions a pris la forme d'actions privilégiées rachetables, un genre de financement qui s'apparente davantage aux capitaux d'emprunt aux capitaux propres.

L'achèvement de la période d'expansion rapide des investissements 1978-1981 apparaît dans le fait que les investissements nominaux n'ont que légèrement augmenté pendant les 12 mois se terminant au troisième trimestre de 1982. Les investissements entre sociétés ont chuté en 1982,

Tableau 3.8
Sources et emplois des fonds des grandes sociétés industrielles, ensemble des secteurs

	1978	1979	1980	1981	1982[1]
	(en millions de dollars)				
Sources					
Bénéfices avant impôt	14.9	22.6	27.1	26.0	15.2
Bénéfices extraordinaires nets	0.2	0.0	0.8	0.6	0.0
Déductions pour amortissement	5.9	6.7	7.7	8.8	10.0
Capital-actions	2.7	4.8	6.2	4.1	4.2
Dettes à long terme	5.7	8.9	9.8	19.7	17.6
Redressements divers et poste résiduel[2]	0.3	0.0	1.1	1.3	– 2.0
Total	29.3	42.9	50.6	60.4	44.9
Emplois					
Impôts directs et autres	5.7	8.6	10.7	11.3	7.6
Dividendes	3.7	5.5	6.4	7.5	6.8
Investissements	13.7	18.2	24.1	29.0	30.6
Investissements entre sociétés	1.7	3.8	6.4	10.8	3.2
Autres avoirs à long terme[3]	0.8	1.8	1.1	0.8	3.3
Fonds de roulement[4]	3.5	5.0	4.2	0.9	– 6.6
Total	29.3	42.9	50.6	60.4	44.9

(1) Les calculs sont basés sur les quatre trimestres se terminant au troisième trimestre de l'année considérée.
(2) Comprend: le surplus d'apport, l'excédent de la valeur estimée des immobilisations sur leur coût (amorti) et les bénéfices non répartis avant les redressements de l'exercice, les transferts, les autres redressements et les bénéfices non répartis pour les sociétés employant la méthode de la valeur de consolidation.
(3) Comprend: les participations à long terme, les autres éléments d'actif et la différence entre les immobilisations et l'amortissement, l'épuisement et la variation des immobilisations.
(4) Le fonds de roulement est un poste établi par différence, défini comme l'actif à court terme diminué du passif à court terme. Les dettes à court terme faisant partie du passif à court terme, elles ne figurent pas à part dans les ressources.
Source: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº de cat. 61-003.

après les nombreuses prises de contrôle enregistrées en 1981. La baisse des revenus des sociétés a entrainé une diminution de leurs impôts. A noter en 1982 la baisse des dividendes versés, qui témoigne de la détérioration des bénéfices des entreprises. Les dividendes suivent généralement une tendance à la hausse, car les sociétés ont généralement pour politique de les lier au mouvement durable plutôt que temporaire des bénéfices. Enfin, une baisse de $6.6 milliards des fonds de roulement a reflété les tensions croissantes imposées à la trésorerie des sociétés, dont les actifs à court terme ont augmenté moins vite que leurs dettes à court terme.

4. Marché du travail

La baisse d'activité économique a entraîné de nombreuses pertes d'emplois tout au long de 1982, portant le taux moyen de chômage de 7.6 pour cent en 1981 à 11 pour cent l'an dernier. Cette hausse du chômage a été partiellement amortie par la baisse de productivité liée à la récession et par le ralentissement de la croissance de la population active. En fin d'année, cependant, certains indices commençaient à montrer une amélioration de l'emploi, qui accusait une détérioration constante depuis le début de la récession au troisième trimestre de 1981. Le tableau 4.1 résume l'évolution du marché du travail depuis une dizaine d'années.

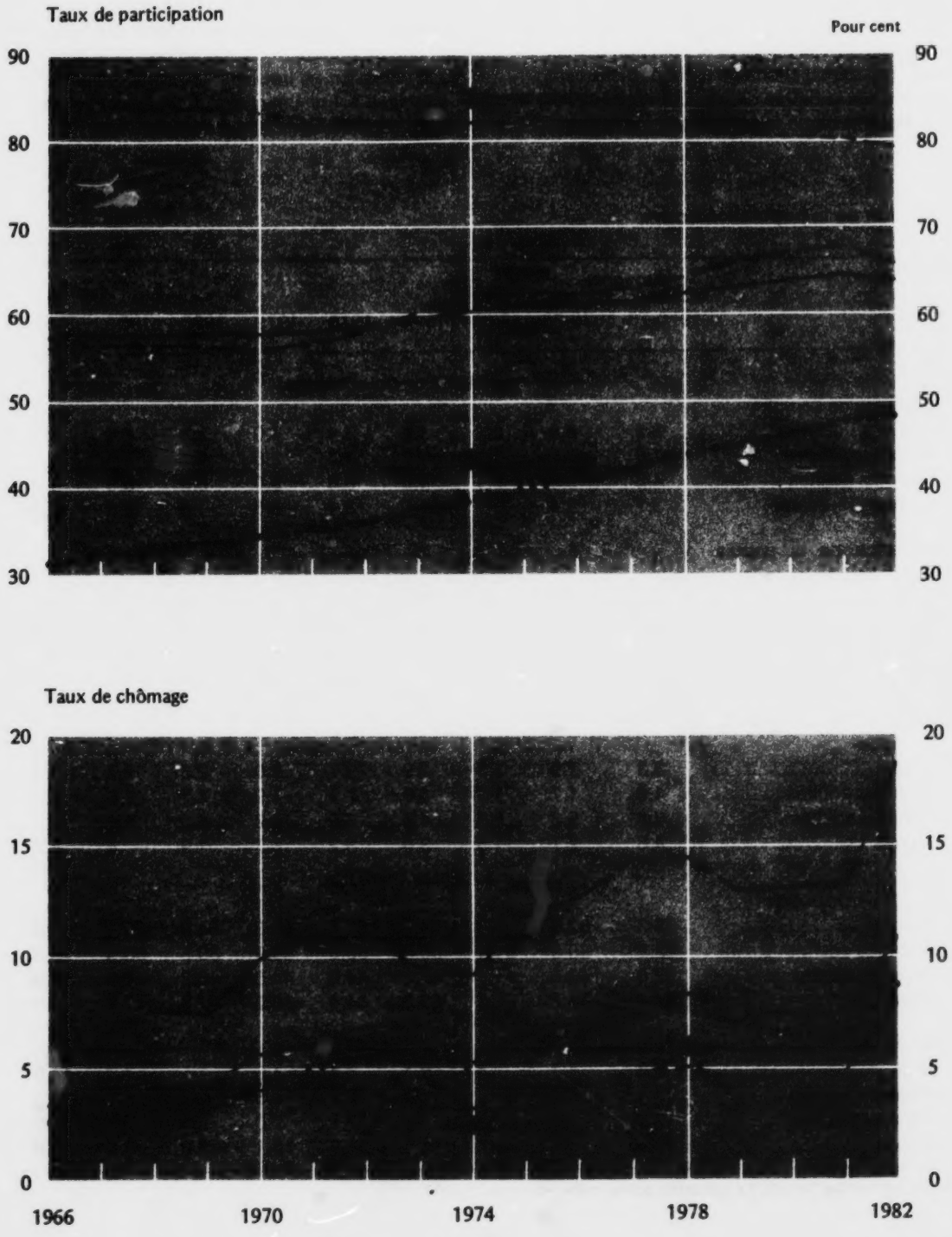
Tableau 4.1
Evolution de la population active

	Moyenne								
	1970-75	1976-80	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
					(variations en pourcentage)				
Croissance de l'emploi									
Totale	2.9	2.8	2.1	1.8	3.4	4.0	2.8	2.6	−3.3
Hommes adultes	1.6	1.6	1.3	1.0	1.7	2.6	1.5	1.9	−2.3
Femmes adultes	4.8	5.3	5.1	4.0	6.6	5.0	6.0	5.9	1.0
Jeunes (15-24 ans)	3.7	2.4	0.7	1.0	3.1	5.6	1.6	0.3	−10.2
Croissance de la population en âge de travailler									
Totale	2.4	2.0	2.3	2.1	1.9	1.8	1.8	1.6	1.5
Hommes adultes	2.2	2.1	2.3	2.1	1.9	1.9	2.2	2.3	2.4
Femmes adultes	2.4	2.4	2.5	2.4	2.3	2.3	2.4	2.4	2.5
Jeunes	2.7	1.3	2.3	1.7	1.3	0.8	0.2	−0.5	−1.3
Croissance de la population active									
Totale	3.3	2.9	2.3	2.9	3.7	3.0	2.8	2.7	0.4
Hommes adultes	1.8	1.7	1.3	1.8	2.1	1.9	1.7	2.0	1.2
Femmes adultes	5.3	5.3	5.3	4.8	7.0	4.2	5.5	6.1	3.4
Jeunes	4.6	2.7	1.5	3.0	3.2	3.7	1.9	0.4	−4.2
					(pour cent)				
Taux de participation									
Total	59.3	62.5	61.1	61.5	62.6	63.3	64.0	64.7	64.0
Hommes adultes	82.5	80.9	81.1	80.9	80.9	80.9	80.5	80.3	79.3
Femmes adultes	37.0	43.6	41.1	42.1	44.0	44.8	46.2	47.9	48.3
Jeunes	59.4	64.7	62.4	63.2	64.4	66.2	67.3	67.9	65.9
Taux de chômage									
Total	6.0	7.7	7.1	8.1	8.4	7.5	7.5	7.6	11.0
Hommes adultes	3.9	4.7	4.2	4.9	5.2	4.6	4.8	4.9	8.1
Femmes adultes	5.4	7.0	6.6	7.4	7.7	7.0	6.5	6.7	8.8
Jeunes	10.5	13.6	12.7	14.5	14.6	13.1	13.3	13.4	18.8

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

Graphique 4.1

Taux de participation et de chômage



Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº cat. 71-001.

Offre de main-d'œuvre

Les variations de la population active ont deux composantes: l'évolution de la population en âge de travailler et celle du taux de participation au marché du travail. Le premier facteur a été relativement stable ces dernières années, tandis que le taux global de participation s'accroissait notablement entre 1970 et 1981. Cette tendance générale à la hausse de la participation masque toutefois une baisse tendancielle de la participation des hommes adultes et une participation plus forte des femmes adultes et des jeunes. Il en est résulté une augmentation considérable de la proportion des femmes adultes et des jeunes dans la population active.

En raison du rôle prédominant des facteurs cycliques en 1982, certaines de ces tendances se sont inversées. Le taux global de participation a diminué pour la première fois depuis dix ans, contribuant à un recul de 1.1 point de la croissance globale de la population active (tableau 4.2). Cette dernière ne s'est accrue que de 0.4 pour cent en 1982, alors que la population en âge de travailler augmentait de 1.5 pour cent. Si les taux de participation avaient suivi leur tendance passée, la population active aurait pu progresser de 2.7 pour cent, soit du même taux qu'en 1981. Le taux de participation a baissé parce que l'«effet du travailleur découragé» — qui se retire du marché du travail parce qu'il ne peut trouver d'emploi — a plus que compensé l'«effet du travailleur supplémentaire» — qui entre sur le marché du travail à cause de l'aggravation du chômage dans la famille. Le taux de participation des jeunes a chuté de 2 points en 1982, après s'être élevé de près de 10 points au cours de la dernière décennie, diminuant la population des jeunes travailleurs de 4.2 pour cent en 1982 alors qu'elle avait augmenté de 0.4 pour cent en 1981. Bien que le taux de participation des hommes ait diminué et celui des femmes a augmenté, tout comme pendant les dix dernières années, la récession a sensiblement freiné la croissance de la population active dans ces deux catégories. La hausse du nombre d'hommes adultes actifs a été de 1.2 pour cent et celles des femmes adultes de 3.4 pour cent en 1982, contre 2 et 6.1 pour cent respectivement en 1981.

Comme le montre le tableau 4.3, le nombre de travailleurs découragés semble avoir nettement progressé en 1982, surtout chez les hommes adultes. Les jeunes sont restés le groupe le plus nombreux de travailleurs découragés. Ce phénomène a également touché les femmes adultes. Certains faits indiquent cependant que, pour ces dernières, l'effet du travailleur supplémentaire a aussi été assez marqué. Par exemple, le taux de

Tableau 4.2
Facteurs ayant contribué à la croissance de la population active en 1982

	Total	Hommes adultes	Femmes adultes	Jeunes
Contribution (en points de pourcentage) de la croissance démographique	1.5	2.4	2.5	– 1.3
Contribution (en points de pourcentage) de la variation de la participation	– 1.1	– 1.2	0.9	– 2.9
Variation procentuelle de la population active, 1982	0.4	1.2	3.4	– 4.2
(Variation procentuelle potentielle de la population active si la participation avait suivi la variation procentuelle moyenne des 5 dernières années)	(2.7)	(2.2)	(5.5)	(– 0.2)

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

Tableau 4.3
Travailleurs découragés — indicateurs approximatifs[1]

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Total							
Milliers	33.0	45.0	52.0	49.0	53.0	57.0	110.0
Variation procentuelle	—	36.4	15.6	– 5.8	8.2	7.5	93.0
Hommes adultes							
Milliers	10.0	12.0	14.0	14.0	16.0	16.0	33.0
Variation procentuelle	—	20.0	16.7	0.0	14.3	0.0	106.3
Part du total	30.3	26.7	26.9	28.6	30.2	28.1	30.0
Femmes adultes							
Milliers	10.0	14.0	18.0	15.0	17.0	18.0	33.0
Variation procentuelle	—	40.0	28.6	– 16.7	13.3	5.9	83.3
Part du total	30.3	31.1	34.6	30.6	32.1	31.6	30.0
Jeunes							
Milliers	13.0	19.0	21.0	20.0	20.0	23.0	45.0
Variation procentuelle	—	46.2	10.5	– 4.8	0.0	15.0	95.7
Part du total	39.4	42.2	40.4	40.8	37.7	40.4	40.9

(1) Le nombre de travailleurs découragés est difficile à mesurer avec exactitude. Ces chiffres de Statistique Canada représentent les personnes qui ne font pas partie de la population active parce qu'elles estiment qu'il n'y a pas de travail disponible; ils sont utilisés ici comme une approximation du nombre des travailleurs découragés. Statistique Canada prévient qu'il est impossible de mesurer exactement l'effet de découragement et que les chiffres présentés dans ce tableau pourraient refléter le nombre de personnes peu actives dans la recherche d'un emploi ainsi que les inexactitudes dues au fait que l'enquête sur la population active ne comporte qu'une seule entrevue, auprès d'un membre de chaque foyer, au sujet des autres membres. En raison de l'impossibilité de mesurer exactement le nombre de travailleurs découragés, leurs totaux ne sont pas inclus dans le taux officiel de chômage, dans aucun des pays industrialisés.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

participation des femmes adultes mariées dont le mari était au chômage a sensiblement augmenté en 1982 pour atteindre 59.4 pour cent, contre 56.1 pour cent en août 1981, dépassant le taux de participation des femmes dont le mari avait un emploi, qui était de 58.4 pour cent en 1982 comparativement à 57.1 pour cent en août 1981.

Demande de main-d'œuvre

Sous l'effet d'une forte diminution de la production en 1982, le nombre annuel moyen d'emplois a baissé pour la première fois au Canada. Il a décru de 3.3 pour cent en 1982 et de 5.4 pour cent entre le sommet atteint en août 1981 et le bas niveau de novembre 1982. Un renversement s'est toutefois produit en décembre 1982, l'emploi augmentant alors de 0.2 pour cent. Sur l'ensemble de l'année, il a diminué de 359,000 en 1982, après s'être accru de 278,000 emplois en 1981. Entre août 1981 et la fin de 1982, le nombre d'emplois a baissé de 578,000.

Dans le secteur des biens, l'emploi a reculé de 9 pour cent, contribuant pour 89.4 pour cent à la baisse totale de l'emploi en 1982, alors que son apport à la création d'emplois avait été supérieur à la moyenne en 1981. Parmi les industries, celle de la fabrication a contribué pour 54 pour cent, le bâtiment pour 15.3 pour cent et les activités primaires non agricoles pour 14.8 pour cent à la chute de l'emploi. Comme on le constate au tableau 4.4, le profil de variation de l'emploi dans le secteur des biens en 1982 a généralement été le reflet du déclin relatif de production. Dans l'agriculture, l'emploi a baissé tandis que la pro-

Tableau 4.4
Mesures de l'emploi et de la production en 1982

	Variations de l'emploi	Emploi			Production[1]
		A plein temps	A temps partiel	Total	
	(milliers)	(variation en pourcentage)			
Canada	– 359	– 4.3	3.0	– 3.3	– 5.0
Hommes adultes	– 118	– 2.7	13.0	– 2.3	
Femmes adultes	32	0.7	2.2	1.0	
Jeunes	– 274	– 14.1	2.2	– 10.2	
Agriculture	– 19	– 3.3	– 6.8	– 3.9	2.6
Autres activités primaires	– 53	– 17.2	n.a.	– 16.9	– 12.3
Fabrication	– 194	– 9.5	0.0	– 9.1	– 12.3
Bâtiment	– 55	– 9.4	5.3	– 8.5	– 8.3
Commerce	– 36	– 3.5	3.6	– 1.9	– 8.8
Transports, communications et services publics	– 29	– 3.5	4.3	– 3.1	– 3.0
Finance, assurance et immobilier	9	1.3	1.8	1.5	0.1
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	17	– 0.5	4.2	0.5	– 0.8
Administration publique	0	0.0	0.0	0.0	3.2
Secteur des biens	– 321	– 9.1	– 2.0	– 9.0	– 9.4
Secteur des services	– 39	– 1.4	3.8	– 0.5	– 2.3

[1] Produit intérieur réel.
Sources: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; et *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mens., nº de cat. 61-005.

duction augmentait. Dans le secteur primaire, agriculture exclue, et dans l'industrie du bâtiment, le repli de l'emploi a été plus marqué que celui de la production. Cette rationalisation de l'emploi pourrait expliquer la stabilisation relative du nombre de postes dans ces secteurs au second semestre de 1982, alors qu'il continuait de diminuer dans les autres branches d'activité. Dans le secteur manufacturier, la chute de l'emploi a été plus modérée que celle de la production.

Dans le secteur des services, l'emploi a accusé un repli de 0.5 pour cent, qui explique les 10.6 pour cent restants de la baisse globale de l'emploi en 1982. Dans ce secteur, non seulement la production s'est révélée moins sensible à la récession, comme il est de règle, mais l'emploi y a aussi moins souffert des baisses de production enregistrées en 1982. Le secteur du transport, des communications et des services publics est l'activité où l'emploi a le plus diminué en 1982. Il a également baissé dans le commerce, qui a souffert de la faiblesse des dépenses des entreprises et des particuliers. Les autres activités de services, bien que leur production ait quelque peu décru, ont réussi à accroître globalement le nombre d'emplois. Le taux de sous-emploi latent des employés au cours de la récession de 1981-1982, en particulier dans le secteur des biens, a été moindre que lors des récessions précédentes. En 1982, les taux d'intérêt

Tableau 4.5
Variation cumulative de l'emploi et de la production lors des récessions de 1974-1975, 1979-1980 et 1981-1982

	Juin 1974-mars 1975	Novembre 1979-juin 1980	Août 1981-décembre 1982
	(variation cumulative en milliers)		
Emploi			
Total	98	60	– 578
Hommes adultes	22	38	– 219
Femmes adultes	58	22	16
Jeunes	18	0	– 375
Agriculture	– 12	– 11	– 30
Autres activités primaires	1	8	– 75
Fabrication	– 121	– 4	– 307
Bâtiment	11	– 31	– 91
Transports, communications et services publics	24	9	– 23
Commerce	45	– 20	– 87
Finance, assurance et immobilier	0	59	– 24
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	126	22	62
Administration publique	8	40	9
Secteur des biens	– 121	– 38	– 503
Secteur des services	203	110	– 63

	Emploi	Production[1]	Emploi	Production[1]	Emploi	Production[1]
	(variation procentuelle)					
Total	1.1	– 1.4	0.6	– 0.9	– 5.3	– 6.3
Hommes adultes	0.5		0.8		– 4.3	
Femmes adultes	2.6		0.8		0.5	
Jeunes	0.8		0.0		– 13.9	
Agriculture	– 2.5	13.2	– 2.3	6.2	– 6.1	5.5
Autres activités primaires	0.5	– 10.7	2.8	– 2.0	– 23.1	– 11.6
Fabrication	– 6.2	– 7.4	– 0.2	– 5.5	– 14.4	– 17.1
Bâtiment	1.9	– 0.3	– 4.8	– 3.8	– 13.9	– 7.4
Transports, communications et services publics	3.1	– 1.0	1.0	0.5	– 2.5	– 5.1
Commerce	2.9	– 2.5	– 1.1	– 0.2	– 4.6	– 9.0
Finance, assurance et immobilier	0.0	2.8	10.7	2.0	– 4.0	0.3
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	5.3	2.6	0.7	0.3	1.9	– 2.1
Administration publique	1.3	2.8	5.8	2.3	1.2	3.6
Secteur des biens	– 3.7	– 4.9	– 1.1	– 3.7	– 14.0	– 12.1
Secteur des services	3.5	0.9	1.6	0.8	– 0.9	– 2.9

Remarque: Ce tableau comprenant des données désaisonnalisées, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des éléments. Les totaux sont désaisonnalisés par Statistique Canada d'après une répartition hommes/femmes, tandis que chaque secteur d'activité fait l'objet d'une désaisonnalisation distincte.

[1] Produit intérieur réel.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

élevés — et, partant, le coût élevé des stocks — l'ampleur de la contraction des bénéfices et la durée de la récession ont apparemment conduit les entreprises à réduire au minimum le degré de sous-utilisation cyclique de la main-d'œuvre. Par conséquent, les fortes baisses de production ont eu tendance à s'accompagner de diminutions assez importantes de l'emploi.

Lors des récessions passées, le secteur des services avait été un élément de soutien de l'emploi global, comme le montre le tableau 4.5. Ainsi, en 1974-1975, l'emploi avait diminué de 3.7 pour cent dans le secteur des biens, tandis qu'il s'accroissait de 3.5 pour cent dans celui des services — cet accroissement compensant et au-delà la baisse observée dans le premier secteur. En 1979-1980, le nombre d'emplois a de nouveau progressé dans les services, faisant plus que compenser le recul enregistré dans le secteur des biens. Par contre, pendant la récession de 1981-1982, le fléchissement de la demande de main-d'œuvre a été plus général, touchant les deux secteurs.

La baisse globale du nombre d'emplois a touché les jeunes pour 77 pour cent en 1982. L'emploi des jeunes, qui était déjà faible en 1981, a marqué un nouveau repli de 10.2 pour cent en 1982, ce qui montre que les travailleurs ayant le moins d'expérience professionnelle et d'ancienneté ont été les premiers touchés par la baisse de la production. Les hommes adultes ont représenté 33 pour cent de la diminution de l'emploi. Après s'être accru de 1.9 pour cent en 1981, l'emploi de ce groupe a chuté de 2.3 pour cent en 1982. L'emploi des femmes adultes a augmenté en 1982, mais pas assez pour absorber la hausse de 3.4 pour cent du nombre des femmes adultes sur le marché du travail. L'emploi ne s'est accru que de 1 pour cent dans ce groupe, après s'être élevé de 5.9 pour cent en 1981. Les femmes adultes ont bénéficié d'une augmentation des emplois aussi bien à plein temps qu'à temps partiel, ce qui reflète probablement leur prépondérance dans les secteurs moins sensibles aux variations cycliques.

Emploi à temps partiel

Comme on peut le voir au tableau 4.6, le travail à temps partiel a fortement progressé entre 1975 et 1981. La croissance du nombre d'emplois à plein temps a été de 2.2 pour cent en moyenne par an pendant cette période, le chiffre comparable étant de 6.7 pour cent pour l'emploi à temps partiel. Bien que ce dernier n'ait représenté qu'entre 10 et 13 pour cent du nombre total d'emplois, il a contribué pour environ 0.9 point à la hausse annuelle moyenne de 2.8 pour cent de l'emploi total. Plus de 85 pour cent de tous les postes à temps partiel étaient offerts par le secteur des services. Les femmes adultes et les jeunes se partageaient presque à égalité environ 92 pour cent de ces postes, les 8 pour cent restants allant aux hommes adultes.

En 1982, la hausse de 3 pour cent de l'emploi à temps partiel a été inférieure à la moitié du taux moyen enregistré pendant la période 1975-1981. C'est dans les activités de service que l'emploi à temps partiel a progressé, car dans le secteur des biens tant les postes à plein temps que les emplois à temps partiel ont baissé. Dans le secteur des services, le travail à temps partiel a augmenté tout particulièrement dans les transports, les communications et les services publics, de même que dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels et dans le commerce (tableau 4.4).

Deux facteurs principaux expliquent l'effet relativement moins marqué de la récession sur l'emploi à temps partiel en 1982. D'abord, le fléchissement de la production a touché surtout le secteur des biens, où il y a relativement peu de postes à temps partiel. Ensuite, les entreprises confrontées à une faible demande en 1982 semblent avoir remplacé des postes à plein temps par des emplois à temps partiel. Le tableau 4.6 indique que la caractéristique la plus frappante à ce chapitre de l'emploi à temps partiel en 1982 a été la hausse appréciable du nombre de personnes employées à temps partiel parce qu'elles ne pouvaient trouver de poste à plein temps. L'emploi à temps partiel obéissant à des raisons autres que l'absence de travail à plein temps a en fait diminué en 1982.

Evolution comparative du marché du travail au Canada et aux Etats-Unis

Le marché du travail, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, est exceptionnellement déprimé depuis l'été de 1981. Les deux pays ont vu l'emploi diminuer, le nombre de chômeurs augmenter et le taux de chômage atteindre des niveaux sans précédent. Cependant, malgré ces

Tableau 4.6
Emploi à plein temps et à temps partiel au Canada pendant la période 1975-1982

	Emploi total		A plein temps			A temps partiel		
	Milliers	Variation procentuelle	Milliers	Variation procentuelle	Part du total	Milliers	Variation procentuelle	Part du total
1975.....	9,284	—	8,296	—	89.4	988	—	10.6
1976.....	9,479	2.1	8,432	1.6	89.0	1,047	6.0	11.0
1977.....	9,647	1.8	8,519	1.0	88.3	1,129	7.8	11.7
1978.....	9,972	3.4	8,764	2.9	87.9	1,208	7.0	12.1
1979.....	10,369	4.0	9,068	3.5	87.5	1,301	7.7	12.5
1980.....	10,655	2.8	9,268	2.2	87.0	1,388	6.7	13.0
1981.....	10,933	2.6	9,456	2.0	86.5	1,477	6.5	13.5
1982.....	10,574	– 3.3	9,052	– 4.3	85.6	1,522	3.0	14.4

Raisons de l'emploi à temps partiel[1]

	Pas trouvé d'emploi à plein temps		Responsabilités familiales		Etudes		Ne voulait pas d'un emploi à plein temps	
	Variation procentuelle	Part du total	Variation procentuelle	Part du total	Variation procentuelle	Part du total	Variation procentuelle	Part du total
1975.....	—	11.0	—	12.1	—	34.8	—	36.8
1976.....	15.6	12.0	10.8	12.7	2.3	33.6	5.8	36.8
1977.....	28.6	14.3	7.5	12.7	2.3	31.9	5.2	35.9
1978.....	22.2	16.4	2.8	12.2	0.3	29.9	8.1	36.3
1979.....	12.6	17.1	1.4	11.5	10.8	30.7	6.4	35.8
1980.....	9.9	17.7	18.1	12.7	4.3	30.1	3.6	34.8
1981.....	9.0	18.1	2.8	12.3	6.0	29.9	8.5	35.5
1982.....	40.8	24.7	– 15.5	10.1	– 6.1	27.3	– 1.9	33.8

[1] Le total des parts diffère de 100, en raison de l'exclusion d'une petite catégorie correspondant aux «autres raisons».
Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

caractéristiques communes, le profil différent suivi par la production dans les deux pays s'est traduit par des divergences dans le calendrier et le degré de la réaction du marché du travail.

Le tableau 4.7 indique les variations cumulatives des principaux indicateurs de la production et du marché du travail pour les périodes de 12 et de 18 mois se terminant en décembre 1982. Au cours des deux périodes, le Canada a souffert d'une baisse plus marquée de l'emploi et d'une hausse plus prononcée du chômage et de taux que les Etats-Unis. La récession de 1981-1982 était la première, depuis la Deuxième Guerre mondiale, au cours de laquelle l'emploi accusait une diminution relativement plus forte au Canada qu'aux Etats-Unis. Cela s'explique par la baisse nettement plus prononcée de la production au Canada, puisque l'emploi semble avoir été un peu plus sensible au recul observé de la produc-

Tableau 4.7
Principaux indicateurs du marché du travail et de la production au Canada et aux Etats-Unis en 1982 et depuis juillet 1982

	Décembre 1981 à décembre 1982		Juillet 1981 à décembre 1982	
	Canada	Etats-Unis	Canada	Etats-Unis
Variation cumulative:				
Production industrielle[1] (variation procentuelle)	– 11.2	– 5.9	– 18.1	– 12.3
DNB réelle[2]	– 5.7	– 1.1	– 7.5	– 1.9
Emploi[3]				
(niveau)	– 419,000	– 600,000	– 549,000	– 1,700,000
(variation procentuelle)	– 3.4	– 0.6	– 5.1	– 1.6
DNB/employé (variation en pourcentage)	– 1.5	– 0.1	– 1.7	– 0.2
Population active				
(niveau)	87,000	2,000,000	130,000	2,500,000
(variation procentuelle)	0.7	1.8	1.1	2.3
Chômage				
(niveau)	506,000	2,600,000	679,000	4,200,000
(variation procentuelle)	49.3	28.2	79.5	53.2
Proportion due aux pertes d'emploi	82.8	23.1	80.9	40.5
Proportion due à la croissance de la population active	17.2	76.9	19.1	59.5
Taux de chômage				
En début de période	8.5	8.6	7.2	7.2
En fin de période	12.8	10.8	12.8	10.8
(hausse en points de pourcentage)	4.3	2.2	5.6	3.6

(1) La production industrielle est la seule mesure de la production disponible mensuellement dans les deux pays.
(2) Du premier trimestre de 1982 au quatrième trimestre de 1982, et du deuxième trimestre de 1981 au quatrième trimestre de 1982. La DNB par employé est calculée à l'aide de statistiques trimestrielles comparables de l'emploi.
(3) Les chiffres de création d'emploi figurant ici diffèrent de ceux du tableau 4.4 parce qu'ils sont calculés comme la différence entre le nombre moyen d'emplois en 1982 et en 1981.
Sources: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001, et *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mens., nº de cat. 61-005; U.S. Department of Labour, *Employment and Earnings* and Board of Governors of the Federal Reserve System, *Federal Reserve Bulletin*.

tion aux Etats-Unis. La production industrielle a chuté de 11.2 pour cent au Canada en 1982, contre une baisse de 5.9 pour cent aux Etat-Unis. Une autre différence importante est que la plupart des pertes d'emploi et la moitié du manque à produire enregistrées aux Etats-Unis pendant la dernière récession ont été observées avant le début de 1982, alors qu'au Canada les pertes d'emploi et de production ont été davantage concentrées en 1982.

Au Canada, la hausse du chômage en 1982 a été due pour plus de 80 pour cent à des pertes d'emploi. Aux Etats-Unis par contre, la forte progression de la population active a contribué pour plus de 75 pour cent à la montée observée du

chômage en 1982. Même sur la période plus longue allant de juillet 1981 à décembre 1982, l'augmentation du nombre de personnes actives a représenté plus de la moitié de la hausse globale du chômage aux Etats-Unis, contre moins de 20 pour cent au Canada. Fait assez imprévu, le taux global de participation s'est élevé en 1982 à peu près au même rythme aux Etats-Unis qu'au cours des deux années précédentes. Comme il a déjà été indiqué, il a par contre baissé au Canada.

Le taux de chômage s'était établi à 7.6 pour cent en 1981, tant au Canada qu'aux Etats-Unis. En 1982, il est passé à 11 pour cent au Canada et à 9.7 pour cent aux Etats-Unis.

5. Evolution sectorielle et régionale

La récession économique amorcée au second semestre de 1981 a touché tous les grands secteurs et toutes les régions en 1982. La production a augmenté dans la pêche et dans l'administration publique, de même que dans l'agriculture, tout particulièrement au Manitoba et en Saskatchewan grâce à des récoltes de céréales record ou presque. Dans tous les autres secteurs, la production a diminué — notamment dans l'industrie forestière, les mines, la fabrication et le commerce — ou n'a que légèrement augmenté. Le recul global de la production a touché toutes les régions et provinces. Le niveau moyen d'emploi a décru dans toutes les provinces en 1982 sauf en Saskatchewan. Des pertes d'emplois particulièrement marquées ont été observées dans le secteur des biens; dans les services, l'emploi a également diminué, une progression modeste dans le secteur de la finance — assurance-immobilier ainsi que dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels ayant été plus que compensées par une baisse dans les autres activités.

Evolution sectorielle

Agriculture

Les recettes monétaires agricoles ont diminué légèrement en 1982, reflétant une baisse sensible du prix des céréales — due à des stocks mondiaux considérables en début de campagne agricole — compensée en partie par de meilleurs prix qu'en 1981 pour la production animale. La hausse de la production agricole en 1982 a été presque entièrement attribuable à des récoltes records de céréales et à une forte production de graines oléagineuses au Manitoba et en Saskatchewan, grâce à l'accroissement des superficies ensemencées et au rendement sans précédent des cultures de céréales. Le gel survenu à la fin d'août dans les Prairies n'a pas trop touché la culture des céréales mais a beaucoup nui à la quantité et à la qualité du colza récolté; en Ontario la récolte de tabac jaune a beaucoup souffert du gel. La production canadienne totale de fruits a largement dépassé celle de 1981 et les principales productions de légumes se sont aussi accrues en 1982. L'abattage de bovins a augmenté modérément en 1982 alors que le poids moyen à l'abattage diminuait. La production intérieure de porcs a fléchi très légèrement et les exportations vers le Japon ont crû. L'emploi a diminué dans l'agriculture en 1982, notamment au premier semestre, surtout en Ontario et dans les Prairies.

Pêche

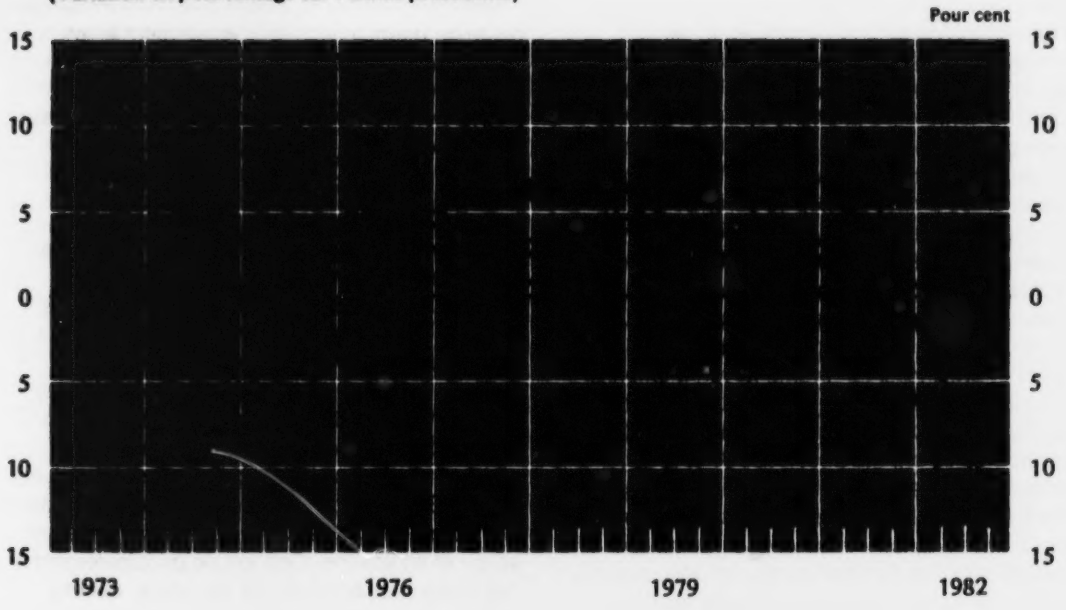
Bien que continuant à bénéficier de l'accroissement des stocks d'espèces de fond grâce à la zone de 200 milles, l'industrie de la pêche a de nouveau connu des problèmes économiques et structurels en 1982. La récession mondiale a déprimé la demande et les taux d'intérêt élevés ont alourdi les coûts, tandis que la capacité de prise et de transformation restait forte. Néanmoins, d'après les chiffres provisoires disponibles pour 1982, la production s'est accrue sur la côte de l'Atlantique grâce à une hausse des prises en valeur et en volume. Cela est dû principalement à des prises plus abondantes de morue, qui ont bénéficié tant de l'augmentation des contingents que d'une plus grande réussite dans la pêche à la trappe. Une innovation intéressante a été l'établissement de contingents par entreprise pour atténuer les fortes variations saisonnières de la pêche et de la transformation. Cependant, le volume des prises de pétoncles a chuté, en partie à cause d'une exploitation intense en 1981. Sur la côte du Pacifique, les prises de poissons ont baissé aussi bien en valeur qu'en volume, principalement à cause d'une diminution des prises de saumon rose qui a reflété une année négative du cycle et l'effet des inondations de 1980 sur le taux de survie des alevins. Les prises d'autres espèces de saumon, en particulier du saumon sockeye, dont le prix est relativement plus élevé, ont augmenté.

Industrie forestière

La production a fortement diminué dans l'industrie forestière en 1982, après avoir fléchi en 1981 et ne s'être accrue que légèrement les deux années précédentes. Au milieu de 1982, la production forestière était à son plus bas niveau depuis la fin de 1975, alors que la récession et de longs conflits de travail avaient touché ce secteur. Les prix du bois d'œuvre, de la pâte de bois et du papier ont fléchi en 1982. De nombreuses mises à pied ont aussi eu lieu.

Graphique 5.1

Produit intérieur brut aux prix de 1971
(Variation en pourcentage sur l'année précédente)



Source: Statistique Canada, *Indices du produit intérieur brut par industrie*, mens., nº cat. 61-005.

La production de bois de construction a de nouveau décru en 1982, après avoir baissé les deux années précédentes, tout particulièrement au second semestre de 1981 sous l'effet de conflits de travail prolongés sur la côte ouest. La hausse de la demande américaine tout au long de 1982, à cause du redressement des mises en chantier d'habitations, ainsi que celle de la demande intérieure au second semestre alors que les mises en construction de maisons unifamiliales se reprenaient ont stimulé la production de bois d'œuvre dans le courant de l'année.

La production de bois à pâte a accusé un repli en 1982, après avoir affiché une modeste hausse en 1981. D'après les donnés fournies par l'Association canadienne des pâtes et papiers la production de pâte de bois a fortement diminué en raison d'une chute des exportations destinées à tous les grands marchés étrangers, sauf au Japon où la demande a été légèrement plus faible, après une réduction sensible en 1981. La production de papier et de carton a également régressé en 1982, en particulier dans les secteurs des papiers-mouchoirs et papiers spéciaux, du carton d'emballage et du papier-journal. Les exportations de papier-journal ont fortement baissé sur presque tous les grands marchés extérieurs, en raison des effets de la récession, d'un accroissement de capacité aux Etats-Unis et d'une intensification de la concurrence étrangère à cause de la dévaluation de la couronne suédoise.

Mines

L'industrie minière, l'un des secteurs de l'économie canadienne ayant le plus souffert de la récession mondiale, a connu en 1982 une forte baisse de production. La production de minéraux métalliques et non métalliques a été la plus touchée, et les fermetures temporaires ou permanentes de mines ont été nombreuses. Les prix de la plupart des produits miniers ont fléchi considérablement en 1982, malgré une remontée au second semestre.

La chute de la production des mines métalliques, la principale responsable de la baisse de l'activité minière, a été due surtout au déclin de la fabrica-

tion de biens durables et de la construction en Amérique du Nord. Les trois principales productions — fer, cuivre et nickel — ont toutes accusé un recul important. La production de zinc et de plomb s'est toutefois accrue, reflétant en partie grâce à la mise en exploitation d'une nouvelle mine dans les Territoires du Nord-Ouest. Du côté des mines non métalliques, la baisse de la production d'amiante amorcée en 1980 s'est accentuée en 1982, principalement à cause du déclin de la construction en Amérique du Nord. L'extraction de potasse a fléchi considérablement avec la chute des exportations, mais les stocks demeuraient très élevés en fin d'année, pour une deuxième année consécutive.

Bien qu'elle ait baissé, la production de combustibles minéraux est celle qui s'est le mieux comportée en 1982. La production canadienne de pétrole brut n'a fléchi que modérément, reflétant une reprise par rapport à 1981, année où l'Alberta avait volontairement réduit sa production; il y a eu aussi une certaine substitution du pétrole canadien au pétrole importé suite à une entente entre le gouvernement fédéral et certains raffineurs de l'Est. La production de gaz naturel s'est accrue, quoique faiblement, grâce à la croissance des exportations et à une pénétration accrue du marché résidentiel au Canada. Bien qu'à un rythme réduit, la production de charbon a continué à croître en 1982, reflétant une augmentation des livraisons sur le marché intérieur et une hausse des stocks.

Fabrication

La baisse de production qui avait commencé au troisième trimestre de 1981 s'est poursuivie en 1982, se traduisant par une forte diminution de la production manufacturière sur l'ensemble de l'année. Ce secteur a connu de nombreuses mises à pied et le niveau moyen d'emploi a chuté dans toutes les régions, contribuant pour près de 54 pour cent à la baisse annuelle moyenne de l'emploi en 1982.

La récession a eu de larges répercussions sur le secteur de la fabrication, mais ce sont les biens durables qui en ont le plus souffert, en particulier l'industrie de la machinerie et les activités connexes, les produits liés à la construction et les biens durables de consommation. La production du secteur des machines et des industries connexes des métaux de base et de la transformation des métaux a été réduite par la baisse appréciable des exportations de machines et d'équipement et celle des investissements intérieurs. La production sidérurgique a chuté du fait que les exportations de produits d'acier accusait un recul notable, que la demande intérieure de tubes et de tuyaux était en baisse et que la demande de ces produits était moins forte chez les fabricants d'automobiles et de pièces détachées. Le fléchissement de la construction non résidentielle a entraîné une contraction de la demande de ciment, de produits et de béton préparé, de sorte que les industries des produits minéraux non métalliques ont sensiblement réduit leur production. La demande de produits des bois a également été plus faible parce que les mises en chantier d'habitations avaient diminué antérieurement tant au Canada qu'aux Etats-Unis; ainsi, la production a baissé pour la troisième année d'affilée. Cette baisse s'est toutefois concentrée au premier semestre; elle devait se redresser aux deuxième et troisième trimestres sous l'impulsion d'un accroissement des exportations de bois d'œuvre et de contre-plaqué, les mises en chantier d'habitations s'accroissant pendant toute l'année aux Etats-Unis.

La récession a également touché certains des secteurs travaillant pour la consommation, en particulier la production de biens durables; en effet, la demande a baissé à cause de l'élévation des taux d'intérêt au début de l'année, de la hausse du chômage, d'une contraction du revenu disponible réel des particuliers et d'une moins grande activité dans la construction résidentielle. Aussi la production de gros appareils électriques et de mobilier ménager a-t-elle baissé d'un tiers. Par contre, la production des fabricants de pièces et de véhicules automobiles a enregistré une baisse relativement faible, une forte hausse des exportations ayant partiellement compensé le déclin des ventes intérieures d'automobiles neuves. Les ventes de voitures de tourisme neuves fabriquées en Amérique du Nord ont baissé d'environ 25 pour cent au Canada, tandis que les ventes d'automobiles construites outre-mer baissaient d'à peu près la moitié de cette proportion et que la part du marché des voitures japonaises passait de 23 pour cent en 1981 à 25 pour cent en 1982. Des signes d'amélioration se sont toutefois manifestés dans le secteur des automobiles et des pièces et accessoires, l'assemblage de véhicules ayant augmenté au cours des trois premiers trimestres de même que la production de

pièces détachées aux deuxième et troisième trimestres. Parmi les secteurs fabricant des biens non durables, l'industrie du textile et du vêtement et celle du cuir et du caoutchouc ont vu leur production baisser sensiblement. Celle des industries des produits du pétrole et du charbon a diminué pour une quatrième année de suite, reflétant une baisse appréciable des ventes nettes de produits pétroliers raffinés; cette baisse a été due au déclin cyclique de la demande et à l'attention portée aux économies de consommation des carburants et d'huile de chauffage. Parmi les autres secteurs, l'industrie des aliments, des boissons et du tabac a enregistré un baisse de production relativement faible, la demande de ces produits étant moins sensible aux variations cycliques de l'économie.

Construction

L'activité dans le secteur de la construction, après avoir crû rapidement en 1981, a enregistré en 1982 un net recul au niveau tant résidentiel que non résidentiel. Dans le secteur résidentiel, le nombre de mises en chantier a fortement chuté par rapport à 1981, particulièrement aux deuxième et troisième trimestres, pour les raisons expliquées au chapitre 3. Au premier trimestre, le nombre de mises en chantier de bâtiments à logements multiples a augmenté fortement par rapport au trimestre précédent, et au quatrième trimestre les mises en chantier se sont nettement accrues. Dans le domaine non résidentiel, tous les sous-secteurs ont enregistré un ralentissement par rapport à 1981, conformément aux intentions révisées d'investissement de 1982 publiées en juillet de la même année. Etant donné la forte réduction de l'activité dans la construction en 1982 l'emploi y a baissé considérablement, en particulier en Colombie-Britannique, au Québec et dans les Prairies.

Services d'utilité publique

La production réelle n'a guère changé en 1982 dans le secteur des services d'utilité publique, après avoir fortement augmenté en 1981. Les mesures d'économie et la baisse de la demande industrielle entraînée par la récession ont largement compensé l'élévation de la consommation résidentielle dû au Programme canadien de remplacement du pétrole et à des températures moyennes généralement plus froides dans l'Ouest canadien au cours des trois premiers et des trois derniers mois de l'année. La production n'a pas beaucoup varié en termes réels par rapport à 1981 dans l'industrie de l'électricité, encore que d'après des chiffres provisoires les exportations d'électricité vers les Etats-Unis aient baissé, principalement à cause d'une forte réduction des ventes de la Colombie-Britannique. Le secteur de la distribution du gaz, qui est moins important que celui de l'électricité dans la production des services publics, a accru sa production surtout grâce à la progression des ventes résidentielles. D'après les chiffres provisoires, ces dernières ont fortement augmenté en Ontario et dans tout l'Ouest canadien; l'extension du réseau de livraison du gaz naturel s'est poursuivie au Québec en 1982, mais des températures plus douces, en particulier vers la fin de l'année, y ont limité la hausse de la consommation résidentielle. La demande industrielle de gaz naturel a chuté.

Transports, entreposage et communications

En termes réels, la production a diminué dans ce secteur en 1982, après s'être accrue à un rythme relativement lent les deux années précédentes. Cette diminution a été le fait des transports, l'entreposage et les communications enregistrant une légère progression. L'emploi a régressé dans toutes les grandes régions dans ce secteur.

Etant donné que l'industrie forestière, les mines et le secteur de la fabrication ont été les plus touchés par la récession, le transport par chemin de fer et par camion, en particulier, ainsi que les transports par eau ont diminué en 1982. La chute des expéditions de la plupart des produits minéraux ainsi que des articles manufacturés a dépassé, et de loin, la hausse du transport du blé et des autres céréales. Le transport aérien à également fléchi, en partie à cause d'une diminution du trafic-voyageurs. Malgré une baisse au second semestre, le transport par autobus a légèrement augmenté sur l'ensemble de l'année, à la faveur d'un redressement après les conflits de travail qui s'étaient produits au milieu de 1981. La production des services de transport urbain a marqué un accroissement modéré en 1982, les réseaux de transport municipal souffrant d'arrêts de travail au Québec et en Ontario. L'utilisation des pipelines a régressé en 1982 à cause d'un débit moins élevé de pétrole brut, encore que le transport de gaz naturel ait augmenté.

Les activités d'entreposage, qui enregistraient une forte hausse au dernier trimestre de 1981 grâce à l'augmentation des exportations de céréales, ont accusé un repli au premier trimestre de 1982 avant de se redresser pendant la plupart des mois ultérieurs, grâce à une activité plus intense des silos à céréales, tandis que les autres activités d'entreposage diminuaient. Les services de communication ont connu une certaine croissance en 1982, mais à un rythme beaucoup plus lent que l'année précédente, en raison à la fois d'une diminution des appels téléphoniques interurbains et d'une demande moins forte de services postaux, après la forte majoration des tarifs en début d'année.

Commerce

L'activité a fortement diminué dans le secteur du commerce en 1982, tout particulièrement au niveau du gros. Le nombre moyen d'emplois a baissé pendant l'année, malgré une augmentation en Ontario et dans les Prairies. Les grossistes vendant tous les genres de produits à l'exception des aliments et des produits agricoles ont subi une baisse de production, la diminution étant relativement plus marquée pour les métaux et les produits métalliques, les machines et l'équipement, la pâte de bois et les produits de papier, les automobiles et les accessoires, la quincaillerie et le bois de construction. La hausse du commerce de gros des produits agricoles a été permise par une activité accrue de la Commission canadienne du blé, en raison d'une récolte de blé record en 1982. L'activité a fléchi aussi dans le commerce de détail en 1982, les consommateurs remettant à plus tard leurs achats de biens non durables et durables. La plus forte baisse a été enregistrée par les concessionnaires d'automobiles malgré une certaine reprise au deuxième trimestre grâce aux rabais offerts par les fabricants par les magasins de meubles à cause du fléchissement de la construction et par les magasins de vêtements et d'articles divers.

Finance, assurance et immobilier

La production réelle de ce secteur n'a quasiment pas changé en 1982, tandis que le nombre moyen d'emplois s'y accroissait légèrement, malgré une baisse dans la région de l'Atlantique et au Québec. Parmi les éléments de ce secteur, les loyers ont marqué une légère hausse en volume du fait que la construction résidentielle accusait une forte baisse en 1982 et que le nombre de nouveaux logements terminés diminuait. La production des institutions financières a marqué un recul, et l'on a constaté une diminution appréciable du volume d'affaires des négociants en valeurs à cause du fléchissement de l'activité en bourse et du nombre d'actions échangées; la fin de l'année a cependant été marquée par une vive reprise du marché boursier.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

La production de ce secteur a diminué en 1982, alors qu'un revenu disponible réel moins élevé et des bénéfices des sociétés en baisse contribuaient à déprimer l'activité dans des services orientés vers la clientèle commerciale tels que l'hébergement, la restauration et les services aux dirigeants d'entreprises. Les services de santé et de bien-être social ont été moins touché par la récession, ce qui leur a permis d'enregistrer une légère croissance. Le nombre moyen d'emplois a légèrement augmenté pendant l'année, malgré une baisse au Québec et en Colombie-Britannique.

Administration publique et défense

Les services des administrations publiques et de la défense se sont accrus modérément dans chacune des régions en 1982 malgré les restrictions budgétaires. Selon l'enquête sur la population active, la baisse de l'emploi au Québec a compensé la progression enregistrée dans les autres régions. Chacun des niveaux de gouvernement a connu une croissance mais ce sont les services des administrations locales qui se sont le plus développés en 1982; ils n'avaient connu qu'une très faible croissance en 1981 en raison d'arrêts de travail.

Evolution régionale

Région de l'Atlantique

D'après les estimations, la production réelle aurait régressé dans la région de l'Atlantique en 1982, après s'être légèrement accrue en 1981. La récession économique a touché toutes les provinces de la région et la plupart des grands secteurs, en particulier les mines et l'industrie forestière, qui dépendent beaucoup des exportations. On estime toutefois que la production a

augmenté dans l'agriculture, la pêche, la construction, les services socio-culturels, commerciaux et personnels, et l'administration publique. Le nombre d'emplois a diminué et le taux moyen de chômage s'est élevé en 1982.

Dans le secteur primaire, d'après des statistiques provisoires, le volume des prises de poisson s'est accru. Une forte progression a été enregistrée à Terre-Neuve grâce principalement à une forte hausse en volume des prises de morues qui ont bénéficié d'un accroissement des contingents et d'un plus grand succès dans la pêche à la trappe de même qu'au Nouveau-Brunswick. En Nouvelle-Ecosse, par contre, la production des pêcheries a souffert d'une baisse appréciable des prises de pétoncles, après une exploitation intensive en 1981. Les recettes monétaires agricoles ont chuté en 1982, en grande partie à cause d'une baisse du produit de la vente de pommes de terre dans l'Ile-du-Prince-Edouard et au Nouveau-Brunswick, les prix moyens ayant diminué à la suite de la forte production de 1981. D'après les estimations, la production de pommes de terre aurait atteint un nouveau record en 1982 dans l'Ile-du-Prince-Edouard. Malgré une hausse de la production de charbon en Nouvelle-Ecosse après un long conflit de travail en 1981 ainsi qu'une élévation de la production de zinc au Nouveau-Brunswick, la production minière a enregistré un déclin marqué dans la région à cause, principalement, d'une chute particulièrement prononcée à Terre-Neuve où l'extraction du minerai de fer, l'essentiel du secteur minier dans la province, a été marquée par d'importants congédiements dus en grande partie à la baisse des exportations. La production forestière a sensiblement diminué à cause du fléchissement des mises en chantier d'habitations et de la demande de produits liés au secteur forestier.

Dans le secteur secondaire, la valeur des expéditions et l'emploi ont diminué en 1982 dans le secteur de la fabrication. Les expéditions de matériel de transport et de produits forestiers ont accusé une chute particulièrement sensible. L'activité a augmenté en 1982 dans la construction, grâce à l'exploration au large des côtes et à de grands projets d'investissement parrainés par l'Etat comme l'aménagement hydro-électrique de Cat Arm à Terre-Neuve. La construction résidentielle a continué de diminuer dans la région en 1982, les mises en chantier d'habitations accusant un repli. Dans les services d'utilité publique, la production nette d'électricité a diminué au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve à cause de la baisse de la demande.

L'activité a diminué dans le secteur des services, en grande partie à cause de la baisse des transports, des communications et de l'entreposage, ainsi que du commerce, à la suite du déclin cyclique de la demande. Le nombre annuel moyen d'emplois dans le secteur des services a légèrement décru en 1982, bien qu'il ait augmenté dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels et dans l'administration publique. Sur le plan provincial, l'emploi s'est accru dans les services à Terre-Neuve et dans l'Ile-du-Prince-Edouard.

Le revenu du travail a enregistré une hausse supérieure à la moyenne nationale dans la région; le taux de progression dans l'Ile-du-Prince-Edouard a été l'un des plus élevés au Canada.

Le nombre total d'emplois a diminué dans toute la région, encore que la baisse ait généralement été moins marquée que dans l'ensemble du pays, tandis que la population active augmentait légèrement. Le taux moyen de chômage a considérablement monté en 1982.

Québec

On estime que l'activité économique a fortement diminué au Québec en 1982, le recul ayant été particulièrement prononcé dans l'industrie forestière, les mines, le secteur manufacturier, la construction et le commerce. Toutefois, le marché de l'habitation résidentielle s'est quelque peu redressé en fin d'année après un repli très marqué aux deuxième et troisième trimestres. La baisse de l'emploi, tant dans le secteur des biens que dans celui des services a été beaucoup plus accentuée que celle de la population active, entraînant une forte augmentation du taux de chômage en 1982.

Dans le secteur primaire, les recettes monétaires des agriculteurs ont crû car les prix ont nettement augmenté en 1982 dans l'élevage du porc, qui est important pour la province. Après une vive croissance en 1981, la production forestière a diminué fortement en 1982, en raison de la détérioration rapide des ventes de pâtes et papiers sur les marchés intérieurs et étrangers. La production de bois de sciage a diminué de

Tableau 5.1
Principaux indicateurs économiques par secteur

Produit intérieur réel (aux prix de 1971)

	Part du total en 1982	1981	1982
	(pour cent)	(variation en pourcentage)	
Agriculture	2.9	12.1	2.7
Autres activités primaires	3.2	– 5.0	– 12.3
Fabrication	20.2	2.1	– 12.3
Construction	5.9	7.1	– 8.3
Total, secteur des biens	32.2	2.9	– 10.4
Transport, entreposage, communications et services publics	14.5	3.7	– 3.0
Commerce	11.8	0.3	– 8.7
Finance, assurance et immobilier	13.7	3.9	0.1
Services socio-culturels, personnels et commerciaux	20.5	4.2	– 0.8
Administration publique	7.3	2.0	3.2
Total, secteur des services	67.8	3.0	– 2.2
Total, ensemble des secteurs	100.0	3.0	– 5.0

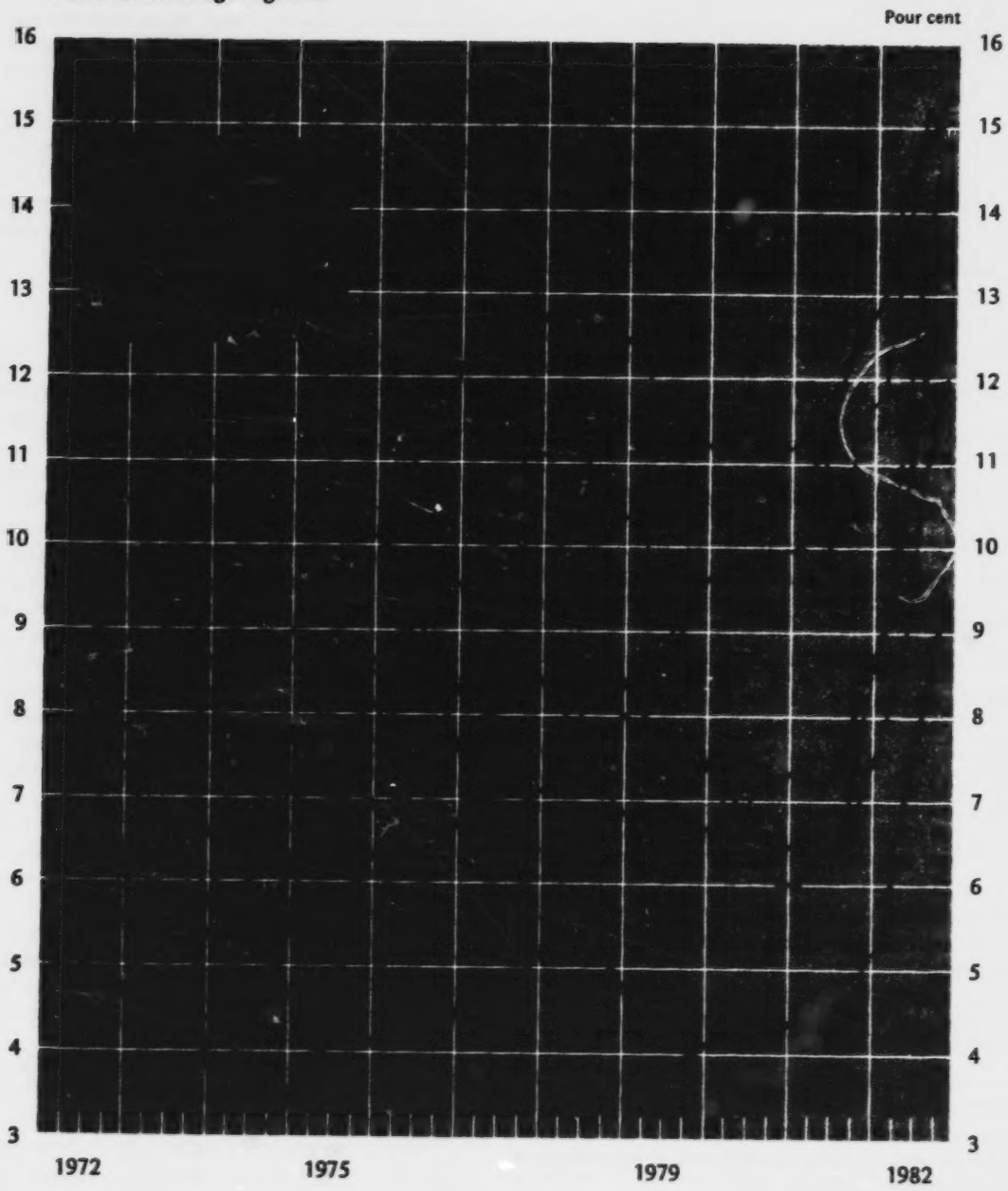
Emploi

	Part du total en 1982	1981	1982
	(pour cent)	(variation en pourcentage)	
Agriculture	4.4	1.5	– 3.9
Autres activités primaires	2.5	6.0	– 16.8
Fabrication	18.2	0.7	– 9.1
Construction	5.6	4.2	– 8.5
Total, secteur des biens	30.7	1.9	– 9.0
Transport, entreposage, communications et services publics	8.2	0.3	– 3.1
Commerce	17.4	2.4	– 1.9
Finance, assurance et immobilier	5.7	– 2.6	1.5
Services socio-culturels, personnels et commerciaux	30.8	5.2	0.5
Administration publique	7.2	2.9	– 0.0
Total, secteur des services	69.3	3.0	– 0.5
Total, ensemble des secteurs	100.0	2.6	– 3.3

Source: Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie*, mens., nº de cat. 61-005; *La population active*, mens., nº de cat. 71-001.

Graphique 5.2

Taux de chômage régional



Source: Statistique Canada, *La population active*, nº cat. 71-001.

nouveau en 1982, le marché nord-américain de l'habitation n'ayant pas été favorable. Dans le secteur minier, la production d'amiante a fortement diminué en 1982 en raison de la baisse marquée des exportations de fibres vers les Etats-Unis. La production de fer et de cuivre a enregistré un net recul par rapport à 1981 à cause du faible niveau de l'activité économique.

Dans le secteur secondaire, la valeur des livraisons manufacturières a sensiblement diminué en 1982 par rapport à 1981. Ce recul, enregistré dans la majorité des industries, a été particulièrement marqué dans la fabrication d'équipement de transport, la première transformation des métaux, les secteurs mous et l'industrie du bois. La construction a considérablement diminué en 1982. Les mises en chantier ont chuté rapidement malgré la vive augmentation provoquée en début d'année par la fin du programme MURB et, en fin d'année, par les programmes d'encouragement fédéraux et provinciaux. Les investissements non résidentiels ont aussi beaucoup diminué, sauf dans les services d'utilité publique grâce au prolongement de la portion québécoise du gazoduc Trans-Québec & Maritimes. Dans les services d'utilité publique, la production nette d'électricité a diminué à cause de la baisse générale de l'activité économique et de températures plus douces en fin d'année. La chute de la consommation de gaz naturel au Québec en 1982 s'explique en large partie par la baisse de la demande industrielle.

Dans les services, le commerce a particulièrement souffert du ralentissement économique. En valeur, les ventes au détail ont augmenté légèrement en 1982, mais à un taux très inférieur à celui des prix à la consommation, de sorte qu'en volume elles ont nettement baissé. On estime que tous les services ont été touchés par la récession, quoique le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier l'ait été à un degré moindre.

Le revenu du travail a progressé beaucoup moins vite au Québec que dans l'ensemble du pays. Le nombre d'emplois y a diminué à un rythme plus rapide en 1982 qu'en moyenne au Canada, enregistrant sur une base trimestrielle et désaisonnalisée cinq reculs successifs depuis le deuxième trimestre de 1981. La diminution de la population active a été moins prononcée que celle de l'emploi, entraînant une forte hausse du taux de chômage qui a atteint un sommet au troisième trimestre de 1982.

Ontario

Après avoir enregistré une croissance économique modérée en 1981, l'Ontario aurait accusé une baisse d'activité en 1982, la plupart des secteurs ayant souffert de la récession. La production a baissé surtout dans l'industrie minière, l'exploitation forestière et le secteur de la fabrication, suivis par le commerce et la construction. De nombreuses mises à pied et fermetures d'usines sont intervenues. Le nombre moyen d'emplois est presque descendu à son niveau de 1980 pendant l'année, la population active a continué de s'accroître et le taux de chômage a augmenté. Les pertes d'emplois ont été particulièrement marquées dans le secteur des biens, tandis que l'emploi s'accroissait légèrement dans les services. Dans le secteur primaire, les récoltes de blé d'hiver et de tabac ont été beaucoup moins abondantes qu'en 1981 à cause de conditions atmosphériques défavorables. Les recettes monétaires agricoles ont accusé un recul modéré, la baisse des recettes de la production végétale sous l'influence de la diminution des volumes et des prix n'ayant pas été entièrement compensées par la hausse des recettes de la production animale. Dans le secteur minier, la production de nickel, de cuivre et de minerai de fer a chuté sous l'influence du marché, et des mises à pied ainsi que des fermetures prolongées ont été enregistrées. La production forestière a elle aussi diminué sensiblement à cause d'une demande extérieure moins forte de pâte de bois, de produits de papier et de bois d'œuvre.

Dans le secteur secondaire, la valeur des expéditions manufacturières a régressé en 1982, encore que dans une mesure moindre qu'au niveau national; en effet, la valeur des expéditions a affiché une vive hausse dans l'industrie du matériel de transport, en partie grâce à l'augmentation des exportations d'automobiles aux Etats-Unis. Cependant, une forte baisse a été accusée par la valeur des expéditions des industries du bois, du mobilier et des accessoires, du textile, de la machinerie, des métaux de base et de la transformation des métaux. Dans la construction, le nombre des mises en chantier d'habitations a diminué en 1982, malgré la très forte progression enregistrée au premier et au dernier trimestre sous l'effet de l'expiration du programme MURB et de l'instauration de programmes d'encouragement fédéraux et provinciaux vers la fin de l'année. Le recul a été sensible également dans

la construction non résidentielle, comme l'indique la chute de la valeur des permis de construction. Dans les services d'utilité publique, la production d'électricité n'a guère changé, le fléchissement prononcé de l'activité industrielle étant compensée par la conversion à des sources d'énergie autres que le pétrole dans le secteur résidentiel. Les ventes totales de gaz naturel ont diminué en volume dans la province, en grande partie à cause de l'affaiblissement de la demande industrielle.

Les services ont fléchi dans l'ensemble, sous l'impulsion d'un recul des transports et plus particulièrement du commerce. La valeur des ventes au détail dans la province n'a que peu augmenté, tandis que les prix à la consommation montaient à un rythme plus rapide; le volume des ventes a donc chuté, en particulier chez les concessionnaires d'automobiles et dans les magasins de meubles et d'appareils ménagers. L'emploi a légèrement progressé dans toutes les activités de services sauf dans les transports, les communications, et l'entreposage et dans les services d'utilité publique, en 1982.

Le revenu du travail s'est élevé plus vite en Ontario en 1982 que dans l'ensemble du pays. Le nombre total d'emplois a diminué, mais moins que dans le reste du pays, tandis que la population active continuait d'augmenter lentement. Aussi le taux de chômage a-t-il accusé une forte hausse. L'aggravation du chômage a été importante surtout au second semestre, alors que les pertes d'emplois étaient particulièrement nombreuses dans l'industrie manufacturière et la construction.

Région des Prairies

D'après les estimations, la production réelle aurait diminué dans la région en 1982, mais moins qu'à l'échelle nationale, l'effet de la récession ayant été partiellement compensé par des récoltes de céréales record ou presque en Saskatchewan et au Manitoba. Les trois provinces de la région auraient enregistré une baisse de la production, et la plupart des grands secteurs ont pâti de la récession. Une forte montée du taux de chômage a été enregistrée dans toutes les provinces, encore que la Saskatchewan ait été la seule province au pays où le nombre moyen d'emplois ait augmenté en 1982. L'emploi a diminué dans le secteur des biens dans toutes les provinces.

Dans le secteur primaire, les recettes monétaires agricoles ont fléchi en Alberta et en Saskatchewan, principalement à cause de la baisse des prix des céréales. Les superficies ensemencées ont été plus élevées en 1982 pour toutes les grandes cultures de champ, sauf l'orge, facteur qui, joint à des conditions atmosphériques supérieures à la moyenne, a permis d'obtenir une production céréalière sans précédent ou presque. Les hausses ont été observées principalement au Manitoba et en Saskatchewan, tandis qu'un recul aurait été accusé, selon les estimations, par la production de maïs au Manitoba, de colza en Saskatchewan et de seigle, de maïs, d'orge et de blé en Alberta. La production minière a souffert des réductions de la production de pétrole en Alberta, de la baisse de l'extraction de potasse et des mises à pied intervenues à la Potash Corporation of Saskatchewan, de même que de la faiblesse de la demande de nickel et de cuivre.

Dans le secteur secondaire, la valeur des expéditions manufacturières de la région a diminué, la baisse enregistrée en Saskatchewan et en Alberta dépassant la moyenne nationale. Le recul a été général dans le secteur manufacturier. Seules les expéditions de produits du pétrole et du charbon ont affiché une augmentation appréciable, mais uniquement grâce à l'élévation des prix. Les mises en chantier d'habitations ont progressé en Saskatchewan l'une des deux provinces dans ce cas et diminué au Manitoba et en Alberta, de sorte qu'elles ont régressé globalement dans la région. On estime que le volume de la construction non résidentielle, en particulier industrielle et commerciale, a été plus faible dans la région en 1982 qu'en 1981, du fait qu'un certain nombre de projets étaient réduits ou remis à plus tard et que de longs conflits de travail perturbaient l'industrie de la construction. Dans les services d'utilité publique, la production a beaucoup augmenté, principalement grâce à une hausse de la consommation due à des températures moyennes plus froides.

Dans le secteur des services, une baisse d'activité dans le commerce ainsi que dans les transports, l'entreposage et les communications a plus que compensé la progression affichée par les autres services. Le nombre d'emplois a augmenté dans la région en 1982 dans toutes les grandes activités de service sauf dans les transports, les communications et l'entreposage et dans les services d'utilité publique.

L'élévation du revenu du travail a été beaucoup plus lente en 1982 dans la région que l'année précédente, tout en demeurant la plus rapide au pays. L'emploi a baissé, reflétant la chute enregistrée dans le secteur des biens, tandis que la population active s'accroissait de façon relativement marquée, notamment en Alberta. Le taux annuel moyen de chômage a fait un bond dans toutes les provinces des Prairies et plus particulièrement en Alberta.

Colombie-Britannique

On estime que l'activité économique réelle a fortement baissé dans la province en 1982, après une année de croissance relativement faible en 1981, en raison du fléchissement de la demande extérieure de bois, de pâte, de papier et de produits miniers. La baisse d'activité a été sensible également dans la construction et le commerce. L'emploi, en particulier dans toutes les activités productrices de biens sauf l'agriculture, a baissé à l'un des rythmes les plus rapides au pays, tandis que la population active continuait de s'accroître, portant le taux de chômage à des niveaux très élevés au cours des trois derniers trimestres.

Dans le secteur primaire, la production forestière a continué de diminuer rapidement, encore que moins vite qu'en 1981, grâce à un rétablissement consécutif aux longs conflits de travail de 1981. La production de bois d'œuvre a marqué un nouveau recul en 1982 à cause de la faiblesse des mises en chantier d'habitations aux Etats-Unis. La production de pâte de bois a également été réduite en 1982, le marché de la pâte de bois et du papier-journal se détériorant à mesure que la récession s'accentuait. De nombreuses mises à pied, une réduction des postes de travail et des fermetures ont été observées dans l'industrie en 1982 comme en 1981. Dans le secteur minier, la production de cuivre et de molybdène s'est affaiblie en 1982, tandis que des fermetures prolongées et des mises à pied intervenaient dans les principales mines de la province. La production de gaz a elle aussi baissé, tandis que la production de charbon continuait d'augmenter, encore que moins vite que l'année précédente. Dans le secteur de la pêche, les statistiques provisoires indiquent une baisse des prises totales, et en particulier de celles de saumon rose, encore qu'on ait enregistré un accroissement des prises d'autres espèces plus recherchées de saumon. Les recettes monétaires agricoles se sont accrues pendant l'année, sous l'impulsion d'une hausse des recettes de la production animale ainsi que d'une forte élévation des paiements découlant du programme provincial de stabilisation du revenu.

Dans le secteur secondaire, la valeur des expéditions manufacturières a diminué par rapport à 1981 dans la plupart des industries. Un recul a également été enregistré dans l'industrie de la pâte de bois, du papier et des produits connexes, malgré un certain rétablissement après les conflits de travail de 1981, ainsi qu'une hausse des exportations de bois d'œuvre vers la fin de l'année. Dans le secteur du bâtiment, les mises en chantier d'habitations ont diminué en 1982 par rapport au haut niveau de l'année précédente; la construction non résidentielle a fléchi également, comme l'indique la valeur des permis de construction, en raison de l'abandon ou de la remise à plus tard de divers projets. Dans les services d'utilité publique, la production d'électricité a régressé, sous l'effet d'une baisse des exportations, tandis que la distribution de gaz, en particulier sur le marché résidentiel, s'accroissait.

Dans le secteur des services, la valeur des ventes au détail, et plus particulièrement d'automobiles, de mobilier et d'appareils ménagers ainsi que d'articles divers, s'est contractée en 1982. Les transports ont fléchi également à cause d'une production moindre de biens. La hausse de l'emploi dans le secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier ainsi que dans l'administration publique a été plus que compensée par une baisse dans les autres activités de service.

Le revenu du travail ne s'est pas accru autant qu'en 1981 dans la province et a augmenté beaucoup moins vite que dans l'ensemble du pays. Le nombre d'emplois a chuté tandis que la population active continuait d'augmenter, encore que moins vite qu'en 1981, entraînant une forte hausse du taux de chômage.

Tableau 5.2
Principaux indicateurs économiques par région

Marché du travail

	Emploi		Population active		Taux de chômage	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982
	(variation en pourcentage)				(pour cent)	
Région de l'Atlantique	1.2	– 2.8	1.7	0.3	11.6	14.4
Québec	0.7	– 5.4	1.3	– 1.6	10.4	13.8
Ontario	2.9	– 2.6	2.6	0.8	6.6	9.8
Région des Prairies	3.9	– 0.9	4.1	2.2	4.5	7.4
Colombie-Britannique	4.7	– 5.1	4.7	0.7	6.7	12.1
Canada	2.6	– 3.3	2.7	0.4	7.6	11.0

Investissements en dollars courants

	Totaux			Résidentiels			Autres		
	1971-1980[1]	1981	1982	1971-1980[1]	1981	1982	1971-1980[1]	1981	1982
	(variation en pourcentage)								
Région de l'Atlantique	14.8	13.6	12.4	9.9	– 2.6	– 20.4	16.1	16.8	17.8
Québec	18.2	7.2	– 5.4	10.0	16.5	– 25.3	20.8	5.4	– 1.3
Ontario	17.0	19.1	– 4.3	7.5	19.2	– 19.2	20.3	19.1	– 1.4
Région des Prairies	25.8	26.7	– 7.3	18.7	8.6	– 21.2	27.7	30.0	– 5.3
Colombie-Britannique[2]	19.7	29.0	– 11.6	15.7	43.3	– 35.4	2 1.0	25.2	– 4.4
Canada	19.5	20.3	– 5.7	11.8	19.3	– 24.7	22.0	20.5	– 1.9

Autres indicateurs

	Recettes monétaires agricoles		Salaires et traitements		Ventes au détail	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982
	(variation en pourcentage)					
Région de l'Atlantique	23.9	– 4.9	11.6	6.8	9.3	6.5
Québec	20.4	4.5	12.0	3.5	8.5	3.6
Ontario	12.4	– 2.1	13.7	6.6	13.7	5.3
Région des Prairies	20.6	– 1.9	17.7	9.5	14.6	2.1
Colombie-Britannique	15.2	4.2	12.8	3.7	13.5	– 3.4
Canada	18.2	– 0.9	13.7	6.0	12.2	3.2

[1] Augmentation annuelle moyenne composée.
[2] Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
Sources: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Estimation du revenu du travail*, mens., nº de cat. 72-005; *Commerce de détail*, mens., nº de cat. 63-005; Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, an., nº de cat. 61-206; et Statistique Canada, *Recettes monétaires agricoles*, mens., nº de cat. 21-001.

6. Balance des paiements

La balance des paiements courants du Canada s'est améliorée en 1982 pour se solder par un excédent de $2.7 milliards, le premier depuis 1973. A l'origine de cette amélioration se trouve une forte hausse de l'excédent du commerce des marchandises, qui a plus que doublé entre 1981 et 1982 pour atteindre $17.7 milliards. La vigueur de la balance commerciale a été elle-même due à une forte baisse des importations. Les exportations du Canada ont été assez résistantes, dans un contexte international défavorable.

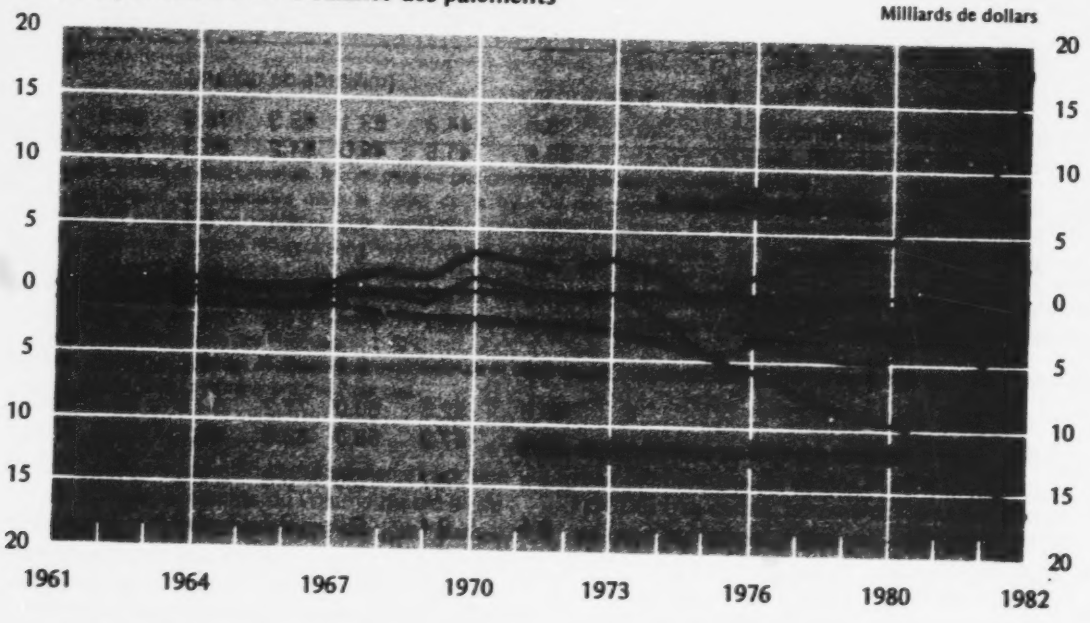
La balance des capitaux à long terme a enregistré des entrées records de $8.6 milliards, sous l'effet du volume important de titres canadiens à long terme placés à l'étranger et d'une vive baisse des sorties occasionnées par les prises de contrôle, au chapitre des investissements directs. La balance de base l'ensemble de la balance des paiements courants et de la balance des capitaux à long terme a enregistré un excédent record de $11.2 milliards. Après s'être soldée par des entrées appréciables en 1981, la balance des capitaux à court terme s'est traduite par des sorties importantes. Les marchés de change se sont caractérisés par l'instabilité des cours en 1982. Dans l'ensemble, le dollar canadien a perdu du terrain par rapport au dollar américain, mais s'est élevé vis-à-vis de toutes les autres grandes monnaies.

Balance des paiements courants

Après avoir affiché un faible excédent en 1973, la balance des paiements courants s'était orientée vers un déficit qui fluctuait généralement aux environs de $4 à $5 milliards jusqu'en 1981 (graphique 6.1). On observait une élévation rapide du déficit au titre des services, principalement au chapitre des versements d'intérêts et de dividendes, à cause d'un endettement international croissant et, récemment, de taux d'intérêt élevés,

Graphique 6.1

Compte courant de la balance des paiements



Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº cat. 67-001.

ainsi que de l'augmentation du taux de dividende. La progression des paiements liés aux déplacements à l'étranger contribuait également à alourdir le déficit des services. Par contre, le solde du commerce des marchandises s'est amélioré en général pendant cette période, contribuant à compenser le déficit croissant des services.

Le solde des paiements courants s'est nettement amélioré en 1982 pour se traduire par un excédent de $2.7 milliards, contre un déficit de $5.3 milliards en 1981 (tableau 6.1). Ce renversement a été permis par une amélioration de $10.3 milliards de l'excédent de la balance commerciale, qui n'a été que partiellement compensé par une hausse de $2.2 milliards du déficit des services.

Commerce extérieur

L'excédent du commerce extérieur canadien est passé à $17.7 milliards en 1982, contre $7.4 milliards en 1981 et $8.5 milliards le record précédent en 1980. Ce résultat a été enregistré grâce à une baisse de $10.2 milliards des importations. Cette amélioration de la balance commerciale s'est produite malgré une détérioration de 1.4 pour cent des termes de l'échange.

En valeur, les importations ont baissé de 13.2 pour cent, ce recul touchant toutes les grandes catégories sauf les importations diverses (tableau 6.2). Un repli marqué a été accusé par les importations de machines et d'équipement, de matières industrielles et de pétrole brut, contribuant pour $9.1 milliards à la baisse totale de $10.2 milliards des importations. Malgré la faiblesse de l'économie mondiale, la valeur des exportations totales de marchandises a légèrement augmenté (tableau 6.3). La baisse des exportations de biens liés aux ressources naturelles tels que les métaux et les produits minéraux, la pâte de bois, le papier et le carton, le bois d'œuvre et les contre-plaqués, ainsi que d'autres produits transformés, a été largement compensée par une progression de 25.9 pour cent des exportations

Tableau 6.1
Sommaire de la balance courante des paiements internationaux du Canada

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(milliards de dollars)						
Exportations de marchandises	38.0	44.3	53.1	65.3	76.8	84.2	84.5
Importations de marchandises	36.6	41.5	49.0	61.2	68.3	76.9	66.7
Solde de la balance commerciale							
Nominal	1.4	2.7	4.0	4.1	8.5	7.4	17.7
Réel (en dollars de 1971)	– 1.7	– 0.1	1.4	– 0.5	0.9	1.3	5.0
Recettes au titre des services	7.6	8.3	9.9	11.9	14.2	15.2	15.9
Paiements au titre des services	13.4	15.7	18.9	21.6	25.0	29.5	32.4
Solde au titre des services	– 5.8	– 7.4	– 9.0	– 9.7	– 10.8	– 14.3	– 16.5
Total des recettes	45.6	52.5	63.0	77.2	90.9	99.5	100.4
Total des paiements	50.0	57.3	68.0	82.8	93.3	106.4	99.1
Solde au titre des biens et services	– 4.4	– 4.7	– 5.0	– 5.6	– 2.3	– 6.9	1.2
Transferts nets	0.5	0.4	0.0	0.7	1.2	1.6	1.4
Solde de la balance courante	– 3.8	– 4.3	– 4.9	– 5.0	– 1.1	– 5.3	2.7

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les soldes peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Tableau 6.2
Importations canadiennes de marchandises[1]
(méthode de la balance des paiements)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
				(milliards de dollars)			
Alimentation	2.5	2.9	3.2	3.7	4.1	4.5	4.2
Pétrole brut	3.3	3.2	3.5	4.5	6.9	7.9	4.9
Matériaux de construction	0.9	1.0	1.1	1.4	1.3	1.7	1.2
Matières industrielles	7.7	8.7	10.8	15.0	17.0	18.6	15.7
Automobiles et produits connexes	9.3	11.3	13.1	15.0	13.3	15.8	14.7
Machines et équipement	7.6	8.6	10.7	14.1	16.8	19.5	16.3
Autres biens de consommation							
Etats-Unis	2.1	2.3	2.7	3.1	3.4	3.8	3.5
Reste du monde	2.4	2.7	3.0	3.4	3.6	4.3	4.2
Divers	0.7	0.8	1.0	1.2	1.8	0.8	1.9
Total	36.6	41.5	49.0	61.2	68.3	76.9	66.7
				(variation en pourcentage)			
Alimentation	6.4	17.1	11.8	12.5	13.2	9.2	– 6.1
Pétrole brut	– 1.2	– 1.0	7.6	29.0	55.2	14.0	– 37.4
Matériaux de construction	13.8	5.7	11.2	23.0	– 4.7	29.3	– 26.6
Matières industrielles	6.9	12.9	23.1	38.9	13.7	9.6	– 16.0
Automobiles et produits connexes	14.1	21.7	15.5	14.5	– 11.3	19.1	– 7.1
Machines et équipement	– 1.1	12.3	25.2	31.2	19.0	16.4	– 16.4
Autres biens de consommation							
Etats-Unis	16.9	7.8	15.4	15.5	11.3	10.0	– 6.6
Reste du monde	28.5	11.0	13.6	12.4	7.4	17.9	– 2.0
Divers	2.8	12.2	21.1	23.8	51.2	– 58.3	155.7
Total	7.8	13.4	18.1	24.7	11.7	12.6	– 13.2

Remarque: les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.

[1] Les statistiques commerciales dans le cadre de la balance des paiements sont principalement les données tirées des documents douaniers et corrigées pour représenter plus fidèlement toutes les opérations économiques entre résidents et non-résidents qui ont des répercussions financières sur la balance des paiements. Les données douanières ne portent que sur les mouvements physiques de biens, reflétés dans les rapports de douanes. Des redressements sont apportés au titre de la date des opérations, de leur champ d'application et de leur évaluation pour convertir ces données dans le cadre de la balance des paiements. Les rajustements de la balance des paiements déclarés par Statistique Canada ont été répartis entre les groupes de produits par le ministère des Finances.

Sources: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001; Banque du Canada, *Revue*, mens.; et ministère des Finances.

d'automobiles et de pièces détachées et par une amélioration appréciable du volume de blé et de farine exporté. Le fléchissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine a également favorisé l'accroissement des exportations vers les Etats-Unis en valeur. La Canada a amélioré sa situation commerciale en 1982 par rapport aux Etats-Unis, au Japon et à ses partenaires commerciaux ne faisant pas partie de l'OCDE. L'excédent commercial enregistré avec les pays européens a diminué (tableau 6.4), probablement à cause du renforcement notable du dollar canadien par rapport à leurs monnaies au cours des deux dernières années. L'excédent avec les Etats-Unis s'est accru de $7.5 milliards pour atteindre $11.1 milliards en 1982.

Tableau 6.3
Exportations canadiennes de marchandises (méthode de la balance des paiements)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
				(milliards de dollars)			
Blé et farine de blé	1.9	2.1	2.0	2.3	3.9	4.0	4.3
Autres produits agricoles	3.0	3.4	4.2	5.4	5.5	6.8	7.1
Pétrole brut	2.2	1.7	1.6	2.5	2.9	2.5	2.7
Gaz naturel	1.6	2.1	2.2	3.0	4.0	4.4	4.8
Bois et contre-plaqué	1.8	2.5	3.4	4.1	3.6	3.2	3.1
Pâte, papiers et carton	4.7	5.1	5.7	7.3	8.9	9.3	8.4
Métaux et minéraux	6.8	7.7	8.7	10.6	14.6	14.5	12.6
Autres matières transformées	2.9	3.9	5.4	7.7	9.1	10.5	9.8
Automobiles et produits connexes	8.3	10.4	12.5	11.8	10.9	13.1	16.5
Machines et équipement	2.8	3.0	4.0	5.3	6.5	7.7	7.5
Autres produits manufacturés	1.7	1.8	2.3	3.4	4.4	4.6	4.7
Divers	0.4	0.5	0.9	1.8	2.4	3.6	3.0
Total	38.0	44.3	53.1	65.3	76.8	84.2	84.5
				(variation en pourcentage)			
Blé et farine de blé	– 12.6	11.4	– 1.2	12.7	69.1	1.5	8.7
Autres produits agricoles	17.3	13.5	22.8	29.3	2.2	23.9	3.8
Pétrole brut	– 28.0	– 19.3	– 9.5	60.7	12.4	– 12.8	10.4
Gaz naturel	41.1	27.1	6.2	35.9	33.7	9.7	9.0
Bois et contre-plaqué	67.6	44.1	35.5	19.7	– 12.6	– 11.2	– 2.3
Pâte, papiers et carton	18.1	9.7	11.6	27.2	22.8	4.0	– 9.6
Métaux et minéraux	18.6	14.1	12.8	21.6	37.6	– 0.5	– 13.1
Autres matières transformées	18.2	32.6	38.7	42.7	18.6	15.3	– 7.3
Automobiles et produits connexes	27.9	25.9	20.4	– 5.4	– 8.0	20.2	25.9
Machines et équipement	6.9	7.3	30.8	34.2	21.8	17.7	– 2.4
Autres produits manufacturés	19.1	6.7	32.7	44.2	30.4	4.8	1.5
Divers	– 53.2	3.1	99.1	91.1	36.7	50.1	– 17.5
Total	13.4	16.5	19.9	23.0	17.6	9.7	0.3

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
(1) Voir la note du tableau 6.2.
Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001; et ministère des Finances.

Le solde du commerce extérieur du Canada par groupe de produits a généralement affiché des excédents appréciables et croissants au chapitre des matières transformées et des produits alimentaires, et un déficit considérable et en aggravation pour les produits finis manufacturés, tandis que l'excédent relatif aux matières brutes diminuait en 1980 et 1981. Certaines de ces tendances se sont toutefois inversées récemment. Le solde des échanges s'est amélioré en 1982 dans toutes les grandes catégories de produits, la hausse la plus marquée étant le fait du com-

Tableau 6.4
Solde du commerce par catégorie de produits et par pays

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
				(milliards de dollars)			
Par pays							
Etats-Unis	0.5	1.5	2.6	0.3	1.3	3.5	11.1
Royaume-Uni	0.8	0.6	0.4	0.6	1.3	1.0	0.8
Autres pays de la CEE. ..	0.6	0.3	– 0.2	0.8	2.7	1.4	1.0
Japon	0.8	0.7	0.5	1.8	1.5	0.4	1.0
Autres pays de l'OCDE ..	– 0.1	0.0	– 0.2	0.0	0.5	0.4	0.0
Autres pays	– 1.2	– 0.3	0.8	0.6	1.2	0.6	3.9
Total, base douanière	1.4	2.7	4.0	4.1	8.5	7.4	17.7
Par catégorie de produits							
Alimentation et produits connexes	1.4	1.3	1.5	2.1	3.5	4.2	5.3
Matières brutes et connexes	3.2	3.5	2.9	4.6	3.4	3.0	6.1
Matières transformées	6.0	7.9	10.4	12.4	16.6	16.0	16.1
Automobiles et produits connexes	– 1.2	– 1.2	– 0.8	– 3.3	– 2.7	– 2.9	1.5
Autres produits finis	– 8.9	– 9.9	– 11.6	– 13.9	– 15.1	– 17.9	– 14.1
Réexportations et opérations spéciales	0.5	0.5	0.6	0.9	1.2	2.2	1.9
Total, base de la balance des paiements	1.0	2.2	3.1	2.8	6.9	4.5	16.8

Remarque: les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº de cat. 65-001, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

merce des produits finis (tableau 6.4). L'accroissement de l'excédent des échanges de matières brutes en 1982 a été représenté, et au-delà, par la baisse appréciable des importations de pétrole brut. Ce phénomène a été dû à plusieurs facteurs: une forte hausse des prix intérieurs du pétrole qui a diminué la demande intérieure de ce produit, l'arrêt des réductions de production pétrolière décretées par le gouvernement de l'Alberta, la faiblesse de l'activité économique dans le pays et le fléchissement des prix du pétrole à l'importation, qui a fait baisser les importations en valeur. L'excédent enregistré pour les matières transformées n'a que légèrement augmenté en 1982. La baisse de la production industrielle dans les principaux pays de l'OCDE a entraîné le premier recul des exportations de matières transformées en plus d'une décennie, une décroissance particulièrement forte touchant les exportations de fer, d'acier et de produits non ferreux. Cependant, l'affaiblissement prononcé de la production industrielle au Canada a sensiblement réduit les importations canadiennes de produits transformés, de sorte que la baisse des exportations a été plus que compensée.

L'amélioration de $8.3 milliards du solde des échanges de produits finis manufacturés en 1982 a constitué un changement de taille par rapport aux six années précédentes, qui avaient vu le déficit enregistré à ce chapitre passer de $10.1 milliards en 1976 à $20.9 milliards en 1981 (tableau 6.5). Le solde des échanges de produits

Tableau 6.5
Solde du commerce des produits manufacturés finis

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(milliards de dollars)						
Machines à usage général	– 0.5	– 0.5	– 0.6	– 0.7	– 0.8	– 0.9	– 0.7
Machines industrielles spéciales	– 1.8	– 1.8	– 2.1	– 3.0	– 3.8	– 3.6	– 2.5
Machines agricoles et tracteurs	– 0.8	– 0.8	– 0.9	– 1.3	– 1.2	– 1.5	– 1.0
Produits liés à l'automobile	– 1.2	– 1.2	– 0.8	– 3.3	– 2.7	– 2.9	1.5
Autres équipements de transport	0.0	– 0.2	– 0.3	– 0.4	– 0.4	– 0.8	0.6
Télécommunications et produits connexes	– 0.7	– 0.8	– 0.9	– 1.2	– 1.2	– 1.4	– 1.2
Machines et équipement de bureau	– 0.4	– 0.5	– 0.6	– 0.7	– 1.2	– 1.7	– 1.9
Autres équipements et outillages	– 1.8	– 2.0	– 2.4	– 2.6	– 2.7	– 3.2	– 2.7
Biens de consommation	– 2.9	– 3.3	– 3.7	– 4.0	– 3.9	– 4.8	– 4.7
Total	– 10.1	– 11.1	– 12.4	– 17.1	– 17.8	– 20.9	– 12.6

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº de cat. 65-001.

autres que ceux de l'automobile s'est amélioré dans l'ensemble, mais c'est dans le commerce des produits de l'automobile que l'amélioration a été la plus forte, le solde passant d'un déficit de $2.9 milliards en 1981 à un excédent de $1.5 milliard en 1982, le premier excédent enregistré depuis 1971. Ce changement est attribuable à la hausse appréciable des exportations d'automobiles grosses et moyennes vers les Etats-Unis et à une diminution notable des importations d'automobiles, à cause d'une demande moins forte au Canada. Les hauts taux d'intérêt, l'élévation rapide des prix de l'essence et l'effritement du revenu réel des consommateurs ont tous contribué au fléchissement de la demande d'automobiles au Canada. Cependant, l'amélioration du solde des échanges d'automobiles a été partiellement compensée par une hausse des importations de moteurs et de pièces destinées à une production plus forte de véhicules devant être exportés aux Etats-Unis.

Les termes de l'échange de marchandises du Canada ont été fortement influencés par les fluctuations prononcées des prix internationaux des matières brutes et des produits semi-transformés au cours des quatre dernières années. Les termes de l'échange s'étaient améliorés en 1979 et 1980 grâce à la montée du prix des ressources naturelles, avant de se détériorer en 1981 et 1982 à cause de la chute de ces prix, tandis que ceux des articles manufacturés continuaient de s'accroître avec l'élévation des coûts de main-d'œuvre. Aussi les termes de l'échange ont-ils baissé de 3.8 pour cent en 1981 et de 1.3 pour cent en 1982.

Compétitivité internationale

La compétitivité internationale des coûts des articles manufacturés au Canada, mesurée en dollars américains, s'est nettement détériorée les deux dernières années (tableau 6.6 et graphique 6.2). Cependant, même avec cette baisse récente, l'indice de la compétitivité du Canada n'était que légèrement inférieur en 1982 à son niveau moyen de la période 1960-1982 et il

Tableau 6.6
Variations de la compétitivité internationale du Canada — Secteur manufacturier

Période	En monnaie du pays	En dollars E.-U.	Période	En monnaie du pays	En dollars E.-U.
	(variation en pourcentage)			(variation en pourcentage)	
1961	0.2	4.7	1972	– 0.9	– 1.7
1962	0.2	5.4	1973	– 0.5	2.2
1963	– 0.7	0.2	1974	– 3.1	– 5.7
1964	– 0.6	– 0.6	1975	– 3.8	0.1
1965	– 3.1	– 3.1	1976	– 4.1	– 8.6
1966	– 1.5	– 1.6	1977	– 2.2	6.4
1967	– 1.6	– 1.6	1978	1.6	11.9
1968	– 1.0	– 1.7	1979	0.4	3.2
1969	– 0.4	– 0.5	1980	0.2	0.2
1970	0.9	– 2.2	1981	– 2.9	– 3.7
1971	– 0.1	– 2.9	1982	– 4.2	– 3.9
Variation cumulative entre 1961 et 1971	– 7.7	– 8.3	Variation cumulative entre 1972 et 1982	– 17.2	0.6

Remarque: L'indice de la compétitivité est calculé comme la moyenne, pondérée par les échanges, des coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier des dix principaux pays de l'OCDE par rapport à ces coûts au Canada. En monnaie du pays, cet indice reflète les variations relatives des coûts en dollars canadiens, tandis qu'en dollars américains l'indice tient également compte des fluctuations du taux de change. Une variation négative indique une perte de compétitivité, et vice versa. Pour obtenir plus de détails sur le calcul de l'indice de la compétitivité de l'industrie manufacturière canadienne, communiquer avec la Section de la macro-analyse de la Division de l'analyse économique, ministère des Finances.
Source: Ministère des Finances.

dépassait sensiblement celui des années 1974 à 1976.

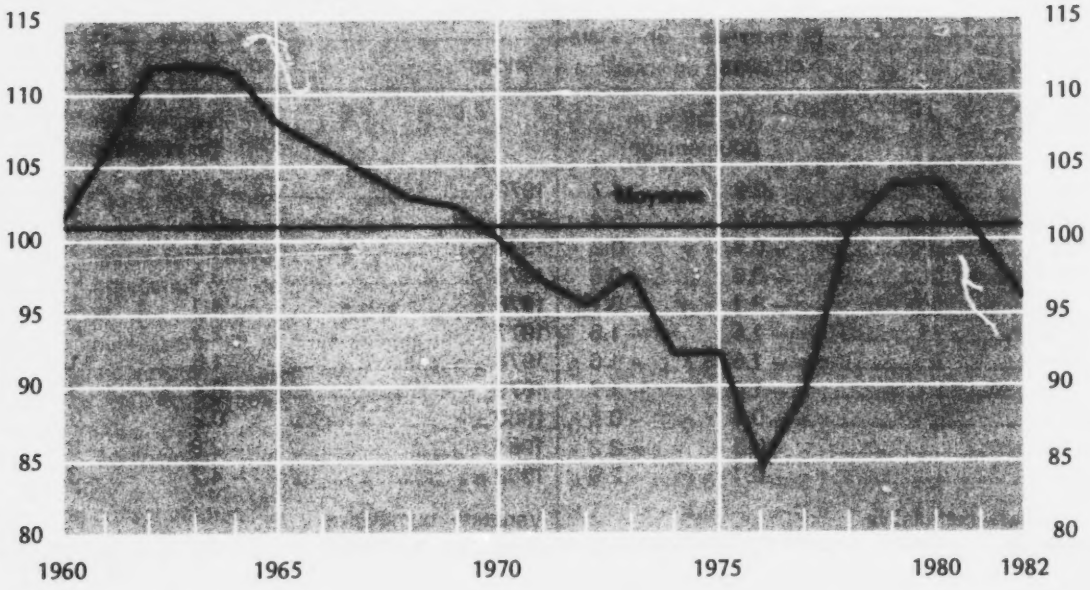
La compétitivité du Canada varie en fonction à la fois des changements du coût, en monnaie intérieure, de la production des biens au Canada par rapport à l'étranger et des fluctuations du taux de change. Le repli de l'indice de la compétitivité en monnaie nationale en 1981 et 1982, que révèle le tableau 6.6, était dû au fait que les coûts unitaires de main-d'œuvre augmentaient plus vite au Canada que dans les pays qui étaient ses partenaires commerciaux. Ce phénomène s'expliquait par une hausse relativement plus rapide des gains horaires moyens dans notre pays et une progression plus lente de la productivité tendancielle. Un certain fléchissement du dollar canadien par rapport à la moyenne des monnaies de ses principaux partenaires commerciaux (pondérée d'après le commerce des articles manufacturés) a contribué à compenser partiellement cette perte de compétitivité en 1982.

Services

Le Canada enregistre depuis longtemps un déficit au titre des services. Ce déficit, qui augmente constamment depuis une dizaine d'années, s'est établi à $16.5 milliards en 1982 (tableau 6.7). La hausse du déficit en 1982 a été le résultat principalement d'un accroissement de $2.8 milliards des paiements d'intérêts sur la dette obligataire canadienne envers le reste du monde. Cependant, la hausse du déficit a été nettement moins marquée qu'en 1981, la faiblesse de l'économie canadienne ayant freiné l'augmentation des paiements au titre des dividendes, des revenus divers, du tourisme, du fret et des expéditions.

Graphique 6.2

Compétitivité du Canada dans le secteur manufacturier
(Indice de compétitivité, 1970 = 100)



(1) Moyenne pondérée des coûts unitaires de main-d'oeuvre des pays concurrents par rapport à ceux du Canada, les coûts unitaires étant exprimés en dollars E.-U.

Source: Ministère des Finances.

Tableau 6.7
Solde des services

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
				(milliards de dollars)			
Fret et transport	– 0.1	0.0	0.1	0.3	0.5	0.5	0.9
Tourisme	– 1.2	– 1.6	– 1.7	– 1.1	– 1.2	– 1.1	– 1.3
Intérêt	– 1.6	– 2.5	– 3.2	– 3.7	– 3.9	– 4.5	– 7.4
Dividendes	– 0.9	– 1.2	– 1.5	– 1.6	– 1.4	– 1. 9	– 1.9
Autres services	– 1.4	– 1.6	– 2.1	– 3.0	– 3.8	– 6.0	– 5.6
Revenus divers	– 0.3	– 0.4	– 0.7	– 1.3	– 1.6	– 3.8	– 3.2
Etat, entreprises et autres	– 1.1	– 1.2	– 1.5	– 1.7	– 2.2	– 2.2	– 2.5
Retenue fiscale	– 0.5	– 0.5	– 0.6	– 0.8	– 1.0	– 1.1	– 1.2
Total	– 5.8	– 7.4	– 9.0	– 9.7	– 10.8	– 14.3	– 16.5

Remarque: les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Intérêts et dividendes

Le gonflement des paiements d'intérêts du Canada aux non-résidents est la principale cause de l'augmentation du déficit des services depuis 1974. Ces paiements ont progressé à un rythme annuel de 25 pour cent, pour passer de $1 milliard en 1974 à $4.9 milliards en 1981, alors que les rentrées d'intérêts passaient de $0.3 à $0.4 milliard seulement pendant cette période. En 1982, les paiements d'intérêts ont accusé une forte hausse de $2.8 milliards ou de 57.5 pour cent pour atteindre $7.7 milliards, tandis que les rentrées d'intérêts chutaient de 15.9 pour cent pour descendre à $0.3 milliard. Cela a porté les paiements nets d'intérêt, inscrits à la rubrique «Intérêts et dividendes», à $7.4 milliards, soit 45 pour cent du déficit global des services en 1982. Cet alourdissement des paiements nets d'intérêt est attribuable à trois grands facteurs: une hausse d'un tiers de l'endettement obligataire envers le reste du monde à cause d'emprunts particulièrement massifs des provinces et des sociétés à la fin de 1981 et en 1982; une vive augmentation des taux d'intérêt moyens payables sur cette dette; et le repli de dollars canadiens par rapport à la devise américaine, qui a fait monté la valeur, en dollars canadiens, des paiements d'intérêts sur les titres libellés en dollars américains.

Le déficit au chapitre des dividendes est demeuré inchangé en 1982, après s'être aggravé pendant une décennie. Cette hausse du déficit depuis dix ans est due principalement à l'augmentation des paiements de dividendes, parallèlement à la tendance à la hausse du rendement des obligations. En 1982, cependant, la récession a incité les sociétés à réduire sensiblement leurs dividendes. La baisse des paiements de dividendes canadiens a été compensée par une diminution équivalente des rentrées à ce titre.

Autres services

La catégorie des autres services, dans la balance des paiements comprend les revenus divers, les opérations des administrations, les services aux entreprises et d'autres opérations. Au cours des quelques dernières années, le déficit au chapitre des revenus divers s'est notablement accru, passant de $249 millions en 1975 à $3.8 milliards en 1981, presque entièrement à cause de la hausse des paiements nets d'intérêt sur les emprunts bancaires et entre-sociétés à court ou à long terme. Sous l'effet d'un accroissement de 56.9 pour cent des rentrées de revenus divers en 1982, le déficit inscrit à ce poste est descendu à $3.2 milliards en 1982, marquant sa première baisse depuis 1975. L'une des causes en a été la modification de la législation bancaire, en février 1981, qui a imposé des obligations de réserve sur les dépôts en monnaies étrangères comptabilisés au Canada au nom de Canadiens. Il en est résulté une augmentation appréciable des dépôts en monnaies étrangères détenus par des Canadiens à l'étranger et une hausse correspondante des revenus d'intérêts sur ces dépôts. La contraction du déficit au titre des revenus divers a été partiellement compensée par une hausse du déficit au titre des services aux entreprises et autres, catégorie qui comprend les services commerciaux, personnels et professionnels fournis par les non-résidents à des Canadiens.

Tourisme

Le déficit touristique du Canada est passé de $1.1 milliard en 1981 à $1.3 milliard en 1982. Les paiements faits à l'étranger au titre des déplacements se sont élevés de 2.7 pour cent, malgré l'effritement du revenu réel. Par ailleurs, l'ensemble des recettes touristiques du Canada a baissé de 1 pour cent, pour la première fois en plus d'une dizaine d'années, à cause de la faiblesse de l'activité économique aux Etats-Unis et en Europe. On a aussi observé une baisse appréciable des visiteurs américains venant au Canada pour la journée, à cause de l'amenuisement de l'écart entre les prix de l'essence dans les deux pays. Malgré une légère diminution du nombre total des Canadiens se déplaçant à l'étranger, ils ont été plus nombreux à se rendre dans des pays autres que les Etats-Unis, apparemment à cause du renforcement du dollar canadien par rapport aux monnaies européennes et de fortes réductions de tarifs aériens.

Balance des capitaux, taux de change et réserves officielles de change

Les prises de contrôle, qui avaient exercé une influence considérable sur les opérations financières entre les Canadiens et l'étranger en 1981, ont beaucoup diminué en 1982. Parmi les autres caractéristiques importantes de la balance des capitaux en 1982, figurent des entrées records de capitaux à long terme grâce à de nouvelles

Tableau 6.8
Balance canadienne des paiements internationaux

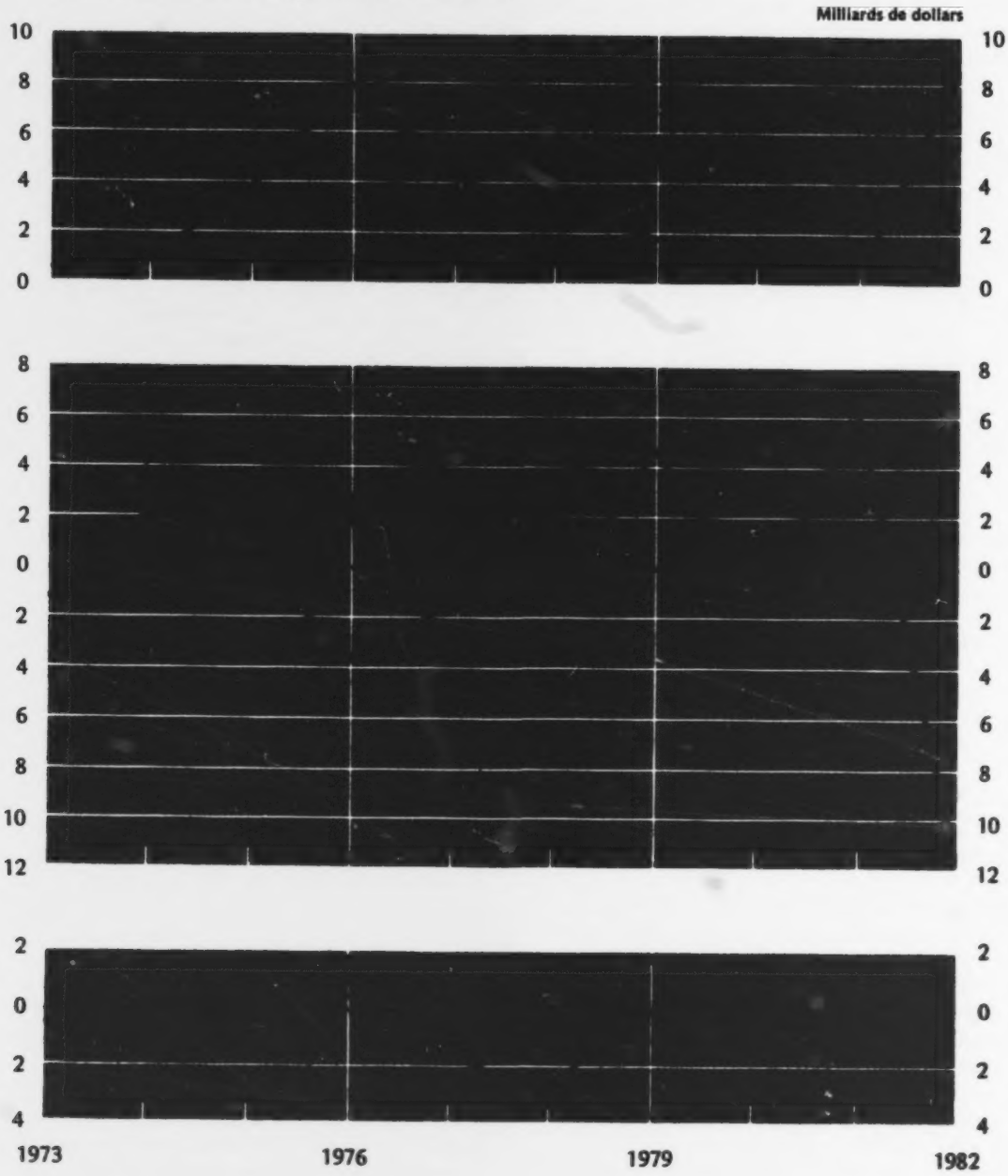
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(milliards de dollars)						
Solde de la balance courante	– 3.8	– 4.3	– 4.9	– 5.0	– 1.1	– 5.3	2.7
Au titre des marchandises	1.4	2.7	4.0	4.1	8.5	7.4	17.7
Au titre des services	– 5.8	– 7.4	– 9.0	– 9.7	– 10.8	– 14.3	– 16.5
Transferts nets	0.5	0.4	0.0	0.7	1.2	1.6	1.4
Mouvements de capitaux à court terme	8.0	4.2	3.1	1.9	0.9	0.6	8.6
Investissements directs au Canada	– 0.3	0.5	0.1	0.7	0.6	– 4.6	– 1.4
Investissements directs à l'étranger	– .6	– 0.7	– 2.1	– 2.5	– 3.1	– 5.9	0.2
Emissions nettes de titres canadiens	9.0	5.9	6.4	5.1	5.5	13.5	16.0
Autres	– 0.1	– 1.4	– 1.2	– 1.4	– 2.1	– 2.4	– 6.2
Mouvements de capitaux à court terme	0.1	0.7	1.2	6.9	– 0.7	15.1	– 9.4
Variation de la situation des banques à charte en devises étrangères	– 0.9	1.4	2.8	4.1	1.4	18.0	– 4.4
Avoirs non bancaires à court terme à l'étranger	– 0.3	– 0.7	– 0.7	0.1	– 0.5	– 6.7	– 3.1
Autres	1.4	– 0.1	– 0.9	2.7	– 1.6	3.8	– 1.9
Erreurs et omissions	– 3.7	– 2.0	– 2.7	– 2.2	– 0.6	– 9.1	– 2.5
Total — Mouvements de capitaux (erreurs et omissions comprises)	4.4	2.9	1.6	6.7	– 0.4	6.6	– 3.3
Allocations de DTS	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.2	0.0
Mouvements monétaires officiels nets	0.5	– 1.4	– 3.3	1.9	– 1.3	1.4	– 0.7
Réserves officielles	0.5	– 1.4	– 0.2	– 0.9	– 0.5	0.4	– 0.7
Engagements monétaires officiels	0.0	0.0	– 3.1	2.8	– 0.7	– 1.0	0.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les soldes peuvent ne pas correspondre à la somme des éléments.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

émissions de titres canadiens à l'étranger et un renversement du solde des mouvements de capitaux à court terme, passé d'une entrée appréciable à des sorties considérables. Par rapport au dollar américain, le dollar canadien s'est échangé à un taux moyen plus bas en 1982 que l'année précédente, tout en se raffermissant par rapport à la plupart des autres devises importantes. En fin d'année, les réserves officielles de change du Canada s'élevaient à $E.-U.3.8 milliards, en

Graphique 6.3

Balance canadienne des paiements internationaux

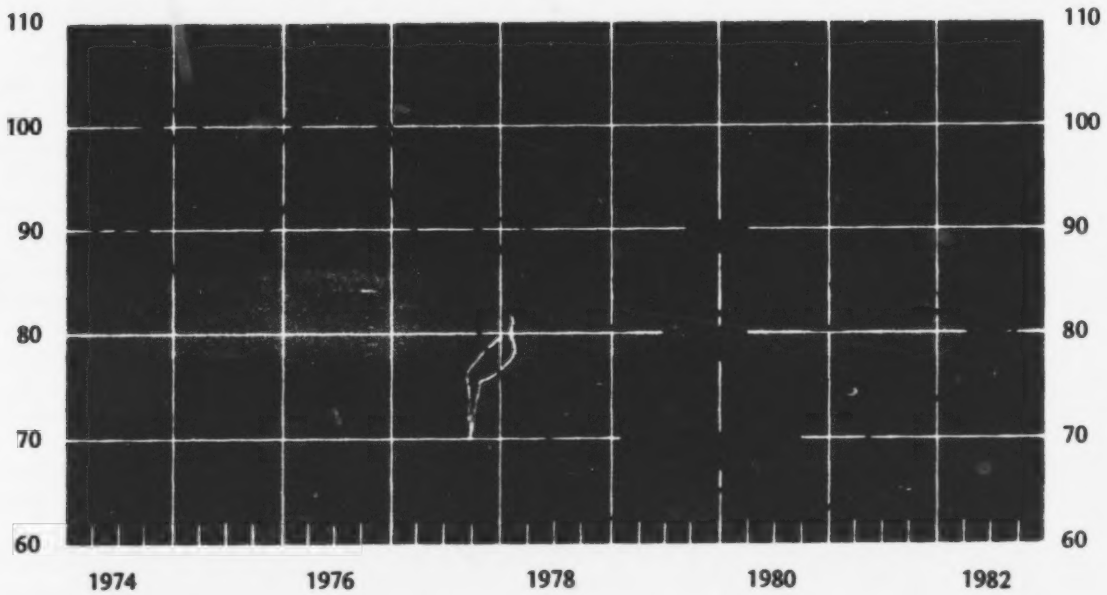


(1) Erreurs et omissions comprises.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, mens., nº cat. 67-001.

Graphique 6.4

Indices de prix du dollar canadien par rapport aux devises du Groupe des Dix(1), 1971 = 100



(1) Les différentes monnaies sont affectées d'un coefficient de pondération représentant la part du pays considéré dans le commerce extérieur du Canada entre 1977 et 1981. Le Groupe des Dix (G-10) comprend l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, le Japon et la Suisse.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mens., et ministère des Finances.

baisse de $E.-U.578 millions sur l'ensemble de l'année.

Les entrées nettes de capitaux à long terme se sont établies à $8.6 milliards, contre $0.6 milliard en 1981, comme l'indique le tableau 6.8. Deux grandes causes sont à l'origine de cet accroissement. Les entrées occasionnées par les nouvelles émissions de titres canadiens à l'étranger ont atteint le niveau record de $16 milliards, les emprunteurs canadiens faisant appel massivement aux marchés obligataires pour se financer en 1982. Une forte proportion des emprunts à l'étranger a été contractée sur le marché des euro-obligations, sous l'influence de taux d'intérêt à long terme moins élevés hors des frontières. Le poste des investissements directs a affiché une variation considérable, se soldant par une sortie nette de $1.2 milliard, contre $10.5 milliards l'année précédente. Cette contraction est attribuable principalement à la baisse des acquisitions de sociétés étrangères par des Canadiens tant dans le pays qu'à l'étranger. Les prises de contrôle ont continué en 1982, mais à une échelle beaucoup plus réduite.

Les opérations financières des Canadiens avec les non-résidents sur des avoirs financiers à court terme se sont soldées par une sortie de $9.4 milliards, ce qui représente un renversement considérable par rapport aux entrées de $15.1 milliards enregistrées en 1981. Les mouvements financiers passant par le système bancaire ont joué un rôle prédominant dans cette évolution: le fort volume des prises de contrôle en 1981 avait été financé en grande partie par les banques canadiennes, qui avaient pour cela emprunté à l'étranger; en 1982, cependant, les banques ont réduit leur endettement net en devises vis-à-vis des non-résidents. Le poste des «erreurs nettes et omissions», un poste résiduel d'équilibrage des comptes, qui passe pour refléter surtout les opé-

rations financières non enregistrées, s'est traduit par une sortie de capitaux de $2.5 milliards, soit $6.6 milliards de moins qu'en 1981.

Le cours du dollar canadien a évolué dans une plage assez étendue vis-à-vis de la plupart des grandes monnaies en 1982. Par rapport à la devise américaine, le dollar canadien a fortement diminué au premier semestre, atteignant un nouveau creux de 76.80 cents E.-U., avant de se redresser quelque peu au second semestre pour clôturer l'année à 81.38 cents E.-U., à 3.5 pour cent au-dessous du niveau de la fin de 1981. Par contre, le dollar canadien a gagné du terrain par rapport à toutes les autres monnaies du Groupe des Dix en 1982, s'élevant de 7.9 pour cent dans le courant de l'année par rapport à la moyenne de ces monnaies, pondérée par les échanges extérieurs.

Les opérations officielles sur le marché des changes ont continué d'être orientées vers le maintien de conditions ordonnées. Cela s'est traduit par d'importantes ventes de devises en mai et en juin, alors que le dollar canadien était vivement attaqué, et par des achats importants par la suite, lorsque ces tensions se sont inversées. Ces opérations, jointes aux emprunts en monnaies étrangères et aux remboursements de dettes contractées aux fins de la gestion des réserves, ont représenté le gros des interventions ayant influé sur les réserves officielles de change du Canada en 1982. A la fin de l'année, ces réserves s'élevaient à $E.-U.3,793 millions, en baisse de $E.-U.578 millions par rapport à la fin de 1981.

7. Secteur public

Ce chapitre expose l'évolution du secteur public en 1982. Il présente le solde budgétaire, les recettes et les dépenses du gouvernement fédéral, du secteur provincial-local-hospitalier, des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec ainsi que l'ensemble du secteur public. Des renseignements sont aussi fournis sur les besoins de financement des administrations, la dette publique et la gestion de la dette[1].

Gouvernement fédéral

Comme l'indique le tableau 7.1, le déficit fédéral d'après les comptes nationaux est passé de $8.0 milliards en 1981 à $21.1 milliards en 1982, sous l'effet combiné d'une expansion plus lente des recettes et d'une élévation constante de la plupart des postes de dépenses.

Le tableau 7.2 indique que les recettes fédérales ne se sont accrues que de 1.8 pour cent en 1982, contre 25.8 pour cent 1981. Les principaux éléments de faiblesse ont été les impôts directs des sociétés et les impôts indirects. La baisse des impôts des sociétés, reflétant le fléchissement des bénéfices, a été partiellement compensée par une augmentation du produit de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières (TRPG) et par la nouvelle taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires (TRPS) entrées en vigueur en janvier 1982. Le produit de la TRPG s'est accru grâce à une majoration du taux effectif de taxation en 1982 et d'une élévation des prix du pétrole et du gaz à la tête de puits.

Les impôts indirects ont baissé sous l'influence du prélèvement d'indemnisation pétrolière, dont le produit a diminué à cause d'une contraction des taux moyens de taxation et de la demande pétrolière en 1982. Si l'on tient compte des prélèvements spéciaux d'indemnisation pétrolière en 1981, le taux moyen est passé de $43.36 par mètre cube en 1981 à $39.64 en 1982. Un repli appréciable a également été accusé en 1982 par le prélèvement à l'exportation du pétrole et les droits de douanes à l'importation, dans le premier cas parce que les prix intérieurs du pétrole

Tableau 7.1
Recettes, dépenses et situation nette du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)

	Recettes		Dépenses		Excédent ou déficit (–)
	(millions de dollars)	(variation en pourcentage)	(millions de dollars)	(variation en pourcentage)	(millions de dollars)
1974	29,978	31.4	28,869	28.8	1,109
1975	31,703	5.8	35,508	23.0	– 3,805
1976	35,313	11.4	38,704	9.0	– 3,391
1977	36,509	3.4	43,812	13.2	– 7,303
1978	38,390	5.2	49,075	12.0	– 10,685
1979	43,541	13.4	52,805	7.6	– 9,264
1980	50,646	16.3	60,799	15.1	– 10,153
1981	63,737	25.8	71,716	18.0	– 7,979
1982	64,874	1.8	85,957	19.9	– 21,083

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

[1] Sauf indication contraire, ce chapitre fait état des chiffres des comptes nationaux dans le cadre de l'année civile.

Tableau 7.2
Recettes du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)

	1981		1982	
	(millions de $)	(variation en %)	(millions de $)	(variation en %)
Impôts directs — particuliers				
Impôts des particuliers	23,021	20.3	25,847	12.3
Cotisations employeurs-employés aux fonds de pensions de l'Etat	1,372	14.4	1,595	16.3
Cotisations employeurs-employés à l'assurance-chômage	4,702	50.5	4,811	2.3
Total	29,096	24.0	32,254	10.9
Impôts directs — sociétés				
Impôt sur le revenu	7,419	– 11.9	5,097	– 31.3
Taxe sur les recettes pétrolières et gazières	980	s.o.	1,436	46.5
Taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires	—	—	212	s.o.
Total	8,399	– 0.3	6,745	– 19.7
Impôt des non-résidents	1,110	11.6	1,178	6.1
Impôts indirects				
Taxes de vente et autres d'accise	6,755	12.6	6,480	– 4.1
Prélèvement à l'exportation du pétrole	975	14.7	702	– 28.0
Droits de douane	3,485	11.6	2,876	– 17.5
Droits d'accise	1,171	19.0	1,241	6.0
Taxe d'accise sur l'essence	448	1.6	408	– 8.9
Prélèvement d'indemnisation pétrolière	4,266	456.2	3,161	– 25.9
Taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz	845	s.o.	1,232	45.8
Prélèvement de canadianisation	629	s.o.	945	50.0
Autres[1]	264	12.8	279	5.7
Total	18,838	55.3	17,324	– 8.0
Revenus de placements	5,349	11.1	6,294	17.7
Autres recettes[2]	945	14.5	1,079	14.2
Total — recettes	63,737	25.8	64,874	1.8

[1] Taxe d'aéroport, prélèvement de stabilisation des grains dans l'Ouest et autres taxes diverses.
[2] Autres transferts provenant des particuliers et provisions pour consommation de capital.
s.o.: Sans objet.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

se sont rapprochés des prix internationaux et dans le second cas parce que les importations ont baissé et que certains taux ont de nouveau été réduits en application des négociations commerciales multilatérales. Le produit de la taxe de vente a diminué aussi en 1982 à cause du rétrécissement de son assiette, en particulier dans le cas des biens durables de consommation et des biens d'équipement. La hausse de recettes la plus forte a été le fait de la taxe sur le gaz naturel et les liquides du gaz, grâce à une majoration de taux en février 1982. L'accroissement des recettes brutes du prélèvement spécial de canadianisation est dû au fait que ce droit n'a commencé à s'appliquer qu'en mai 1981 de sorte que le chiffre de cette année-là ne représentait pas l'effet du prélèvement sur 12 mois.

Les impôts directs des particuliers ont marqué une hausse de 10.9 pour cent en 1982. L'impôt sur le revenu des particuliers s'est accru de 12.3 pour cent alors que leur revenu n'augmentait que de 9.7 pour cent; cette différence s'explique par la hausse appréciable, en 1981, des revenus de placements sur lesquels une bonne partie des impôts n'ont été payés qu'en 1982. Les cotisations patronales et ouvrières d'assurance-chômage ont légèrement progressé en 1982. Les taux de cotisation ont baissé en 1982, tandis que l'emploi diminuait pendant l'année. Ces deux facteurs ont compensé en grande partie la hausse de 11 pour cent des gains maximaux cotisables et la progression globale du revenu du travail. Les revenus de placements ont également joué un grand rôle dans l'accroissement des recettes en 1982, principalement sous forme d'intérêts perçus sur les fonds détenus par l'Etat.

Comme l'indique le tableau 7.3, l'ensemble des dépenses fédérales s'est élevé de 19.9 pour cent en 1982. Les dépenses en biens et services ont monté de 13.9 pour cent et le montant global affecté à la masse salariale s'est accru de 17.0 pour cent, en bonne partie à cause de l'augmentation du nombre d'employés fédéraux nécessaire pour faire face à une demande accrue de programmes sociaux. On a également enregistré un accroissement considérable de la formation brute de capital en 1982, à cause d'un niveau anormalement faible en 1981 par suite d'une contraction des stocks et en raison de travaux de construction liés à des programmes de création d'emplois lancés en 1982. De plus, le gouvernement a accru ses achats de matériel roulant pour le transport des céréales en 1982. Les transferts aux particuliers, sous l'impulsion d'une vive hausse de 78 pour cent des prestations d'assurance-chômage, se sont accrus de plus de 30 pour cent en 1982. Les subventions à la consommation ont diminué pendant l'année. Les paiements d'indemnisation pétrolière ont chuté, en grande partie à cause du rétrécissement de l'écart entre les prix mondial et intérieur du pétrole et d'une diminution des importations pétrolières, tandis que les autres subventions accusaient une augmentation rapide due principalement à l'accroissement des besoins de transport ferroviaire. Les subventions d'équipement ont plus que doublé, des paiements relatifs au programme d'encouragements pétroliers étant versés rétroactivement tant pour 1981 que pour 1982. La progression des transferts aux non-résidents reflète l'engagement pris par le gouvernement de porter l'aide étrangère à 0.5 pour cent du PNB d'ici 1985. La baisse des taux d'intérêt par rapport à leur sommet de 1981 a été partiellement compensée par l'accroissement des besoins d'emprunt en 1982. Aussi les intérêts sur la dette publique ont-ils augmenté de 23.1 pour cent en 1982, après s'être accrus de 38.3 pour cent en 1981. Les transferts aux autres administrations ont également progressé. Les paiements du Régime d'assistance publique du Canada ont augmenté à cause du fléchissement de l'activité économique en 1982. Les versements relevant des ententes de Financement des programmes établis ont sensiblement diminué en 1982 à cause des importants rajustements relatifs aux années antérieures et à l'élimination de la garantie des recettes, dans les nouvelles ententes fédérales-provinciales.

Les paiements relatifs aux arrangements fiscaux ont augmenté, en partie à la suite des redressements correspondant aux années antérieures. Les autres transferts aux autres administrations ont accusé une vive hausse, $226 millions étant versés aux provinces au titre d'un rajustement relatif au recensement.

Le tableau 7.4 ajoute au solde selon les comptes nationaux les prêts et autres opérations de l'Etat pour obtenir les besoins financiers du gouvernement fédéral. Ces derniers (compte non tenu des opérations de change) ont été inférieurs de $617 millions au déficit selon la comptabilité nationale en 1982, principalement du fait que le poste correspondant au passage de la comptabilité de

Tableau 7.3
Dépenses du gouvernement fédéral (selon les comptes nationaux)

	1981		1982	
	(millions de $)	(variation en %)	(millions de $)	(variation en %)
Dépenses de demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	10,080	19.1	11,798	17.0
Autres[1]	6,285	17.8	6,838	8.8
Total	16,365	18.6	18,636	13.9
Formation brute de capital	1,029	2.1	1,493	45.1
Total	17,394	17.4	20,129	15.7
Transferts aux particuliers				
Allocations familiales	1,958	8.1	2,204	12.6
Prestations de SV et SRG	8,213	17.0	9,304	13.3
Prestations d'assurance-chômage	4,862	12.2	8,633	77.6
Autres[2]	3,752	13.5	4,503	20.0
Total	18,785	14.1	24,644	31.2
Subventions				
Paiements d'indemnisation pétrolière	4,468	13.8	2,877	– 35.6
Autres[3]	2,026	26.8	2,772	36.8
Total	6,494	17.6	5,649	– 13.0
Subventions d'équipement	760	7.3	2,288	201.1
Transferts aux non-résidents	859	6.8	1,039	21.0
Intérêt sur la dette publique	13,351	38.3	16,440	23.1
Transferts aux autres administrations				
Régime d'assistance publique du Canada	2,223	21.7	2,650	19.2
Accords fiscaux	4,154	10.6	5,346	28.7
Financement des programmes établis	5,194	4.7	4,667	– 10.1
Services complémentaires de santé	704	10.9	814	15.6
Autres[4]	1,798	8.8	2,291	27.4
Total	14,073	9.7	15,768	12.0
Total des dépenses	71,716	18.0	85,957	19.9

(1) Dépenses consacrées aux biens et services produits actuellement, provisions pour consommation de capital et immobilisations de défense.
(2) Pensions et allocations aux anciens combattants, pensions de l'Etat et transferts aux autochtones.
(3) Paiements à la Société Radio-Canada, subventions aux transports et subventions agricoles.
(4) Subventions aux municipalités et territoires en remplacement d'impôts, subventions du MEER aux provinces et subventions à l'enseignement des langues.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

Tableau 7.4
Opérations financières du gouvernement fédéral[1]
(Présentation élargie des comptes nationaux)

	1981	1982
	(en millions de dollars)	
Déficit (selon les comptes nationaux)	– 7,979	– 21,083
Prêts et autres opérations		
Prêts, apports en capital et avances[2]	– 1,043	– 1,156
Rapprochement trésorerie-exercice[3]	884	2,736
Autres opérations	915	– 963
Ressource ou besoin(–) net	756	617
Besoins financiers (opérations de change exclues)	– 7,223	– 20,466
Opérations de change[4]	– 1,345	2,272
Total des besoins financiers	– 8,568	– 18,194
Opérations sur la dette intérieure non échue[5]	12,078	18,060
Variation de la trésorerie	3,510	– 134
Trésorerie en fin de période	7,660	7,526

(1) Les chiffres des comptes nationaux sont sujets à révision et les statistiques de prêts et autres opérations proviennent de données mensuelles non vérifiées. Toute modification de ces postes influerait sur la ligne «Rapprochement trésorerie-exercice», déterminée par différence.

(2) La catégorie «prêts et autres opérations» comprend les prêts aux sociétés de la Couronne jouant un rôle d'intermédiaire financier et aux autres organismes que les comptes nationaux ne considèrent pas comme faisant partie du gouvernement fédéral.

(3) Dans les comptes nationaux, certains postes comme l'impôt direct des sociétés et le prélèvement à l'exportation du pétrole sont calculées en comptabilité d'exercice. La correction est nécessaire pour passer à la comptabilité de trésorerie.

(4) Ressource ou besoin (–).

(5) Les opérations sur la dette non échue ne comprennent pas les emprunts en devises. Ces derniers sont inscrits dans les opérations de change et influent sur la situation de trésorerie du gouvernement en dollars canadiens uniquement dans la mesure où les fonds empruntés servent à acheter des dollars canadiens sur le marché des changes.

Source: Ministère des Finances.

caisse à la comptabilité d'exercice s'est traduit par des ressources appréciables de $2,736 millions. Les prêts, avances et apports en capital de même que les autres opérations se sont traduits par un besoin net de $1,156 millions. Parmi les autres opérations figurent des besoins de $1,292 millions au titre de la perception des impôts provinciaux un compte de dépôt et de fiducie auxquels sont créditées les rentrées estimatives d'impôts provinciaux sur le revenu et dont on déduit les sommes versées aux provinces signataires des ententes de perception fiscale.

Gestion de la dette

La gestion de la dette s'est caractérisée en 1982 par de gros emprunts du gouvernement fédéral pour faire face à ses importants besoins financiers. Comme le révèle le tableau 7.5, le gouvernement du Canada s'est procuré pour $18.1 milliards d'argent frais sur les marchés intérieurs en 1982, sommes qui dépassaient les emprunts de 1980 comme de 1981 et portaient l'encours des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada à $107.3 milliards à la fin de 1982. Sur ces $18.1 milliards, $5.0 milliards ont été obtenus par l'émission de bons du Trésor, $4.9 milliards sous forme d'obligations négociables et $8.1 milliards grâce aux émissions nettes d'Obligations d'épargne du Canada (OEC).

Entre 1975 et 1980, le gouvernement avait diminué l'importance relative des OEC dans son financement, de sorte que leur proportion dans la

Tableau 7.5
Encours des titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le gouvernement du Canada

	Bons du Trésor		Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Total
	(milliards de $)	(%)	(milliards de $)	(%)	(milliards de $)	(%)	(milliards de $)
1975.....	6.2	16.4	15.9	41.9	15.8	41.5	37.9
1976.....	7.8	18.6	17.7	42.0	16.6	39.4	42.2
1977.....	10.3	20.6	21.6	43.0	18.3	36.4	50.2
1978.....	13.1	22.6	24.8	42.7	20.2	34.7	58.1
1979.....	15.2	23.2	31.6	48.1	18.9	28.7	65.7
1980.....	20.7	26.9	38.8	50.2	17.6	22.8	77.1
1981.....	20.7	23.2	43.0	48.2	25.6	28.7	89.2
1982.....	25.7	24.0	47.9	44.6	33.7	31.4	107.3

Source: Revue de la Banque du Canada, mens.

dette totale en dollars canadiens était tombée de 42 à 23 pour cent. Pendant cette période, le gouvernement encouragea le public hors banques à accroître ses portefeuilles de titres négociables. Dernièrement, cependant, la proportion des OEC dans la dette totale est à la hausse, étant passée de 22.8 pour cent en 1980 à 28.7 pour cent en 1981 et à 31.4 pour cent en 1982. Ce phénomène reflète tant la décision du gouvernement de recourir davantage aux OEC comme source de fonds que la baisse des taux d'intérêt du marché pendant les campagnes 1981 et 1982 d'OEC; cette baisse a rendu le taux offert sur les OEC extrêmement intéressant, d'où de très grosses souscriptions nettes. La décision de recourir davantage aux OEC est due à un changement du mode d'établissement du taux, celui-ci étant fixé pour la première année, seulement, alors qu'un rendement minimum est garanti pour les années ultérieures de ces deux émissions.

Les $4.9 millions d'argent frais apportés par les obligations négociables ont légèrement dépassé le montant obtenu en 1981. Avec la chute des taux d'intérêt, les marchés se sont améliorés, de sorte que les émissions d'obligations du Canada ont généralement été bien accueillies tout au long de l'année, et plus particulièrement au second semestre de 1982. Alors que les investisseurs, hésitant toujours à s'engager sur le marché des obligations à long terme, continuaient de s'intéresser aux obligations prorogeables au cours des huit premiers mois de l'année, le dernier trimestre a vu les obligations à plus long terme retrouver une certaine faveur. On a particulièrement noté la mise en place réussie d'un marché à dix ans, au second semestre de 1982, où ont été attirés notamment des investisseurs qui précédemment ne voulaient pas s'engager à plus de cinq ans.

Le programme d'obligations négociables s'est composé de 11 émissions en 1982, soit trois de plus qu'en 1981. Seulement 15.6 pour cent des obligations émises en 1982 avaient une échéance dépassant dix ans, contre 24.0 pour cent en 1981. Dans l'ensemble des obligations négociables émises, les obligations prorogeables ont représenté 25.2 pour cent ou $2.3 milliards en 1982, contre 61.0 pour cent en 1981. Ces titres portaient une échéance initiale de quatre à cinq ans et étaient échangeables, au gré du porteur, en obligations portant le même coupon d'intérêt et échéant cinq ans plus tard.

L'adjudication de bons du Trésor a rapporté $5 milliards en 1982, alors qu'en 1981 elle n'avait apporté aucun argent frais. Le recours accru aux bons du Trésor en 1982 a reflété en partie la perspective d'une détente des taux d'intérêt, qui rendait avantageuse l'émission de titres à court terme. En proportion de l'encours total, les bons du Trésor ont légèrement progressé, passant de 23.2 pour cent en 1981 à 24.0 pour cent en 1982.

Comme l'indique le tableau 7.6, le public hors banques a continué de jouer un rôle appréciable

Tableau 7.6
Titres (libellés en dollars canadiens) émis ou garantis par le gouvernement du Canada détenus par le public hors banques

	Bons du Trésor		Obligations négociables		Obligations d'épargne du Canada		Total
	(milliards de $)	(%)	(milliards de $)	(%)	(milliards de $)	%	(milliards de $)
1975.....	—	—	5.7	26.4	15.8	73.6	21.5
1976.....	1.4	5.8	6.2	25.6	16.6	68.6	24.2
1977.....	2.7	9.2	8.3	28.3	18.3	62.5	29.3
1978.....	3.8	10.7	11.6	32.5	20.2	56.8	35.6
1979.....	4.0	9.9	18.1	44.1	18.9	46.0	41.0
1980.....	7.6	15.1	25.0	49.8	17.5	35.1	50.2
1981.....	6.8	11.1	29.0	47.2	25.6	41.7	61.4
1982.....	12.4	15.8	32.2	41.1	33.7	43.0	78.3

Source: Revue de la Banque du Canada, mens.

dans le programme d'emprunt du gouvernement canadien, accroissant ses portefeuilles de titres fédéraux de $16.9 milliards en 1982, contre $11.2 milliards en 1981.

En raison du rendement intéressant offert sur ces titres, les portefeuilles d'OEC du public hors banques ont augmenté d'environ $8 milliards en 1982. Le grand public a souscrit dans l'ensemble pour $8.1 milliards d'OEC, tout en achetant pour $8.8 milliards de titres négociables du gouvernement canadien. Ses avoirs en titres négociables sont passés à $44.6 milliards, soit 61 pour cent de l'encours de la dette négociable intérieure à la fin de 1982, contre $35.8 milliards à la fin de 1981.

A l'automne de 1982, la campagne d'OEC a produit des recettes brutes de $11.2 milliards, comparativement à $12.8 milliards en 1981. Les souscriptions nettes pendant la campagne, après déduction des rachats de titres en circulation, se sont élevées à $9.6 milliards, contre $11.5 milliards en 1981. Les conditions de l'émission annoncées le 7 octobre 1982 consistaient en un taux de 12 pour cent la première année et en un minimum de 8.5 pour cent pour chacune des six autres années.

Le gouvernement a contracté un certain nombre de prêts obligataires en devises en 1982. En mars, il empruntait 400 millions de francs suisses ($ E.-U. 213 millions) par un placement privé sur le marché suisse des capitaux. L'émission à cinq ans, portant intérêt à 7.25 pour cent, constituait un refinancement partiel d'un emprunt de 700 millions de francs suisses, auprès d'un syndicat bancaire qui venait à échéance. Le 29 avril 1982, était refinancé partiellement un emprunt de 400 millions de Deutschemark échéant le 30 avril. La nouvelle offre publique de DM200 millions portait une échéance unique au 30 avril 1989 et un coupon de 8.50 pour cent. En juin, une émission de $ E.-U. 750 millions en eurodollars fut offerte à échéance de cinq ans 16 juin 1987 et à intérêt de 14.75 pour cent.

Plusieurs tirages ont été effectués aussi en 1982 sur les marges de crédit renouvelable accordées par des banques canadiennes et étrangères, afin de renforcer les réserves officielles de change. En avril, $ E.-U. 500 millions ont été tirés sur la marge de $3 milliards accordée par des banques américaines et d'autres banques étrangères, tandis qu'en mai un tirage de $ E.-U. 300 millions était effectué sur la ligne de crédit de $3.5 milliards conclue avec des banques à charte canadienne. Quatre tirages ont eu lieu en juin, soit $ E.-U. 1 milliard au total auprès de banques étrangères, américaines notamment, et $ E.-U. 600 millions auprès des banques canadiennes. A la fin de l'année, tous ces prêts avaient été remboursés, de sorte qu'il n'y avait aucun encours sur ces deux marges de crédit. De plus, l'entente

de crédit renouvelable conclue avec les banques étrangères a été renégociée en 1982, et portée de $1 à $4 milliards.

Les tableaux de référence présentent les émissions et amortissements de titres négociables du gouvernement du Canada en 1982, ainsi que les variations de l'encours de titres négociables et d'OEC.

L'évolution des besoins d'emprunt a été décrite jusqu'ici dans le cadre de l'année civile, mais dans les comptes publics les opérations de dette publique sont présentées dans le cadre de l'exercice. Les opérations du gouvernement fédéral sur la dette intérieure non échue et ses emprunts à l'étranger ont accru sa dette totale de $11.1 milliards en 1980-1981 et de $9.2 milliards en 1981-1982, comme l'indiquent les tableaux de référence. En proportion du PNB, cet encours est descendu de 28.7 à 27.9 pour cent pendant cette période. L'endettement net s'est élevé, passant de 28.0 pour cent du PNB en 1980-1981 à 28.6 pour cent en 1981-1982. Le service net de la dette (service brut de la dette publique, moins rendement des investissements) est passé de 2.3 à 3.0 pour cent du PNB entre ces deux années, alors que le service brut de la dette passait de 3.7 à 4.6 pour cent du PNB.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1982-1983, les besoins financiers se sont élevés à $18.3 milliards et les financements effectifs à $19.2 milliards. Comme le montre le tableau 7.7, les bons du Trésor ont représenté 33.2 pour cent des financements effectifs, contre 21.2 pour cent pour les obligations négociables et 45.6 pour cent les OEC.

Administrations provinciales et locales

La situation financière des administrations provinciales et locales (hôpitaux compris) a également été dominée par les effets de la récession en 1982. L'assiette des recettes publiques s'est révélée nettement inférieure dans tout le Canada à ce qui avait généralement été escompté au début de 1982. Les chômeurs ont été plus nombreux que prévus et une proportion croissante de ceux qui avaient épuisé leurs droits d'assurance-chômage sont devenus prestataires du bien-être social, accroissant ainsi les paiements à frais partagés dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC). Bien que la migration nette vers l'Ouest canadien se soit ralentie, la population de cette région a continué de s'accroître plus vite que celle du reste du pays. Les effectifs du secteur provincial-local ont conti-

Tableau 7.7
Besoins et sources de financement du gouvernement du Canada, exercice 1982 (1er avril 1982— 31 décembre 1982, présentation des comptes publics)

	(millions de dollars)	(pour cent)
Besoins de financement (opérations de changes exclues)	– 19,662	
Opérations de change	1,411	
Ensemble des besoins de financement	– 18,251	
Bons du Trésor	6,350	33.2
Obligations négociables	4,080	21.2
Obligations d'épargne du Canada	8,726	45.6
Ensemble des sources de financement	19,156	100.0

Source: Ministère des Approvisionnements et Services, *Etat des opérations financières*, décembre 1982.

nué d'augmenter à un rythme annuel d'environ 2 pour cent, reflétant en partie dans l'effet de cette évolution démographique dans l'Ouest.

Le passif total des administrations provinciales-locales a augmenté de nouveau en 1982, en grande partie à cause de besoins d'emprunt accrus. Ce secteur a bénéficié de la détente appréciable des taux d'intérêt à long terme au second semestre, mais le taux effectif moyen d'intérêt sur la dette provinciale-locale a continué de s'élever, du fait que les obligations venant à échéance, qui avaient été émises à des taux inférieurs dix ou quinze ans plus tôt, devaient être refinancées au taux du moment. Les provinces ont pu satisfaire leurs besoins d'emprunt sans imposer des tensions indues au marché intérieur du crédit; en effet, la demande concurrente de crédit des emprunteurs privés a été faible au Canada, et des emprunts appréciables ont été placés à l'étranger. Deux provinces ont vu baisser la cote accordée à leurs obligations en 1982, tandis que les autres se sentaient menacées par la même éventualité. Certaines provinces ont réagi en entreprenant d'arrêter l'embauche ou de réduire leur personnel, tandis que deux provinces autorisaient les entreprises de la Courronne à procéder à une nouvelle hausse des tarifs d'électricité. Plusieurs provinces ont compensé partiellement la hausse cyclique de leur déficit en procédant à des majorations discrétionnaires d'impôt et de taxes en 1982. Parmi les exceptions notables figurent l'Alberta et la Saskatchewan, où des réductions d'impôt de $1.1 milliard ont été observées, principalement sous forme d'allégements pour l'industrie pétrolière et gazière. De plus, la Saskatchewan, tout comme l'Alberta, ne taxe pas les carburants à l'heure actuelle.

Comme au cours des récessions antérieures, la structure des impôts et des paiements de sécurité du revenu du secteur provincial-local a joué un rôle de stabilisation automatique, contribuant sensiblement à l'aggravation du déficit de ce secteur. Cependant, les estimations provisoires de la hausse du déficit budgétaire de ces administrations pendant la récession de 1979-82, équivalant à 0.9 point du PNB, sont moins fortes que l'accroissement observé pendant la récession plus brève et moins marquée du milieu des années 70, alors que la hausse s'était élevée à 3.1 points d'un PNB plus faible. La croissance de la formation de capital des entreprises de la Couronne a également été moins rapide que vers le milieu de la décennie 70. Il se pourrait que les révisions futures de Statistique Canada atténuent ces différences. Ces révisions peuvent être appréciables; par exemple, l'estimation initiale de Statistique Canada pour 1981, qui laissait attendre un excédent provincial-local de $2,058 millions, devait être ramenée ensuite à $707 millions, et d'autres révisions en baisse sont possibles.

Les estimations provisoires de la situation budgétaire du secteur provincial-local sont fournies au tableau 7.8 pour les années de faiblesse économique 1974-1975 et pour la période 1979-1982. En proportion du Produit intérieur brut provincial, les déficits des provinces de l'Atlantique dépassent ceux du Canada central. Les recettes provenant des ressources naturelles en Saskatchewan et en Alberta sont une cause importante de l'excédent enregistré par ces provinces. Statistique Canada ne publiera sans doute pas avant le début de 1984, ses comptes économiques estimatifs des provinces pour 1982, mais d'autres indicateurs permettent de croire que ces différences entre provinces se sont maintenues.

Le détail des recettes et des dépenses provinciales-locales est présenté au tableau 7.9. Le tableau 7.10 résume l'effet des modifications fiscales discrétionnaires décidées par les administrations fédérale et provinciales sur les recettes propres des provinces. Quant au tableau 7.11, il présente les acquisitions d'avoirs financiers «budgétaires» et «non budgétaires» du secteur provincial-local, de même que la variation de l'encours des titres émis par ce secteur et les mouvements correspondants pour les entreprises de la Couronne provinciale.

L'ensemble des recettes provinciales-locales s'est accru de 10.8 pour cent en 1982. Cette hausse à été imputable pour environ un quart à l'augmentation des transferts fédéraux en points d'impôt et en espèces aux provinces, dont le rythme de croissance a légèrement dépassé celui des recettes propres provinciales et locales. Les transferts en espèces relevant des accords de Financement des programmes établis (FPE) ont été touchés par les modifications apportées à la législation correspondante ayant supprimé le dédommagement relatif à l'arrêt de la garantie de recettes de 1972. Par ailleurs, les paiements de péréquation, les versements du RAPC et les autres transferts ont tous accusé une augmentation appréciable en 1982.

Tableau 7.8
Recettes, dépenses et situation nette des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux)

	1974	1975	1979	1980	1981	1982
	(en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Recettes	32,360	37,426	64,818	72,192	81,188	90,003
Variation en pourcentage	23.5	14.7	12.3	11.4	12.5	10.8
Dépenses	32,715	39,673	63,250	71,216	80,481	91,346
Variation en pourcentage	21.1	21.3	11.2	12.6	13.0	13.5
Excédent ou déficit	– 85	– 2,247	1,568	976	707	– 1,343
Dont						
Terre-Neuve	– 58	– 100	– 57	0	– 17	n.d.
Ile-du-Prince-Edouard	– 3	1	– 34	– 36	– 13	n.d.
Nouvelle-Ecosse	– 32	– 75	– 134	– 49	– 321	n.d.
Nouveau-Brunswick	– 23	– 92	– 41	– 43	– 59	n.d.
Québec	– 304	– 685	– 1,378	– 2,523	– 2,543	n.d.
Ontario	– 390	– 1,586	376	343	279	n.d.
Manitoba	– 26	– 71	– 43	33	– 85	n.d.
Saskatchewan	145	5	147	237	305	n.d.
Alberta	626	587	2,283	2,800	2,652	n.d.
Colombie-Britannique	28	– 215	477	209	495	n.d.
Yukon et T.N.-O.	– 48	– 16	– 28	10	14	n.d.

n.d.: non disponible jusqu'en janvier 1984.
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et *Comptes économiques provinciaux*, an., nº de cat. 13-213; et ministère des Finances.

En proportion du PNB, les recettes propres du secteur provincial-local se sont accrues de 1 point en 1982. Les hausses des impôts personnels, des impôts indirects et des revenus de placements ont plus que compensé la baisse des impôts des sociétés en pourcentage du PNB. Les impôts directs des sociétés ont chuté de 29 pour cent en 1982.

L'augmentation des impôts directs des particuliers est attribuable à l'accroissement de la part du revenu personnel dans le PNB, à la majoration du taux d'imposition des revenus personnels à Terre-Neuve, en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, à l'instauration d'une surtaxe spéciale et d'une taxe sur la masse salariale au Manitoba, à la suppression de certains crédits d'impôt en Colombie-Britannique et à l'effet net des modifications fiscales proposées dans le budget du 12 novembre 1981 et rajustées par la suite (voir le tableau 7.10).

La hausse des impôts indirects en proportion du PNB s'explique par l'augmentation de la taxe de vente au détail à Terre-Neuve, en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Ontario, au remplacement d'une taxe spécifique par une taxe proportionnelle sur les carburants en Nouvelle-Ecosse, à une majoration des taxes sur le tabac et l'alcool dans la plupart de ces provinces de même qu'au Manitoba et en Saskatchewan, à la mise en place d'un impôt sur le capital des institutions financières à Terre-Neuve, relèvement de la même catégorie d'impôt au Québec, au Manitoba et en Colombie-Britannique, et à une majoration des primes d'assurance à Terre-Neuve et au Manitoba. Dans l'ensemble, ces facteurs ont eu un effet supérieur à celui de la suppression de la taxe sur les carburants en Saskatchewan.

Les revenus de placements du secteur provincial-local se sont accrus plus vite que le PNB en

Tableau 7.9
Composition des recettes et des dépenses des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) (selon les comptes nationaux)

	1974	1975	1979	1980	1981	1982
	(millions de dollars courants)					
Recettes[1]	32,630	37,426	64,818	72,192	81,188	90,003
Recettes propres[1]	26,465	29,756	53,064	59,361	67,115	74,235
Impôts directs — particuliers[1]	6,051	6,993	13,500	15,197	18,729	20,772
Impôts directs — sociétés[1]	2,039	2,114	3,162	3,757	3,267	2,316
Impôts indirects — taxe de vente au détail	3,491	3,549	5,548	6,100	6,953	7,868
— Impôts fonciers locaux	4,561	5,291	8,690	9,404	10,387	11,632
— autres[2]	4,329	4,720	7,721	8,480	9,721	11,364
Revenus de placements — redevances	1,538	1,904	4,526	5,524	5,598	6,27 2
— intérêts	1,557	2,030	4,346	4,746	5,377	5,926
Autres recettes propres	2,899	3,215	5,571	6,153	7,083	8,085
Transferts fédéraux en espèces	6,165	7,670	11,754	12,831	14,073	15,768
Dépenses	32,715	39,673	63,250	71,216	80,481	91,346
Demande finale	24,879	30,228	45,980	51,987	58,561	66,190
Traitements et salaires	14,356	17,557	28,461	32,702	37,228	42,479
Autres biens et services courants[4]	6,009	7,442	10,973	11,947	13,036	14,510
Formation de capital	4,514	5,229	6,546	7,338	8,297	9,201
Transferts aux particuliers	4,680	5,739	9,762	11,167	12,744	14,107
Subventions	692	873	1,793	1,818	2,035	2,251
Intérêt sur la dette publique	2,464	2,833	5,715	6,244	7,141	8,798
Excédent ou déficit	– 85	– 2,247	1,568	976	707	– 1,343

[1] Y compris les transferts aux provinces d'impôts fédéraux sur le revenu des particuliers et des sociétés.
[2] Taxes sur les carburants, le tabac et l'alcool, frais d'immatriculation des automobiles et taxes diverses.
[3] Transferts des particuliers et provisions pour consommation de capital.
[4] Assurance-maladie, provisions pour consommation de capital et autres dépenses non salariales en biens et services courants.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

1982. La progression des revenus d'intérêt s'explique par un volume accru d'avoirs financiers et les taux d'intérêt généralement élevés tout au long de 1982. L'augmentation des redevances est due à une hausse de 35.6 pour cent du prix moyen du pétrole à la tête du puits, à une élévation de 5.6 pour cent de ce prix pour le gaz naturel et à un accroissement de 5.4 pour cent du volume de la demande de gaz. Ces facteurs ont plus que compensé les diminutions discrétionnaires de redevances, évaluées à $508 millions en 1982, sur le pétrole, le gaz naturel et les pentanes décidées par l'Alberta et la Saskatchewan.

Les impôts directs des sociétés ont baissé, passant de l'équivalent de 1 pour cent du PNB en 1981 à 0.7 pour cent en 1982, à cause de la contraction des bénéfices avant impôt. De plus, l'Ontario a supprimé pour deux ans son impôt sur les bénéfices des petites entreprises constituées en société, le Manitoba a réduit son taux d'imposition des petites entreprises et l'Alberta a majoré son crédit d'impôt pour redevances. Ces réduc-

Tableau 7.10
Effets estimatifs des mesures fiscales discrétionnaires sur les recettes propres des provinces en 1982

	Saskatchewan et Alberta	Autres Provinces	Total
		(millions de dollars)	
Impôts directs — particuliers			
Fédéraux	n.d.	n.d.	177[1]
Provinciaux	—	195[2]	195[2]
Impôts directs — sociétés			
Fédéraux	n.d.	n.d.	164[1]
Provinciaux	– 525	– 167[2]	– 692[2]
Impôts indirects — provinciaux	– 80	648	568
Sur les ventes au détail	– 2	460	458
Sur les carburants	– 82	23	– 59
Sur le tabac	4	58	62
Sur l'alcool	—	79	79
Autres	—	28	28
Transferts des particuliers — provinces	—	118	118
Revenus de placements — provinces	– 508	—	– 508
Total			
Fédéral	n.d.	n.d.	341
Provincial	– 1,113	794	– 319
Total	n.d.	n.d.	22

(1) Mesures fédérales du budget du 12 novembre 1981, compte tenu des aménagements ultérieurs. L'estimation de l'effet produit sur les impôts directs des sociétés est diminué de $135 millions du fait que l'Ontario a choisi de ne pas adopter certaines mesures relatives à ces impôts.

(2) Non compris les mesures prises par le Québec en conformité des mesures fédérales proposées dans le budget du 12 novembre 1981, avec les aménagements ultérieurs, qui sont comprises dans le total fédéral. Ne comprend pas l'indexation partielle de l'impôt du Québec sur le revenu des particuliers ni l'indexation complète de cet impôt dans les autres provinces.

n.d.: non disponible.

Source: Ministère des Finances.

tions des impôts des sociétés ont plus que compensé les majorations de taux observées à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse, ainsi que l'effet au niveau provincial des hausses d'impôts des sociétés proposées dans le budget fédéral du 12 novembre 1981.

Les dépenses des administrations provinciales-locales ont augmenté de 13.5 pour cent en 1982. En proportion du PNB, elles sont passées de 24.3 pour cent en 1981 à 26.2 pour cent en 1982. Les traitements et salaires ont représenté environ la moitié de cette élévation de 2 points, le reste correspondant à l'augmentation des autres composantes de la demande finale, des transferts aux particuliers, des subventions et de l'intérêt sur la dette publique.

En proportion du PNB, la masse salariale du secteur provincial-local a progressé de 1 point en 1982, sous l'effet d'une hausse de 2 pour cent de l'emploi et d'un accroissement des taux de rémunération légèrement supérieur au rythme d'augmentation de l'indice des prix du PNB. Dans les provinces de l'Ouest, l'emploi et les traitements ont continué de s'accroître plus vite que dans le Centre et l'Est du pays. Dans l'ensemble du secteur, l'emploi a augmenté de 3 à 3.5 pour cent dans les soins de santé et l'administration publique, tandis qu'il progressait de ½ pour cent dans l'éducation au cours des huit premiers mois de 1982, par rapport à la même période de 1981.

La progression de 0.2 point de la part du PNB correspondant aux transferts provinciaux-locaux

Tableau 7.11

Besoins d'emprunt et financement des administrations provinciales-locales (hôpitaux inclus) et de leurs entreprises de la Couronne[1] (selon les comptes de flux financiers)

	1975	1979	1980	1981	Janv. – Sept. 1981	Janv. – Sept. 1982
Besoins			(millions de dollars)			
Directs des administrations						
Excédent ou déficit (-) budgétaire	– 2,247	1,568	976	707	1081	256
Nouvelles créances nettes sur associés (-)	– 1,581	– 981	– 1,114	– 2,318	– 1,370	– 1,934
Accroissement de la trésorerie (-)	625	– 2,650	132	– 3,041	– 3,450	– 1,870
Autres nouveaux avoirs financiers nets [2] (-)	– 2,622	– 2,861	– 7,072	– 4,767	– 1,049	– 3,371
Ecart (-)	– 741	– 641	– 83	– 1,085	– 1,839	– 2,577
Besoins directs d'emprunt	– 6,566	– 5,565	– 7,161	– 10,504	– 6,627	– 9,496
Entreprises de la Couronne						
Bénéfices non remis et déductions pour amortissement	619	2,300	2,410	2,656	2,096	1,796
Formation de capital (-)	– 5,683	– 7,450	– 7,760	– 9,715	– 7,098	– 8,287
Excédent ou déficit (-)	– 5,004	– 5,150	– 5,350	– 7,059	– 5,002	– 6,491
Nouvelles créances nettes sur associés (-)	– 114	– 90	– 337	– 114	– 42	– 60
Accroissement de la trésorerie (-)	– 289	936	199	– 1,358	– 1,183	– 1,021
Autres nouveaux avoirs financiers nets [2] (-)	– 1,237	– 2,302	– 2,461	– 1,936	– 1,232	– 1,860
Ecart (-)	– 43	97	648	882	1,022	1,969
Besoins d'emprunt des entreprises de la Couronne	– 6,747	– 6,509	– 7,301	– 9,585	– 6,437	– 7,463
Besoins nets d'emprunt des administrations et entreprises de la Couronne	– 13,313	– 12,074	– 14,462	– 20,089	– 13,064	– 16,959
Nouveaux emprunts nets						
Bancaires et autres à court terme	1,806	2,403	2,161	2,256	1,422	1,159
Nouvelles créances nettes sur associés	2,202	1,783	2,318	3,331	2,170	2,789
Autres (obligations exclues)	705	465	– 32	621	490	1,424
Obligations, par détenteur-total	8,600	7,423	10,015	13,881	8,982	11,587
Régime de pensions du Canada	1,390	1,896	1,901	2,196	1,745	2,228
Administrations provinciales-locales et entreprises de la Couronne [3]	1,569	1,370	4,245	4,798	3,296	3,863
Particuliers et entreprise n.c.s.	153	1,627	963	– 592	672	– 1,261
Assurance, pension et autres Canadiens	2,027	1,823	2,568	1,974	1,666	1,704
Reste du monde	3,461	707	338	5,505	2,651	5,053
Total des nouveaux emprunts nets	13,313	12,074	14,462	20,089	13,064	16,959

[1] Etant donné qu'on ne disposera pas de données complètes pour 1982 avant la publication de la *Revue*, ce tableau donne des renseignements pour des années civiles choisies jusqu'en 1981 et, à des fins de comparaison, pour les neuf premiers mois de 1981 et de 1982.

[2] Nouvelles acquisitions nettes d'avoirs «non financiers» sur le marché secondaire, comptes fournisseurs, autres prêts, bons du Trésor, effets financiers et autres effets à court terme, hypothèques, obligations émises ou garanties par le gouvernement fédéral, obligations émises ou garanties par les administrations provinciales et locales, obligations des sociétés et autres, actions et autres avoirs financiers.

[3] Y compris Caisse de dépôts et les autres institutions financières des gouvernements provinciaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002.

aux particuliers est due au fait que, même si les paiements de bien-être social par prestataire ne sont que partiellement indexés, la récession a grossi les rangs des bénéficiaires de l'assistance sociale.

Le service de la dette publique provinciale-locale en pourcentage du PNB a augmenté de 0.3 point en 1982, sous l'effet d'un gonflement marqué des dettes et d'une hausse du taux effectif d'intérêt.

Des besoins d'emprunt estimés à environ $20 milliards en 1982 se sont répartis de manière à peu près égale entre les administrations provinciales et locales d'une part, et leurs entreprises d'autre part. Comme le montre le tableau 7.11, au cours des trois premiers trimestres de 1982, les besoins d'émission ou de garantie de titres ont augmenté de près de $4 milliards par rapport à la période comparable de 1981. Il en est résulté une hausse de 1.2 point du rapport entre ces besoins et le PNB. Il semble qu'en proportion du PNB le total ne sera pas toutefois aussi élevé en 1982 que lors du ralentissement de 1975. La hause des besoins d'émission et de garantie de titres en 1982 s'explique pour environ un tiers par l'aggravation du déficit budgétaire et pour le solde par des décaissements non budgétaires, une formation de capital des sociétés de la Couronne dépassant leurs bénéfices non répartis et l'augmentation nette des avoirs liquides. L'augmentation des portefeuilles d'obligations provinciales et locales des non-résidents a compensé la baisse des avoirs des particuliers et des entreprises individuelles au pays. Les taux moyens de rendement des nouvelles obligations provinciales à long terme ont baissé par rapport au niveau record de 18.7 pour cent atteint de 1981, pour descendre à 17.4 pour cent au milieu de 1982 puis, après une chute marquée, à 12.5 pour cent vers la fin de l'année.

Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec

Les excédents des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec (RPC/RRQ) ont atteint au total $3.8 milliards en 1982, s'accroissant de $547 millions au cours de l'année. Comme le montre le tableau 7.12, le rythme de croissance de leurs dépenses s'est légèrement ralenti, tandis que celui des recettes s'accélérait. La majeure partie des excédents du RPC a été prêtée aux provinces, ces emprunts se chiffrant à $2.2 milliards pour les neuf premiers mois de 1982.

D'après les comptes nationaux, les cotisations au RPC se sont accrues de 21.8 pour cent en 1982. Cependant, cette augmentation est due en partie à un rajustement technique relatif à la répartition, les années précédentes, des prélèvements fiscaux directs sur les particuliers entre les impôts sur le revenu et les cotisations au RPC. Le profil de croissance des cotisations dépend principalement de l'élévation du revenu moyen tiré d'un emploi et du maximum annuel des gains cotisables, qui a augmenté de 12.0 pour cent en 1982 pour atteindre $14,900. Les caisses du RPC/RRQ sont aussi alimentées par les revenus de placements. Ces derniers ont enregistré une vive hausse en 1982 grâce au gonflement des ressources des deux régimes et à des taux d'intérêt élevés.

Les dépenses totales du RPC/RRQ, formées des prestations et des frais d'administration, ont monté de 22.4 pour cent en 1982. Le nombre total de prestataires du RPC ne s'est accru que de 6.8 pour cent en 1982, mais les prestations ont progressé de 24 pour cent. Cette différence est due au facteur d'indexation de 12.3 pour cent applicable aux prestations du RPC en 1982. A mesure que les régimes publics de pensions viendront à maturité, l'indexation et l'évolution démographique joueront un rôle croissant dans l'augmentation de leurs dépenses. De plus, une proportion croissante des bénéficiaires auront cotisé aux régimes pendant au moins dix ans ce qui leur donnera droit aux prestations maximales. Parmi les personnes recevant une pension de retraite à 65 ans, la proportion de celles recevant $250 ou plus par mois est passée de 55 pour cent en 1981 à 69 pour cent en 1982.

Ensemble du secteur public

Les recettes, les dépenses et le solde budgétaire de l'ensemble du secteur public sont présentés aux tableaux 7.13 et 7.15. Le déficit global de ce secteur a augmenté de $14.6 milliards en 1982, après une hausse d'environ $2 milliards en 1981. La gravité de la récession économique en 1982 s'est traduite par un ralentissement des recettes totales, dont la progression est passée à 6.9 pour cent. Le tableau 7.14 montre que les principales composantes des recettes publiques, sauf les revenus de placements, ont tous accusés une

Tableau 7.12
Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec
Recettes, dépenses et situation nette
(selon les comptes nationaux)

	1981		1982	
	(millions de dollars)	(variation en %)	(millions de dollars)	(variation en %)
Recettes				
Cotisations				
RCP	3,008	15.5	3,665	21.8
RRQ	963	2.8	1,085	12.7
Placements				
RCP	1,797	21.8	2,176	21.1
RRQ	765	17.2	890	16.3
Total des recettes	6,533	15.2	7,816	19.6
Dépenses				
Biens et services				
RCP	89	53.4	76	– 14.6
RRQ	31	6.9	47	51.6
Prestations				
RCP	2,322	22.0	2,873	23.7
RRQ	828	24.7	1,006	21.5
Prestations aux non-résidents	16	23.1	20	25.0
Total des dépenses	3,286	23.2	4,022	22.4
Excédent				
RCP	2,378	13.0	2,872	20.7
RRQ	869	– 3.1	922	6.1
Excédent total	3,247	8.2	3,794	16.8

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

décélération en 1982, la récession amenant un rétrécissement des assiettes fiscales. L'augmentation moins rapide des impôts des particuliers et des sociétés reflète le ralentissement marqué par les revenus de ces deux groupes. Quant au ralentissement des impôts indirects, il est dû à la baisse absolue, au niveau fédéral, des taxes énergétiques, de la taxe de vente et des droits de douane. La hausse plus rapide des revenus de placements est imputable à des taux d'intérêt plus élevés en 1982.

Le profil de croissance des recettes et des dépenses a fortement varié entre 1981 et 1982. En 1981, les recettes avaient progressé plus vite que les dépenses, phénomène qui s'est inversé en 1982. En raison de la sévérité de la récession en 1982, les dépenses globales du secteur public ont augmenté de 17.1 pour cent — sous l'influence principale, tant en pourcentage qu'en valeur absolue, de la hausse des transferts fédéraux aux particuliers. L'intérêt sur la dette publique a également accusé une forte augmentation, encore que la baisse des taux d'intérêt au second semestre ait entraîné un ralentissement du service de la dette publique.

Le déficit budgétaire fédéral, qui persiste depuis 1975, s'est accru de $13.1 milliards en 1982, mais cette hausse est attribuable en bonne partie aux effets de la récession sur les recettes et les dépenses. Le secteur provincial-local-hospitalier,

Tableau 7.13
Ensemble des administrations
Recettes, dépenses et situation nette
(selon les comptes nationaux)

	Recettes		Dépenses		Excédent ou déficit (–)
	(millions de dollars)	(variation en %)	(millions de dollars)	(variation en %)	(millions de dollars)
1975	64,239	9.3	68,288	22.0	– 4,049
1976	73,496	14.4	76,718	12.3	– 3,222
1977	81,310	10.6	86,315	12.5	– 5,005
1978	89,489	10.1	96,881	12.2	– 7,392
1979	101,472	13.4	106,475	9.9	– 5,003
1980	115,676	14.0	121,851	14.4	– 6,175
1981	137,385	18.8	141,410	16.1	– 4,025
1982	146,925	6.9	165,557	17.1	– 18,632

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

qui enregistrait un excédent depuis 1977, est également passé à un solde déficitaire sous l'effet d'une variation de $2.1 milliards, entre 1981 et 1982, due à la récession. Le solde global du secteur public (y compris le RPC/RRQ), qui est déficitaire depuis 1975, s'est aggravé de $14.6 milliards en 1982. Comme dans les livraisons précédentes de la *Revue économique*, les tableaux de référence présentent des estimations des soldes budgétaires des administrations corrigés des variations cycliques[2].

Pour replacer les soldes budgétaires fédéraux dans un cadre chronologique plus large, le graphique 7.1 présente le solde budgétaire et des estimations du passif net à valeur fixe du gouvernement fédéral, tous deux en proportion du PNB, depuis 1926[3].

Bien que des comparaisons entre des années éloignées dans le temps doivent être envisagées avec prudence, on peut noter que, si le déficit fédéral en proportion du PNB a atteint un sommet en temps de paix en 1982, le rapport entre l'endettement net à valeur fixe et le PNB est beaucoup plus faible qu'au cours des périodes précédentes. Ce rapport a enregistré une nette tendance à la baisse entre les années de guerre et le début de la décennie 70, ne remontant que récemment aux niveaux enregistrés à la fin des années 50. Le rapport de la dette fédérale au PNB afficherait une évolution analogue.

[2] L'effet des facteurs cycliques et autres dans la présentation et l'évaluation du déficit fédéral fait l'objet de discussion détaillée dans le document d'étude publié en même temps que le budget du 19 avril 1983, lequel s'intitule «Le déficit fédéral mis en perspective».

[3] On a choisi 1926 comme année de départ tout simplement parce que les comptes nationaux ont débuté à cette date. De 1961 à 1981, les estimations du passif net à valeur fixe ont été tirées des *Comptes des flux financiers*; pour les autres années, elles ont été établies par sommation algébrique des déficits ou excédents selon les comptes nationaux à l'égard des estimations du passif net à valeur fixe.

Tableau 7.14
Recettes de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux)

	1981		1982	
	(millions de dollars)	(variation en %)	(millions de dollars)	(variation en %)
Impôts directs—particuliers	51,796	22.8	57,776	11.5
Impôts directs—sociétés	11,666	– 4.2	9,061	– 22.3
Impôts indirects	45,899	27.1	48,188	5.0
Revenus de placements	18,886	9.7	21,558	14.1
Autres revenus	9,138	14.6	10,342	13.1
Ensemble des recettes	137,385	18.8	146,925	6.9

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

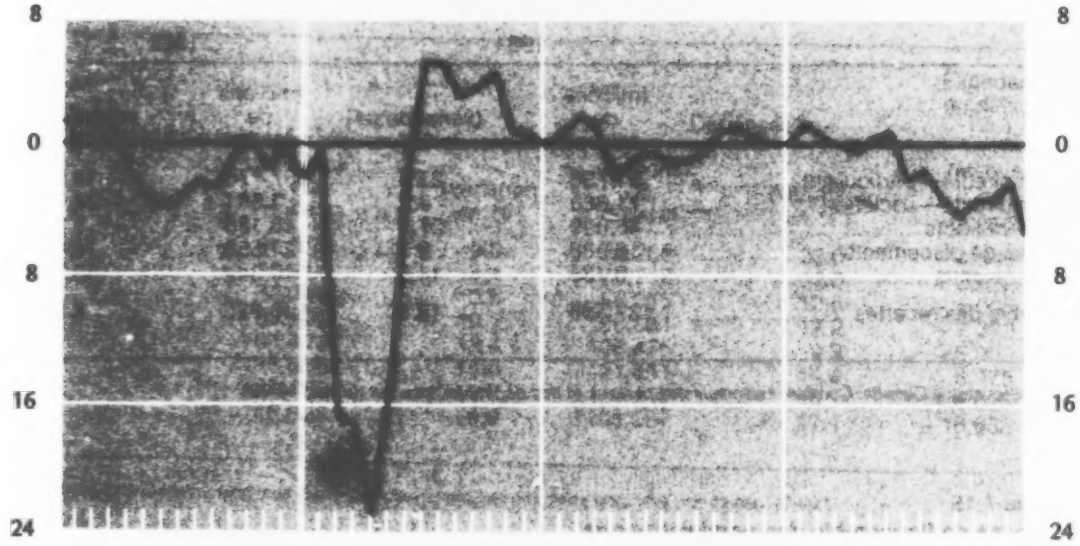
Tableau 7.15
Dépenses de l'ensemble des administrations (selon les comptes nationaux)

	1981		1982	
	(millions de dollars)	(variation en %)	(millions de dollars)	(variation en %)
Dépenses de demande finale				
Biens et services courants				
Traitements et salaires	47,308	14.9	54,277	14.7
Autres	19,441	11.9	21,471	10.4
Total	66,749	14.0	75,748	13.5
Formation brute de capital	9,326	11.7	10,694	14.7
Total	76,075	13.7	86,442	13.6
Transferts aux particuliers	34,679	14.8	42,630	22.9
Subventions	9,289	15.4	10,188	9.7
Transferts aux non-résidents	875	7.1	1,059	21.0
Intérêt sur la dette publique	20,492	28.9	25,238	23.2
Total des dépenses	141,410	16.1	165,557	17.1

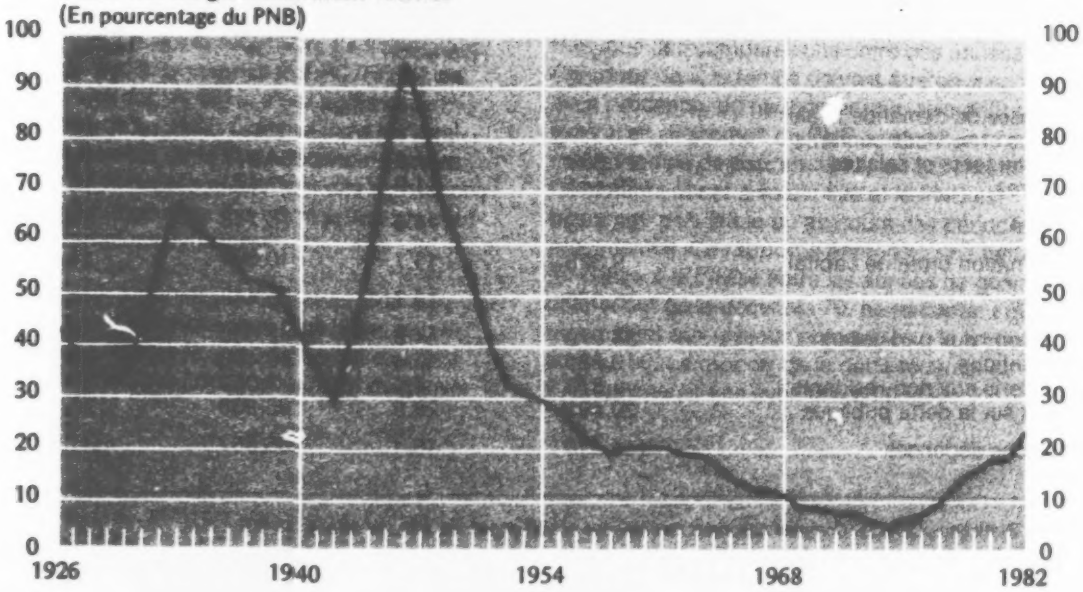
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses, trim.*, nº de cat. 13-001.

Graphique 7.1

Soldes du gouvernement fédéral
(En pourcentage du PNB)



Passif net du gouvernement fédéral
(En pourcentage du PNB)



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº cat. 13-001; *Comptes des flux financiers*, nº cat. 13-563; et ministère des Finances.

8. Evolution financière

Les taux d'intérêt à court terme ont augmenté dans l'ensemble au premier semestre, avant de chuter au second. La hausse des taux d'intérêt au début de l'année a été liée à des tensions appréciables à la baisse du dollar, elles-mêmes dues à une élévation générale des taux à court terme aux Etats-Unis. Les quatre premiers mois de l'année ont été marqués par un rétrécissement considérable de l'écart entre ces taux au Canada et aux Etats-Unis, par rapport au second semestre de 1981. En mai et en juin, cependant, cet écart devait s'accroître sensiblement, les taux accusant une montée spectaculaire au Canada, sans toutefois empêcher le dollar de tomber à un bas niveau de $ E.U. 0.7680 en juin.

Au cours des deux derniers trimestres, la politique plus accommodante du Conseil de la Réserve fédérale (CRF), jointe à un nouveau ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis, y a entraîné une vive baisse des taux d'intérêt. Il en est résulté une diminution des taux au Canada. Dans un premier temps, la baisse des taux canadiens a été plus graduelle, d'où un nouvel élargissement de l'écart entre les deux pays. Ce phénomène, conjugué à une forte amélioration de la balance commerciale, a apporté un certain soutien au dollar au second semestre. Les écarts entre les taux d'intérêt se sont amenuisés vers la fin de l'année, alors que le ralentissement de l'inflation se faisait plus prononcé au Canada. Les rendements des obligations à long terme, à la différence des taux d'intérêt à court terme, ont diminué au début de l'année. Ils affichèrent une hausse appréciable en mai et juin, avant de s'orienter à la baisse. Le fléchissement du rendement des titres à court terme a été plus prononcé que celui des valeurs à long terme , de sorte que la courbe des rendements avait retouvé une pente positive vers la fin de l'année.

Les financements obtenus sur les marchés de capitaux en 1982 on été conditionnés par le contexte de récession ainsi que les taux d'intérêt élevés observés pendant la majeure partie de l'année. L'ensemble des financements du secteur privé s'est élevé à $19.3 milliards, en baisse de $39.2 milliards par rapport à l'année précédente. Cela représente une contraction sans précédent de la demande privée de crédit. La demande publique de capitaux a cependant marqué une augmentation considérable pendant l'année du fait que la faiblesse persistante de l'économie réduisait les rentrées fiscales des administrations, tout en gonflant les dépenses publiques sensibles à l'évolution cyclique. Reflétant la décélération considérable de la demande de crédit des particuliers et des entreprises, l'actif total des institutions financières a peu augmenté.

Taux d'intérêt à court terme

Depuis 1975, la Banque du Canada a pour politique d'abaisser graduellement le rythme de croissance de la masse monétaire en agissant sur la demande d'argent par son influence sur les taux d'intérêt à court terme. L'indicateur utilisé à cette fin était M1, une mesure étroite de la masse monétaire définie comme la somme de la monnaie hors banques, et des dépôts à vue. Pendant la majeure partie de 1982, cependant, d'autres facteurs économiques et financiers, sur le plan tant intérieur qu'international, ont exercé une influence importante sur la politique monétaire. M1 était un indicateur quelque peu irrégulier depuis un certain temps en raison de l'instabilité des rapports entre M1, la demande globale et les taux d'intérêt. On ne pouvait plus se fier autant à M1 comme indicateur de l'orientation monétaire en raison d'un changement important et persistant de la composition des éléments de la masse monétaire, sous l'effet d'innovations financières comme les comptes à intérêt quotidien et l'amélioration de la gestion de la trésorerie des entreprises, qui réduisaient les éléments entrant dans la définition de M1. L'utilisation de cet agrégat monétaire fut compliquée par un problème supplémentaire, encore que temporaire, en 1982. Il s'agissait des difficultés statistiques que posait la mesure de M1 en raison d'un nouveau système de déclaration des banques à charte institué le 1er novembre 1981. La banque centrale annonça donc le 29 novembre 1982 qu'elle ne recourrait désormais plus à une fourchette de croissance spécifique pour M-1. Pour des raisons un peu analogues, le CRF des Etats-Unis avait cessé, en octobre 1982, d'attacher beaucoup d'importance à l'évolution de M1.

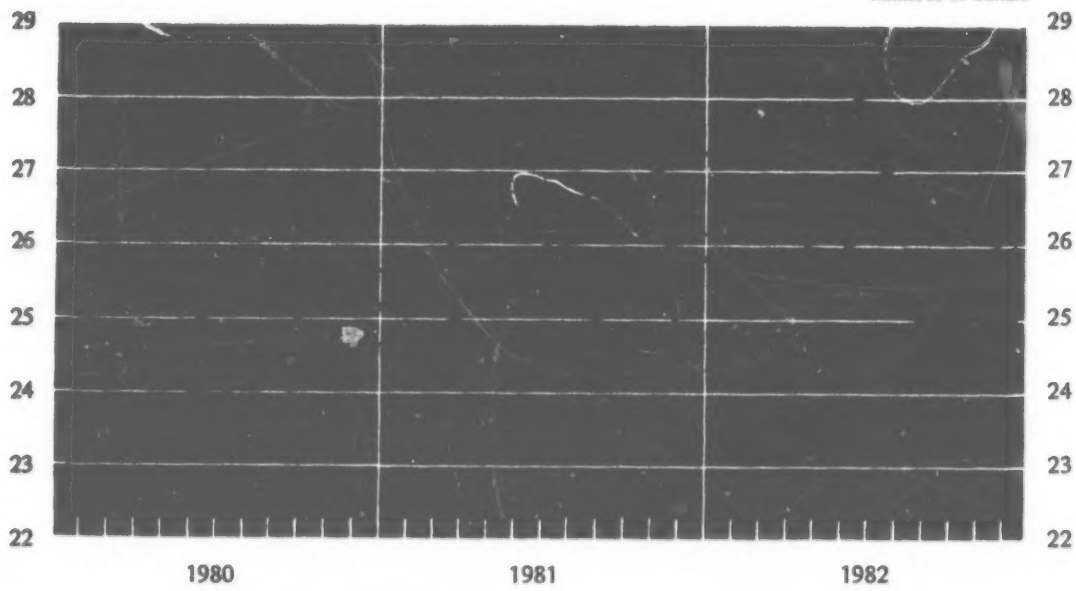
Tableau 8.1
Expansion monétaire et taux d'intérêt

	Année			Trimestres de 1982[1]			
	1980	1981	1982	1	2	3	4
	(variation en pourcentage)						
Masse monétaire[2]							
M1	6	4	2	14	7	– 7	8
M2	18	15	15	19	12	4	4
M3	14	12	15	19	7	6	5
Taux d'intérêt	(en pourcentage)						
Bons du Trésor à 3 mois	12.8	17.7	13.7	14.7	15.5	13.9	10.6
Obligations de sociétés	13.3	16.3	15.9	17.0	17.1	16.0	13.4
Taux d'intérêt réels[3]	3.0	5.9	3.4	3.8	4.6	3.8	1.2

(1) Taux annuels désaisonnalisés.
(2) Variation entre le niveau moyen de la période considérée et celui de la période précédente.
(3) Différence entre le taux du papier commercial à 90 jours et le taux d'augmentation de l'IPC désaisonnalisé pendant la même période.
Sources: Banque du Canada, *Revue*; et ministère des Finances.

Graphique 8.1

Offre de monnaie à sens étroit (1)



(1) Monnaie hors-banques plus les dépôts à vue (M1).
(2)(3) Les lignes parallèles représentent une variation de deux pour cent, mais de signes opposés, d'une ligne tendancielle marquant des augmentations annuelles de 7 et 6 pour cent respectivement.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Le tableau 8.1 présente les taux de croissance trimestriels et annuels de M1 en 1982, mais il convient de les interpréter avec prudence, en raison des distorsions évoquées précédemment. En ce qui concerne les indicateurs plus larges de la masse monétaire, M2 et M3, ils ont accusé une hausse assez vive au premier trimestre, leur croissance restant inférieure aux niveaux passés jusqu'à la fin de l'année.

Au premier semestre, les taux d'intérêt à court terme ont augmenté dans l'ensemble pour culminer en juin à quelque 200 centièmes au-dessus du niveau de janvier. Après juin, les taux d'intérêt ont amorcé une baisse qui s'est poursuivie pendant le reste de l'année. A peu près tous les taux d'intérêt à court terme ont perdu environ 650 centièmes entre juillet et décembre. Comme en 1981, ces taux ont accusé des fluctuations marquées par rapport au passé.

L'évolution financière enregistrée aux Etats-Unis a fortement influé sur les taux d'intérêt au Canada pendant l'année. Entre janvier et juin, le CRF a réagi à l'expansion rapide de la masse monétaire américaine à la fin de 1981 en resserrant les conditions de crédit. Il en est résulté une élévation de 200 centièmes des taux à court terme aux Etats-Unis au premier trimestre. Au Canada, la réaction des taux d'intérêt a été relativement lente, de sorte que l'écart entre les taux à court terme dans les deux pays s'est rétréci considérablement pendant cette période. Ainsi, l'écart entre les taux des effets à 90 jours, qui avait été de 322 contièmes en moyenne au dernier trimestre de 1981, est tombé à 82 centièmes au premier trimestre de 1982. Au deuxième trimestre, les écarts se sont quelque peu accentués sous l'effet d'une forte correction à la hausse des taux canadiens. Au second semestre, les taux d'intérêt ont chuté aux Etats-unis en raison d'un assouplissement de la politique monétaire. Cependant, la baisse des taux a été beaucoup plus rapide pendant cette période aux Etats-Unis qu'au Canada. Les écarts entre les taux à court terme se sont donc accrus à nouveau de manière sensible, notamment entre juillet et septembre, comme le montre le graphique 8.2.

La baisse des taux d'intérêt au Canada au second semestre de 1982 a reflété également un ralentissement notable de l'inflation qui, mesurée par la variation mensuelle de l'IPC, s'est établie à 0.5 pour cent par mois en moyenne au second semestre contre 1 pour cent au cours des six premiers mois de l'année. De plus, le raffermissement du dollar canadien dû à l'amélioration de la balance courante et à des mouvements favorables de capitaux à long terme a favorisé un nouveau fléchissement des taux d'intérêt.

Taux d'intérêt à long terme

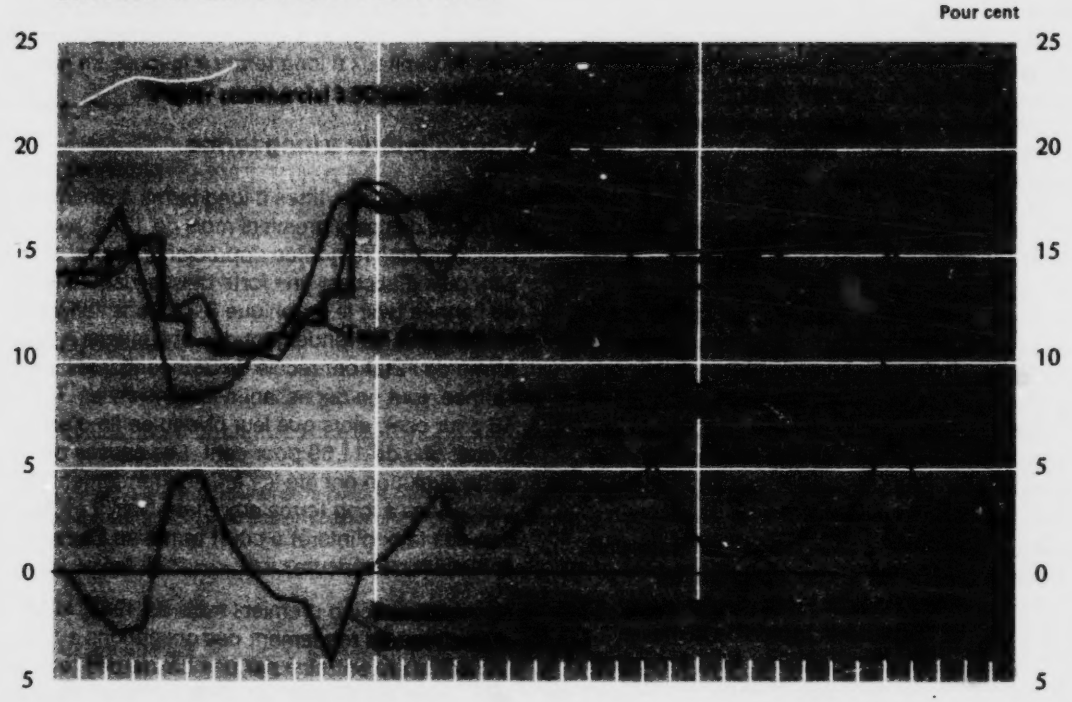
Le rendement des titres à long terme a diminué au cours des cinq premiers mois de 1982, avant d'afficher une remontée appréciable en mai et en juin, puis d'accuser une forte baisse jusqu'à la fin de l'année (voir le graphique 8.3). Dans l'ensemble, les taux de rendement des obligations à long terme de l'Etat ont reculé de 358 centièmes sur l'année, tout en dépassant à l'occasion les 16 pour cent, alors que leur niveau en fin d'année n'était que de 11.69 pour cent. Les causes de cette évolution ont été les taux de rendement des obligations à long terme aux Etats-Unis, l'évolution des taux d'intérêt à court terme au Canada et l'inflation intérieure.

Au cours des cinq premiers mois de 1982, le fléchissement du rendement des obligations au Canada a été entraîné par une baisse des taux à long terme aux Etats-Unis, malgré la persistance de l'inflation intérieure et la hausse des taux à court terme. La baisse des taux observée au Canada a été un peu plus marquée qu'aux Etats-Unis, du fait que dans ce pays la diminution du rendement des obligations était limitée par une hausse plus accentuée des taux d'intérêt à court terme sur l'ensemble de la période novembre 1981-mars 1982, ainsi que par des emprunts massifs du Trésor américain. Aussi l'écart entre les taux d'intérêt à long terme dans les deux pays a-t-il diminué. En juin, les taux d'intérêt à long terme se sont accrus sensiblement au Canada, leur hausse effaçant et au-delà la baisse enregistrée en début d'année. Par exemple, le rendement des obligations à long terme de l'Etat est passé de 14.72 pour cent en mai à 16.03 pour cent en juin, contre 15.94 pour cent en janvier.

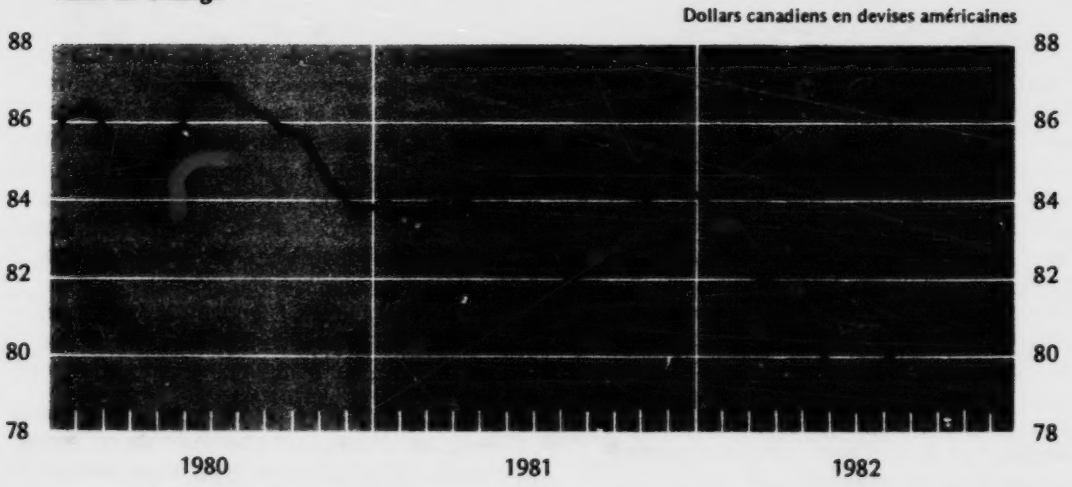
Au second semestre, les taux canadiens à court terme ont chuté sous l'effet d'un ralentissement notable de l'inflation intérieure. Parallèlement, le rendement des obligations à long terme a marqué un recul important aux Etats-Unis. La combinaison de ces facteurs s'est traduite par un repli de 434 centièmes du taux moyen de rendement des obligations à long terme du gouvernement au cours de cette période.

Graphique 8.2

Sélection de taux d'intérêt à court terme



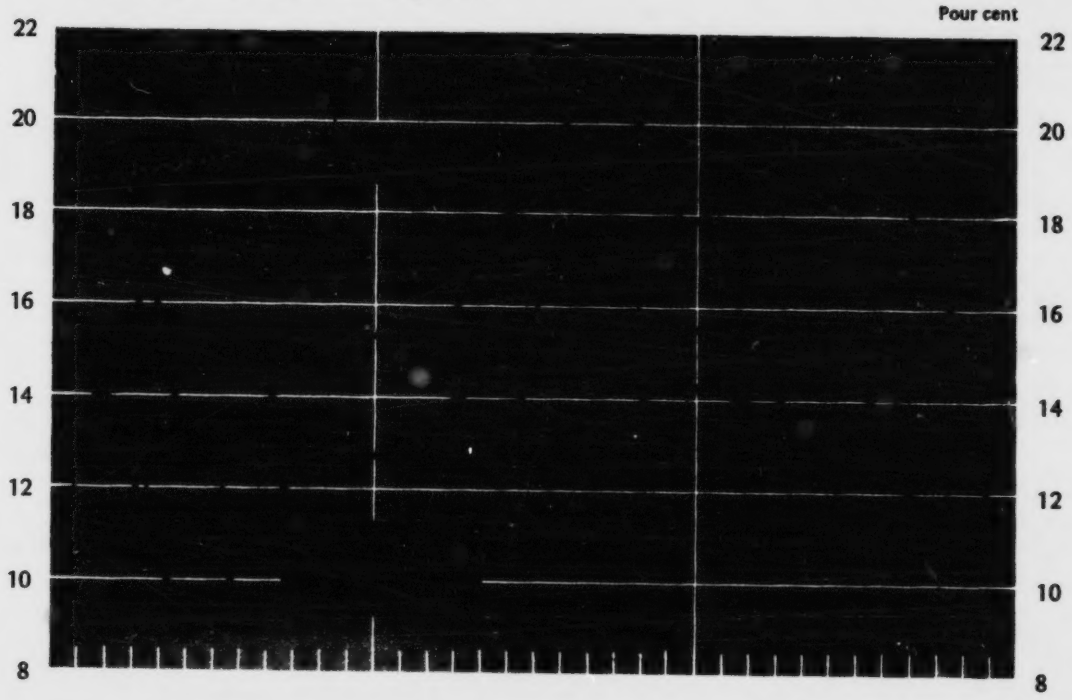
Taux de change



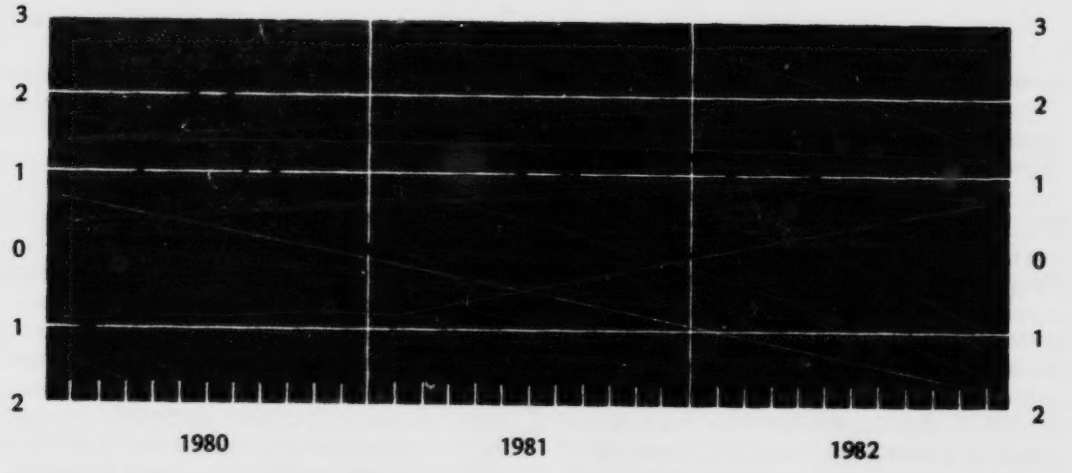
Source: Banque du Canada, *Revue,* mensuelle.

Graphique 8.3

Sélection de taux d'intérêt à long terme



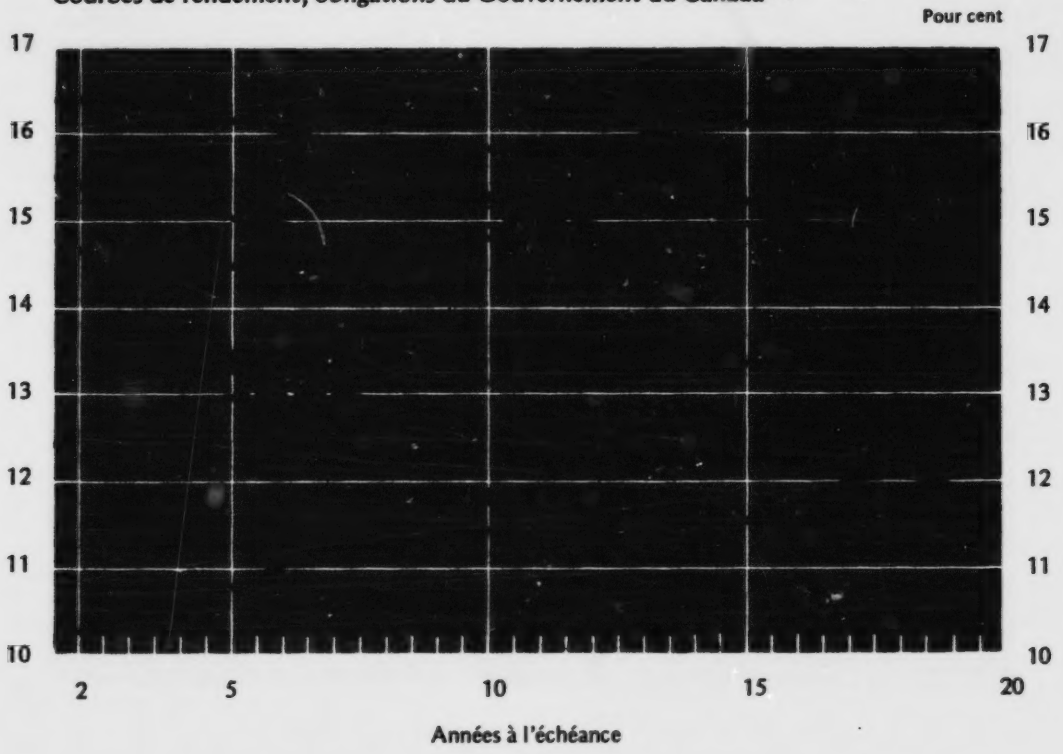
Ecart à long terme – Canada et E.-U.



Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Graphique 8.4

Courbes de rendement, obligations du Gouvernement du Canada (1)



(1) Les courbes de rendement sont fondées sur le rendement observé en fin de mois sur les obligations de diverses échéances du Gouvernement du Canada.

Source: Ministère des Finances.

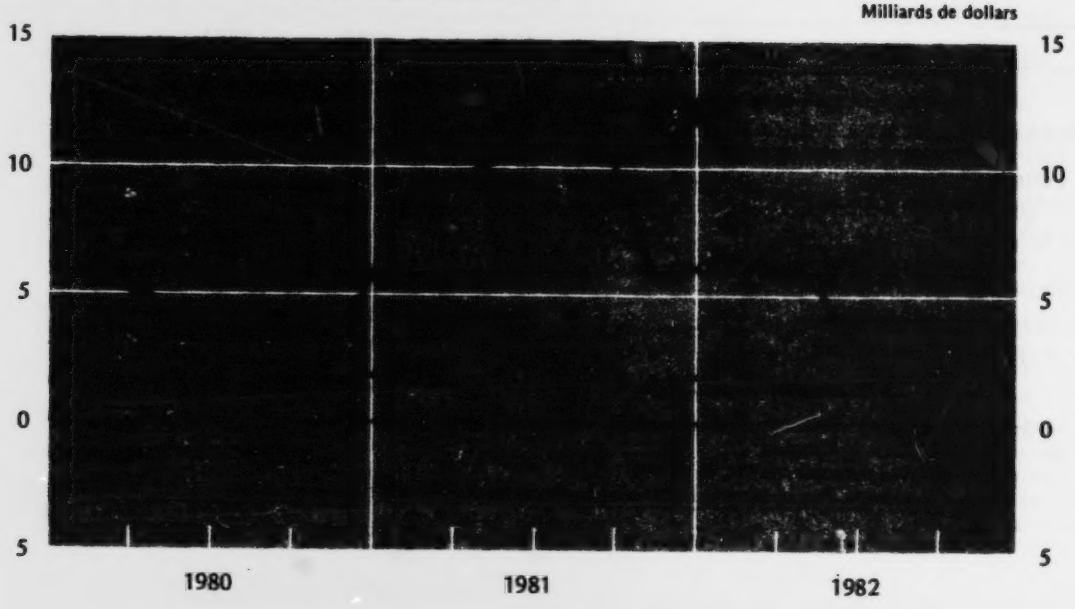
Comme l'indique le graphique 8.4, la courbe de rendement des obligations du gouvernement canadien s'est considérablement modifiée en 1982. En début d'année, cette courbe était à peu près plate, indiquant qu'on escomptait une relative stabilité des taux d'intérêt à court terme. La hausse de ces taux au premier semestre s'est toutefois traduite par une légère inversion de la courbe des rendements. Vers la fin de l'année, cette courbe a commencé à s'orienter graduellement à la hausse, sous l'effet d'une vive baisse des taux d'intérêt à court terme, accompagnée d'un recul moins prononcé des rendements à long terme. Le fléchissement plus modéré des taux à long terme pourrait être lié à la persistance des incertitudes chez les investisseurs au sujet de l'inflation et des autres facteurs économiques à long terme.

Taux d'intérêt et inflation

Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire corrigés de l'inflation, peuvent donner une bonne idée des tensions sur le marché financier, car ils sont généralement considérés étant plus directement liés aux décisions touchant la dépense globale. Les taux réels peuvent se mesurer de plusieurs façons. En fait, les diverses statistiques de taux réels peuvent présenter des différences appréciables, tout dépendant des taux d'intérêt nominaux qui sont considérés et de la façon dont on mesure les attentes des emprunteurs et des prêteurs en matière de prix. Les taux réels à court terme sont définis ici comme la différence entre le taux moyen des effets à 90 jours et le pourcentage de variation sur 12 mois de l'IPC désaisonnalisé. D'après cette définition, les taux réels à

Graphique 8.5

Fonds nets obtenus dans les marchés de crédit



Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers;* Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

court terme s'étaient établis à 2.7 pour cent en moyenne pendant la période 1961-1970, caractérisée par une relative stabilité des prix, tandis que l'accentuation des tensions inflationnistes pendant les années 70 faisait tomber les taux réels à un très bas niveau. En fait, entre la fin de 1972 et le début de 1977, ces taux ont généralement été négatifs, l'inflation se révèlant souvent supérieure aux taux d'intérêt nominaux. Les taux réels ont ensuite accusé une augmentation appréciable, s'établissant à des niveaux particulièrement élevés aux deuxième et troisième trimestres de 1981. Au premier semestre de 1982, les taux réels se sont situés entre 4 et 5 pour cent en moyenne, avant de diminuer constamment par la suite, pour descendre à 1.2 pour cent en moyenne au dernier trimestre. Ce niveau était le plus bas atteint depuis le troisième trimestre de 1980. Pendant l'année, les taux réels à court terme ont été assez variables, encore que leurs fluctuations aient été moins prononcées qu'en 1981.

A l'instar des taux réels à court terme, les taux réels à long terme, définis comme la différence entre le rendement moyen des obligations à long terme du gouvernement et le pourcentage de variations sur 12 mois de l'IPC désaisonnalisé, ont été très élevés en 1982. Ils ont cependant été beaucoup moins instables qu'en 1981.

Secteur des marchés financiers en 1982

Comme l'indique le tableau 8.2, les financements obtenus sur les marchés financiers canadiens ont chuté de $33.8 milliards, soit de 41.9 pour cent, par rapport à 1981 pour s'établir à $47.9 milliards. La contraction des emprunts du secteur privé a été encore plus accentuée se chiffrant à $39.2 milliards tandis que les administrations fédérales, provinciales et locales accroissaient leurs recours aux marchés en 1982. Le repli des emprunts du secteur privé s'explique en grande partie par le ralentissement des prises de con-

Tableau 8.2
Expansion du crédit

	1979	1980	1981	1982
	(flux nets en milliards de dollars)			
Secteur privé	37.5	35.7	58.5	19.3
Prêts non hypothécaires aux particuliers	5.1	4.7	4.2	– 1.3
Prêts hypothécaires[1]	13.5	9.9	6.4	3.5
Entreprises non financières[2]	18.9	21.1	47.9	17.1
Secteur public	13.0	17.9	23.2	28.6
Gouvernement du Canada	8.3	11.4	12.7	19.1
Provinces et municipalités[3]	4.7	6.5	10.5	9.5
Total du financement obtenu	50.5	53.6	81.7	47.9
(en pourcentage du PNB)	(19.1)	(18.3)	(24.5)	(13.4)

(1) Non compris les prêts hypothécaires provenant du secteur public.
(2) Non compris les prêts hypothécaires.
(3) Non compris les emprunts auprès du RPC et du RRQ.
Sources: Banque du Canada, *Revue*; Statistique Canada; *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

trôle, encore que la récession ait manifestement réduit la volonté et la capacité de ce secteur à contracter de nouvelles dettes. La demande de prêt à la consommation a elle aussi beaucoup souffert du chômage élevé et de la faible croissance des revenus disponibles pendant l'année. Profitant du fléchissement appréciable des taux d'intérêt au second semestre, de nombreux emprunteurs ont allongé notablement l'échéance moyenne de leur dette. On a de plus observé un net redressement des émissions d'actions au dernier trimestre de 1982, d'où une amélioration des coefficients d'endettement (dettes/capitaux propres). Comme l'indique le tableau 8.3, le volume des financements obtenus sur le marché à long terme en 1982 a été de $27.2 milliards, ne diminuant que de $2.0 milliards par rapport à 1981. Par contre, les emprunts à court terme ont chuté de $31.5 milliards pour descendre à $21.1 milliards.

Secteur des entreprises non financières

La faiblesse de la demande de crédit émanant des entreprises non financières, que révèle le tableau 8.4, a reflété le ralentissement des prises de contrôle et une nouvelle et forte diminution des investissements. Les bénéfices ont également marqué un repli considérable, diminuant encore plus que les investissements. Dans l'ensemble, $15.6 milliards ont été obtenus sur le marché soit le plus faible montant depuis 1978 et beaucoup moins qu'en 1981 ($43.3 milliards). Les recours de ce secteur au marché à court terme, sous diverses formes, ont été particulièrement faibles au cours des deux derniers trimestres de l'année, comme le montre le tableau 8.5.

Les entreprises se sont procurées un peu moins de fonds qu'en 1981 sur le marché à long terme. Cependant, en raison de la baisse de la demande globale de crédit, les financements à long terme ont augmenté en proportion de l'ensemble des emprunts. Les fonds obtenus par l'émission de titres à court terme se sont élevés à $9.6 milliards, représentant les deux tiers de l'ensemble des financements obtenus. Cette situation contraste vivement avec celle de 1981, alors que les emprunts à court terme des entreprises s'étaient chiffrés à $39.6 milliards, soit 82 pour cent de l'ensemble des emprunts du secteur, compte non tenu des investissements directs au Canada.

Les financements obligataires du secteur des entreprises non financières se sont montés à $4.1 milliards en 1982. Sur le marché intérieur des obligations, l'activité a souffert tant des incertitudes entourant l'inflation que du nombre relativement important de rétrogradations de la cote obligataire de société, à cause de coefficients d'endettement élevés et de maigres béné-

Tableau 8.3
Expansion du crédit par catégorie de financement

	1979	1980	1981	1982
	(flux nets en milliards de dollars)			
Financement à court terme	20.4	24.1	52.6	21.1
Prêts aux particuliers	5.1	4.7	4.2	– 1.3
Prêts bancaires aux entreprises	12.2	10.0	26.2	0.1
Prêts en devises étrangères	0.5	2.1	11.4	3.0
Bons du Trésor et papier à court terme	3.5	8.3	2.0	12.0
Obligations d'épargne du Canada	– 1.3	– 1.3	8.1	8.0
Prêts aux provinces et municipalités	0.4	0.3	0.7	– 0.7
Financement à long terme[1]	30.0	29.7	29.2	27.2
Obligations négociables	13.0	15.8	18.7	20.3
Hypothèques[2]	13.5	9.9	6.4	3.5
Actions	3.5	4.0	4.1	3.4
Autres prêts	0.1	– 0.2	– 0.1	– 0.4
Total du financement obtenu	50.5	53.6	81.7	47.9

(1) Non compris les emprunts des institutions financières privées. Les données de 1982 sont des estimations du ministère des Finances.
(2) Non compris les prêts hypothécaires provenant du secteur public.
Sources: Banque du Canada, *Revue*; Statistique Canada; *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Tableau 8.4
Financement externe des entreprises privées non financières

	1979	1980	1981	1982
	(flux nets en milliards de dollars)			
Total	19.6	21.7	43.3	15.6
Court terme	14.2	14.8	39.6	9.6
Prêts bancaires	12.7	12.2	37.7	3.1
(dont prêts en devises comptabilisés au Canada)	(0.5)	(2.1)	(11.4)	(3.0)
Papier commercial et acceptations bancaires	1.5	2.6	1.9	6.5
Long terme	4.7	6.3	8.3	7.5
Obligations	1.2	2.3	4.2	4.1
Actions	3.5	4.0	4.1	3.4
Investissements directs de l'étranger	0.7	0.6	– 4.6	– 1.5

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1982 sont des estimations du ministère des Finances.
Source: Banque du Canada, *Revue*.

Tableau 8.5
Statistiques choisies de crédit

	Flux nets						
			Trimestres de 1982				Encours en décembre 1982
	1981	1982	1	2	3	4	
	(milliards de dollars)						
Banques à charte							
Prêts aux entreprises	26.3	0.1	1.1	1.2	0.7	– 3.0	89.1
En devises	11.4	3.0	1.8	1.7	– 0.7	0.3	23.9
Acceptations bancaires	1.2	6.7	5.2	0.7	1.0	– 0.2	12.5
Total, papier commercial	0.7	– 0.2	0.3	0.3	– 0.3	– 0.5	2.4
Total général	39.6	9.6	8.4	3.9	0.7	– 3.4	127.9

Source: Banque du Canada, *Revue*.

fices. Cependant, sur la période juillet-décembre, la situation s'est quelque peu améliorée dans le cas des obligations des sociétés, grâce à la détente des taux d'intérêt. Une forte proportion des emprunts à long terme a consisté en émissions à l'étranger, où les sociétés se sont procuré un volume record de $3.2 milliards. Le secteur des entreprises non financières n'ont obtenu que $3.4 milliards sur le marché des actions, surtout en émettant des actions privilégiées rétractables. L'activité enregistrée par le marché boursier a eu lieu en majeure partie au dernier trimestre de 1982.

Marché des titres

Les ventes nettes de titres négociables, sous toutes les formes, sont passées de $25.1 milliards en 1981 à $24.6 milliards en 1982 (voir le tableau 8.6). Les emprunts nets par émission de titres à long terme, après être tombés à leur plus bas niveau depuis la fin de 1979 au deuxième trimestre, sont revenus à des niveaux un peu plus normaux au second semestre de 1982, tandis que le marché monétaire intérieur continuait d'apporter des fonds appréciables aux emprunteurs canadiens.

Les marchés boursiers ont continué d'enregistrer une forte baisse au Canada dans à peu près tous les compartiments pendant les trois premiers trimestres de 1982, avant de marquer un net redressement au dernier trimestre. La valeur des échanges d'actions dans toutes les bourses au Canada est tombé de 32.1 pour cent pour s'établir à $22.1 milliards, leur baisse de volume se chiffrant à 3.3 pour cent pour passer juste au-dessous de 3.3 milliards d'actions. Les nouvelles émission nettes d'actions — $3.8 milliards — ont chuté considérablement par rapport aux dernières années. Une bonne partie des émissions ont eu lieu au dernier trimestre de 1982, alors que les taux d'intérêt étaient en repli et que le cours des actions remontait vivement.

Secteur des particuliers

L'encours du crédit à la consommation a diminué de 3.6 pour cent en 1982 pour passer à $46 milliards, baissant dans la même mesure que les achats de biens durables de consommation (tableau 8.7). L'hésitation des particuliers à s'endetter davantage dans un climat d'incertitude a été une des principales causes de cette faiblesse de la demande de biens durables l'an dernier.

Au premier semestre de 1982, la demande d'hypothèques a été assez faible en raison du coût élevé des emprunts hypothécaires, du faible rythme de construction de logements neufs et du marasme sur le marché des habitations existantes. La demande de financement hypothécaire devait toutefois se redresser quelque peu au second semestre grâce aux programmes d'aide des gouvernements et au repli considérable des

Tableau 8.6
Nouvelles émissions nettes d'obligations négociables et d'actions

	1979	1980	1981	1982
	(flux nets en milliards de dollars)			
Obligations fédérales[1]				
Canada	6.9	7.2	4.2	4.5
Total	7.6	7.2	4.6	5.8
Obligations provinciales[2] et municipales				
Canada	2.8	4.5	3.2	3.8
Total	4.2	4.6	8.6	9.7
Obligations des sociétés et autres				
Canada	1.3	1.7	2.0	0.8
Total	2.8	3.9	6.3	5.3
Actions				
Canada	4.4	4.9	5.5	3.6
Total	4.5	5.4	5.7	3.8
Total[3]				
Canada	15.3	18.3	14.9	12.8
Total	19.0	21.1	25.1	24.6

(1) Non compris les titres détenus dans les comptes de l'Etat, les bons du Trésor et les obligations d'épargne.
(2) Non compris les obligations d'épargne, les obligations acquises par les comptes des provinces et le Régime de pensions du Canada. Comprend les obligations acquises par la Caisse de dépôt et de placements de Québec.
(3) Comprend les émissions des sociétés financières.
Source: Banque du Canada, *Revue*.

Tableau 8.7
Prêts aux particuliers

	1979	1980	1981	1982
	(flux nets en milliards de dollars)			
Crédit à la consommation				
Banques à charte	3.6	3.6	2.6	– 1.3
Autres institutions de dépôt[1]	1.1	0.8	0.0	– 0.1
Autres prêteurs[2]	0.1	0.2	1.0	– 0.3
Total	4.9	4.5	3.7	– 1.7
Autres prêts aux particuliers[3]	0.2	0.2	0.6	0.4
Total des prêts aux particuliers[4]	5.1	4.7	4.2	– 1.3
	(en pourcentage)			
Variation en pourcentage				
Crédit à la consommation	14.0	11.3	8.4	– 3.6
Dépenses de consommation	11.4	11.9	13.4	7.9
Dépenses en biens durables	13.0	6.7	10.0	– 5.1

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1982 sont des estimations du ministère des Finances.
(1) Caisses de crédit et caisses populaires, banque d'épargne du Québec, sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.
(2) Grands magasins, sociétés de financement des ventes à tempérament et de prêts à la consommation et compagnies d'assurance-vie.
(3) Prêts à l'achat d'OEC, autres prêts bancaires et prêts garantis des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.
(4) Non compris les prêts aux particuliers pour l'achat de titres négociables et les prêts d'amélioration résidentielle.
Sources: Banque du Canada, *Revue*; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Tableau 8.8
Prêts hypothécaires

	1979	1980	1981	1982
	(flux nets en milliards de dollars)			
Prêts privés				
Banques à charte[1]	4.3	3.3	2.1	0.4
Sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires[2]	4.2	2.6	0.7	0.6
Caisses de crédit et caisses populaires	2.3	1.6	0.7	0.0
Organismes d'assurance et de pensions	2.3	2.1	2.1	1.7
Autres prêteurs privés[3]	0.4	0.3	0.8	1.1
Total partiel	13.5	9.9	6.4	3.8
Prêts du secteur public	0.3	0.9	1.3	1.3
Total[4]	13.8	10.8	7.7	5.1

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les flux de 1982 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Comprend les sociétés de prêts hypothécaires affiliées aux banques à charte. Ne comprend pas les prêts hypothécaires non résidentiels.

(2) Ne comprend pas les sociétés de prêts hypothécaires affiliées aux banques à charte.

(3) Fonds mutuels, sociétés d'assurance-incendie et accidents, sociétés fiduciaires de placements hypothécaires, sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation, banques d'épargne du Québec, sociétés non financières et autres institutions financières privées.

(4) Ne comprend pas les prêts hypothécaires consentis par des particuliers et des entreprises individuelles.

Sources: Banque du Canada, *Revue;* mens.; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

taux d'intérêt hypothécaires. L'offre de fonds affectée aux prêts hypothécaires à long terme est restée relativement serrée pendant la majeure partie de 1982, avant que la situation ne s'améliore sous l'effet de la forte baisse des taux d'intérêt au second semestre. Vers la fin de l'année, jusqu'à 85 pour cent des hypothèques émises par certaines sociétés de fiducie portaient des échéances de trois ou de cinq ans, alors qu'au début de 1982 les prêts hypothécaires à un an représentaient la même proportion du financement total.

Environ 650,000 hypothèques ont été renouvelées l'an dernier, les banques faisant face à elles seules à quelque 250,000 renouvellements, contre 100,000 en 1981. Les paiements anticipés sont demeurés élevés par rapport au passé, la plupart des propriétaires qui devaient renouveler leur hypothèque en 1982 mobilisant leur épargne et d'autres ressources pour diminuer le plus possible leur dette. Nombre des emprunteurs ayant renouvelé leur hypothèque ont également raccourci la période d'amortissement.

Banques à charte

L'ensemble des principaux avoirs en dollars canadiens du système bancaire n'a progressé que de 1 pour cent en 1982, après une hausse de 22.8 pour cent en 1981. L'augmentation nette des prêts aux entreprises s'est quasiment arrêtée après le niveau record de 1981, alors que les entreprises retardaient ou annulaient leurs projets d'investissement pour essayer de traverser la récession (tableaux 8.9 et 8.5). Les sociétés se sont aussi tournées vers d'autres formes de financement, en particulier au second semestre. De plus, le crédit à la consommation s'est contracté, les taux élevés des prêts personnels et l'incertitude des perspectives d'emploi obligeant beaucoup de gens à surseoir à l'achat de biens durables de prix élevés. La baisse des taux hypothécaires, notamment au dernier trimestre, a permis aux prêts hypothécaires d'enregistrer une légère hausse en 1982. Cependant, malgré l'accroissement de $300 millions des prêts sur hypothèques résidentielles, la faiblesse de la demande de crédit à la consommation et de

Tableau 8.9
Variation des avoirs des banques à charte

	1979	1980	1981	1982
	(en milliards de dollars)			
Avoirs liquides canadiens	0.6	– 0.1	0.3	1.7
Bons du Trésor	0.9	0.7	0.4	1.9
Autres	– 0.3	– 0.8	– 0.1	– 0.2
Avoirs de seconde liquidité	20.6	17.7	34.2	– 0.1
Prêts	3.6	3.6	2.6	– 1.3
Prêts aux entreprises	12.2	10.0	26.2	0.1
Prêts hypothécaires	4.3	3.3	2.1	0.3
Autres prêts	0.1	0.4	0.9	– 0.5
Titres de sociétés	– 0.4	– 0.1	1.7	0.3
Autres avoirs[1]	0.8	0.5	0.7	1.1
Total des principaux avoirs en dollars canadiens	21.2	17.6	34.5	1.7
(variation en pourcentage)	(18.9)	(13.2)	(22.8)	(1.0)
Prêts en devises aux résidents[2]	0.8	1.9	11.9	2.9
Gouvernement du Canada[2]	– 1.3	0.4	– 0.7	0.0
Autres[2]	2.1	1.5	12.6	2.9
Titres de résidents en devises[2]	0.1	– 0.3	0.8	1.9

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.
(1) Comprennent les hypothèques non résidentielles.
(2) Les données en devises sont corrigées des effets des variations du taux de change.
Sources: Banque du Canada, *Revue*; Statistique Canada, *Institutions financières*, nº de cat. (61-006); et ministère des Finances.

prêts aux entreprises s'est traduite par un recul de $100 millions des avoirs de seconde liquidité du système bancaire en 1982. La lenteur de l'expansion du crédit, la faiblesse de l'économie et l'accroissement des provisions pour pertes sur prêts ont eu un effet négatif sur les bénéfices des banques à charte en 1982.

Reflétant la récession mondiale ainsi que l'accroissement des risques et des incertitudes sur les marchés financiers internationaux, la progression des avoirs et des engagements étrangers des banques à charte canadiennes s'est considérablement ralentie en 1982.

Institutions financières non bancaires

L'actif total des compagnies d'assurance et des caisses de retraite a augmenté de 13.2 pour cent ou de $13.7 milliards en 1982, comme l'indique le tableau 8.10. Pendant l'année, ces institutions ont continué de diversifier leur portefeuille de placements en raison d'une faible demande d'hypothèques. Les portefeuilles d'actions se sont accrus de $2.1 milliards et ceux d'obligations et d'effets à court terme de $6.6 milliards. La situation incertaine du marché a également poussé ces établissements à accroître leur liquidité, en augmentant sensiblement leur trésorerie et leurs avoirs à court terme. Les prêts sur polices d'assurance-vie ont affiché une vive croissance à cause de l'écart important séparant le taux demandé sur ces prêts et les taux courants du marché; ces prêts sont toutefois devenus moins intéressants au second semestre, alors que les taux d'intérêt diminuaient.

Le ralentissement général de la demande d'hypothèques a continué de nuire à la progression des quasi-banques en 1982. Comme on le constate au tableau 8.11, leurs avoirs ont augmenté de $9.6 milliards, soit de 9.6 pour cent. Les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire, comme les autres prêteurs importants sur hypothèques, ont intensifié leurs efforts pour diminuer l'importance relative des hypothèques au profit des prêts aux particuliers et aux entreprises, sur lesquels le taux d'intérêt est souvent variable. De façon analogue,

Tableau 8.10
Variation des avoirs des organismes d'assurance et de pensions[1]

	1979	1980	1981	1982
	(en milliards de dollars)			
Monnaie et dépôts	0.5	0.6	1.3	1.6
Prêts	0.3	0.5	0.7	0.5
Hypothèques	2.3	2.1	2.1	1.7
Obligations et billets à court terme	7.0	6.6	6.5	6.6
Actions	0.8	2.4	2.3	2.1
Autres avoirs	0.5	0.9	0.7	1.2
Total	11.3	13.1	13.6	13.7
(variation en pourcentage)	(17.2)	(17.0)	(16.5)	(13.2)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1982 sont des estimations du ministère des Finances.
[1] Comprend les compagnies d'assurance-vie et les régimes de pensions en fiducie.
Sources: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Tableau 8.11
Variation des avoirs des institutions de dépôt non bancaires[1]

	1979	1980	1981	1982
	(en milliards de dollars)			
Monnaie et dépôts	0.0	0.4	1.9	3.4
Crédit à la consommation	1.1	0.8	0.5	– 0.1
Autres prêts	0.6	0.6	0.8	0.1
Prêts hypothécaires	8.0	7.1	6.4	4.2
Titres négociables canadiens	1.3	3.2	1.2	1.1
Autres avoirs	0.1	1.0	0.9	0.9
Total des avoirs	11.1	13.1	12.3	9.6
(variation en pourcentage)	(17.5)	(17.7)	(14.2)	(9.6)
Dépôts	9.3	10.7	9.7	8.6
(variation en pourcentage)	(16.4)	(16.6)	(13.5)	(10.5)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données de 1982 sont des estimations du ministère des Finances.
[1] Sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires, caisses de crédit et caisses populaires et banque d'épargne de Québec.
Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; et Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, trim., nº de cat. 13-002.

Les caisses de crédit et caisses populaires ont été soumises à d'importantes tensions de liquidité à cause de leur portefeuille d'hypothèques à terme fixe. En 1982, ces institutions ont obtenu de meilleurs résultats économiques à cause des taux d'intérêt relativement moins élevés du second semestre et d'une meilleure correspondance entre les éléments d'actif et de passif.

9. Comparaisons internationales

L'année 1982 aura été marquée surtout par une baisse de la production réelle moyenne dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La faiblesse persistante de la demande dans plusieurs de ces pays s'est aussi accompagnée d'une montée du chômage. Ce facteur, associé à la diminution du prix de l'énergie et des matières premières, a fortement contribué à une baisse substantielle de l'inflation en 1982. Ce scénario s'est toutefois appliqué à des degrés différents selon les pays. Après avoir connu la plus vive hausse de production réelle parmi les sept principaux pays de l'OCDE en 1981, le Canada a enregistré la plus forte chute en 1982. Bien qu'ayant diminué par rapport à 1981, l'inflation est restée élevée en 1982, à cause notamment du relèvement des prix de l'énergie. Elle s'est toutefois ralentie notablement au second semestre.

La réduction des déficits budgétaires des principaux pays de l'OCDE a été rendue difficile en 1982 par la conjoncture économique. L'effet des stabilisateurs automatiques et l'alourdissement des paiements d'intérêt ont gonflé la part des déficits budgétaires dans la production nationale.

Croissance réelle de la production

Après avoir connu la plus forte augmentation de la production réelle en 1981 parmi les sept principaux pays de l'OCDE, le Canada a enregistré une baisse de 4.8 pour cent en 1982 (tableau 9.1). La production n'a diminué que de 0.5 pour cent en moyenne dans les sept principaux pays de l'OCDE. Cette forte baisse de la production au Canada est attribuable surtout à un repli marqué des investissements. En termes réels, la production a fléchi de 1.8 pour cent aux Etats-Unis en 1982, cette baisse étant la seconde en importance après celle du Canada. La production réelle a chuté de 1.3 pour cent en Allemagne en 1982 et est demeurée relativement stable en Italie et au Royaume-Uni. En France et au Japon, la croissance de la production réelle s'est chiffrée à 1.5 et 2.5 pour cent respectivement. En général, l'activité économique a continué de ralentir dans les pays de l'OCDE au second semestre de 1982, sauf au Canada et au Japon où l'on a enregistré une certaine amélioration.

Marché du travail

Suite à la baisse de la production réelle, l'emploi a fléchi et le taux de chômage s'est accru dans les pays de l'OCDE. En 1982, le nombre total de chômeurs dans les pays de l'Organisation atteignait le cap de 30 millions, alors qu'il se chiffrait à 25 millions en 1981. Le taux de chômage a augmenté dans chacun des sept principaux pays de l'OCDE en 1982, s'y accroissant de près de 2 points en moyenne par rapport à 1981. Au Canada, il a atteint 11.0 pour cent en 1982, soit le taux le plus élevé après celui de 12.0 pour cent enregistré au Royaume-Uni. Le chômage s'est aggravé au second semestre, reflétant un ajustement retardé de l'emploi à la diminution de la production.

Inflation

En 1982, l'inflation, mesurée par le taux d'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation, a continué la décélération amorcée au second semestre de 1981. Dans les sept principaux pays de l'OCDE, le taux annuel d'inflation s'est chiffré à 6.5 pour cent en 1982, contre 10.0 pour cent en 1981. Ce ralentissement est attribuable à une forte baisse du prix des matières premières, à une diminution du prix mondial du pétrole, à la faiblesse des marchés intérieurs, à une croissance moins rapide des salaires nominaux et à une baisse des profits.

Le taux d'inflation s'est établi à 10.8 pour cent en moyenne en 1982 au Canada, contre 12.5 pour cent en 1981. Aux Etats-Unis, la réduction a été beaucoup plus accentuée, le taux moyen d'inflation étant passé de 10.3 pour cent en 1981 à 6.2 pour cent en 1982. Les autres principaux pays de l'OCDE ont aussi enregistré des baisses substantielles. La rigidité plus marquée de l'inflation au Canada est due au fait que l'économie canadienne a continué d'absorber des hausses de prix de l'énergie et que le ralentissement des salaires nominaux y a été moins marqué qu'aux Etats-Unis.

Productivité du travail

En 1982, la productivité du travail a progressé de 0.4 pour cent en moyenne dans les sept princi-

Tableau 9.1

Evolution de certains indicateurs économiques de l'OCDE

	Moyenne 1966-1973	Moyenne 1974-1978	Moyenne 1979-1982	1979	1980	1981	1982
			(en pourcentage)				
Croissance du PNB/PIB réel[1][4]							
Etats-Unis	3.9	2.8	0.6	2.8	– 0.4	1.9	– 1.8
Japon	10.7	3.7	4.2	5.9	5.4	3.0	2.5
Allemagne	4.3	2.0	1.2	4.4	1.8	– 0.3	– 1.3
France	5.4	3.1	1.5	3.3	1.1	0.2	1.5
Royaume-Uni	2.9	1.4	– 0.5	1.6	– 2.0	– 2.2	0.5
Italie	5.4	2.1	2.4	4.9	3.9	– 0.2	0.8
Canada	5.5	3.2	0.4	2.9	0.5	3.1	– 4.8
Sept principaux pays	5.4	2.7	1.1	3.2	1.2	1.3	– 0.5
Taux de chômage[2][4]							
Etats-Unis	4.5	7.0	7.6	5.9	7.2	7.6	9.7
Japon	1.3	1.9	2.2	2.1	2.0	2.2	2.4
Allemagne	1.4	3.7	5.1	4.7	3.3	4.7	7.7
France	2.7	5.3	7.5	7.3	6.3	7.4	8.9
Royaume-Uni	2.6	4.6	8.5	5.1	6.5	10.2	12.0
Italie	5.7	7.2	8.3	8.3	7.5	8.3	9.1
Canada	4.8	7.2	8.4	7.5	7.5	7.6	11.0
Sept principaux pays	3.4	5.5	6.6	5.4	5.8	6.6	8.4
Inflation des prix à la consommation[3][4]							
Etats-Unis	4.4	8.0	10.3	11.3	13.5	10.3	6.2
Japon	6.2	11.5	4.7	3.6	8.0	4.9	2.1
Allemagne	3.9	4.8	5.2	4.1	5.5	5.9	5.3
France	5.1	10.7	12.4	10.8	13.6	13.4	11.6
Royaume-Uni	6.1	16.2	12.9	13.4	18.0	11.9	8.1
Italie	4.5	16.7	18.0	14.8	21.2	19.5	16.3
Canada	4.3	9.2	10.6	9.1	10.2	12.5	10.8
Sept principaux pays	4.7	9.5	9.6	9.3	12.2	10.0	6.5
Croissance de la productivité[1][4]							
Etats-Unis	1.5	0.3	– 0.2	– 0.1	– 0.9	0.8	– 0.9
Japon	9.3	3.2	2.8	4.5	3.1	2.1	1.5
Allemagne	4.3	2.9	1.2	3.1	0.9	0.5	0.5
France	4.8	2.8	2.1	4.2	1.1	1.0	2.0
Royaume-Uni	3.1	1.1	1.7	0.7	– 0.3	3.3	3.5
Italie	5.6	0.0	1.9	3.9	3.1	– 0.5	1.0
Canada	2.5	0.6	– 1.1	– 1.0	– 2.2	0.5	– 1.6
Sept principaux pays	3.9	1.5	0.9	1.7	0.4	1.2	0.4

(1) PNB pour les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Canada et PIB pour la France, le Royaume-Uni et l'Italie.

(2) Les taux de chômage indiqués sont calculés d'après les définitions nationales.

(3) Mesurée par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation.

(4) Définie comme la production réelle par travailleur. Les moyennes sont pondérées en fonction des parts respectives du PIB/PNB en 1981.

Sources: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1982 et *Principaux indicateurs économiques*, mis à jour dans certains cas; OCDE, *Comptes nationaux*, volume II, 1982; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; *Information sur la population active*, mens., nº de cat. 71-001; et *Prix à la consommation et indices de prix*, trim. nº de cat. 62-010; U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*; et U.S. Department of Labour, *Monthly Labour Review*.

paux pays de l'OCDE, contre 1.2 pour cent en 1981. Ce ralentissement peut s'expliquer du fait que la productivité du travail baisse généralement durant les phases de déclin cyclique de la production. La productivité du travail a diminué de 1.6 pour cent en 1982 au Canada, soit la plus forte baisse enregistrée parmi les sept principaux pays de l'OCDE. Aux Etats-Unis, le recul s'est chiffré à 0.9 pour cent en 1982. La plus forte hausse du groupe a été enregistrée au Royaume-Uni, suivi par la France, le Japon, l'Italie et l'Allemagne.

Taux d'intérêt et taux de change

La tendance à la baisse des taux d'intérêt observée en 1982 (tableau 9.2), plus particulièrement au second semestre, est en grande partie liée à l'évolution aux Etats-Unis. Celle-ci a été dominée par la décélération notable de l'inflation et la faiblesse de l'économie.

Les taux d'intérêt au Canada ont évolué sans la double influence de l'inflation intérieure et des taux d'intérêt américains. Ils ont accusé une diminution sensible, particulièrement au second semestre, tout en demeurant relativement élevés en raison d'une inflation plus rapide qu'aux Etats-Unis. La baisse des taux d'intérêt a différé selon les pays en fonction du solde de la balance courante, de celui des mouvements de capitaux, de la situation relative de l'inflation et des interventions sur le marché des changes. Les taux d'intérêt sont demeurés particulièrement hauts en Italie et en France. Le Japon a aussi enregistré des taux d'intérêt élevés par rapport au passé.

Tableau 9.2
Evolution des taux d'intérêt et de change des principaux pays de l'OCDE

	1978	1979	1980	1981	1982	1982			
						Mars	Juin	Sept.	Déc.
Taux d'intérêt représentatifs du marché monétaire à court terme[1]	(en pourcentage)								
Etats-Unis	8.26	11.26	13.17	15.68	11.95	14.24	15.19	10.26	8.81
Japon	4.50	6.06	10.75	7.30	6.85	6.42	7.19	7.05	6.90
Allemagne	3.69	6.88	9.54	12.24	8.67	9.50	9.40	8.00	6.20
France	8.01	9.73	12.20	15.58	14.55	15.87	14.87	13.81	12.75
Royaume-Uni	9.36	13.84	16.55	13.99	12.15	13.56	13.00	10.56	10.50
Italie	11.50	12.25	17.49	19.88	19.76	20.62	20.38	18.50	19.00
Canada	9.01	12.05	13.23	18.25	14.23	16.15	17.20	12.95	9.95
Indices du taux de change effectif réel[1]	(Mars 1973 = 100)								
Etats-Unis	96.3	96.3	98.0	108.7	117.4	114.4	118.5	119.8	119.1
Japon	106.9	95.7	93.4	94.3	83.5	85.7	82.5	79.7	85.7
Allemagne	103.5	103.9	100.8	96.6	99.7	98.1	99.7	100.4	102.6
France	97.4	98.9	100.6	98.9	96.3	98.4	96.3	92.5	95.4
Royaume-Uni	106.3	118.4	137.9	140.9	135.2	135.6	136.2	138.1	130.1
Italie	89.8	93.0	95.9	91.2	89.9	90.0	88.9	90.0	90.7
Canada	92.1	92.1	91.3	91.4	91.8	92.4	89.4	92.9	91.2

Remarque: Selon la source de ce tableau, «l'indice du taux de change effectif d'une monnaie est une mesure de sa hausse ou de sa baisse pondérée moyenne par rapport aux monnaies de 15 autres grands pays. Les taux de change utilisés aux fins de cet indice sont les moyennes quotidiennes de midi cotées à New York... La pondération utilisée est fondée sur le commerce bilatéral des articles manufacturés en 1976. L'indice du taux de change effectif réel est l'indice du taux de change effectif corrigé des écarts dus à l'inflation, mesurée à partir des prix de gros des produits manufacturés non alimentaires. Les taux de change et la pondération utilisés aux fins de cet indice sont les mêmes que pour les indices de taux de change effectifs.»

[1] Les chiffres annuels sont des moyennes des données mensuelles. Les chiffres mensuels sont les données de fin de mois.

Source: Morgan Guaranty Trust Company of New York, *World Financial Markets*.

Le dollar canadien a légèrement diminué par rapport à la monnaie américaine, mais il s'est raffermi vis-à-vis des autres devises (tableau 9.2). L'indice du taux de change effectif réel du dollar canadien a légèrement progressé, passant de 91.4 en 1981 à 91.8 en 1982. Parmi les monnaies des sept principaux pays de l'OCDE, ce sont le yen et la livre qui se sont le plus affaiblis par rapport au même groupe de devises, alors que le dollar américain enregistrait la plus forte hausse.

Balance des paiements

Le déficit global des paiements courants des pays de l'OCDE a atteint $E.-U. 39.1 milliards en 1982, comparativement à $E-U. 31.0 milliards en 1981 (tableau 9.3). Cet accroissement est en grande partie le résultat d'une détérioration notable de la balance courante des Etats-Unis, causée principalement par une baisse de compétitivité due à la hausse du dollar américain. La balance des paiements courants du Canada, en dollars américains, s'est par contre nettement améliorée, son solde passant d'un déficit de $E.-U. 4.5 milliards en 1981 à un excédent de $E.-U. 2.2 milliards en 1982. Ce revirement marqué est attribuable surtout à la hausse de l'excédent commercial qu'a permise une forte baisse des importations, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. Le solde de la balance courante canadienne s'est traduit par un excédent de 0.7 pour cent du PNB en 1982, contre un déficit de 1.6 pour cent du PNB en 1981. Dans la zone de l'OCDE, les soldes de paiements courants ont varié sensiblement selon les pays. Néanmoins, trois des sept principaux pays, soit les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, ont enregistré une détérioration appréciable de sorte que le déficit de l'ensemble de ces pays s'est accru de près de $E.-U. 10 milliards pour passer

Tableau 9.3
Soldes des balances courantes des pays de l'OCDE

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(en milliards de $ E.-U.)							
Etats-Unis	18.3	4.4	– 14.1	– 14.8	– 0.5	1.5	4.5	– 8.8
Japon	– 0.7	3.7	10.9	16.5	– 8.8	– 10.7	4.8	6.5
Allemagne	4.0	3.9	4.1	9.0	– 6.0	– 16.3	– 7.3	– 0.3
France	2.7	– 3.4	– 0.4	7.0	5.2	– 4.2	– 4.7	– 11.5
Royaume-Uni	– 3.7	– 1.6	0.0	2.0	– 1.8	6.7	12.1	4.5
Italie	– 0.6	– 2.8	2.5	6.2	5.5	– 9.7	– 8.1	– 5.5
Canada	– 4.7	– 3.9	– 4.0	– 4.3	– 4.2	– 0.9	– 4.5	2.2
Sept principaux pays	15.3	0.3	– 1.0	21.6	– 10.6	– 33.6	– 3.2	– 12.9
Total — OCDE	5.1	– 15.3	– 21.7	12.3	– 27.7	– 69.1	– 31.0	– 39.1
	(en pourcentage du PNB/PIB)							
Etat-Unis	1.2	0.3	– 0.7	– 0.7	– 0.1	0.1	0.2	– 0.3
Japon	– 0.1	0.7	1.6	1.7	– 0.9	– 1.1	0.5	0.6
Allemagne	1.0	0.9	0.8	1.4	– 0.8	– 1.9	– 1.1	0.0
France	0.0	– 1.5	– 0.7	0.6	0.0	– 1.4	– 1.4	– 2.2
Royaume-Uni	– 2.0	– 1.7	– 0.1	0.5	0.0	1.6	2.4	0.9
Italie	– 0.2	– 1.5	1.1	2.4	1.7	– 2.5	– 2.3	– 1.6
Canada	– 3.1	– 2.3	– 2.2	– 2.3	– 2.1	– 0.4	– 1.6	0.7
Sept principaux pays	0.3	– 0.1	– 0.1	0.3	– 0.3	– 0.5	– 0.1	– 0.1
Total — OCDE	0.1	– 0.4	– 0.4	0.2	– 0.4	– 0.9	– 0.4	– 0.5

Sources: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1982 et *Principaux indicateurs économiques*, mis à jour dans certains cas selon les renseignements disponibles; Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº de cat. 67-001; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

à près de $E.-U. 13 milliards. En pourcentage du PNP/PIB, le solde des sept principaux pays pris globalement et de l'OCDE en général est resté presque inchangé à −0.1 et −0.5 pour cent respectivement.

Soldes budgétaires

En 1980, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes pour tous les grands pays de l'OCDE, le déficit du gouvernement fédéral canadien en proportion du PNB a été plus faible que celui de l'Italie et du Japon, mais plus élevé de celui de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Des chiffres plus récents révèlent que, alors que la baisse du déficit exprimé en pourcentage du PNB avait été plus marquée en 1981 pour le gouvernement fédéral canadien que pour le gouvernement fédéral américain, ce rapport a plus que doublé aux Etats-Unis et au Canada entre 1981 et 1982.

Les comparaisons des soldes budgétaires de l'ensemble des administrations sont plus significatives que celles des soldes des administrations centrales, car les responsabilités sont réparties de manière différente selon les pays. Le tableau 9.4 montre que la plupart des grands pays de l'OCDE avait des déficits de l'ordre de 2 à 5 pour cent du PNB/PIB pendant les périodes de faiblesse conjoncturelle plus accentuée du milieu des années 70. En 1981, le Canada et les Etats-Unis avaient ramené leur déficit à un niveau relativement bas, tandis que les déficits des pays

Tableau 9.4
Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales et de l'ensemble des administrations publiques en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) ou du Produit national brut (PNB)

	Canada	Etats-Unis	Royaume-Uni	France	Allemagne	Italie	Japon
Administration centrale							
Moyenne, 1967-1974	0.2	− 1.0	1.7	0.6	− 0.2[2]	− 3.7[2]	0.7[2]
1975	− 2.3	− 4.6	− 3.3	− 1.9	− 3.0	− 7.4	− 4.2
1976	− 1.8	− 3.1	− 4.0	− 0.1	− 2.3	− 4.6	− 4.5
1977	− 3.5	− 2.4	− 2.8	− 0.7	− 1.5	− 4.9	− 5.5
1978	− 4.6	− 1.4	− 3.6	− 1.3	− 1.6	− 11.0	− 6.2
1979	− 4.6	− 1.4	− 3.6	− 1.3	− 1.6	− 11.0	− 6.2
1980	− 3.5	− 2.3	− 2.8	− 0.0	− 1.7	− 7.3	− 5.5
1981	− 2.4	− 2.0	—	—	—	—	—
1982[3]	− 6.0	− 4.8	—	—	—	—	—
Ensemble des administrations[1]							
Moyenne, 1967-1974	0.9	− 0.5	− 9.9	0.5	− 0.2[2]	− 6.3[2]	0.9[2]
1975	− 2.5	− 4.2	− 4.9	− 2.2	− 5.8	− 11.7	− 2.8
1976	− 1.7	− 2.1	− 5.0	− 0.5	− 3.6	− 9.0	− 3.8
1977	− 2.4	− 9.9	− 3.4	− 0.8	− 2.4	− 8.0	− 3.7
1978	− 3.2	0.0	− 4.2	− 1.9	− 2.5	− 9.7	− 5.5
1979	− 1.9	0.6	− 3.1	− 0.7	− 2.7	− 9.3	− 4.8
1980	− 2.1	− 1.3	− 3.2	0.3	− 3.1	− 8.3	− 4.2
1981	− 1.2	− 1.0	− 2.0	− 1.6	− 4.0	− 11.9	− 3.9
1982[3]	− 5.3	− 3.8	− 2.0	− 2.9	− 4.1	− 12.2	− 3.3

[1] Comprend les administrations centrales et locales ainsi que le système de sécurité sociale, mais non les sociétés publiques.
[2] Moyenne de 1970 à 1974 plutôt que de 1967 à 1974.
[3] Estimations de l'OCDE, sauf pour le Canada et les Etats-Unis (chiffres réels).
Sources: OECD, *Compte nationaux*, 1962-1980, Volume II; OECD, *Perspectives économiques*, juillet 1982; OECD, *Perspectives économiques*, décembre 1982; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; *Executive Office of the President, Council of Economic Advisers, Economic Report of the President*, mis à jour dans certains cas à l'aide de données plus récentes.

européens avaient tendance à s'accroître, à cause du fléchissement cyclique qui s'accentuait en Europe. En 1982, le déficit a augmenté sensiblement au Canada et au Etats-Unis; cependant, le déficit de l'ensemble des administrations en proportion du PNB a été analogue au Canada à celui enregistré au Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Japon au cours de leurs périodes antérieures de faiblesse cyclique. Il est vrai que le déficit global du secteur public au Canada a été un peu plus élevé en 1982 qu'au cours du sommet précédent de 1978, mais l'économie a fléchi beaucoup plus l'an dernier qu'en 1978. Enfin, lorsque l'on compare les données relatives aux divers pays pour 1982, on doit tenir compte du fait que les chiffres des cinq pays autres que le Canada et les Etats-Unis sont des estimations de l'OCDE, susceptibles d'être modifiées quant les données finales seront connues.

On trouvera dans les tableaux de référence des comparaisons internationales de dépenses publiques exprimées en proportion du PNB/PIB tant pour l'ensemble des administrations que pour les administrations centrales. Les dépenses enregistrées aux deux paliers de gouvernement ont affiché une tendance persistante à la hausse de 1969 à 1981. Entre la période 1969-1974 et l'année 1980, le rapport moyen de l'ensemble des dépenses publiques au PNB/PIB dans les pays de l'OCDE s'est accru de 7.9 points, tandis qu'il s'élevait de 5.0 points au Canada. L'ensemble des dépenses publiques au Canada, à 41.7 pour cent du PNB, était de 3.5 points inférieur au rapport moyen des dépenses au PNB/PIB dans l'OCDE en 1980.

10. Inflation et Indice des prix à la consommation

L'Indice des prix à la consommation (IPC) est l'un des indicateurs de l'inflation les plus souvent utilisés. Il sert souvent de facteur de rajustement automatique des salaires, d'autres formes de revenu, des impôts et des paiements de transfert de l'Etat. Etant donné l'importance de l'IPC, ce chapitre en analyse trois aspects. En premier lieu, il compare les estimations de l'inflation fondées sur l'IPC à celles qui reposent sur d'autres indices de prix afin de déterminer dans quelle mesure l'IPC est un bon indicateur de l'inflation. En second lieu, pour parer au fait que les IPC publiés pour le Canada et les Etats-Unis ne sont pas directement comparables en raison d'un certain nombre de différences, des sous-agrégats comparables des IPC sont établis pour permettre de comparer l'évolution de l'inflation dans les deux pays. En troisième lieu, on prétend parfois que l'IPC publié pour le Canada ne reflète pas fidèlement l'évolution des prix sur le marché à cause de l'effet des interventions publiques sur certains prix. Cette question est étudiée sous deux aspects, en corrigeant l'IPC de l'effet des variations accusées par les prix réglementés et par les impôts indirects.

Statistique Canada produit quatre grands indices synthétiques de prix: l'IPC, l'indice implicite des prix de la Dépense nationale brute (IIP-DNB) et celui de la dépense de consommation (IIP-DC), et l'indice des prix de vente dans l'industrie (IPVI).

L'IPC mesure la variation du coût de l'achat d'un «panier» fixe de biens et de services de consommation par une population cible pendant une certaine période de référence. La population cible englobe les agglomérations qui, au recensement de 1976, comptent plus de 30,000 habitants. Le panier fixe utilisé à l'heure actuelle est fondé sur le profil des dépenses de 1978. L'indice ne porte que sur les produits et les services achetés par les consommateurs, importations exclues; il ne comprend pas les prix des services de l'Etat, de la formation de capital et des exportations. L'IPVI est un indice pondéré sur la base de 1971 qui vise à refléter l'évolution des prix de produits vendus par les établissements manufacturiers ou de fabrication. Il est défini de manière à ne pas comprendre les escomptes, rabais et remises divers, les taxes de vente et d'accise, ni les droits d'accise sur le tabac et les boissons alcoolisées — dont la bière — produit dans le pays. L'IIP-DNB et l'IIP-DC sont tous deux des indices à pondération courante. L'IIP-DNB reflète les prix du marché (impôts indirets inclus) de tous les biens et services nouvellement produits au Canada, tandis que l'IIP-DC ne porte que sur les biens et services de consommation nouvellement produits. Statistique Canada produit également l'IIP-DNB et l'IIP-DC d'après une pondération fixe, à des fins d'illustration et de comparaison.

Le tableau 10.1 permet de comparer les variations des principaux agrégats disponibles des prix canadiens. Il s'en dégage les conclusions suivantes. D'abord, la pondération fixe des indices de prix produit des estimations de l'inflation plus élevées qu'une pondération courante, comme l'indique une comparaison des IIP-DNB et IIP-DC à pondérations fixe et courante. D'après cette constatation, on peut pour affirmer que la pondération fixe de l'IPC donne une estimation de l'inflation des produits compris dans le panier qui pêche par excès. Ensuite, l'IPC, qui est un indice à pondération fixe, affiche en moyenne une inflation moins élevée que l'IIP-DNB publié officiellement qui est à pondération courante et se révèle le plus complet des indices de prix disponibles, par son champ d'application. Enfin, au cours de n'importe quelle période, on obtient un tableau très différent de l'inflation selon l'indice de prix utilisé. Par exemple, l'IPC dépassait l'IIP-DNB de 2½ points en 1981. De plus, la situation relative des différents indices de prix indiquant l'ampleur de l'inflation peut subir des renversements appréciables dans le temps. Par exemple, l'IPVI a augmenté de près de 5½ points de plus que l'IPC en 1979, mais de presque 5 points de moins en 1982.

L'utilisation de l'IPC présente un certain nombre d'avantages qui expliquent qu'il soit devenu l'indicateur le plus courant de l'inflation:

- Il est publié de manière régulière et fréquente, ce qui donne un «instantané» de l'évolution des prix.
- Les statistiques passées d'IPC ne sont jamais révisées. Un certain nombre de programmes

Tableau 10.1
Comparaison de divers indices de l'inflation des prix

	Indice des prix à la consommation (IPC)	Indice implicite des prix de la dépense nationale brute		Indice implicite des prix de la dépense de consommation		Indice des prix de vente dans l'industrie (IPVI)
		Pondération courante	Pondération fixe	Pondération courante	Pondération fixe	
	(variation en pourcentage)					
1973	7.6	9.1	9.2	7.3	7.7	11.2
1974	10.9	15.3	16.2	11.3	12.0	19.0
1975	10.8	10.8	11.7	10.5	10.9	11.2
1976	7.5	9.5	9.5	7.3	7.6	5.1
1977	8.0	7.1	7.6	7.5	8.0	7.9
1978	8.9	6.5	7.4	7.3	8.3	9.2
1979	9.1	10.2	10.7	9.2	9.8	14.5
1980	10.2	11.1	12.4	10.7	11.1	13.5
1981	12.5	10.1	10.8	11.3	12.6	10.2
1982	10.8	10.6	8.7	10.5	10.7	6.0
Taux composé de variation 1971-1982	9.2	9.5	9.9	8.8	9.3	10.1

Sources: Statistique Canada, *Prix à la consommation et indices de prix*, trim., nº de cat. 62-010; *Indice des prix industriels*, mens., nº de cat. 62-011; et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

de transfert de l'Etat, le régime fiscal fédéral et certaines conventions privées sont indexés sur l'inflation. Toute révision des statistiques passées d'IPC risquerait de soulever la question des corrections à apporter dans ces cas, quelquefois après un laps de temps considérable.

- L'IPC est publié en taux désaisonnalisés. L'absence de cette caractéristique poserait des problèmes pour calculer les taux de variation sur des périodes inférieures à l'année, car ces variations seraient influencées par les facteurs saisonniers.

- L'IPC peut être utilisé comme indicateur de l'inflation dans toute une gamme de situations, par exemple pour l'indexation des programmes publics, du régime fiscal ou des salaires. Même si des indices particuliers de prix conviennent peut-être mieux à certaines fins, l'utilisation simultanée de plusieurs indices peut rendre la situation extrêmement confuse.

- L'IPC est publié dans tous les pays, ce qui facilite les comparaisons internationales de l'inflation.

Comparaison Canada – Etats-Unis

Il faut tenir compte de la façon assez différente dont le coût d'un logement occupé par le propriétaire est incorporé à l'IPC au Canada et aux Etats-Unis lorsqu'on veut procéder à une comparaison de prix entre les deux pays. De plus, le Canada et les Etats-Unis se sont adaptés de manière différente aux perturbations des prix mondiaux de l'énergie, d'où des divergences importantes entre l'évolution de l'IPC relatif à chaque pays. Un autre facteur important, susceptible d'entraîner des écarts sensibles entre les deux IPC, est la variabilité des prix des aliments.

Le poste «logement non locatif» de l'IPC américain se composait de cinq éléments jusqu'en 1983: achat d'une maison (prix des habitations

neuves); frais d'intérêts hypothécaires contractuels; impôts fonciers; assurance résidentielle; entretien; et réparations. Ce poste représentait 22.8 pour cent de l'IPC aux Etats-Unis, la plus forte proportion — 16.5 pour cent — étant constituée par l'achat d'une résidence et les frais d'intérêts hypothécaires[1]. Statistique Canada approche cette composante de l'IPC sous l'angle des dépenses, ce qui est assez différent de la méthode adoptée aux Etats-Unis. L'IPC canadien ne fait aucune distinction entre le prix d'achat d'un logement et les frais d'intérêts hypothécaires, comme aux Etats-Unis, mais il tient compte de l'amortissement du stock de logements, ce qui n'est pas fait aux Etats-Unis. Les coefficients affectés à tous les éléments du coût de l'habitation, sauf le coût de remplacement, sont basés sur les dépenses déclarées dans l'enquête de 1978 sur les dépenses des familles. Le coût de remplacement d'une maison est basé sur un taux hypothétique de dépréciation annuelle de 2 pour cent. L'indice des frais d'intérêts hypothécaires est une moyenne sur 60 mois des frais d'intérêts hypothécaires liés à une répartition fixe des hypothèques par âge. Le poste «logement non locatif» représente 12.8 pour cent de l'ensemble des coefficients de l'IPC au Canada, soit nettement moins qu'aux Etats-Unis.

L'élimination de certains des éléments qui viennent d'être décrits permet d'obtenir une meilleure idée de la différence entre les taux fondamentaux d'inflation dans les deux pays. C'est ce qui est fait aux tableaux 10.2 et 10.3. Les points suivants méritent d'être notés:

Tableau 10.2
Comparaison Canada-Etats-Unis de l'indice des prix à la consommation

	1979	1980	1981	1982
		(variation en pourcentage)		
IPC — Ensemble				
Canada	9.1	10.2	12.5	10.8
Etats-Unis	11.3	13.5	10.3	6.2
(Différence en points de pourcentage)	(– 2.2)	(– 3.3)	(2.2)	(4.6)
IPC hors aliments et énergie				
Canada	7.7	9.4	10.9	10.8
Etats-Unis	9.7	12.4	10.5	7.4
(Différence en points de pourcentage)	(– 2.0)	(– 3.0)	(0.4)	(3.4)
IPC, hors intérêts hypothécaires et dépréciation ou achat d'un logement[1]				
Canada	9.4	10.2	12.2	10.4
Etats-Unis	9.6	11.4	9.6	6.0
(Différence en points de pourcentage)	(– 0.2)	(– 1.2)	(2.6)	(4.4)
IPC, hors aliments, énergie, intérêts hypothécaires et dépréciation ou achat d'un logement				
Canada	7.9	9.4	10.3	10.2
Etats-Unis	6.9	8.9	9.4	7.6
(Différence en points de pourcentage)	(1.0)	(0.5)	(0.9)	(2.6)

[1] L'IPC canadien comprend un poste «dépréciation» dans son indice du prix d'un logement non locatif, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis. L'indice américain du coût des logements non locatifs comprend un poste «achat d'un logement» qui ne se trouve pas au Canada.

Source: Ministère des Finances.

[1] A compter de 1983, les Etats-Unis adoptent la méthode de l'équivalent en valeur locative pour mesurer les variations du coût des logements occupés par le propriétaire.

Tableau 10.3
Contribution de certains sous-agrégats à l'inflation mesurée par l'IPC au Canada et aux Etats-Unis

Taux d'inflation sur 12 mois

	Aliments		Energie		Logement occupé par le propriétaire	
	Canada	E.-U.	Canada	E.-U.	Canada	E.-U.
	(variation en pourcentage)					
1979	13.2	10.9	9.8	25.2	6.2	15.5
1980	10.7	8.6	16.0	30.9	7.5	19.6
1981	11.4	7.8	30.1	13.5	12.8	12.3
1982	7.2	4.0	19.8	1.5	13.6	6.8

Contribution à l'inflation mesurée par l'IPC

	Aliments		Energie		Logement occupé par le propriétaire	
	Canada	E.-U.	Canada	E.-U.	Canada	E.-U.
	(variation en pourcentage)					
1979	3.5	2.1	0.9	2.4	0.9	4.1
1980	3.0	1.6	1.4	3.4	1.0	5.4
1981	3.2	1.4	2.8	1.7	1.7	3.6
1982	1.9	0.7	2.7	0.2	1.9	2.0

Source: Ministère des Finances.

- L'élimination des postes aliments et énergie fait baisser le taux d'inflation au Canada sur l'ensemble de la période considérée. Aux Etats-Unis, l'exclusion de ces postes ne diminue l'inflation qu'en 1979 et en 1980. Cela est dû au fait que les prix de l'énergie ont augmenté beaucoup plus vite aux Etats-Unis qu'au Canada au début, avant de marquer un ralentissement considérable en 1981 et en 1982. En 1982, la hausse des prix de l'énergie aux Etats-Unis a été considérablement inférieure à l'augmentation d'ensemble de l'IPC. Les prix des aliments ont régulièrement augmenté plus vite au Canada qu'aux Etats-Unis sur l'ensemble de cette période, comme le montre le tableau 10.3.

- L'exclusion des frais d'intérêts hypothécaires et de la dépréciation diminue l'inflation au Canada en 1981 et 1982, l'accroît en 1979 et la laisse inchangée en 1980. Aux Etats-Unis, l'exclusion des frais d'intérêts hypothécaires et de l'achat d'une résidence fait baisser sensiblement l'inflation pendant toute la période. Le tableau 10.3 indique l'ampleur de ces différences. Aux Etats-Unis, l'indice du coût d'un logement non locatif a augmenté plus vite que l'IPC sur l'ensemble de la période. Au Canada, la hausse du coût d'une habitation occupée par le propriétaire n'a été plus rapide que celle de l'IPC qu'en 1981. Tant en 1981 qu'en 1982, le coût d'un logement non locatif s'est accru plus vite au Canada qu'aux Etats-Unis.

- L'élimination des trois éléments réduit l'inflation au Canada pendant toute la période, ainsi qu'aux Etats-Unis de 1979 à 1981, tout en l'augmentant en 1982. L'écart entre les taux d'inflation au Canada et aux Etats-Unis passe de 4.6 à 2.6 points en 1982 lorsqu'on élimine

ces trois postes. Cela tend à confirmer le point de vue voulant que, au cours des deux dernières années, le taux canadien d'inflation publié ait été plus élevé qu'aux Etats-Unis en partie à cause de ces facteurs spéciaux.

Le tableau 10.3 donne également des renseignements sur la contribution de ces facteurs particuliers à l'inflation. Sur l'ensemble de la période 1979-1982, les aliments ont constamment joué un rôle plus important dans l'inflation au Canada qu'aux Etats-Unis. L'apport du coût d'un logement non locatif, par contre, a été beaucoup plus important aux Etats-Unis sur l'ensemble de la période. La contribution de l'énergie a été plus forte aux Etats-Unis qu'au Canada en 1979 et en 1980, cette situation s'inversant après la conclusion de l'entente énergétique Canada-Alberta en septembre 1981.

La contribution du coût d'un logement non locatif à l'inflation est un élément intéressant à noter. Comme le montre la partie supérieure du tableau 10.3, ce coût augmente actuellement à un rythme plus rapide au Canada qu'aux Etats-Unis, mais sa contribution à l'inflation reste plus importante dans ce dernier pays. Les deux phénomènes méritent quelques explications. Les taux hypothécaires se situaient à des niveaux sans précédent en 1981 et 1982. Cependant, ce n'est pas la valeur absolue, mais le rythme de variation, des taux hypothécaires qui importe pour les taux relatifs de variation du poste considéré[2]. Les pourcentages de variation des taux hypothécaires n'ont pas été aussi élevés en 1981 et 1982 qu'en 1980. Etant donné que c'étaient les taux hypothécaires courants qui, jusqu'à la fin de 1982, étaient incorporés à l'IPC américain, contre une moyenne des taux sur 60 mois au Canada, cela explique pourquoi l'indice canadien du coût d'un logement non locatif a augmenté relativement davantage en 1981 et 1982. Par ailleurs, la contribution de ce coût à l'inflation globale demeure plus importante aux Etats-Unis (bien que l'écart se soit considérablement amenuisé au cours des derniers trimestres) en raison du cœfficient élevé qui y est affecté.

Prix réglementés et non réglementés[3]

Le gouvernement fédéral comme les administrations provinciales et locales exercent une influence assez directe sur les prix payés par les consommateurs dans des domaines comme l'alimentation, les transports, les services téléphoniques, le tabac et l'alcool, les produits pétroliers et l'électricité. Cette influence s'exerce par le jeu de la réglementation des prix facturés par les fournisseurs privés, du prix demandé à l'usager quand l'Etat fournit lui-même le bien ou le service et par l'intermédiaire des impôts. Ce n'est que dans un nombre relativement restreint de cas (tarifs téléphoniques par exemple) que le prix final à la consommation (reflété dans l'IPC) mesure directement le prix ou l'impôt contrôlé directement par une administration particulière. Dans la plupart des cas, le prix de détail final reflète un ensemble de prix réglementés pour les ressources importantes entrant dans le prix du produit final (par exemple, pétrole brut dans le cas de l'essence), des taxes imposées par une ou plusieurs administrations et des éléments non contrôlés (comme les marges des détaillants).

Cette réglementation des prix par l'Etat revêt deux dimensions importantes. D'abord, le mode de fixation des prix des articles réglementés et non réglementés peut différer durant les diverses phases du cycle économique. Cela est dû au fait que le rythme d'augmentation des prix réglementés, n'étant pas soumis au jeu normal du marché, peut ne pas se ralentir pendant les récessions ni s'accélérer pendant les reprises aussi vite que celui des prix non réglementés. Ensuite, on peut se poser l'importante question de savoir si les administrations publiques ont contribué ou non à aggraver l'inflation au Canada en réglementant les prix. Autrement dit, les prix sont-ils plus élevés actuellement qu'ils ne l'auraient été en l'absence d'une réglementation des prix?

Une étude effectuée récemment à Statistique Canada s'efforce de faire la lumière sur le premier de ces deux aspects de la réglementation, c'est-à-dire le profil respectif d'évolution cyclique des

---

[2] Supposons par exemple que le premier pays retienne une moyenne des taux hypothécaires sur deux ans et l'autre, le taux récent pour établir l'indice des frais hypothécaires. Supposons que les taux soient de 5, 15 et 20 pour cent sur trois ans. La moyenne du premier pays serait de 10 et de 17.5 au cours des deux dernières années, soit une hausse de 75 pour cent la deuxième année. La moyenne du second pays serait de 15 et de 20 au cours des deux dernières années, donnant une hausse de 33 pour cent la deuxième année.

[3] Les lecteurs désireux d'obtenir plus de renseignements à ce sujet sont priés de communiquer avec la Section de la macroanalyse, Division de l'analyse économique, ministère des Finances.

prix réglementés et non réglementés[4]. La méthode suivie a consisté à construire un sous-agrégat de l'IPC se composant des éléments de ce dernier à l'égard desquels on pouvait présumer raisonnablement que les prix réglementés ou les impôts avaient exercé une influence importante. Cet indice a été comparé a l'indice des éléments restants, «non réglementés», de l'IPC. La comparaison étaie le postulat voulant que les prix «réglementés» aient été moins sensibles à l'évolution cyclique de l'économie que les prix non réglementés, accusant un décalage dans la phase tant ascendante que descendante. Les estimations ont également indiqué que les prix réglementés s'accroissaient récemment à un rythme nettement supérieur à l'inflation globale. Il convient toutefois de noter que les variations des prix de l'énergie ont contribué sensiblement à la hausse rapide de l'indice des prix réglementés récemment.

Un indice des prix réglementés, établi selon les principes précédents, ne donne qu'une idée très imparfaite de l'évolution des prix et des impôts effectifs, puisque ce n'est que dans un petit nombre de cas que les éléments de cet indice donnent une mesure directe de ces prix. De plus, une description de l'évolution des «prix réglementés» — si imparfaite soit-elle — n'est qu'une première étape dans l'analyse des incidences de la réglementation. Par exemple, en l'absence de cette dernière, les prix de l'énergie seraient probablement nettement au-dessus de leur niveau actuel, encore que leur rythme d'augmentation au cours des 12 derniers mois aurait sans doute été plus faible.

On peut pousser cette méthode un peu plus loin en essayant d'obtenir un indicateur approximatif de l'évolution des prix assujettis dans une mesure appréciable à l'influence du gouvernement fédéral — par opposition à l'influence provinciale-locale — par le jeu de la réglementation et de la taxation. Cet indicateur est plus grossier parce qu'il faut classer chaque élément particulier de l'IPC de manière relativement arbitraire dans la catégorie fédérale ou provinciale-locale, selon celle des administrations que l'on estime exercer une influence prépondérante à cet égard. Par exemple, l'alcool et le tabac ont été classés dans cette analyse parmi les postes réglementés au niveau provincial-local, du fait que les taxes provinciales et la marge des sociétés provinciales des alcools entrent pour une grande part dans le prix final de ces produits. Cependant, les taxes fédérales ainsi que les éléments privés de prix au niveau de l'agriculteur, du fabricant et du détaillant entrent également dans le prix final.

Le graphique 10.1 permet de comparer l'évolution des prix réglementés au niveau fédéral, des prix réglementés au niveau provincial-local et des prix non réglementés. On y trouve la confirmation du postulat voulant que les taux de variation des prix réglementés et non réglementés accusent des divergences importantes pendant les phases du cycle économique. Par exemple, les prix non réglementés ont augmenté plus vite que les prix réglementés, hors énergie, pendant la période 1974-1975 et entre la fin de 1977 et le milieu de 1980. Les prix réglementés se sont accrus plus rapidement que les prix non réglementés entre la fin de 1975 et la fin de 1977, puis à partir du milieu de 1980. Au cours de la période la plus récente, les fortes majorations des tarifs postaux, des tarifs voyageurs de chemins de fer et des tarifs aériens sont à l'origine de l'élévation plus rapide des prix réglementés. Le rythme d'accroissement des prix soumis à une importante influence de l'administration fédérale ou provinciale-locale a été plus élevé que celui des prix non réglementés pendant cette période.

Cette analyse n'éclaire que la première partie des effets de la réglementation, c'est-à-dire les divergences cycliques des taux de variation des prix réglementés et non réglementés. La question de savoir si le gouvernement fédéral a contribué par la réglementation à intensifier l'inflation ne peut trouver de réponse à moins qu'on ne puisse également déterminer les prix auxquels se seraient situés les produits réglementés si le gouvernement fédéral n'était pas intervenu sur le marché pour y réglementer les prix. Seule une comparaison des prix effectifs et de ces prix de remplacement pourrait nous éclairer sur l'effet direct de la réglementation fédérale sur l'inflation.

Il est difficile de concevoir une règle simple pour déterminer le niveau auquel se seraient établis les

---

[4] Karen Wilson, Le comportement des prix réglementés dans l'indice des prix à la consommation, *Analyse économique courante*, Statistique Canada, août 1982.

Tableau 10.4
Prix de comparaison des articles réglementés

Article	Valeur effective	Valeur hypothétique	Valeur hypothétique reflétant
Oeufs et produits laitiers (lait liquide exclu)	265.9	261.9	Aliments hors produits laitiers et œufs — IPC
Volaille	223.3	227.4	Viande — IPC
Téléphone	155.8	173.8	Téléphone—E.-U. — IPC[1]
Tarifs postaux	362.9	283.9	Tarifs postaux—E.-U. — IPC[1]
Tarifs ferroviaires	187.0	261.5	Transports privés — IPC
Tarifs aériens	321.2	261.5	Transports privés — IPC
Huile moteur	239.4	311.5	Huile moteur — IPC américain[1]
Essence	392.6	421.8	Essence — IPC américain[1]
Mazout	562.2	677.8	Mazout — IPC américain[1]
Gaz naturel	436.7	482.6	Gaz naturel — IPC américain[1]

[1] L'IPC américain est corrigé des variations du taux de change et sa base est ramenée à 100 pour le quatrième trimestre de 1973 de façon qu'il soit comparable aux éléments canadiens après changement de base.
Sources: Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 61-001; et U.S. Bureau of Labour Statistics, *CPI Retail Report*, mens.

prix réglementés en l'absence de réglementation. On pose ici le postulat que les prix des produits réglementés, abstraction faite de l'énergie et des communications, auraient affiché les mêmes taux de variation que les substituts les plus proches parmi les produits non réglementés. Pour l'énergie et les communications, les prix de comparaison sont fondés sur les indices effectifs des prix américains pour des articles comparables. On a utilisé les indices de prix aux Etats-Unis pour ces produits parce qu'on ne dispose pas de substituts canadiens valables. La quasi-totalité du secteur des communications est réglementée, et il est difficile de concevoir un substitut des produits énergétiques. Le tableau 10.4 donne plus de renseignements sur les valeurs de comparaison utilisées pour les produits réglementés.

La valeur du sous-agrégat des prix réglementés au niveau fédéral s'établit à 334 en 1982, en partant de la base 100 en avril 1973. Le remplacement des valeurs effectives par des valeurs hypothétiques donne un chiffre de 353.1 pour 1982. Cette comparaison, malgré son caractère expérimental et hypothétique, laisse à penser que les prix réglementés auraient été plus élevés de 5.7 pour cent en 1982 en l'absence de la réglementation fédérale.

Impôts indirects et indice des prix à la consommation[5]

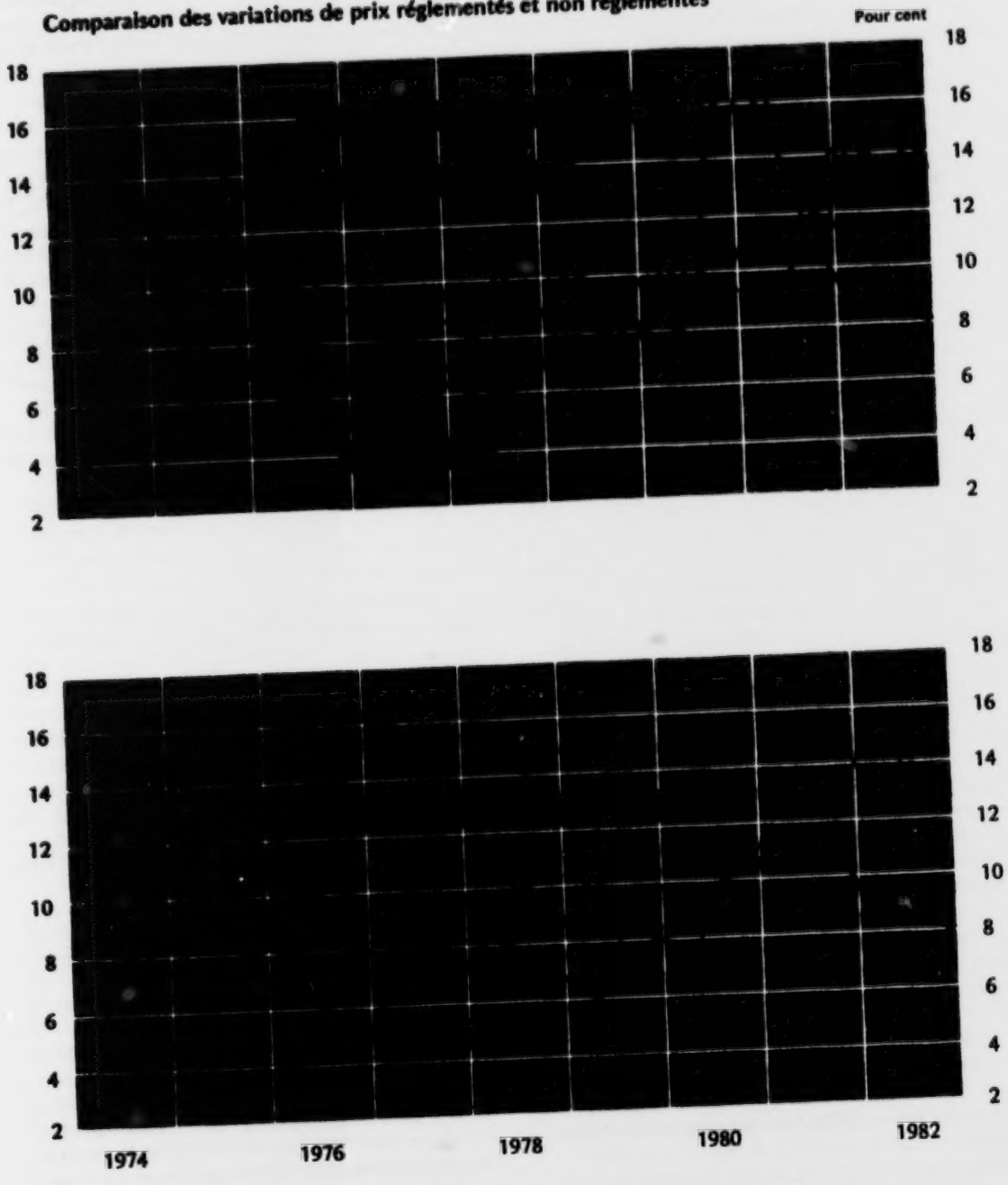
Statistique Canada ne publie pas d'Indice des prix à la consommation ne tenant pas compte des impôts indirects. Pour déterminer de manière plus précise l'effet des interventions publiques sur l'inflation, les impôts indirects – impôts fonciers et taxes sur l'énergie et dans tous les autres domaines – ont été exclus de l'IPC pour les trois ordres de gouvernement.

Le tableau 10.5 présente une estimation des taux d'augmentation des divers sous-agrégats de l'IPC après élimination de ces divers impôts indirects. L'effet de ces derniers sur l'inflation peut s'établir simplement comme la différence entre le taux effectif d'augmentation de l'IPC et les sous-agrégats dont ont été exclus des genres particuliers d'impôts indirects.

[5] Pour de plus amples renseignements sur la méthodologie et les hypothèses relatives à cette analyse, communiquer avec la Section de la macroanalyse, Division de l'analyse économique, ministère des Finances.

Graphique 10.1

Comparaison des variations de prix réglementés et non réglementés



Source: Ministère des Finances.

Tableau 10.5
Variations de l'IPC, avec et sans impôts indirects

	IPC	IPC sans aucune taxe fédérale	IPC sans taxes fédérales non énergétiques	IPC sans taxes provinciales	IPC sans impôts fonciers	IPC sans taxes énergétiques	IPC sans autres taxes	IPC sans aucune taxe	IPC sans var. prix énerg. (dues aux taxes et autres éléments)
				(variation en pourcentage)					
1978	8.9	8.9	8.9	9.0	8.7	8.9	9.1	8.8	8.9
1979	9.1	9.4	9.4	9.0	9.1	9.1	9.3	9.2	9.1
1980	10.2	10.1	10.2	10.2	10.2	10.1	10.3	10.1	9.7
1981	12.5	11.4	12.5	12.5	12.5	11.3	12.6	11.4	11.0
1982	10.8	11.4	11.1	10.2	10.6	11.0	10.6	10.7	9.8
Taux annualisés de variation									
1978-1980	9.4	9.5	9.5	9.4	9.3	9.4	9.5	9.4	9.5
1981-1982	11.6	11.4	11.8	11.3	11.6	11.1	11.6	11.0	10.4

Source: Ministère des Finances.

Une comparaison du taux de variation de l'IPC et de cet indice après élimination de tous les impôts indirects révèle que les variations de ces derniers ont exercé une influence relativement faible sur l'inflation mesurée par l'IPC. L'effet a été négligeable de 1978 à 1980 et s'est chiffré à 0.6 point de pourcentage, en moyenne, en 1981 et 1982. Cela est dû au fait que les changements d'impôts indirects ont rarement été à l'origine des autres variations de prix, exception faite des modifications récentes de taxes dans le domaine de l'énergie. De 1978 à 1980, les changements d'impôts indirects au niveau fédéral ont dans l'ensemble accusé un retard sur l'évolution de l'inflation, leur effet sur cette dernière se traduisant par une contribution négative de 0.1 point. Sur la même période, les impôts indirects des provinces ont augmenté parallèlement à l'IPC, de sorte que leur incidence a été négligeable, tandis que les impôts fonciers locaux avaient pour effet d'accroître légèrement le taux d'inflation.

En 1981 et 1982, les impôts indirects fédéraux dans les domaines autres que celui de l'énergie ont contribué à réduire le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC de 0.2 point. Par ailleurs, les taxes fédérales sur l'énergie ont ajouté environ 0.4 point aux taux annuels d'inflation sur cette période, la totalité de cet effet se produisant en 1981, de sorte que globalement tous les changements des impôts indirects fédéraux ont eu pour résultat d'accroître l'inflation de 0.2 point en moyenne sur ces deux années. L'incidence la plus marquée des variations des impôts indirects fédéraux sur l'IPC — se chiffrant à 1.1 point — a été observée en 1981, principalement à cause de l'institution du prélèvement d'indemnisation pétrolière.

Sur l'ensemble de la période 1981-1982, les impôts indirects dans le domaine de l'énergie ont exercé un effet de 0.5 point sur le taux annuel de l'IPC. La dernière colonne du tableau 10.5 indique cependant que les changements fiscaux et non fiscaux dans le secteur de l'énergie ont contribué pour 1.2 point au rythme de l'inflation au cours de cette période. Par conséquent, les variations des prix de l'énergie non attribuables aux impôts indirects ont joué un rôle nettement plus important que les variations d'impôts indirects dans l'inflation mesurée par l'IPC. Au cours de la même période, les impôts fonciers locaux ont eu une influence négligeable, tandis que les impôts indirects des provinces avaient pour effet d'accroître l'inflation de 0.3 point.

11. Evolution de la productivité

Depuis 1974, le taux de croissance de la productivité du travail s'est nettement ralenti dans tous les grands pays industrialisés, y compris le Canada. Ce phénomène est préoccupant, puisque le niveau de vie réel dans un pays dépend en grande partie de l'évolution de sa productivité. On peut par exemple soutenir que la baisse des salaires réels observée au Canada depuis 1977 est liée au recul de la productivité depuis cette date. Un ralentissement de la productivité accentue également les tensions inflationnistes: de manière directe, parce que les variations de prix dépendent des coûts unitaires de main-d'œuvre, lesquels augmentent si la productivité se ralentit, et de manière indirecte, si les travailleurs réagissent à une décélération des salaires réels en exigeant de plus fortes augmentations nominales. De plus, la compétitivité internationale d'un pays et le taux de change de sa monnaie sont déterminés dans une large mesure par l'évolution de sa productivité, par rapport à celle des autres pays. Si la productivité s'accroît moins vite dans un pays que chez ses concurrants, ce pays doit soit maintenir un taux moins élevé d'augmentation des revenus monétaires, soit laisser baisser sa monnaie afin de conserver sa compétitivité.

Evolution comparative de la productivité au Canada

Comme l'indiquait le chapitre 9, les principaux pays de l'OCDE ont tous les sept enregistré un ralentissement de la productivité depuis 1973. C'est au Japon que ce ralentissement a été le plus marqué, suivi par le Canada. La hausse annuelle de la productivité s'est chiffrée à 0.9 pour cent en moyenne dans les sept principaux pays de l'OCDE entre 1979 et 1982, contre 3.9 pour cent en moyenne durant la période 1966-1973. Le Canada et les Etats-Unis ont été les deux pays à subir un recul absolu de la productivité au cours de la période la plus récente.

Au chapitre 9, la productivité a été définie comme la DNB réelle par personne employée, étant donné qu'il s'agit des seules données internationales à jour dont on dispose facilement en matière de productivité globale du travail. Un indicateur préférable, encore que plus étroit, de la productivité est la production par heure-homme dans le secteur de la fabrication. Cet indicateur permet d'atténuer deux problèmes inhérents à la définition de la productivité comme

Tableau 11.1
Productivité du travail[1] dans le secteur manufacturier dans les principaux pays de l'OCDE

	E.-U.	Canada	Japon	France	Allemagne	Italie	R.-U.
	(pourcentage annuel moyen de croissance)						
1951-1973	2.8	4.3	10.0	5.3	5.8	6.6	3.4
1967-1973	3.1	5.0	11.9	6.0	5.3	7.1	4.7
1974-1981	1.5	1.1	6.2	4.2	4.4	3.6	2.2
Variation en points de pourcentage: 1967-1973 à 1974-1981	(– 1.6)	(– 3.9)	(– 5.7)	(– 1.8)	(– 0.9)	(– 3.5)	(– 2.5)
	(pourcentage annuel de croissance)						
1979	0.7	1.7	8.9	4.9	4.9	7.3	3.3
1980	0.2	– 3.3	6.8	1.6	1.4	5.8	0.6
1981	2.8	0.3	3.2	1.6	2.7	3.4	5.9

[1] Définie comme la production par heure travaillée.
Source: U.S. Department of Labour, Bureau of Labour Statistics, Office of Productivity and Technology, *Output per Hour, Hourly Compensation and Unit Labour Costs in Manufacturing, Eleven Countries, 1950-81*, décembre 1982.

la DNB par personne employée: il ne porte que sur la production des biens, sans tenir compte des services où la productivité est généralement difficile à définir, et il retient les heures travaillées plutôt que le nombre total de personnes employées. Les estimations de la productivité peuvent être considérablement faussées si le rapport entre l'emploi et les heures travaillées subit une modification importante. Le tableau 11.1 présente des statistiques de la productivité définie comme la production manufacturière par heure travaillée pour les sept principaux pays de l'OCDE.

La tendance affichée par la productivité du travail dans le secteur manufacturier, pour les sept principaux pays de l'OCDE, est analogue à celle qu'indiquait le chapitre 9. Au cours de la période 1974-1981, ce sont le Canada et les Etats-Unis qui ont enregistré la plus faible croissance de la productivité. Concernant le ralentissement de la productivité manufacturière entre les périodes 1967-1973 et 1974-1981, c'est de nouveau le Japon — avec un recul absolu de 5.7 points — qui a connu la décélération la plus marquée, suivi par le Canada, où le recul a été de 3.9 points. Tant en 1980 qu'en 1981, le Canada a enregistré le plus faible taux de croissance de la productivité parmi les sept pays considérés.

Evolution comparative de la productivité au Canada et aux Etats-Unis

Etant donné que l'économie du Canada et celle des Etats-Unis ont de nombreuses caractéristiques structurelles en commun, une comparaison de l'évolution de la productivité dans les deux pays en vue d'en dégager les similitudes et les différences peut donner des aperçus utiles sur les causes du ralentissement actuel de la productivité.

La croissance globale de la productivité au Canada a été d'environ 1 point supérieur à celle des Etats-Unis depuis la Deuxième Guerre mondiale, comme l'indique le tableau 11.2. La production du secteur des entreprises par heure-homme a progressé à un rythme annuel moyen de 3.4 pour cent entre 1951 et 1981 au Canada, contre 2.3 pour cent aux Etats-Unis. Les chiffres comparables pour les entreprises non agricoles sont de 2.7 et de 1.9 pour cent respectivement. Cependant, ces résultats supérieurs en moyenne se sont concentrés dans la période antérieure à 1974. Depuis cette date, l'évolution globale de la productivité a été remarquablement similaire dans les deux pays, la productivité du secteur des entreprises s'étant accrue aux taux annuels moyens de 0.8 pour cent aux Etats-Unis et de 0.9 pour cent au Canada (0.6 et 0.7 pour cent pour les entreprises non agricoles) entre 1974 et 1981. Par conséquent, la décélération de la productivité a été plus prononcée au Canada qu'aux Etats-Unis. Ainsi, le taux de croissance de la productivité des entreprises a chuté de 3.3 points entre les périodes 1951-1973 et 1974-1981 au Canada, alors qu'un ralentissement de 2.0 points était observé aux Etats-Unis (les chiffres comparables étant de 2.8 et de 1.7 pour cent pour les entreprises non agricoles). La différence entre la décélération de la productivité aux Etats-Unis et au Canada est encore plus marquée lorsque l'on compare les années 1974-1981 à la période plus courte 1966-1973. Sur l'ensemble de cette période, le rythme annuel moyen de croissance de la productivité a régressé de 3.2 points au Canada et de 1.6 point aux Etats-Unis dans le secteur des entreprises. Une autre caractéristique commune de l'évolution de la productivité dans les deux pays est le deuxième ralentissement sensible de cette dernière après 1977, par rapport à la période 1974-1977. Ce deuxième ralentissement a de nouveau été plus accentué au Canada, où le rythme de croissance de la productivité des entreprises est tombé de 2 points entre ces deux périodes, alors qu'il fléchissait de 1.2 point aux Etats-Unis. En fait, au cours de la période 1978-1981, la productivité moyenne a accusé une légère diminution absolue au Canada et est restée à peu près inchangée aux Etats-Unis.

Le tableau 11.3 présente une comparaison sectorielle de la productivité au Canada et aux Etats-Unis. Pendant la période 1967-1973, les gains de productivité ont été plus marqués au Canada dans six des onze secteurs considérés, la différence étant appréciable — plus de 2 points — l'industrie minière, le bâtiment et les transports. Par contre, entre 1974 et 1978, aucun secteur n'a affiché un écart de productivité dépassant 2 points. En ce qui concerne le ralentissement de la productivité entre les deux périodes, le tableau 11.3 indique que les mêmes secteurs, à peu près, ont été touchés ou épargnés par cette décélération dans les deux pays. Dans les deux cas, les communications et le secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier ont vu s'accélérer

Tableau 11.2

Comparaison de la productivité du travail[1] dans le secteur des entreprises au Canada et aux Etats-Unis, 1950-1981

	Ensemble des entreprises		Entreprises non agricoles	
	Etats-Unis	Canada	Etats-Unis	Canada
	(pourcentage annuel moyen de variation)			
1951-1960	2.6	4.3	2.0	3.4
1951-1965	3.0	4.2	2.4	3.3
1951-1973	2.8	4.2	2.3	3.5
1951-1981	2.3	3.4	1.9	2.7
1961-1965	3.7	4.0	3.3	3.2
1966-1973	2.4	4.1	2.1	3.7
1974-1977	1.4	1.9	1.2	1.6
1974-1981	0.8	0.9	0.6	0.7
1978-1981	0.2	– 0.1	0.0	– 0.2

[1] Définie comme la production par heure-homme.

Sources: Bureau of Labour Statistics, *Monthly Labour Review*, décembre, 1982; et Statistique Canada, *Mesures globales de la productivité*, nº de cat. 14-201, octobre, 1982.

Tableau 11.3

Comparaison des ralentissements de la productivité[1] au Canada et aux Etats-Unis, par secteur, 1967-1973 et 1974-1978

	1967-1973		1974-1978		Variation 1967-1973 à 1974-1978	
	E.-U.	Canada	E.-U.	Canada	E.-U.	Canada
	(taux annuel moyen de variation)					
	(variation en pourcentage)				(points de pourcentage)	
Agriculture	3.8	2.8	1.9	1.2	– 1.9	– 1.6
Mines	1.6	5.9	– 4.6	– 2.9	– 6.2	– 8.8
Fabrication	2.5	3.9	1.3	2.2	– 1.2	– 1.7
Construction	– 2.9	3.0	– 1.3	0.4	1.6	– 2.6
Transports	2.5	5.2	0.3	0.1	– 2.2	– 5.1
Communications	4.7	4.0	7.2	5.6	2.5	1.6
Electricité, gaz et services sanitaires	3.5	1.8	0.1	0.6	– 3.4	– 1.2
Commerce de gros	2.3	1.8	0.1	– 0.4	– 2.2	– 2.2
Commerce de détail	1.4	1.1	– 0.7	– 0.1	– 2.1	– 1.2
Finance, assurance et immobilier	0.0	0.3	1.7	0.5	1.7	0.2
Services commerciaux aux entreprises et aux particuliers	0.9	1.1	– 0.1	– 0.1	– 1.0	– 1.2

Remarque: L'année précédant la première année de référence sert de base pour le calcul des taux annuels composés de croissance. Par exemple, 1966 est l'année de base pour la période 1967-1973. De fortes fluctuations annuelles de la production dans certains secteurs comme l'agriculture peuvent fausser sensiblement les taux annuels composés de croissance.

[1] Définie comme la production par personne.

Sources: U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*, U.S. Department of Commerce, *National Income and Product Accounts*; Statistique Canada, *La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne en prix constants 1961-78*, nº de cat. 15-202 et 15-509; et données non publiées de Statistique Canada.

la croissance de la productivité après 1973. Aux Etats-Unis, la productivité s'est également améliorée dans le secteur du bâtiment, mais pas au Canada. Dans tous les autres secteurs, la productivité a marqué un ralentissement dans les deux pays. La décélération la plus forte a été le fait de l'industrie minière, des replis sensibles— plus de 3 points — étant enregistrés dans les transports au Canada et dans le secteur de l'électricité, du gaz et des services sanitaires aux Etats-Unis. L'agriculture, le secteur manufacturier, le commerce de gros, le commerce de détail et les services commerciaux aux entreprises et aux particuliers ont accusé une décélération moins forte.

Facteurs expliquant le ralentissement de la productivité au Canada et aux Etats-Unis

Un certain nombre de facteurs ont été invoqués comme des causes possibles du ralentissement de la productivité. Ils sont exposés ci-après. Il importe toutefois de souligner que les causes du phénomène ne sont pas encore entièrement comprises, de sorte que cet exposé a pour but de faire le tour des diverses hypothèses plutôt que de proposer des conclusions bien arrêtées.

Certains observateurs ont fait valoir que le ralentissement de la productivité pourrait être une illusion statistique due à une sous-estimation de la production réelle à cause de la progression de l'économie «au noir», «marginale» ou «souterraine», de la difficulté que pose la définition de la production dans le cas de nouveaux produits comme les ordinateurs et d'une mauvaise mesure de la production des industries de service. Cependant, comme tous ces problèmes existaient déjà avant 1974, on ne voit pas très bien pourquoi ils auraient pris de l'importance dernièrement.

Le transfert de travailleurs entre des activités à faible productivité dans le secteur agricole et des postes à productivité plus élevée dans d'autres secteurs avait été une source appréciable de croissance de la productivité avant 1974. Cet élément de progression a été partiellement contrebalancé par un accroissement du mouvement de travailleurs vers le secteur des services, à productivité plus faible, pendant cette période. Après 1974, le flux de main-d'œuvre vers le secteur des services s'est maintenu, voire accéléré, alors que le transfert de main-d'œuvre de l'agriculture aux secteurs à productivité plus élevée s'arrêtait. D'après certaines estimations, ce phénomène pourrait avoir contribué pour un quart au ralentissement récent de la productivité.

Une croissance plus rapide de la production fait également monter la productivité grâce aux économies d'échelle, à des séries de production plus longues, à l'expérience qu'elle permet d'acquérir et à des taux plus élevés d'utilisation des capacités. Or, l'augmentation de la demande globale a marqué un net ralentissement depuis 1974, ce qui expliquerait partiellement la décélération de la productivité.

L'augmentation moins rapide du stock de capital est parfois invoquée comme source possible du ralentissement de la productivité. Les données ne semblent toutefois pas confirmer cette explication. La part de la DNB représentée par les investissements des entreprises a été plus élevée en moyenne, aussi bien au Canada qu'aux Etats-Unis, après 1974 que pendant la période 1966-1973. Il en est de même de la croissance du stock de capital au cours des deux périodes. La variation du rapport capital/travail donne une meilleure idée de la contribution de ce facteur au ralentissement de la productivité; ce rapport n'a pas diminué non plus dans l'ensemble après 1974 par rapport aux années 1966-1973, de sorte que cette explication ne semble guère valable, au moins à l'échelle de toute l'économie. Elle pourrait toutefois avoir une certaine importance dans des secteurs particuliers.

Certains ont également fait valoir que les statistiques relatives au stock de capital fondées sur les taux d'amortissement passés surestimaient le stock véritable de capital du fait que les fortes hausses des prix de l'énergie survenues depuis le choc pétrolier de 1974 avait rendu désuète une bonne partie de l'appareil de production existant. Il est difficile de vérifier la validité de cette allégation, qui est théoriquement plausible.

Le moment auquel se sont produits le ralentissement marqué de la productivité et le choc des prix pétroliers en 1974 laisse présumer l'existence d'une relation étroite entre les deux. Les fortes hausses enregistrées par les prix de l'énergie depuis 1974 ont également diminué l'utilisation du facteur énergie dans les procédés de production. Elles pourraient également avoir rendu

désuète une partie du capital. Etant donné que la production totale est fonction des quantités des facteurs utilisées, dont l'énergie, la croissance globale de la production devait normalement diminuer, à moins d'être compensée par un accroissement du stock de capital. La contribution de ce facteur à la décélération de la productivité est, là encore, difficile à déterminer.

Un ralentissement du changement technique aurait également pu entraîner une décélération de la croissance mesurée de la productivité. Un indicateur de ce ralentissement est le volume des ressources consacrées à la recherche et au développement (R & D). Les statistiques de dépenses publiques et privées de R & D aux Etats-Unis et au Canada ne confirment pas cette hypothèse. Les dépenses de R & D des entreprises, en proportion du PNB, ont généralement augmenté dans les deux pays depuis 1967. Les dépenses totales de R & D, comprenant celles des entreprises et de l'Etat, n'ont pas ralenti non plus depuis 1975. On pourrait soutenir que le changement technique a peut-être marqué un ralentissement autonome ces dernières années. Il est toutefois difficile de confirmer cette hypothèse.

Comme le ralentissement de la productivité s'est produit au même moment qu'une flambée d'inflation, on a parfois essayé de rattacher les deux phénomènes. Une inflation imprévue peut freiner la croissance de la productivité en entraînant une combinaison inefficace des facteurs de production, lorsque le sens des variations futures des prix relatifs des facteurs et des produits devient incertain. Un autre effet de l'inflation sur la productivité pourrait s'exercer par l'intermédiaire du régime fiscal, du fait que bien souvent les taux d'imposition ne sont pas à l'abri des effets de l'inflation, ce qui pourrait nuire aux activités des entreprises. Il est difficile d'évaluer le rôle de ce facteur, en particulier du fait que la relation de cause à effet aurait aussi bien pu jouer dans l'autre sens, une croissance plus faible de la productivité contribuant à l'inflation.

L'alourdissement de la réglementation publique, au Canada comme aux Etats-Unis, depuis une dizaine d'années dans le domaine de l'environnement et de la sécurité des travailleurs a obligé à consacrer davantage de ressources à des emplois qui n'accroissent pas la production mesurée et, de ce fait, réduisent la productivité indiquée par les statistiques. Là encore, il est difficile de chiffrer l'importance de ce facteur.

Les changements de la composition de la population active par catégorie d'âge et de sexe auraient également, d'après certains, freiné la productivité. Depuis quelques années, la proportion des femmes dans la population active est en vive progression. Cependant, cet argument n'explique pas pourquoi la croissance de la productivité s'est ralentie après 1974, puisque la hausse du taux de participation des femmes était aussi rapide avant 1974 qu'après.

Toute une gamme d'autres facteurs — encore plus difficile à mesurer ou à mettre à l'épreuve que les éléments précédents — ont été proposés pour expliquer le ralentissement de la productivité, notamment: la rareté croissante des ressources naturelles, avec l'épuisement des gisements de minerais et d'hydrocarbures de haute qualité et d'accès facile; une détérioration de l'éthique au travail; une baisse de la qualité des directions; et une plus grande fréquence des chocs imprimés au système, par exemple dans le domaine des prix pétroliers, ce qui a rendu difficile le choix des ressources à meilleur marché dans la production.

Comparaison Canada-Etats-Unis du comportement cyclique de la production et de la productivité[1]

Les cycles économiques des vingt dernières années n'ont pas différé beaucoup, au Canada et aux Etats-Unis, par leur date, mais ils se sont distingués nettement par leur ampleur. Comme l'indique le tableau 11.4, la baisse moyenne de la production au Canada au cours des six dernières récessions, sans compter la dernière de 1981-1982, a été de 1.2 pour cent, contre 2.7 pour cent aux Etats-Unis. Même si l'on inclut la dernière récession, qui a été nettement plus accentuée au Canada que les précédentes et a été voisine de la moyenne aux Etats-Unis, la baisse moyenne de la production a été moins prononcée au Canada (2.1 pour cent) qu'aux Etats-Unis

[1] Les lecteurs désireux d'obtenir des précisions sur la méthodologie employée dans cette analyse devraient communiquer avec la Section de la macroanalyse, Division de l'analyse économique, ministère des Finances. La productivité est définie ici comme la DNB réelle par personne employée parce qu'il s'agissait des seules données disponibles jusqu'à la fin de 1982, au moment de la rédaction de ce rapport.

Tableau 11.4
Comportement cyclique de la production, de l'emploi et de la productivité au Canada et aux Etats-Unis

Canada

Dates du sommet au creux	Du sommet au creux[1]				Quatre trimestres suivant le creux de la production			
	Production	Productivité[2]	Elasticité de la productivité	Emploi	Production	Productivité[2]	Elasticité de la productivité	Emploi
	(variations en pourcentage)							
1953:4-1954:2	– 3.1	– 3.4	1.1	0.4	9.4	6.9	0.7	2.3
1956:4-1957:4	– 0.3	– 1.5	5.0	1.2	4.7	4.6	1.0	0.1
1960:1-1960:2	– 1.7	– 1.9	1.1	0.2	3.9	2.4	0.6	1.6
1969:4-1970:1	– 0.05	– 0.3	6.0	0.2	4.0	2.1	0.5	1.9
1974:1-1974:3	– 0.6	– 2.3	3.8	1.7	1.8	0.3	0.2	1.6
1979:4-1980:2	– 1.5	– 1.9	1.3	0.5	5.5	1.9	0.3	3.6
1981:2-1982:4	– 7.5	– 2.6	0.3	– 5.0	—	—	—	—
Moyenne:								
Total	– 2.1	– 2.0	1.0	– 0.1	4.9	3.0	0.6	1.9
Sauf 1981-1982	– 1.2	– 1.8	1.5	0.7	—	—	—	—

Etats-Unis

Dates du sommet au creux	Du sommet au creux[1]				Quatre trimestres suivant le creux de la production			
	Production	Productivité[2]	Elasticité de la productivité	Emploi	Production	Productivité[2]	Elasticité de la productivité	Emploi
	(variations en pourcentage)							
1953:2-1954:2	– 3.2	– 1.0	0.3	– 2.2	7.4	4.5	0.6	2.7
1957:3-1958:1	– 3.4	– 1.5	0.4	– 1.9	6.9	5.3	0.8	1.6
1960:1-1960:4	– 1.2	– 2.1	1.8	0.9	6.4	6.2	1.0	0.3
1969:3-1970:1	– 1.0	– 1.8	1.8	0.8	2.8	2.9	1.0	– 0.1
1973:4-1975:1	– 4.8	– 3.8	0.8	– 0.9	6.7	3.9	0.6	2.7
1980:1-1980:2	– 2.5	– 1.7	0.7	– 0.8	3.0	1.2	0.4	1.8
1981:3-1982:1	– 2.6	– 1.6	0.6	– 1.0	—	—	—	—
Moyenne:								
Total	– 2.7	– 1.9	0.7	– 0.7	5.5	4.0	0.7	1.5
Sauf 1981-1982	– 2.7	– 2.0	0.7	– 0.7	—	—	—	—

[1] Les dates des phases de récession correspondent aux périodes de baisse de la DNB réelle.

[2] Les données de productivité indiquées sont fondées sur les variations effectives, qui comprennent à la fois des éléments tendanciels et cycliques. Il faudrait théoriquement exclure de ces estimations les variations tendancielles de l'activité pour n'obtenir que l'élément cyclique. Cela n'a pas été fait pour que l'analyse reste simple et aussi parce que les estimations révisées ne modifient pas les conclusions indiquées dans le texte.

Sources: Statistique Canada, *La population active*, nº de cat. 71-001, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; U.S. Department of Labour, *Employment and Earnings;* et U.S. Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis, *Survey of Current Business*.

(2.7 pour cent). Ces différences sont également observées pendant les phases de redressement: l'augmentation de la production a été de 4.9 pour cent en moyenne au Canada sur l'ensemble des quatre premiers trimestres suivant le creux de la production, comparativement à 5.5 pour cent en moyenne aux Etats-Unis. Par conséquent, les cycles économiques ont été dans l'ensemble moins accentués au Canada qu'aux Etats-Unis, la production diminuant moins pendant les phases de récession et augmentant moins aussi au début du redressement.

Le tableau 11.4 présente aussi une estimation de l'élasticité de la productivité, définie comme le rapport entre les pourcentages respectifs de variation de la productivité et de la production. En normalisant les variations de la production, ces rapports facilitent les comparaisons de productivité entre pays et entre périodes. Si l'élasticité de la productivité est supérieure à l'unité, les variations de productivité pendant une baisse ou un redressement cyclique sont plus marquées que celles de la production, ce qui implique que la production et l'emploi évoluent en sens opposé à court terme. Une élasticité de la productivité inférieure à l'unité indique que la production et l'emploi varient dans le même sens à court terme.

L'élasticité de la productivité a été élevée dans les deux pays au cours des récessions relativement peu marquées, l'emploi ayant augmenté alors que la production diminuait, encore que ce soit à un rythme légèrement plus lent pendant l'année précédant le sommet de la production. Les élasticités ont toutefois été particulièrement élevées au Canada, où l'accroissement de l'emploi pendant les récessions peu marquées a été nettement supérieur aux augmentations enregistrées aux Etats-Unis.

La productivité et l'emploi ont réagi de manière assez différente dans les deux pays à des reculs plus appréciables de la production, de l'ordre de 1.5 à 4.0 pour cent. Au Canada, ces récessions (1953, 1960 et 1979) se sont de nouveau accompagnées d'une forte élasticité de la productivité, l'emploi ayant continué de progresser malgré la récession. La croissance de l'emploi a toutefois été plus lente que pendant les récessions moins marquées. De façon bien différente, les récessions de cette ampleur aux Etats-Unis (1953, 1957, 1973, 1980, 1981) ont été suffisantes pour entraîner une baisse appréciable de l'emploi. Au cours de la plus récente récession observée au Canada, où la baisse de la production entre le deuxième trimestre de 1981 et le dernier trimestre de 1982 s'est établie à 7.5 pour cent, soit à peu près six fois l'ampleur moyenne enregistrée au Canada, l'élasticité de la productivité a été à peu près la même qu'aux Etats-Unis. Il s'agissait donc de la première récession au Canada, au cours des vingt dernières années, où l'emploi diminuait en même temps que la production. Dans une très large mesure, cela a été entraîné par la gravité de la récession. Parmi les autres facteurs figurent les niveaux sans précédent des taux d'intérêt, la durée de la récession, la perte de confiance des entreprises et la faible rentabilité des industries canadiennes. Tous ces facteurs ont amplifié la réaction de l'emploi aux variations de la production.

Ces différences cycliques dans le profil de la productivité au Canada et aux Etats-Unis sont tout aussi marquées pendant les phases de reprise, comme le montrent les tableaux 11.4 et 11.5. Des points intéressants se dégagent de cette comparaison. En premier lieu, à la différence des phases de récession, l'élasticité de la productivité a été plus faible en moyenne pendant les périodes de reprise au Canada qu'aux Etats-Unis.

Cela implique que la réaction positive de l'emploi a été relativement plus forte au Canada pendant les reprises. En second lieu, comme l'indique le tableau 11.5, au cours des quatre trimestres suivant le creux de la production, la croissance de la productivité au Canada, représentant 1½ fois le taux tendanciel, a été sensiblement inférieure à la moyenne de 2½ fois le taux tendanciel aux Etats-Unis. Cela implique que le remontée de la productivité canadienne vers le niveau tendanciel a accusé un retard appréciable par rapport aux Etats-Unis. En troisième lieu, une comparaison de la productivité au Canada pendant les phases de redressement et de récession révèle une asymétrie, l'élasticité de la productivité étant dans l'ensemble supérieure à l'unité pendant les mouvements de baisse et inférieure à l'unité pendant les reprises. Par conséquent, en moyenne, et en fait au cours de chacune des récessions étudiées avant la plus récente en date, l'emploi a augmenté au Canada aussi bien pendant les phases descendantes que pendant les phases ascendantes des cycles. Aux Etats-Unis, les élasticités sont inférieures à l'unité en moyenne dans les deux cas, ce qui implique que l'emploi et la production y ont généralement évolué dans le même sens.

Tableau 11.5

Croissance de la productivité au Canada et aux Etats-Unis pendant les reprises (Variation cumulative sur les quatre trimestres suivant le creux de la production)

Canada

Creux	Productivité réelle	Productivité tendancielle	Productivité réelle/tendancielle
		(variation en pourcentage)	
1954:2	6.9	2.4	2.9
1957:4	4.6	2.1	2.2
1960:2	2.4	2.1	1.1
1970:1	2.1	2.3	0.9
1974:3	0.3	1.3	0.2
1980:2	1.9	n.d.	n.d.
Moyenne	3.0	2.0	1.5

Etats-Unis

Creux	Productivité réelle	Productivité tendancielle	Productivité réelle/tendancielle
		(variation en pourcentage)	
1954:2	4.5	1.5	3.0
1958:1	5.3	2.5	2.1
1960:4	6.2	2.5	2.5
1970:1	2.9	1.2	2.4
1975:1	3.9	0.5	7.8
1980:2	1.2	n.d.	n.d.
Moyenne	4.0	1.6	2.5

n.d.: Non disponible.

Sources: Sources du tableau 11.1 et estimations du ministère des Finances.

Tableaux de référence

Remarque: Ces tableaux ne fournissent que les dernières données disponibles au moment de la préparation. Les données sont révisées et les usagers devront se rapporter aux sources corrigées pour obtenir des chiffres plus à jour.

Les codes identifiant CANSIM (D pour Statistique Canada et B pour la Banque du Canada) sont fournis, si disponibles, en tête des colonnes pour aider les usagers qui ont accès à des données informatisées et pour fournir des références plus détaillées. Lorsque deux chiffres sont fournis, celui du haut représente des données non ajustées et celui du bas, des données désaisonnalisées.

Population

		Page
1	Evolution démographique	126
2	Population par province	127

Comptes nationaux

3	Dépense nationale brute	129
4	Dépense nationale brute en dollars constants (1971)	131
5	Evolution structurelle de la demande	133
6	Evolution structurelle de la demande	134
7	Dépense brute, par habitant, Canada et provinces	135
8	Dépense provinciale brute	137
9	Revenu national et produit national brut	139
10	Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs	141
11	Evolution structurelle du revenu	143
12	Evolution structurelle du revenu	144
13	Indices de revenu réel	145
14	Revenu et dépense des particuliers	147
15	Revenu des particuliers, Canada et par province	148
16	Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province	150

Eléments des dépenses

17	Valeur des ventes au détail, Canada et par région	152
18	Investissements privés et publics au Canada	153
19	Investissements privés et publics au Canada	155
20	Investissements privés et publics, par région	157
21	Investissements privés, logement exclu, par région	158
22	Mises en chantier, achèvements et construction de logements	159
23	Logements mis en chantier et achevés, par genre	160
24	Expéditions, commandes et stocks, du secteur de la fabrication	161

Production réelle

25	Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie	162

Population active

26	Principaux éléments du marché du travail	163
27	Taux de participation et chômage selon le sexe et l'âge	164
28	Taux de participation, Canada et par région	165
29	Population active, Canada et par région	166
30	Emploi, Canada et par région	167
31	Estimations du nombre d'employés par industrie	168
32	Chômage, Canada et par région	169
33	Chômeurs selon la situation de famille, Canada	170
34	Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada	171
35	Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions	172

Productivité et coûts

36 Productivité et coûts: Industries commerciales non agricoles 173
37 Productivité et coûts: Industries non agricoles productrices de biens 174
38 Productivité et coûts: Industries de services commerciaux 175
39 Productivité et coûts: Industries manufacturières 176
40 Salaires et gages hebdomadaires moyens par secteur industriel 177
41 Variations annuelles des gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (sans indemnité) 178

Indices des prix

42 Indices implicites des prix de la dépense nationale brute 179
43 Indices des prix à la consommation: Classifications standard 181
44 Indices des prix à la consommation: Classifications en biens et services 182
45 Prix de l'énergie 183
46 Autres indices des prix 184

Recettes, dépenses et dette du secteur public

47 Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 185
48 Total des recettes publiques selon les comptes nationaux 186
49 Total des dépenses publiques selon les comptes nationaux 187
50 Recettes du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux 188
51 Dépenses du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux 189
52 Dépenses du gouvernement fédéral par enveloppe 190
53 Dette du gouvernement fédéral 191
54 Soldes budgétaires réels et ajustés, secteurs publics fédéral et consolidé 192
55 Recettes des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux 193
56 Dépenses des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux 194
57 Recettes des administrations locales selon les comptes nationaux 195
58 Dépenses des administrations locales selon les comptes nationaux 196
59 Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les comptes nationaux 197
60 Gouvernement fédéral, passif et actif, selon les comptes des flux financiers 198
61 Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux, passif et actif selon les comptes des flux financiers 199
62 Gouvernement du Canada, état des opérations financières 200
63 Gouvernement du Canada, actif et passif, présentation des comptes publics 204
64 Répartition des recettes autonomes, par administration 205
65 Transferts intergouvernementaux 206
66 Répartition des recettes après transferts, par administration 207
67 Répartition des dépenses, par administration, avant et après transferts 208

Balance des paiements

68 Résumé de la balance des paiements du Canada 210
69 Balance des paiements bilatéraux avec les Etats-Unis 211
70 Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays 212
71 Paiements internationaux: balance courante 213
72 Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits 215
73 Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits 216
74 Paiements internationaux: mouvements de capitaux 217
75 Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents 219
76 Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales 221

Réserves internationales et taux de change

77 Position du Canada au Fonds monétaire international 222
78 Réserves internationales officielles du Canada 223
79 Valeur des devises étrangères au Canada 224
80 Indices des cours de change 225
81 Taux du marché monétaire et de l'euro-dollar 226

Obligations du gouvernement

82 Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada, entre le 1er janvier 1982 et le 31 décembre 1982 227
83 Variations de l'encours des obligations négociables et des Obligations d'épargne du Canada 228

Prêts hypothécaires

84 Prêts hypothécaires approuvés 229
85 Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées 230

Flux financiers

86 Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire 231
87 Titres canadiens négociables, offre de titres et répartition des portefeuilles 232
88 Taux d'intérêt choisis: Canada et Etats-Unis 233

Tableau de référence 1
Evolution démographique
1947 – 1982

Année	Population au 1er juin	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement naturel	Taux d'immigration	Taux d'accroissement annuel de la population	Nombre de familles	Formation nette de familles
D	1							
	(Milliers de personnes)	(Par millier de population)			(Pour cent)		(Milliers)	
1947	12,551	28.7	9.4	19.3	5.0	2.1	n.d.	n.d.
1948	12,823	27.3	9.3	17.8	9.8	2.2	n.d.	n.d.
1949	13,447	27.3	9.3	18.0	7.1	4.9	n.d.	n.d.
1950	13,712	27.1	9.1	18.0	5.4	2.0	n.d.	n.d.
1951	14,009	27.2	9.0	18.2	14.0	2.2	3,282	n.d.
1952	14,459	27.9	8.7	19.2	11.5	3.2	3,360	78
1953	14,845	28.1	8.6	19.5	11.5	2.7	3,423	63
1954	15,287	28.5	8.2	20.3	10.2	3.0	3,537	114
1955	15,698	28.2	8.2	20.0	7.1	2.7	3,625	88
1956	16,081	28.0	8.2	19.8	10.4	2.4	3,705	81
1957	16,610	28.2	8.2	20.0	17.0	3.3	3,796	90
1958	17,080	27.5	8.0	19.6	7.4	2.8	3,898	102
1959	17,483	27.4	8.1	19.4	6.2	2.4	3,982	84
1960	17,870	26.8	7.9	19.1	5.9	2.2	4,081	99
1961	18,238	26.1	7.8	18.5	3.5	2.1	4,140	59
1962	18,583	25.3	7.8	17.5	4.1	1.9	4,189	49
1963	18,931	24.6	7.8	16.8	5.0	1.9	4,258	69
1964	19,291	23.5	7.6	15.9	5.9	1.9	4,341	83
1965	19,644	21.3	7.6	13.7	7.5	1.8	4,432	91
1966	20,015	19.5	7.6	11.9	9.8	1.9	4,518	86
1967	20,378	18.3	7.4	10.9	11.0	1.8	4,608	90
1968	20,701	17.7	7.4	10.3	8.9	1.6	4,696	88
1969	21,001	17.7	7.4	10.3	7.7	1.4	4,807	110
1970	21,297	17.5	7.3	10.2	7.0	1.4	4,908	101
1971	21,568	16.8	7.3	9.5	5.7	1.3	5,043	135
1972	21,802	15.9	7.5	8.4	5.6	1.1	5,168	125
1973	22,043	15.6	7.4	8.2	8.4	1.1	5,299	131
1974	22,364	15.5	7.5	8.0	9.8	1.5	5,445	146
1975	22,697	15.8	7.4	8.4	8.3	1.5	5,589	144
1976	22,993	15.6	7.3	8.3	6.5	1.3	5,715	127
1977	23,287	15.6	7.3	8.3	4.9	1.3	5,810	96
1978	23,534	15.2	7.1	8.1	3.7	1.1	5,896	86
1979	23,769	15.4	7.1	8.3	4.7	1.0	5,969	73
1980	24,058	15.4	7.1	8.3	5.9	1.2	6,053	84
1981	24,342	15.2	7.0	8.2	5.3	1.2	n.d.	n.d.
1982	24,603	15.1	7.0	8.2	4.8	1.1	n.d.	n.d.

Sources: Statistique Canada, *Statistique de l'état civil*, annuelle, nº de cat 84-201, mens. nº de cat. 84-001; *Nombre estimatif de familles au Canada*, annuelle, nº de cat. 91-204; ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Tableau de référence 2

Population par province[1]

1955 – 1982

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
D	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25 + 26
						(En milliers)					
1955	406	100	683	547	4,517	5,266	839	878	1,091	1,342	29
1956	415	99	695	555	4,628	5,405	850	881	1,123	1,399	32
1957	424	99	701	562	4,769	5,636	862	880	1,164	1,482	31
1958	432	100	709	571	4,904	5,821	875	891	1,206	1,538	33
1959	441	101	719	582	5,024	5,969	891	907	1,248	1,567	34
1960	448	103	727	589	5,142	6,111	906	915	1,291	1,602	36
1961	458	105	737	598	5,259	6,236	922	925	1,332	1,629	38
1962	468	107	746	605	5,371	6,351	936	930	1,369	1,660	40
1963	476	108	751	609	5,481	6,481	949	933	1,403	1,699	41
1964	483	109	755	611	5,584	6,631	959	942	1,430	1,745	42
1965	488	109	756	615	5,685	6,788	965	950	1,450	1,797	41
1966	493	109	756	617	5,781	6,961	963	955	1,463	1,874	43
1967	499	109	760	620	5,864	7,127	963	957	1,490	1,945	44
1968	506	110	767	625	5,928	7,262	971	960	1,524	2,003	45
1969	514	111	775	628	5,985	7,385	979	958	1,559	2,060	47
1970	517	110	782	627	6,013	7,551	983	941	1,595	2,128	50
1971	522	112	789	635	6,028	7,703	988	926	1,628	2,185	53
1972	530	113	795	640	6,054	7,810	991	914	1,657	2,241	57
1973	537	114	804	647	6,079	7,909	996	905	1,690	2,302	60
1974	541	115	812	654	6,123	8,054	1,008	900	1,722	2,376	60
1975	549	117	820	665	6,179	8,172	1,014	907	1,778	2,433	63
1976	558	118	829	677	6,235	8,265	1,022	921	1,838	2,467	64
1977	560	120	833	684	6,295	8,355	1,028	935	1,911	2,500	65
1978	562	121	838	689	6,312	8,444	1,032	944	1,984	2,542	67
1979	563	122	842	693	6,347	8,504	1,030	952	2,059	2,590	67
1980	565	123	845	696	6,391	8,574	1,026	961	2,143	2,666	68
1981	568	122	847	696	6,438	8,625	1,026	968	2,237	2,744	69
1982	571	123	853	701	6,470	8,700	1,036	981	2,315	2,783	70
						(Variation en pourcentage)					
1955	2.8	−1.0	1.5	1.3	2.9	3.0	1.9	0.6	3.2	3.6	7.4
1956	2.2	−0.7	1.7	1.4	2.5	2.6	1.3	0.3	2.9	4.2	8.6
1957	2.1	−0.3	0.9	1.3	3.0	4.3	1.4	−0.8	3.6	6.0	−1.6
1958	1.9	1.0	1.1	1.6	2.8	3.3	1.5	1.3	3.6	3.8	6.5
1959	2.1	1.0	1.4	1.9	2.4	2.5	1.8	1.8	3.5	1.9	3.0
1960	1.6	2.0	1.1	1.2	2.3	2.4	1.7	0.9	3.4	2.2	5.9
1961	2.2	1.6	1.4	1.5	2.3	2.0	1.7	1.1	3.2	1.7	4.4
1962	2.2	2.3	1.2	1.2	2.1	1.8	1.6	0.5	2.8	1.9	6.5
1963	1.7	0.9	0.7	0.7	2.0	2.0	1.4	0.3	2.5	2.3	2.5
1964	1.5	0.9	0.5	0.3	1.9	2.3	1.1	1.0	1.9	2.7	2.4
1965	1.0	0.0	0.1	0.7	1.8	2.4	0.6	0.8	1.4	3.0	−2.4
1966	1.1	−0.5	0.0	0.3	1.7	2.5	−0.2	0.6	0.9	4.3	5.1
1967	1.1	0.5	0.5	0.5	1.4	2.4	−0.1	0.2	1.8	3.8	2.1
1968	1.4	0.9	0.9	0.8	1.1	1.9	0.8	0.3	2.3	3.0	2.3
1969	1.6	0.9	1.0	0.5	1.0	1.7	0.8	−0.2	2.3	2.8	4.4
1970	0.6	−0.9	0.9	−0.2	0.5	2.2	0.4	−1.8	2.3	3.3	6.4
1971	1.0	1.5	0.9	1.2	0.2	2.0	0.5	−1.6	2.1	2.7	6.4
1972	1.5	0.9	0.7	0.9	0.4	1.4	0.3	−1.3	1.8	2.6	6.8
1973	1.4	1.2	1.2	1.1	0.4	1.3	0.5	−1.0	1.9	2.7	5.5
1974	0.8	1.1	0.9	1.0	0.7	1.8	1.1	−0.5	1.9	3.2	0.3
1975	1.4	1.6	1.0	1.8	0.9	1.5	0.6	0.9	3.2	2.4	4.0
1976	1.6	0.9	1.1	1.8	0.9	1.1	0.8	1.5	3.4	1.4	3.0
1977	0.5	1.4	0.5	1.0	1.0	1.1	0.6	1.4	4.0	1.3	1.1
1978	0.2	1.3	0.5	0.7	0.3	1.1	0.3	1.0	3.8	1.7	2.6
1979	0.2	0.5	0.6	0.5	0.6	0.7	−0.2	1.0	3.8	1.9	0.7
1980	0.4	0.8	0.4	0.5	0.7	0.8	−0.4	0.9	4.1	3.0	0.3
1981	0.4	−0.3	0.3	0.0	0.7	0.6	0.0	0.7	4.4	2.9	2.1
1982	0.6	0.2	0.6	0.6	0.5	0.9	0.9	1.4	3.5	1.4	2.2

Tableau de référence 2 (suite)

Répartition de la population par province[1]
1955 – 1982

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
	(Répartition du total par province en pourcentage)										
1955	2.6	0.6	4.4	3.5	28.8	33.5	5.3	5.6	6.9	8.5	0.2
1956	2.6	0.6	4.3	3.4	28.8	33.6	5.3	5.5	7.0	8.7	0.2
1957	2.6	0.6	4.2	3.4	28.7	33.9	5.2	5.3	7.0	8.9	0.2
1958	2.5	0.6	4.2	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1959	2.5	0.6	4.1	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1960	2.5	0.6	4.1	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.2	9.0	0.2
1961	2.5	0.6	4.0	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.3	8.9	0.2
1962	2.5	0.6	4.0	3.3	28.9	34.2	5.0	5.0	7.4	8.9	0.2
1963	2.5	0.6	4.0	3.2	29.0	34.2	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1964	2.5	0.6	3.9	3.2	28.9	34.4	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1965	2.5	0.6	3.8	3.1	28.9	34.6	4.9	4.8	7.4	9.1	0.2
1966	2.5	0.5	3.8	3.1	28.9	34.8	4.8	4.8	7.3	9.4	0.2
1967	2.4	0.5	3.7	3.0	28.8	35.0	4.7	4.7	7.3	9.5	0.2
1968	2.4	0.5	3.7	3.0	28.6	35.1	4.7	4.6	7.4	9.7	0.2
1969	2.4	0.5	3.7	3.0	28.5	35.2	4.7	4.6	7.4	9.8	0.2
1970	2.4	0.5	3.7	2.9	28.2	35.5	4.6	4.4	7.5	10.0	0.2
1971	2.4	0.5	3.7	2.9	27.9	35.7	4.6	4.3	7.5	10.1	0.2
1972	2.4	0.5	3.6	2.9	27.8	35.8	4.5	4.2	7.6	10.3	0.3
1973	2.4	0.5	3.6	2.9	27.6	35.9	4.5	4.1	7.7	10.4	0.3
1974	2.4	0.5	3.6	2.9	27.4	36.0	4.5	4.0	7.7	10.6	0.3
1975	2.4	0.5	3.6	2.9	27.2	36.0	4.5	4.0	7.8	10.7	0.3
1976	2.4	0.5	3.6	2.9	27.1	35.9	4.4	4.0	8.0	10.7	0.3
1977	2.4	0.5	3.6	2.9	27.0	35.9	4.4	4.0	8.2	10.7	0.3
1978	2.4	0.5	3.6	2.9	26.8	35.9	4.4	4.0	8.4	10.8	0.3
1979	2.4	0.5	3.5	2.9	26.7	35.8	4.3	4.0	8.7	10.9	0.3
1980	2.3	0.5	3.5	2.9	26.6	35.6	4.3	4.0	8.9	11.1	0.3
1981	2.3	0.5	3.5	2.9	26.4	35.4	4.2	4.0	9.2	11.3	0.3
1982	2.3	0.5	3.5	2.8	26.3	35.4	4.2	4.0	9.4	11.3	0.3

[1] Population à compter de juin.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces au 1er juin*, annuelle, nº de cat. 91-201.

Tableau de référence 3

Dépense nationale brute

1947 – 1982

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	40014 40254	40015 40255	40016 40256	40017 40257		40022 40262	40025 40265	40029 40269	40030 40270	40031 40271	40548 40551
					(Millions de dollars)						
1947	9,362	1,343	2,350	304	1,591	455	343	3,661	−3,601	15	13,473
1948	10,370	1,454	3,057	424	1,974	659	97	4,055	−3,630	106	15,509
1949	11,365	1,722	3,439	456	2,188	795	78	4,004	−3,853	45	16,800
1950	12,482	1,928	3,862	521	2,388	953	549	4,158	−4,492	4	18,491
1951	13,857	2,811	4,424	640	2,950	834	871	5,052	−5,580	205	21,640
1952	15,162	3,620	5,096	779	3,371	946	499	5,568	−5,369	12	24,588
1953	16,181	3,824	5,733	782	3,699	1,252	600	5,380	−5,806	−79	25,833
1954	16,934	3,825	5,714	873	3,429	1,412	−202	5,137	−5,543	53	25,918
1955	18,388	4,036	6,422	948	3,689	1,785	285	5,749	−6,390	38	28,528
1956	20,090	4,426	8,000	1,144	5,031	1,825	985	6,350	−7,664	−129	32,058
1957	21,492	4,573	8,689	1,327	5,693	1,669	170	6,379	−7,767	−23	33,513
1958	22,845	4,854	8,535	1,397	5,049	2,089	−296	6,329	−7,321	−169	34,777
1959	24,390	4,976	8,647	1,508	5,006	2,133	414	6,674	−8,028	−227	36,846
1960	25,479	5,281	8,473	1,560	5,119	1,794	409	7,004	−8,092	−195	38,359
1961	25,930	6,206	8,392	1,674	4,929	1,789	116	7,624	−8,480	−142	39,646
1962	27,452	6,608	8,885	1,903	5,128	1,854	667	8,234	−9,045	126	42,927
1963	29,225	6,982	9,556	1,985	5,612	1,959	669	9,068	−9,561	39	45,978
1964	31,389	7,593	11,205	2,023	6,800	2,382	553	10,503	−10,913	−50	50,280
1965	33,947	8,358	13,179	2,440	8,105	2,634	1,244	11,182	−12,341	−205	55,364
1966	36,890	9,748	15,361	2,841	9,915	2,605	1,225	13,045	−14,259	−182	61,828
1967	39,972	11,153	15,628	2,954	9,865	2,809	260	14,663	−15,234	−33	60,409
1968	43,704	12,684	15,754	2,983	9,518	3,253	745	16,719	−17,010	−10	72,586
1969	47,492	14,241	17,232	3,055	10,332	3,845	1,467	18,761	−19,821	443	79,815
1970	50,327	16,630	18,015	3,173	11,342	3,500	105	21,167	−20,214	−345	85,685
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	62,208	20,291	23,051	3,968	13,263	5,820	544	24,580	−25,250	−190	105,234
1973	71,278	23,037	27,848	4,305	16,156	7,387	1,588	30,718	−30,954	45	123,560
1974	83,388	27,816	34,260	5,462	20,022	8,776	3,451	38,992	−41,009	630	147,528
1975	96,995	33,380	40,044	6,323	24,489	9,232	−239	40,452	−45,589	300	165,343
1976	110,886	38,325	44,895	6,318	26,256	12,321	1,563	45,601	−49,973	−266	191,031
1977	122,530	43,374	48,193	6,790	28,597	12,806	374	52,548	−57,262	−889	208,868
1978	135,153	47,811	52,261	7,140	31,598	13,523	494	62,985	−67,970	−244	230,490
1979	150,521	52,301	60,654	7,397	39,113	14,144	−3,711	77,181	−82,807	15	261,576
1980	168,395	58,538	68,905	8,277	46,635	13,993	−1,754	90,944	−93,287	128	291,869
1981	191,025	66,749	80,802	9,524	55,131	16,147	653	99,468	−106,375	−984	331,338
1982	205,952	75,748	76,393	10,620	53,039	12,734	−8,692	100,395	−99,150	−1,721	348,925

Tableau de référence 3 (suite)
Dépense nationale brute
1947 – 1982

Année	Dépenses personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1948	10.8	8.3	30.1	39.5	24.1	44.8	10.8	0.8	15.1
1949	9.6	18.4	12.5	7.5	10.8	20.6	– 1.3	6.1	8.3
1950	9.8	12.0	12.3	14.3	9.1	19.9	3.8	16.6	10.1
1951	11.0	45.8	14.6	22.8	23.5	– 12.5	21.5	24.2	17.0
1952	9.4	28.8	15.2	21.7	14.3	13.4	10.2	– 3.8	13.6
1953	6.7	5.6	12.5	0.4	9.7	32.3	– 3.4	8.1	5.1
1954	4.7	0.0	– 0.3	11.6	– 7.3	12.8	– 4.5	– 4.5	0.3
1955	8.6	5.5	12.4	8.6	7.6	26.4	11.9	15.3	10.1
1956	9.3	9.7	24.6	20.7	36.4	2.2	10.5	19.9	12.4
1957	7.0	3.3	8.6	16.0	13.2	– 8.5	0.5	1.3	4.5
1958	6.3	6.1	– 1.8	5.3	– 11.3	25.2	– 0.8	5.7	3.8
1959	6.8	2.5	1.3	7.9	– 0.9	2.1	5.5	9.7	5.9
1960	4.5	6.1	– 2.0	3.4	2.3	– 15.9	4.9	0.8	4.1
1961	1.8	17.5	– 1.0	7.3	– 3.7	– 0.3	8.9	4.8	3.4
1962	5.9	6.5	5.9	13.7	4.0	3.6	8.0	6.7	8.3
1963	6.5	5.7	7.6	4.3	9.4	5.7	10.1	– 5.7	7.1
1964	7.4	8.8	17.3	1.9	21.2	21.6	15.8	14.1	9.4
1965	8.1	10.1	17.6	20.6	19.2	10.6	6.5	13.1	10.1
1966	8.7	16.6	16.6	16.4	22.3	– 1.1	16.7	15.5	11.7
1967	8.4	14.4	1.7	4.0	– 0.5	7.8	12.4	6.8	7.4
1968	9.3	13.7	0.8	1.0	– 3.5	15.8	14.0	11.7	9.3
1969	8.7	12.3	9.4	2.4	8.6	18.2	12.2	16.5	10.0
1970	6.0	16.8	4.5	3.9	9.8	– 9.0	12.8	2.0	7.4
1971	10.5	10.5	15.5	18.3	7.8	37.6	4.8	8.9	10.2
1972	11.9	10.5	10.8	5.7	8.4	20.8	10.8	14.7	11.4
1973	14.6	13.5	20.8	8.5	21.8	26.9	25.0	22.6	17.4
1974	17.0	20.7	23.0	26.9	23.9	18.8	26.9	32.5	19.4
1975	16.3	20.0	16.9	15.8	22.3	5.2	3.7	11.2	12.1
1976	14.3	14.8	12.1	– 0.1	7.2	33.5	12.7	9.6	15.5
1977	10.5	13.2	7.3	7.5	8.9	3.9	15.2	14.6	9.3
1978	10.3	10.2	8.4	5.2	10.5	5.6	19.9	18.7	10.3
1979	11.4	9.4	16.1	3.6	23.8	4.6	22.5	21.8	13.5
1980	11.9	11.9	13.6	11.9	19.2	– 1.1	17.8	12.7	11.6
1981	13.4	14.0	17.3	15.1	18.2	15.4	9.4	14.0	13.5
1982	7.8	13.5	– 5.5	11.5	– 3.8	– 21.1	0.9	– 6.8	5.3

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, annuelle, nº de cat. 13-531 et trim., nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 4

Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1947 – 1982

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique biens et stocks	Exportations de biens et services	Importations de services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	40562 40594	40568 40600	40569 40601	40570 40602		40576 40608	40581 40613	40586 40618	40588 40620	40540 40622	40561 40593
					(Millions de dollars)						
1947	18,546	4,747	5,316	627	3,604	1,085	672	6,170	−6,411	39	29,498
1948	18,099	4,504	6,103	779	3,982	1,342	109	6,375	−5,781	211	30,231
1949	19,138	4,982	6,553	806	4,195	1,552	215	5,997	−5,939	83	31,388
1950	20,394	5,367	7,042	884	4,385	1,773	789	5,956	−6,469	10	33,762
1951	20,546	7,000	7,068	915	4,807	1,346	1,025	6,513	−7,277	333	35,450
1952	21,984	8,624	7,892	1,090	5,303	1,499	481	7,260	−7,527	20	38,617
1953	23,512	8,890	8,861	1,162	5,732	1,967	752	7,185	−8,151	−124	40,605
1954	24,375	8,549	8,858	1,296	5,325	2,237	−238	6,917	−7,761	86	40,106
1955	26,456	8,736	9,678	1,308	5,594	2,776	410	7,442	−8,799	61	43,891
1956	28,440	8,956	11,446	1,425	7,227	2,794	1,144	8,002	−10,215	−187	47,599
1957	29,504	8,807	12,262	1,751	8,026	2,485	249	8,075	−10,096	−31	48,718
1958	30,562	9,074	12,126	1,942	7,064	3,120	−280	8,047	−9,386	−239	49,844
1959	32,264	8,999	12,191	2,090	6,911	3,190	468	8,360	−10,357	−317	51,737
1960	33,392	9,218	11,790	2,142	7,017	2,631	523	8,717	−10,347	−271	53,231
1961	33,761	10,494	11,748	2,378	6,768	2,602	251	9,374	−10,559	−196	54,741
1962	35,272	10,911	12,278	2,664	6,910	2,704	756	9,744	−10,769	175	58,475
1963	36,992	11,070	12,841	2,682	7,365	2,794	764	10,631	−11,125	54	61,487
1964	39,218	11,637	14,549	2,652	8,633	3,264	655	12,058	−12,595	−64	65,610
1965	41,606	12,253	16,259	3,003	9,843	3,413	1,441	12,606	−14,140	−256	69,981
1966	43,778	13,388	18,015	3,307	11,540	3,168	1,385	14,315	−15,989	−215	74,844
1967	45,863	14,343	17,942	3,403	11,310	3,229	253	15,770	−16,805	−31	77,344
1968	48,138	15,429	17,964	3,430	10,832	3,702	771	17,727	−18,284	−6	81,864
1969	50,353	15,993	18,850	3,350	11,325	4,175	1,518	19,462	−20,727	491	86,225
1970	51,526	17,650	18,904	3,329	11,857	3,718	84	21,223	−20,588	−341	88,390
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	59,841	18,930	21,955	3,772	12,751	5,432	515	23,655	−24,489	−159	100,248
1973	63,879	19,795	24,384	3,751	14,667	5,966	1,346	26,156	−27,824	76	107,812
1974	67,160	20,584	25,694	3,957	15,802	5,935	2,642	25,620	−30,538	516	111,678
1975	70,645	21,399	26,661	4,127	17,031	5,503	−252	23,993	−29,684	243	113,005
1976	75,251	21,689	27,397	3,860	16,973	6,564	988	26,225	−32,166	−135	119,249
1977	77,416	22,392	27,173	3,859	17,162	6,152	82	28,046	−32,844	−503	121,762
1978	79,539	22,797	27,166	3,769	17,355	6,042	244	30,958	−34,393	−120	126,191
1979	81,123	23,011	28,936	3,560	19,503	5,873	1,735	31,868	−36,857	34	129,850
1980	81,984	22,782	30,054	3,591	20,951	5,512	−775	32,447	−36,113	88	130,467
1981	83,535	22,988	31,777	3,670	22,286	5,821	687	32,979	−37,064	−362	134,540
1982	81,485	23,145	27,927	3,748	19,724	4,455	−3,170	32,493	−33,219	−604	128,057

Tableau de référence 4 (suite)

Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1948 – 1982

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1948	−2.4	−5.1	14.8	24.2	10.5	23.7	3.3	−9.8	2.5
1949	5.7	10.6	7.4	3.5	5.3	15.6	−5.9	2.7	3.8
1950	6.6	7.7	7.5	9.7	4.5	14.2	−0.7	8.9	7.6
1951	0.7	30.4	0.4	3.5	9.6	−24.1	9.4	12.5	5.0
1952	7.0	23.2	11.7	19.1	10.3	11.4	11.5	3.4	8.9
1953	7.0	3.1	12.3	6.6	8.1	31.2	−1.0	8.3	5.1
1954	3.7	−3.8	0.0	11.5	−7.1	13.7	−3.7	−4.8	−1.2
1955	8.5	2.2	9.3	0.9	5.1	24.1	7.6	13.4	9.4
1956	7.5	2.5	18.3	8.9	29.2	0.6	7.5	16.1	8.4
1957	3.7	−1.7	7.1	22.9	11.1	−11.1	0.9	−1.2	2.4
1958	3.6	3.0	−1.1	10.9	−12.0	25.6	−0.3	−7.0	2.3
1959	5.6	−0.8	0.5	7.6	−2.2	2.2	3.9	10.3	3.8
1960	3.5	2.4	−3.3	2.5	1.5	−17.5	4.3	−0.1	2.9
1961	1.1	13.8	−0.4	11.0	−3.5	−1.1	7.5	2.0	2.8
1962	4.5	4.0	4.5	12.0	2.1	3.9	3.9	2.0	6.8
1963	4.9	1.5	4.6	0.7	6.6	3.3	9.1	3.3	5.2
1964	6.0	5.1	13.3	−1.1	17.2	16.8	13.4	13.2	6.7
1965	6.1	5.3	11.8	13.2	14.0	4.6	4.5	12.3	6.7
1966	5.2	9.3	10.8	10.1	17.2	−7.2	13.6	13.1	6.9
1967	4.8	7.1	−0.4	2.9	−2.0	1.9	10.2	5.1	3.3
1968	5.0	7.6	0.1	0.8	−4.2	14.6	12.4	8.8	5.8
1969	4.6	3.7	4.9	−2.3	4.6	12.8	9.8	13.4	5.3
1970	2.3	10.4	0.3	−0.6	4.7	−10.9	9.0	−0.7	2.5
1971	7.9	4.1	10.0	12.8	3.1	29.5	4.5	6.9	6.9
1972	7.6	3.1	5.6	0.5	4.3	12.8	6.6	11.2	6.1
1973	6.7	4.6	11.1	−0.6	15.0	9.8	10.6	13.6	7.5
1974	5.1	4.0	5.4	5.5	7.7	−0.5	−2.0	9.8	3.6
1975	5.2	4.0	3.8	4.3	7.8	−7.3	−6.4	−2.8	1.2
1976	6.5	1.4	2.8	−6.5	−0.3	19.3	9.3	8.4	5.5
1977	2.9	3.2	−0.8	0.0	1.1	−6.3	6.9	2.1	2.1
1978	2.7	1.8	0.0	−2.3	1.1	−1.8	10.4	4.7	3.6
1979	2.0	0.9	6.5	−5.5	12.4	−2.8	2.9	7.2	2.9
1980	1.1	−1.0	3.9	0.9	7.4	−6.1	1.8	−2.0	0.5
1981	1.9	0.9	5.7	2.2	6.4	5.6	1.6	2.6	3.1
1982	−2.5	0.7	−12.1	2.1	−11.5	−23.5	−1.5	−10.4	−4.8

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 5

Evolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute par élément)
1947 – 1982

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Errreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marche
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	69.5	10.0	17.4	2.3	11.8	3.4	2.5	27.2	−26.7	0.1	100.0
1948	66.9	9.4	19.7	2.7	12.7	4.2	0.6	26.1	−23.4	0.7	100.0
1949	67.6	10.2	20.5	2.7	13.0	4.7	0.5	23.8	−22.9	0.3	100.0
1950	67.5	10.4	20.9	2.8	12.9	5.2	3.0	22.5	−24.3	0.0	100.0
1951	64.0	13.0	20.4	3.0	13.6	3.9	4.0	23.3	−25.8	0.9	100.0
1952	61.7	14.7	20.7	3.2	13.7	3.8	2.0	22.6	−21.8	0.0	100.0
1953	62.6	14.8	22.2	3.0	14.3	4.8	2.3	20.8	−22.5	−0.3	100.0
1954	65.3	14.8	22.0	3.4	13.2	5.4	−0.8	19.8	−21.4	0.2	100.0
1955	64.5	14.1	22.5	3.3	12.9	6.3	1.0	20.2	−22.4	0.1	100.0
1956	62.7	13.8	25.0	3.6	15.7	5.7	3.1	19.8	−23.9	−0.4	100.0
1957	64.1	13.6	25.9	4.0	17.0	5.0	0.5	19.0	−23.2	−0.1	100.0
1958	65.7	14.0	24.5	4.0	14.5	6.0	−0.9	18.2	−21.1	−0.5	100.0
1959	66.2	13.5	23.5	4.1	13.6	5.8	1.1	18.1	−21.8	−0.6	100.0
1960	66.4	13.8	22.1	4.1	13.3	4.7	1.1	18.3	−21.1	−0.5	100.0
1961	65.4	15.7	21.2	4.2	12.4	4.5	0.3	19.2	−21.4	−0.4	100.0
1962	64.0	15.4	20.7	4.4	11.9	4.3	1.6	19.2	−21.1	0.3	100.0
1963	63.6	15.2	20.8	4.3	12.2	4.3	1.5	19.7	−20.8	0.1	100.0
1964	62.4	15.1	22.3	4.0	13.5	4.7	1.1	20.9	−21.7	−0.1	100.0
1965	61.3	15.1	23.8	4.4	14.6	4.8	2.2	20.2	−22.3	−0.4	100.0
1966	59.7	15.8	24.8	4.6	16.0	4.2	2.0	21.1	−23.1	−0.3	100.0
1967	60.2	16.8	23.5	4.4	14.9	4.2	0.4	22.1	−22.9	0.0	100.0
1968	60.2	17.5	21.7	4.1	13.1	4.5	1.0	23.0	−23.4	0.0	100.0
1969	59.5	17.8	21.6	3.8	12.9	4.8	1.8	23.5	−24.8	0.6	100.0
1970	58.7	19.4	21.0	3.7	13.2	4.1	0.1	24.7	−23.6	−0.4	100.0
1971	58.9	19.4	22.0	4.0	12.9	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.1	19.3	21.9	3.8	12.6	5.5	0.5	23.4	−24.0	−0.2	100.0
1973	57.7	18.6	22.5	3.5	13.1	6.0	1.3	24.9	−25.1	0.0	100.0
1974	56.5	18.9	23.2	3.7	13.6	5.9	2.3	26.4	−27.8	0.4	100.0
1975	58.7	20.2	24.2	3.8	14.8	5.6	−0.1	24.5	−27.6	0.2	100.0
1976	58.0	20.1	23.5	3.3	13.7	6.4	0.8	23.9	−26.2	−0.1	100.0
1977	58.6	20.8	23.1	3.3	13.7	6.1	0.2	25.2	−27.4	−0.4	100.0
1978	58.7	20.7	22.7	3.1	13.7	5.9	0.2	27.3	−29.5	−0.1	100.0
1979	57.5	20.0	23.2	2.8	14.9	5.4	1.4	29.5	−31.7	0.0	100.0
1980	57.7	20.1	23.6	2.8	16.0	4.8	−0.6	31.2	−32.0	0.0	100.0
1981	57.6	20.1	24.4	2.9	16.6	4.9	0.2	30.0	−32.1	−0.3	100.0
1982	59.0	21.7	21.9	3.0	15.2	3.7	−2.5	28.8	−28.4	−0.5	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 6

Evolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la dépense nationale brute en dollars 1971 par élément)
1947 – 1982

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	62.9	16.1	18.0	2.1	12.2	3.7	2.3	20.9	−21.7	0.1	100.0
1948	59.9	14.9	20.2	2.6	13.2	4.4	0.4	21.1	−19.1	0.7	100.0
1949	61.0	15.9	20.9	2.6	13.4	4.9	0.7	19.1	−18.9	0.3	100.0
1950	60.4	15.9	20.9	2.6	13.0	5.3	2.3	17.6	−19.2	0.0	100.0
1951	58.0	19.7	19.9	2.6	13.6	3.8	2.9	18.4	−20.5	0.9	100.0
1952	56.9	22.3	20.4	2.8	13.7	3.9	1.2	18.8	−19.5	0.1	100.0
1953	57.9	21.9	21.8	2.9	14.1	4.8	1.9	17.7	−20.1	−0.3	100.0
1954	60.8	21.3	22.1	3.2	13.3	5.6	−0.6	17.2	−19.4	0.2	100.0
1955	60.3	19.9	22.1	3.0	12.7	6.3	0.9	17.0	−20.0	0.1	100.0
1956	59.7	18.8	24.0	3.0	15.2	5.9	2.4	16.8	−21.5	−0.4	100.0
1957	60.6	18.1	25.2	3.6	16.5	5.1	0.5	16.6	−20.7	−0.1	100.0
1958	61.3	18.2	24.3	3.9	14.2	6.3	−0.6	16.1	−18.8	−0.5	100.0
1959	62.4	17.4	23.6	4.0	13.4	6.2	0.9	16.2	−20.0	−0.6	100.0
1960	62.7	17.3	22.1	4.0	13.2	4.9	1.0	16.4	−19.4	−0.5	100.0
1961	61.7	19.2	21.5	4.3	12.4	4.8	0.5	17.1	−19.3	−0.4	100.0
1962	60.3	18.7	21.0	4.6	11.8	4.6	1.3	16.7	−18.4	0.3	100.0
1963	60.2	18.0	20.9	4.4	12.0	4.5	1.2	17.3	−18.1	0.1	100.0
1964	59.8	17.7	22.2	4.0	13.2	5.0	1.0	18.4	−19.2	−0.1	100.0
1965	59.5	17.5	23.2	4.3	14.1	4.9	2.1	18.0	−20.2	−0.4	100.0
1966	58.5	17.9	24.1	4.4	15.4	4.2	1.9	19.1	−21.4	−0.3	100.0
1967	59.3	18.5	23.2	4.4	14.6	4.2	0.3	20.4	−21.7	0.0	100.0
1968	58.8	18.8	21.9	4.2	13.2	4.5	0.9	21.7	−22.3	0.0	100.0
1969	58.4	18.5	21.9	3.9	13.1	4.8	1.8	22.6	−24.0	0.6	100.0
1970	58.3	20.0	21.4	3.8	13.4	4.2	0.1	24.0	−23.3	−0.4	100.0
1971	58.9	19.4	22.0	4.0	12.9	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.7	18.9	21.9	3.8	12.7	5.4	0.5	23.6	−24.4	−0.2	100.0
1973	59.3	18.4	22.6	3.5	13.6	5.5	1.2	24.3	−25.8	0.1	100.0
1974	60.1	18.4	23.0	3.5	14.1	5.3	2.4	22.9	−27.3	0.5	100.0
1975	62.5	18.9	23.6	3.6	15.1	4.9	−0.2	21.2	−26.3	0.2	100.0
1976	63.1	18.2	23.0	3.2	14.2	5.5	0.8	22.0	−27.0	−0.1	100.0
1977	63.6	18.4	22.3	3.2	14.1	5.1	0.1	23.0	−27.0	−0.4	100.0
1978	63.0	18.1	21.5	3.0	13.8	4.8	0.2	24.5	−27.3	−0.1	100.0
1979	62.5	17.7	22.3	2.7	15.0	4.5	1.3	24.5	−28.4	0.0	100.0
1980	62.8	17.5	23.0	2.8	16.1	4.2	−0.6	24.9	−27.7	0.1	100.0
1981	62.1	17.1	23.6	2.7	16.6	4.3	0.5	24.5	−27.6	−0.3	100.0
1982	63.6	18.1	21.8	2.9	15.4	3.5	−2.5	25.4	−25.9	−0.5	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 7

Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720 31236	31742 31237	31764 31238	31786 31239	31808 31240	31830 31241	31852 31242	31874 31243	31896 31244	44014 31245	31940 31246 + 31247	31698 31248
						(En dollars)						
1962	1,140	1,158	1,503	1,373	2,132	2,804	2,159	2,201	2,507	2,588	2,085	2,354
1963	1,221	1,192	1,565	1,441	2,204	2,933	2,227	2,591	2,637	2,718	2,198	2,472
1964	1,349	1,302	1,669	1,612	2,398	3,148	2,386	2,456	2,774	2,921	2,250	2,647
1965	1,450	1,415	1,789	1,750	2,584	3,372	2,547	2,652	3,029	3,189	3,080	2,856
1966	1,632	1,517	1,973	1,920	2,818	3,677	2,730	3,121	3,424	3,422	3,316	3,133
1967	1,712	1,614	2,142	2,029	3,005	3,911	2,964	2,861	3,612	3,603	3,486	3,315
1968	1,916	1,814	2,346	2,214	3,172	4,225	3,248	3,031	3,919	3,838	3,993	3,562
1969	2,082	1,944	2,651	2,404	3,431	4,596	3,509	3,265	4,230	4,234	4,291	3,876
1970	2,311	2,178	2,828	2,603	3,647	4,802	3,710	3,215	4,493	4,284	4,540	4,069
1971	2,479	2,307	2,995	2,810	3,918	5,171	3,996	3,788	4,884	4,709	4,306	4,408
1972	2,529	2,551	3,395	3,209	4,337	5,731	4,408	3,997	5,441	5,264	4,904	4,886
1973	2,952	3,216	3,887	3,726	4,936	6,518	5,226	5,222	6,693	6,376	6,312	5,686
1974	3,498	3,318	4,382	4,334	5,790	7,495	6,124	6,964	9,140	7,264	8,205	6,725
1975	3,888	3,887	4,865	4,860	6,435	8,104	6,871	7,812	10,571	7,831	7,660	7,410
1976	4,542	4,422	5,590	5,402	7,417	9,201	7,759	8,591	11,623	9,184	7,539	8,436
1977	5,044	4,664	6,047	5,763	7,954	9,929	8,146	8,938	12,932	10,105	9,486	9,132
1978	5,358	5,366	6,744	6,452	8,811	10,727	8,945	10,080	14,641	11,091	10,762	10,048
1979	6,414	5,967	7,443	7,603	9,820	11,999	10,016	11,488	17,151	12,718	13,220	11,373
1980	6,414	6,345	7,545	7,380	10,740	13,032	10,793	13,444	19,305	13,829	14,197	12,427
1981	7,354	7,138	8,673	8,928	12,165	15,069	12,462	15,400	20,657	15,480	15,855	14,148
						(Variation en pourcentage)						
1963	7.1	2.9	4.1	5.0	3.4	4.6	3.1	17.7	5.2	5.0	5.4	5.0
1964	10.5	9.2	6.7	11.9	8.8	7.3	7.1	– 5.2	5.2	7.4	2.4	7.1
1965	7.5	8.7	7.2	8.5	7.7	7.1	6.8	8.0	9.2	9.2	36.9	7.9
1966	12.5	7.3	10.3	9.7	9.1	9.0	7.2	17.7	13.1	7.3	7.7	9.7
1967	4.9	6.3	8.5	5.7	6.6	6.4	8.6	– 8.3	5.5	5.3	5.1	5.8
1968	11.9	12.4	9.5	9.1	5.5	8.0	9.6	5.9	8.5	6.5	14.5	7.5
1969	8.7	7.2	13.0	8.6	8.2	8.8	8.0	7.7	7.9	10.3	7.5	8.8
1970	11.0	12.0	6.7	8.3	6.3	4.5	5.7	– 1.5	6.2	1.2	5.8	5.0
1971	7.3	5.9	5.9	8.0	7.4	7.7	7.7	17.8	8.7	9.9	– 5.2	8.3
1972	2.0	10.6	13.4	14.2	10.7	10.8	10.3	5.5	11.4	11.8	13.9	10.8
1973	16.7	26.0	14.5	16.1	13.8	13.7	18.6	30.6	23.0	21.1	28.7	16.4
1974	18.5	3.2	12.7	16.3	17.3	15.0	17.2	33.4	36.6	13.9	30.0	18.3
1975	11.1	17.1	11.0	12.1	11.1	8.1	12.2	12.2	15.7	7.8	– 6.6	10.2
1976	16.9	14.0	15.1	11.4	16.1	14.5	12.9	9.9	10.1	17.7	– 1.6	14.5
1977	11.7	5.5	8.4	7.2	7.1	8.0	5.1	4.3	10.4	9.8	24.1	8.2
1978	7.1	15.5	10.3	13.2	11.0	7.9	10.0	13.4	12.5	9.5	12.2	10.0
1979	20.2	11.9	10.4	20.4	10.2	11.6	11.8	13.9	16.9	13.9	20.6	12.7
1980	0.1	6.3	3.9	– 5.4	10.3	9.6	9.1	17.7	14.0	8.7	15.0	10.2
1981	12.4	11.1	13.2	19.4	12.6	13.9	13.9	13.6	7.2	12.7	8.9	12.8

Tableau de référence 7 (suite)

Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Dépense personnelle par habitant, par province, en pourcentage de celle au niveau national)											
1962	48.4	49.2	63.8	58.3	90.5	119.1	91.7	93.5	106.5	109.9	88.6	100.0
1963	49.4	48.2	63.3	58.3	89.2	118.7	90.1	104.8	106.7	110.0	88.9	100.0
1964	50.9	49.2	63.1	60.9	90.6	118.9	90.1	92.8	104.8	110.3	85.0	100.0
1965	50.8	49.5	62.7	61.3	90.5	118.1	89.2	92.9	106.1	111.7	107.9	100.0
1966	52.1	48.4	63.0	61.3	90.0	117.4	87.1	99.6	109.3	109.2	105.6	100.0
1967	51.7	48.7	64.6	61.2	90.7	118.0	89.4	86.3	109.0	108.7	105.2	100.0
1968	53.8	50.9	65.8	62.2	89.0	118.6	91.2	85.1	110.0	107.7	112.1	100.0
1969	53.7	50.2	68.4	62.0	88.5	118.6	90.5	84.2	109.1	109.2	110.7	100.0
1970	56.8	53.5	69.5	64.0	89.6	118.0	91.2	79.0	110.4	105.3	111.6	100.0
1971	56.2	52.3	68.0	63.8	88.9	117.3	90.7	85.9	110.8	106.8	97.7	100.0
1972	51.8	52.2	69.5	65.7	88.8	117.3	90.2	81.8	111.4	107.7	100.4	100.0
1973	51.9	56.6	68.4	65.5	86.8	114.6	91.9	91.8	117.7	112.1	111.0	100.0
1974	52.0	49.3	65.2	64.4	86.1	111.4	91.1	103.5	135.9	108.0	122.0	100.0
1975	52.5	52.5	65.7	65.6	86.8	109.4	92.7	105.4	142.7	105.7	103.4	100.0
1976	53.6	52.2	66.0	63.8	88.1	109.4	91.4	101.2	137.1	108.6	88.8	100.0
1977	55.3	50.9	66.1	63.2	87.2	109.2	88.8	97.5	140.0	110.2	101.9	100.0
1978	53.8	53.4	66.3	65.0	88.0	107.1	88.8	100.6	143.2	109.7	103.9	100.0
1979	57.4	53.1	64.9	69.4	86.1	106.0	88.1	101.2	148.5	110.9	111.2	100.0
1980	52.1	51.2	61.1	59.6	86.1	105.5	87.2	108.0	153.6	109.5	116.1	100.0
1981	52.0	50.5	61.3	63.1	86.0	106.5	88.1	108.9	146.0	109.4	112.1	100.0

Remarque: On obtient la dépense brute par habitant en divisant la dépense personnelle par la population en juin. Les pourcentages sont calculés à partir de données non arrondies.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces*, au 1er juin; *Comptes économiques provinciaux*, annuelle, nº de cat. 13-213.

Tableau de référence 8
Dépense provinciale brute
1962 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720	31742	31764	31786	31808	31830	31852	31874	31896	44014	31940	31698
						(Millions de dollars)						
1962	533	124	1,121	830	11,449	17,811	2,021	2,047	3,432	4,296	83	43,749
1963	581	129	1,175	878	12,081	19,009	2,113	2,417	3,700	4,618	90	46,791
1964	651	142	1,260	985	13,392	20,876	2,288	2,313	3,964	5,096	94	51,062
1965	708	154	1,352	1,076	14,691	22,888	2,458	2,520	4,391	5,730	126	56,095
1966	805	165	1,492	1,184	16,292	25,594	2,629	2,981	5,009	6,413	143	62,706
1967	854	176	1,628	1,258	17,621	27,873	2,854	2,738	5,382	7,008	153	67,547
1968	969	200	1,799	1,384	18,802	30,683	3,154	2,910	5,973	7,688	180	73,740
1969	1,070	216	2,055	1,510	20,534	33,944	3,435	3,128	6,594	8,722	202	81,410
1970	1,195	240	2,211	1,632	21,931	36,258	3,647	3,025	7,166	9,116	227	86,648
1971	1,294	256	2,363	1,784	23,620	39,829	3,948	3,507	7,951	10,289	228	95,071
1972	1,341	288	2,699	2,054	26,258	44,762	4,369	3,654	9,016	11,796	280	106,517
1973	1,585	367	3,125	2,410	30,006	51,548	5,205	4,726	11,311	14,677	379	125,339
1974	1,892	382	3,558	2,835	35,451	60,363	6,167	6,268	15,739	17,260	492	150,407
1975	2,134	455	3,989	3,232	39,762	66,230	6,967	7,086	18,796	19,054	483	168,186
1976	2,537	523	4,640	3,664	46,598	76,696	7,929	7,909	21,384	22,739	482	195,101
1977	2,848	561	5,056	3,967	50,405	83,735	8,383	8,372	24,556	25,303	608	213,793
1978	3,055	653	5,610	4,523	56,092	91,309	9,257	9,577	28,691	28,170	703	237,640
1979	3,680	737	6,322	5,497	62,182	102,641	10,329	10,963	34,795	32,700	848	270,574
1980	3,696	790	6,476	5,204	69,047	113,446	11,227	13,024	41,280	36,604	990	301,784
1981	4,177	878	7,355	6,214	78,316	129,970	12,786	14,907	46,209	42,477	1,094	344,383
						(Variation en pourcentage)						
1963	8.9	3.9	4.8	5.7	5.5	6.7	4.6	18.1	7.8	7.5	8.0	7.0
1964	12.1	10.3	7.3	12.3	10.8	9.8	8.2	−4.3	7.2	10.3	4.9	9.1
1965	8.6	8.7	7.3	9.3	9.7	9.6	7.4	8.9	10.8	12.4	33.7	9.9
1966	13.7	7.3	10.3	10.1	10.9	11.8	6.9	18.3	14.1	11.9	12.9	11.8
1967	6.2	6.3	9.1	6.2	8.2	8.9	8.6	−8.1	7.5	9.3	7.6	7.7
1968	13.5	13.4	10.5	10.0	6.7	10.1	10.5	6.3	11.0	9.7	17.1	9.2
1969	10.4	8.2	14.2	9.1	9.2	10.6	8.9	7.5	10.4	13.5	12.2	10.4
1970	11.7	11.0	7.6	8.1	6.8	6.8	6.2	−3.3	8.7	4.5	12.5	6.4
1971	8.3	6.9	6.9	9.4	7.7	9.8	8.3	15.9	11.0	12.9	.5	9.7
1972	3.6	12.6	14.2	15.1	11.2	12.4	10.7	4.2	13.4	14.6	22.5	12.0
1973	18.2	27.2	15.8	17.4	14.3	15.2	19.1	29.3	25.5	24.4	35.5	17.7
1974	19.4	4.1	13.9	17.6	18.1	17.1	18.5	32.6	39.1	17.6	30.0	20.0
1975	12.8	19.2	12.1	14.0	12.2	9.7	13.0	13.1	19.4	10.4	−2.0	11.8
1976	18.8	15.0	16.3	13.4	17.2	15.8	13.8	11.6	13.8	19.3	0.0	16.0
1977	12.3	7.2	9.0	8.3	8.2	9.2	5.7	5.9	14.8	11.3	26.0	9.6
1978	7.3	16.5	11.0	14.0	11.3	9.0	10.4	14.4	16.8	11.3	15.6	11.2
1979	20.5	12.9	10.9	21.1	10.9	12.4	11.6	14.5	21.3	16.1	20.6	13.9
1980	0.4	7.2	4.1	−5.0	11.0	10.5	8.7	18.8	18.6	11.9	16.7	11.5
1981	13.0	11.1	13.6	19.4	13.4	14.6	13.9	14.5	11.9	16.0	10.5	14.1

Tableau de référence 8 (suite)
Dépense provinciale brute
1962 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)											
1962	1.2	0.3	2.6	1.9	26.2	40.7	4.6	4.7	7.8	9.8	0.2	100.0
1963	1.2	0.3	2.5	1.9	25.8	40.6	4.5	5.2	7.9	9.9	0.2	100.0
1964	1.3	0.3	2.5	1.9	26.2	40.9	4.5	4.5	7.8	10.0	0.2	100.0
1965	1.3	0.3	2.4	1.9	26.2	40.8	4.4	4.5	7.8	10.2	0.2	100.0
1966	1.3	0.3	2.4	1.9	26.0	40.8	4.2	4.8	8.0	10.2	0.2	100.0
1967	1.3	0.3	2.4	1.9	26.1	41.3	4.2	4.1	8.0	10.4	0.2	100.0
1968	1.3	0.3	2.4	1.9	25.5	41.6	4.3	3.9	8.1	10.4	0.2	100.0
1969	1.3	0.3	2.5	1.9	25.2	41.7	4.2	3.8	8.1	10.7	0.2	100.0
1970	1.4	0.3	2.6	1.9	25.3	41.8	4.2	3.5	8.3	10.5	0.3	100.0
1971	1.4	0.3	2.5	1.9	24.8	41.9	4.2	3.7	8.4	10.8	0.2	100.0
1972	1.3	0.3	2.5	1.9	24.7	42.0	4.1	3.4	8.5	11.1	0.3	100.0
1973	1.3	0.3	2.5	1.9	23.9	41.1	4.2	3.8	9.0	11.7	0.3	100.0
1974	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	40.1	4.1	4.2	10.5	11.5	0.3	100.0
1975	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	39.4	4.1	4.2	11.2	11.3	0.3	100.0
1976	1.3	0.3	2.4	1.9	23.9	39.3	4.1	4.1	11.0	11.7	0.2	100.0
1977	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	39.2	3.9	3.9	11.5	11.8	0.3	100.0
1978	1.3	0.3	2.4	1.9	23.6	38.4	3.9	4.0	12.1	11.9	0.3	100.0
1979	1.4	0.3	2.3	2.0	23.0	37.9	3.8	4.1	12.9	12.1	0.3	100.0
1980	1.2	0.3	2.1	1.7	22.9	37.6	3.7	4.3	13.7	12.1	0.3	100.0
1981	1.2	0.3	2.1	1.8	22.7	37.7	3.7	4.3	13.4	12.3	0.3	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux.*

Tableau de référence 9

Revenu national et produit national brut
1950 – 1982

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
D		40002 40242	40003 40243	40004 40244	40005 40245	40006 40246	40007 40247	40008 40248	40009 40249	40010 40250	40011 40251	40548 40551
						(Millions de dollars)						
1950	9,152	2,608	−412	396	1,301	1,882	−374	14,553	2,065	1,876	−3	18,491
1951	10,770	3,144	−379	463	1,868	1,976	−643	17,199	2,548	2,098	−205	21,640
1952	12,073	3,071	−346	523	1,878	2,155	114	19,468	2,799	2,333	−12	24,588
1953	13,062	2,985	−328	583	1,462	2,359	2	20,125	2,994	2,634	80	25,833
1954	13,451	2,755	−339	628	918	2,498	87	19,998	3,042	2,930	−52	25,918
1955	14,369	3,485	−396	764	1,120	2,748	−182	21,908	3,321	3,337	−38	28,528
1956	16,171	3,928	−450	869	1,283	2,827	−245	24,383	3,731	3,814	130	32,058
1957	17,519	3,554	−505	977	908	2,962	−59	25,356	3,975	4,159	23	33,513
1958	17,982	3,669	−486	1,063	1,116	3,133	−41	26,436	4,036	4,135	170	34,777
1959	19,149	3,966	−527	1,062	1,008	3,207	−108	27,757	4,401	4,461	227	36,846
1960	20,141	3,870	−495	1,129	1,026	3,192	−26	28,837	4,587	4,739	196	38,359
1961	21,009	4,066	−622	1,284	826	3,261	−41	29,783	4,838	4,833	142	39,646
1962	22,468	4,450	−621	1,416	1,377	3,380	−100	32,370	5,446	5,236	−125	42,927
1963	23,932	4,932	−652	1,563	1,562	3,576	−213	34,700	5,714	5,603	−39	45,978
1964	26,034	5,841	−787	1,724	1,307	3,705	−144	37,680	6,441	6,108	51	50,280
1965	28,878	6,318	−828	1,891	1,389	3,893	−322	41,219	7,284	6,655	206	55,364
1966	32,629	6,714	−850	2,070	1,950	4,116	−335	46,294	8,030	7,322	182	61,828
1967	36,160	6,823	−874	2,362	1,239	4,355	−327	49,738	8,852	7,786	33	66,409
1968	39,318	7,742	−835	2,623	1,321	4,778	−341	54,606	9,662	8,308	10	72,586
1969	43,949	8,294	−854	3,082	1,435	5,187	−576	60,517	10,722	9,019	−443	79,815
1970	47,620	7,699	−952	3,428	1,211	5,424	−195	64,235	11,299	9,806	345	85,685
1971	52,436	8,681	−1,079	3,906	1,576	5,928	−665	70,783	12,276	10,500	891	94,450
1972	58,549	10,799	−1,031	4,577	1,662	6,170	−1,032	79,694	13,876	11,474	190	105,234
1973	67,849	15,417	−1,277	5,359	3,009	6,656	−2,362	94,651	15,598	13,355	−44	123,560
1974	81,289	20,062	−1,645	7,632	3,859	6,901	−4,244	113,854	18,257	16,046	−629	147,528
1975	94,625	19,663	−1,835	8,661	3,944	7,669	−2,938	129,789	17,584	18,270	−300	165,343
1976	109,375	19,985	−1,719	11,175	3,317	8,438	−2,064	148,507	21,520	20,738	266	191,031
1977	120,523	20,928	−2,094	13,147	2,831	9,113	−3,419	161,029	23,907	23,043	889	208,868
1978	131,380	25,668	−2,843	15,923	3,616	9,853	−4,653	178,944	25,563	25,739	244	230,490
1979	146,761	33,941	−3,064	19,101	3,909	10,685	−7,114	204,219	27,815	29,557	−15	261,576
1980	165,455	36,456	−3,117	22,164	4,005	11,669	−7,096	229,536	29,012	33,448	−127	291,869
1981	188,497	32,638	−3,740	26,951	4,473	13,290	−7,002	255,107	37,627	37,620	984	331,338
1982	201,736	21,777	−3,356	29,704	4,646	14,031	−3,784	264,754	40,588	41,862	1,721	348,925

Tableau de référence 9 (suite)

Revenu national et produit national brut
1950 – 1982

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Produit national brut aux prix du marché
					(Variation en pourcentage)					
1950	8.0	29.8	26.4	36.1	7.4	6.1	9.2	10.0	14.1	10.1
1951	17.7	20.6	−8.0	16.9	43.6	5.0	18.2	23.4	11.8	17.0
1952	12.1	−2.3	−8.7	13.0	0.5	9.1	13.2	9.9	11.2	13.6
1953	8.2	−2.8	−5.2	11.5	−22.2	9.5	3.4	7.0	12.9	5.1
1954	3.0	−7.7	3.4	7.7	−37.2	5.9	−0.6	1.6	11.2	0.3
1955	6.8	26.5	16.8	21.7	22.0	10.0	9.6	9.2	13.9	10.1
1956	12.5	12.7	13.6	13.7	14.6	2.9	11.3	12.3	14.3	12.4
1957	8.3	−9.5	12.2	12.4	−29.2	4.8	4.0	6.5	9.0	4.5
1958	2.6	3.2	−3.8	8.8	22.9	5.8	4.3	1.5	−0.6	3.8
1959	6.5	8.1	8.4	−0.1	−9.7	2.4	5.0	9.0	7.9	5.9
1960	5.2	−2.4	−6.1	6.3	1.8	−0.5	3.9	4.2	6.2	4.1
1961	4.3	5.1	25.7	13.7	−19.5	2.2	3.3	5.5	3.0	3.4
1962	6.9	9.4	−0.2	10.3	66.7	3.6	8.7	12.6	7.2	8.3
1963	6.5	10.8	5.0	10.4	13.4	5.8	7.2	4.9	7.0	7.1
1964	8.8	18.4	20.7	10.3	−16.3	3.6	8.6	12.7	9.0	9.4
1965	10.9	8.2	5.2	9.7	6.3	5.1	9.4	13.1	9.0	10.1
1966	13.0	6.3	2.7	9.5	40.4	5.7	12.3	10.2	10.0	11.7
1967	10.8	1.6	2.8	14.1	−36.5	5.8	7.4	10.2	6.3	7.4
1968	8.7	13.5	−4.5	11.0	6.6	9.7	9.8	9.2	6.7	9.3
1969	11.8	7.1	2.3	17.5	8.6	8.6	10.8	11.0	8.6	10.0
1970	8.4	−7.2	11.5	11.2	−15.6	4.6	6.1	5.4	8.7	7.4
1971	10.1	12.8	13.3	13.9	30.1	9.3	10.2	8.6	7.1	10.2
1972	11.7	24.4	−4.4	17.2	5.5	4.1	12.6	13.0	9.3	11.4
1973	15.9	42.8	23.9	17.1	81.0	7.9	18.8	12.4	16.4	17.4
1974	19.8	30.1	28.8	42.4	28.2	3.7	20.3	17.0	20.1	19.4
1975	16.4	−2.0	11.6	13.5	2.2	11.1	14.0	−3.7	13.9	12.1
1976	15.6	1.6	−6.3	29.0	−15.9	10.0	14.4	22.4	13.5	15.5
1977	10.2	4.7	21.8	17.6	−14.7	8.0	8.4	11.1	11.1	9.3
1978	9.0	22.6	35.8	21.1	27.7	8.1	11.1	6.9	11.7	10.4
1979	11.7	32.2	7.8	20.0	8.1	8.4	14.1	8.8	14.8	13.5
1980	12.7	7.4	1.7	16.0	2.5	9.2	12.4	4.3	13.2	11.6
1981	13.9	−10.5	20.0	21.6	11.7	13.9	11.1	29.7	12.5	13.5
1982	7.0	−33.3	−10.3	10.2	3.9	5.6	3.8	7.9	11.3	5.3

[1] Comprend solde et allocations des militaires. Non corrigé: D 40000 + 40001; désaisonnalisé: D 40240 + 40241.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 10

Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs 1953 – 1982

Année	PNB aux prix du marché	Erreur statistique	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
D	40551	40431	40432	40433	40434	40435
			(Millions de dollars)			
1953	25,833	−80	−2,994	−194	495	23,060
1954	25,918	52	−3,042	−181	520	23,267
1955	28,528	38	−3,321	−201	586	25,630
1956	32,058	−130	−3,731	−196	657	28,658
1957	33,513	−23	−3,975	−208	771	30,078
1958	34,777	−170	−4,036	−238	763	31,096
1959	36,846	−227	−4,401	−251	860	32,827
1960	38,359	−196	−4,587	−254	870	34,192
1961	39,646	−142	−4,838	−300	1,022	35,388
1962	42,927	125	−5,446	−297	1,068	38,377
1963	45,978	39	−5,714	−314	1,161	41,150
1964	50,280	−51	−6,441	−443	1,351	44,696
1965	55,364	−206	−7,284	−465	1,485	48,894
1966	61,828	−182	−8,030	−486	1,634	54,764
1967	66,409	−33	−8,852	−464	1,733	58,793
1968	72,586	−10	−9,662	−590	1,841	64,165
1969	79,815	443	−10,722	−857	2,099	70,778
1970	85,685	−345	−11,299	−1,011	2,397	75,427
1971	94,450	−891	−12,276	−953	2,537	82,867
1972	105,234	−190	−13,876	−977	2,528	92,719
1973	123,560	44	−15,598	−1,188	3,012	109,830
1974	147,528	629	−18,257	−1,386	3,741	132,255
1975	165,343	300	−17,584	−1,671	4,338	150,726
1976	191,031	−266	−21,520	−1,601	4,940	172,584
1977	208,868	−889	−23,907	−1,696	6,248	188,624
1978	230,490	−244	−25,563	−2,239	8,188	210,632
1979	261,576	15	−27,815	−2,434	9,762	241,104
1980	291,869	127	−29,012	−3,387	11,345	270,942
1981	331,338	−984	−37,627	−3,321	14,745	304,151
1982	348,925	−1,721	−40,588	−3,957	17,598	320,257

Tableau de référence 10 (suite)

Rapprochement du produit national brut aux prix du marché et du produit intérieur brut au coût des facteurs
1953 – 1982

Année	PNB aux prix du marché	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
	(Variation en pourcentage)				
1953	5.1	7.0	6.0	−2.4	4.2
1954	0.3	1.6	−6.7	5.1	0.9
1955	10.1	9.2	11.0	12.7	10.2
1956	12.4	12.3	−2.5	12.1	11.8
1957	4.5	6.5	6.1	17.4	5.0
1958	3.8	1.5	14.4	−1.0	3.4
1959	5.9	9.0	5.5	12.7	5.6
1960	4.1	4.2	1.2	1.2	4.2
1961	3.4	5.5	18.1	17.5	3.5
1962	8.3	12.6	−1.0	4.5	8.4
1963	7.1	4.9	5.7	8.7	7.2
1964	9.4	12.7	41.1	16.4	8.6
1965	10.1	13.1	5.0	9.9	9.4
1966	11.7	10.2	4.5	10.0	12.0
1967	7.4	10.2	−4.5	6.1	7.4
1968	9.3	9.2	27.2	6.2	9.1
1969	10.0	11.0	45.2	14.0	10.3
1970	7.4	5.4	18.0	14.2	6.6
1971	10.2	8.6	−5.7	5.8	9.9
1972	11.4	13.0	2.5	−0.4	11.9
1973	17.4	12.4	21.6	19.1	18.5
1974	19.4	17.0	16.7	24.2	20.4
1975	12.1	−3.7	20.6	16.0	14.0
1976	15.5	22.4	−4.2	13.9	14.5
1977	9.3	11.1	5.9	26.5	9.3
1978	10.3	6.9	32.0	31.0	11.7
1979	13.5	8.8	8.7	19.2	14.5
1980	11.6	4.3	39.2	16.2	12.4
1981	13.5	29.7	−2.0	30.0	12.3
1982	5.3	7.9	19.2	19.4	5.3

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 11

Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du produit national brut par élément)
1947 – 1982

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
1947	50.1	13.8	– 1.9	1.4	8.2	11.2	– 4.2	78.5	12.5	9.1	– 0.1	100.0
1948	50.6	13.2	– 1.7	1.6	8.8	10.3	– 3.3	79.5	11.8	9.3	– 0.7	100.0
1949	50.5	12.0	– 1.9	1.7	7.2	10.6	– 0.7	79.3	11.2	9.8	– 0.3	100.0
1950	49.5	14.1	– 2.2	2.1	7.0	10.2	– 2.0	78.7	11.2	10.1	0.0	100.0
1951	49.8	14.5	– 1.8	2.1	8.6	9.1	– 3.0	79.5	11.8	9.7	– 0.9	100.0
1952	49.1	12.5	– 1.4	2.1	7.6	8.8	0.5	79.2	11.4	9.5	0.0	100.0
1953	50.6	11.6	– 1.3	2.3	5.7	9.1	0.0	77.9	11.6	10.2	0.3	100.0
1954	51.9	10.6	– 1.3	2.4	3.5	9.6	0.3	77.2	11.7	11.3	– 0.2	100.0
1955	50.4	12.2	– 1.4	2.7	3.9	9.6	– 0.6	76.8	11.6	11.7	– 0.1	100.0
1956	50.4	12.3	– 1.4	2.7	4.0	8.8	– 0.8	76.1	11.6	11.9	0.4	100.0
1957	52.3	10.6	– 1.5	2.9	2.7	8.8	– 0.2	75.7	11.9	12.4	0.1	100.0
1958	51.7	10.6	– 1.4	3.1	3.2	9.0	– 0.1	76.0	11.6	11.9	0.5	100.0
1959	52.0	10.8	– 1.4	2.9	2.7	8.7	– 0.3	75.3	11.9	12.1	0.6	100.0
1960	52.5	10.1	– 1.3	2.9	2.7	8.3	– 0.1	75.2	12.0	12.4	0.5	100.0
1961	53.0	10.3	– 1.6	3.2	2.1	8.2	– 0.1	75.1	12.2	12.3	0.4	100.0
1962	52.3	10.4	– 1.4	3.3	3.2	7.9	– 0.2	75.4	12.7	12.2	– 0.3	100.0
1963	52.1	10.7	– 1.4	3.4	3.4	7.8	– 0.5	75.5	12.4	12.2	– 0.1	100.0
1964	51.8	11.6	– 1.6	3.4	2.6	7.4	– 0.3	74.9	12.8	12.1	0.1	100.0
1965	52.2	11.4	– 1.5	3.4	2.5	7.0	– 0.6	74.5	13.2	12.0	0.4	100.0
1966	52.8	10.9	– 1.4	3.3	3.2	6.7	– 0.5	74.9	13.0	11.8	0.3	100.0
1967	54.5	10.3	– 1.3	3.6	1.9	6.6	– 0.5	74.9	13.3	11.7	0.0	100.0
1968	54.2	10.7	– 1.2	3.6	1.8	6.6	– 0.5	75.2	13.3	11.4	0.0	100.0
1969	55.1	10.4	– 1.1	3.9	1.8	6.5	– 0.7	75.8	13.4	11.3	– 0.6	100.0
1970	55.6	9.0	– 1.1	4.0	1.4	6.3	– 0.2	75.0	13.2	11.4	0.4	100.0
1971	55.5	9.2	– 1.1	4.1	1.7	6.3	– 0.7	74.9	13.0	11.1	0.9	100.0
1972	55.6	10.3	– 1.0	4.3	1.6	5.9	– 1.0	75.7	13.2	10.9	0.2	100.0
1973	54.9	12.5	– 1.0	4.3	2.4	5.4	– 1.9	76.6	12.6	10.8	0.0	100.0
1974	55.1	13.6	– 1.1	5.2	2.6	4.7	– 2.9	77.2	12.4	10.9	– 0.4	100.0
1975	57.2	11.9	– 1.1	5.2	2.4	4.6	– 1.8	78.5	10.6	11.0	– 0.2	100.0
1976	57.3	10.5	– 0.9	5.8	1.7	4.4	– 1.1	77.7	11.3	10.9	0.1	100.0
1977	57.7	10.0	– 1.0	6.3	1.4	4.4	– 1.6	77.1	11.4	11.0	0.4	100.0
1978	57.0	11.1	– 1.2	6.9	1.6	4.3	– 2.0	77.6	11.1	11.2	0.1	100.0
1979	56.1	13.0	– 1.2	7.3	1.5	4.1	– 2.7	78.1	10.6	11.3	0.0	100.0
1980	56.7	12.5	– 1.1	7.6	1.4	4.0	– 2.4	78.6	9.9	11.5	0.0	100.0
1981	56.9	9.9	– 1.1	8.1	1.4	4.0	– 2.1	77.0	11.4	11.4	0.3	100.0
1982	57.8	6.2	– 1.0	8.5	1.3	4.0	– 1.1	75.9	11.6	12.0	0.5	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 9.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 12

Evolution structurelle du revenu

(Répartition en pourcentage du produit national brut par élément)

1947 – 1982

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placements	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs
1947	63.8	17.5	– 2.4	1.8	10.4	14.2	– 5.4	100.0
1948	63.6	16.5	– 2.1	2.0	11.0	13.0	– 4.1	100.0
1949	63.6	15.1	– 2.4	2.2	9.1	13.3	– 0.8	100.0
1950	62.9	17.9	– 2.8	2.7	8.9	12.9	– 2.6	100.0
1951	62.6	18.3	– 2.2	2.7	10.9	11.5	– 3.7	100.0
1952	62.0	15.8	– 1.8	2.7	9.6	11.1	0.6	100.0
1953	64.9	14.8	– 1.6	2.9	7.3	11.7	0.0	100.0
1954	67.3	13.8	– 1.7	3.1	4.6	12.5	0.4	100.0
1955	65.6	15.9	– 1.8	3.5	5.1	12.5	– 0.8	100.0
1956	66.3	16.1	– 1.8	3.6	5.3	11.6	– 1.0	100.0
1957	69.1	14.0	– 2.0	3.9	3.6	11.7	– 0.2	100.0
1958	68.0	13.9	– 1.8	4.0	4.2	11.9	– 0.2	100.0
1959	69.0	14.3	– 1.9	3.8	3.6	11.6	– 0.4	100.0
1960	69.8	13.4	– 1.7	3.9	3.6	11.1	– 0.1	100.0
1961	70.5	13.7	– 2.1	4.3	2.8	10.9	– 0.1	100.0
1962	69.4	13.7	– 1.9	4.4	4.3	10.4	– 0.3	100.0
1963	69.0	14.2	– 1.9	4.5	4.5	10.3	– 0.6	100.0
1964	69.1	15.5	– 2.1	4.6	3.5	9.8	– 0.4	100.0
1965	70.1	15.3	– 2.0	4.6	3.4	9.4	– 0.8	100.0
1966	70.5	14.5	– 1.8	4.5	4.2	8.9	– 0.7	100.0
1967	72.7	13.7	– 1.8	4.7	2.5	8.8	– 0.7	100.0
1968	72.0	14.2	– 1.5	4.8	2.4	8.7	– 0.6	100.0
1969	72.6	13.7	– 1.4	5.1	2.4	8.6	– 1.0	100.0
1970	74.1	12.0	– 1.5	5.3	1.9	8.4	– 0.3	100.0
1971	74.1	12.3	– 1.5	5.5	2.2	8.4	– 0.9	100.0
1972	73.5	13.6	– 1.3	5.7	2.1	7.7	– 1.3	100.0
1973	71.7	16.3	– 1.3	5.7	3.2	7.0	– 2.5	100.0
1974	71.4	17.6	– 1.4	6.7	3.4	6.1	– 3.7	100.0
1975	72.9	15.1	– 1.4	6.7	3.0	5.9	– 2.3	100.0
1976	73.7	13.5	– 1.2	7.5	2.2	5.7	– 1.4	100.0
1977	74.9	13.0	– 1.3	8.2	1.8	5.7	– 2.1	100.0
1978	73.4	14.3	– 1.6	8.9	2.0	5.5	– 2.6	100.0
1979	71.9	16.6	– 1.5	9.3	1.9	5.2	– 3.5	100.0
1980	72.1	15.9	– 1.4	9.7	1.7	5.1	– 3.1	100.0
1981	73.9	12.8	– 1.5	10.5	1.7	5.2	– 2.7	100.0
1982	76.2	8.2	– 1.3	11.2	1.8	5.3	– 1.4	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 9.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 13
Indices de revenu réel
1947 – 1982
(1971 = 100)

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
1947	50.9	59.5	49.1	50.2	58.7	48.4	56.6	66.2	54.6	54.7	—	—
1948	51.1	58.8	50.0	49.9	57.4	48.7	56.6	65.1	55.3	54.4	—	—
1949	50.8	59.1	51.7	48.8	56.8	49.6	55.8	64.9	56.7	55.5	—	—
1950	52.8	60.5	54.1	49.5	56.6	50.6	57.0	65.2	58.3	56.8	—	—
1951	55.4	62.7	56.6	51.7	58.4	52.8	58.7	66.4	60.0	57.4	—	—
1952	59.5	67.1	61.8	54.3	61.2	56.4	61.1	68.9	63.4	60.6	—	—
1953	60.0	67.4	63.2	55.7	62.5	58.6	62.4	70.0	65.7	64.2	—	—
1954	57.4	64.3	62.1	54.1	60.5	58.5	60.6	67.8	65.5	65.4	—	—
1955	61.2	68.3	66.5	56.8	63.3	61.6	63.8	71.2	69.3	66.9	—	—
1956	65.4	72.6	69.9	60.3	67.0	64.4	67.5	74.9	72.1	69.7	—	—
1957	64.0	71.2	68.7	60.7	67.6	65.2	67.7	75.4	72.7	70.9	—	—
1958	63.1	70.4	70.1	60.8	67.8	67.5	68.5	76.4	76.1	70.5	—	—
1959	64.0	71.1	70.7	61.9	68.8	68.4	69.2	76.9	76.5	71.5	—	—
1960	64.5	71.3	71.7	63.2	69.9	70.3	70.1	77.6	78.0	72.9	—	—
1961	64.8	72.1	72.4	62.6	69.6	69.9	69.1	76.9	77.2	74.5	74.5	74.0
1962	68.2	75.4	75.5	66.0	72.9	73.1	73.0	80.7	80.9	75.9	75.3	75.2
1963	70.7	77.6	77.9	67.8	74.4	74.7	75.0	82.3	82.6	77.3	76.4	76.6
1964	74.4	81.0	80.5	70.3	76.6	76.1	77.0	83.9	83.4	79.6	78.3	78.5
1965	78.4	84.7	83.2	74.6	80.6	79.2	81.4	88.0	86.5	82.2	80.9	81.0
1966	83.6	89.8	86.8	79.6	85.4	82.6	85.1	91.4	88.4	84.9	84.1	83.0
1967	85.3	90.4	87.7	82.9	87.8	85.2	87.4	92.5	89.8	88.0	87.5	85.7
1968	88.5	92.4	90.7	86.2	90.0	88.3	89.6	93.5	91.8	89.2	89.3	87.9
1969	93.1	95.7	93.8	90.8	93.4	91.5	92.4	95.1	93.1	92.7	92.3	90.7
1970	94.1	95.3	95.1	93.3	94.4	94.2	93.4	94.6	94.4	95.3	95.2	94.3
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100. 0
1972	107.1	105.2	105.2	107.6	105.6	105.6	108.1	106.1	106.1	103.5	103.4	104. 3
1973	117.2	112.8	110.8	115.8	111.4	109.5	116.6	112.2	110.2	105.6	105.7	104. 5
1974	124.9	118.0	115.0	122.5	115.7	112.8	122.5	115.7	112.8	109.0	108.3	104. 2
1975	126.9	117.9	116.6	127.3	118.2	116.9	128.2	119.1	117.7	112.7	112.6	107. 6
1976	133.5	121.6	121.7	133.5	121.5	121.6	133.3	121.3	121.5	119.0	119.3	112. 4
1977	133.2	119.1	120.7	135.4	121.1	122.7	134.9	120.6	122.2	120.1	119.0	114. 7
1978	136.4	120.0	120.9	138.6	122.0	122.9	139.4	122.7	123.7	118.5	118.5	113. 5
1979	141.1	121.8	121.5	140.5	121.3	121.0	141.8	122.4	122.1	116.5	117.0	112. 9
1980	141.5	120.3	120.1	141.3	120.1	119.9	142.2	120.9	120.7	114.9	116.7	112. 3
1981	139.6	116.5	116.8	146.6	122.3	122.6	146.0	121.8	122.2	114.4	115.3	112. 7
1982	129.7	106.3	113.4	144.0	118.1	125.9	142.9	117.2	124.9	114.9	115.3	112. 2

Tableau de référence 13 (suite)
Indices de revenu réel
1947 – 1982
(1971 = 100)

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
	(Variation en pourcentage)											
1948	0.5	−1.2	1.8	−0.6	−2.3	0.6	0.0	−1.6	1.3	−0.5	—	—
1949	−0.6	0.5	3.4	−2.1	−1.0	1.9	−1.4	−0.3	2.6	2.0	—	—
1950	3.9	2.3	4.6	1.3	−0.3	2.0	2.1	0.5	2.8	2.3	—	—
1951	4.9	3.6	4.6	4.5	3.2	4.2	3.1	1.9	2.9	1.0	—	—
1952	7.4	7.1	9.2	4.9	4.8	6.8	4.0	3.7	5.8	5.6	—	—
1953	0.8	0.4	2.3	2.6	2.1	4.0	2.1	1.6	3.6	6.0	—	—
1954	−4.4	−4.6	−1.7	−3.0	−3.2	−0.3	−3.0	−3.2	−0.3	1.8	—	—
1955	6.6	6.3	7.0	5.0	4.6	5.4	5.3	5.0	5.7	2.3	—	—
1956	6.8	6.3	5.1	6.2	5.7	4.5	5.8	5.3	4.1	4.3	—	—
1957	−2.2	−1.9	−1.7	0.6	0.9	1.2	0.3	0.6	0.8	1.6	—	—
1958	−1.3	−1.2	2.0	0.2	0.3	3.6	1.3	1.4	4.7	−0.5	—	—
1959	1.4	1.0	0.9	1.8	1.5	1.3	1.0	0.7	0.5	1.4	—	—
1960	0.7	0.3	1.3	2.1	1.7	2.7	1.3	0.8	1.8	1.9	—	—
1961	0.5	1.0	1.1	−1.0	−0.5	−0.5	−1.4	−0.9	−0.9	2.2	—	—
1962	5.3	4.6	4.3	5.5	4.8	4.5	5.6	4.9	4.7	1.9	1.1	1.6
1963	3.7	3.0	3.1	2.8	2.1	2.2	2.8	2.1	2.2	1.9	1.4	1.9
1964	5.2	4.3	3.4	3.7	2.9	1.9	2.7	1.9	0.9	2.9	2.4	2.5
1965	5.4	4.6	3.3	6.1	5.3	4.1	5.7	4.9	3.7	3.3	3.4	3.2
1966	6.7	6.0	4.3	6.7	6.0	4.2	4.6	3.9	2.2	3.3	3.9	2.4
1967	2.0	0.6	1.0	4.2	2.8	3.1	2.6	1.2	1.6	3.6	4.1	3.2
1968	3.7	2.2	3.4	4.0	2.5	3.7	2.6	1.1	2.3	1.4	2.1	2.7
1969	5.1	3.7	3.4	5.3	3.8	3.6	3.1	1.7	1.5	3.9	3.3	3.2
1970	1.1	−0.4	1.4	2.7	1.1	3.0	1.1	−0.5	1.3	2.8	3.1	3.9
1971	6.3	4.9	5.2	7.2	5.9	6.1	7.0	5.7	5.9	4.9	5.1	6.0
1972	7.1	5.2	5.2	7.6	5.6	5.6	8.1	6.1	6.1	3.5	3.4	4.3
1973	9.4	7.3	5.4	7.6	5.5	3.6	7.8	5.8	3.9	2.0	2.3	0.2
1974	6.5	4.5	3.7	5.8	3.8	3.0	5.0	3.1	2.3	3.3	2.5	−0.3
1975	1.7	0.0	1.4	3.9	2.2	3.7	4.7	2.9	4.4	3.4	3.9	3.3
1976	5.2	3.1	4.4	4.9	2.8	4.1	4.0	1.9	3.2	5.5	5.9	4.5
1977	−0.4	−2.0	−0.8	1.3	−0.4	0.8	1.1	−0.6	0.6	1.0	−0.2	2.0
1978	2.4	0.7	0.2	2.5	0.7	0.2	3.5	1.7	1.2	−1.4	−0.4	−1.1
1979	3.5	1.5	0.5	1.3	−0.6	−1.6	1.7	−0.2	−1.3	−1.7	−1.2	−0.5
1980	0.3	−1.2	−1.2	0.6	−1.0	−0.9	0.3	−1.3	−1.2	−1.4	−0.3	−0.5
1981	−1.4	−3.2	−2.7	3.7	1.8	2.3	2.7	0.8	1.2	−0.4	−1.3	0.3
1982	−7.1	−8.7	−2.9	−1.7	−3.4	2.7	−2.1	−3.8	2.3	0.4	−0.0	−0.4

[1] «Estimations d'employés».

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-533; *Emploi, gains et durée du travail*, mens., nº de cat. 72-002; et *Recensement du Canada*, ann., nº de cat. 91-001. Le revenu réel est calculé en divisant les diverses mesures de revenu nominal par l'indice implicite des prix de la dépense de consommation des Comptes nationaux. Les données des ménages de 1961 à nos jours proviennent de Statistique Canada, *L'équipement ménager*, nº de cat. 64-202, tandis que les données antérieures à 1961 sont extrapolées des repères du recensement.

Tableau de référence 14

Revenu et dépense des particuliers
1947 – 1982

Année	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Dépense personnelle	Epargne personnelle	Rapport de l'épargne personnelle au revenu personnel disponible	Revenu personnel disponible par habitant	Dépense personnelle par habitant
D	40042 40552	40057 40295	40014 40254	40054 40413			
	(Millions de dollars)				(%)	(En dollars)	
1947	10,926	9,964	9,362	544	5.5	794	746
1948	12,592	11,559	10,370	1,138	9.8	901	809
1949	13,396	12,383	11,365	965	7.8	921	845
1950	14,262	13,285	12,482	738	5.6	969	910
1951	16,791	15,435	13,857	1,496	9.7	1,102	989
1952	18,592	16,922	15,162	1,665	9.8	1,170	1,049
1953	19,550	17,718	16,181	1,423	8.0	1,194	1,090
1954	19,717	17,868	16,934	804	4.5	1,169	1,108
1955	21,265	19,331	18,388	797	4.1	1,231	1,171
1956	23,531	21,307	20,090	1,051	4.9	1,325	1,249
1957	25,170	22,714	21,492	1,047	4.6	1,367	1,294
1958	26,651	24,313	22,845	1,278	5.3	1,423	1,338
1959	28,108	25,440	24,390	844	3.3	1,455	1,395
1960	29,595	26,567	25,479	867	3.3	1,487	1,426
1961	30,104	26,904	25,930	745	2.8	1,475	1,422
1962	32,788	29,340	27,452	1,647	5.6	1,579	1,477
1963	34,829	31,168	29,225	1,691	5.4	1,646	1,544
1964	37,282	33,049	31,389	1,383	4.2	1,713	1,627
1965	41,071	36,263	33,947	2,001	5.5	1,846	1,728
1966	46,094	39,901	36,890	2,662	6.7	1,994	1,843
1967	50,579	43,123	39,972	2,736	6.3	2,116	1,962
1968	55,677	46,820	43,704	2,639	5.6	2,262	2,111
1969	61,804	50,911	47,492	2,730	5.4	2,424	2,261
1970	66,633	54,009	50,327	2,872	5.3	2,536	2,363
1971	74,092	59,943	55,616	3,509	5.9	2,779	2,579
1972	83,767	68,100	62,208	5,015	7.4	3,124	2,853
1973	97,832	79,719	71,278	7,230	9.0	3,617	3,234
1974	116,867	94,545	83,388	9,406	9.9	4,228	3,729
1975	136,205	110,996	96,995	12,139	10.9	4,890	4,273
1976	155,343	125,510	110,886	12,560	10.0	5,459	4,823
1977	171,303	138,094	122,530	13,367	9.7	5,930	5,262
1978	190,403	154,975	135,153	17,172	11.1	6,585	5,743
1979	212,867	173,810	150,521	19,378	11.1	7,313	6,333
1980	239,891	195,338	168,395	21,889	11.2	8,120	7,000
1981	280,413	225,989	191,025	28,114	12.4	9,284	7,848
1982	307,750	247,074	205,952	33,850	13.7	10,042	8,371

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 15

Revenu des particuliers, Canada et par province

1955 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30303	30304	30305	30306	30307	30308	30309	30310	30311	30312	30313	30315
						(Millions de dollars)						
1955	292	67	683	489	5,296	8,525	1,073	1,058	1,475	2,242	43	21,265
1956	325	85	732	534	5,840	9,320	1,206	1,205	1,719	2,482	59	23,531
1957	350	77	785	556	6,363	10,211	1,223	1,037	1,749	2,728	59	25,170
1958	361	83	820	585	6,655	10,802	1,352	1,156	1,958	2,786	59	26,651
1959	383	96	874	626	7,005	11,406	1,419	1,200	2,039	2,948	61	28,108
1960	412	97	920	664	7,422	11,923	1,492	1,352	2,134	3,058	63	29,595
1961	440	102	946	671	7,828	12,187	1,436	1,084	2,199	3,091	59	30,104
1962	462	114	995	707	8,446	13,098	1,611	1,529	2,411	3,279	62	32,788
1963	493	116	1,043	751	8,933	13,976	1,647	1,686	2,535	3,509	67	34,829
1964	531	128	1,108	809	9,742	15,030	1,775	1,539	2,652	3,822	70	37,282
1965	604	137	1,181	880	10,685	16,537	1,892	1,789	2,941	4,271	69	41,071
1966	680	151	1,302	979	11,880	18,655	2,039	2,047	3,374	4,817	80	46,094
1967	755	168	1,446	1,067	13,175	20,553	2,280	1,932	3,665	5,348	90	50,579
1968	837	189	1,580	1,183	14,193	22,844	2,523	2,187	4,111	5,837	104	55,677
1969	923	205	1,766	1,295	15,565	25,629	2,704	2,269	4,589	6,645	122	61,804
1970	1,025	229	1,895	1,412	16,682	27,974	2,857	2,133	4,953	7,245	148	66,633
1971	1,143	243	2,100	1,576	18,369	30,966	3,192	2,555	5,534	8,182	158	74,092
1972	1,301	287	2,436	1,810	20,823	34,822	3,564	2,767	6,267	9,417	193	83,767
1973	1,526	355	2,850	2,105	24,067	39,884	4,244	3,673	7,471	11,331	235	97,832
1974	1,903	400	3,375	2,539	28,980	47,060	4,985	4,519	9,019	13,687	293	116,867
1975	2,259	493	3,894	3,080	33,801	53,902	5,865	5,660	10,991	15,787	346	136,205
1976	2,582	547	4,416	3,460	39,204	60,959	6,473	6,199	12,783	18,187	398	155,343
1977	2,848	598	4,913	3,783	43,037	67,164	7,059	6,373	14,575	20,348	459	171,303
1978	3,066	704	5,503	4,209	47,438	74,314	7,779	7,107	16,824	22,791	513	190,403
1979	3,416	769	6,111	4,707	52,665	82,305	8,416	7,889	20,049	25,800	581	212,867
1980	3,720	880	6,724	5,098	59,421	92,006	9,199	8,764	23,555	29,680	676	239,891
1981	4,276	963	7,667	5,757	68,637	106,825	11,087	11,212	28,586	34,403	814	280,413
						(Variation en pourcentage)						
1955	7.4	−2.9	2.9	4.5	5.3	7.5	7.1	28.4	9.6	9.4	10.3	7.9
1956	11.3	26.9	7.2	9.2	10.3	9.3	12.4	13.9	16.5	10.7	37.2	10.7
1957	7.7	−9.4	7.2	4.1	9.0	9.6	1.4	−13.9	1.7	9.9	0.0	7.0
1958	3.1	7.8	4.5	5.2	4.6	5.8	10.5	11.5	11.9	2.5	0.0	5.9
1959	6.1	15.7	6.6	7.0	5.3	5.6	5.0	3.8	4.1	5.8	3.4	5.5
1960	7.6	1.0	5.3	6.1	6.0	4.5	5.1	12.7	4.7	3.7	3.3	5.3
1961	6.8	5.2	2.8	1.1	5.5	2.2	−3.8	−19.8	3.0	1.1	−6.3	1.7
1962	5.0	11.8	5.2	5.4	7.9	7.5	12.2	41.1	9.6	6.1	5.1	8.9
1963	6.7	1.8	4.8	6.2	5.8	6.7	2.2	10.3	5.1	7.0	8.1	6.2
1964	7.7	10.3	6.2	7.7	9.1	7.5	7.8	−8.7	4.6	8.9	4.5	7.0
1965	13.7	7.0	6.6	8.8	9.7	10.0	6.6	16.2	10.9	11.7	−1.4	10.2
1966	12.6	10.2	10.2	11.2	11.2	12.8	7.8	14.4	14.7	12.8	15.9	12.2
1967	11.0	11.3	11.1	9.0	10.9	10.2	11.8	−5.6	8.6	11.0	12.5	9.7
1968	10.9	12.5	9.3	10.9	7.7	11.1	10.7	13.2	12.2	9.1	15.6	10.1
1969	10.3	8.5	11.8	9.5	9.7	12.2	7.2	3.7	11.6	13.8	17.3	11.0
1970	11.1	11.7	7.3	9.0	7.2	9.1	5.7	−6.0	7.9	9.0	21.3	7.8
1971	11.5	6.1	10.8	11.6	10.1	10.7	11.7	19.8	11.7	12.9	6.8	11.2
1972	13.8	18.1	16.0	14.8	13.4	12.5	11.7	8.3	13.2	15.1	22.2	13.1
1973	17.3	23.7	17.0	16.3	15.6	14.5	19.1	32.7	19.2	20.3	21.8	16.8
1974	24.7	12.7	18.4	20.6	20.4	18.0	17.5	23.0	20.7	20.8	24.7	19.5
1975	18.7	23.2	15.4	21.3	16.6	14.5	17.7	25.2	21.9	15.3	18.1	16.5
1976	14.3	11.0	13.4	12.3	16.0	13.1	10.4	9.5	16.3	15.2	15.0	14.1
1977	10.3	9.3	11.3	9.3	9.8	10.2	9.1	2.8	14.0	11.9	15.3	10.3
1978	7.7	17.7	12.0	11.3	10.2	10.6	10.2	11.5	15.4	12.0	11.8	11.1
1979	11.4	9.2	11.0	11.8	11.0	10.8	8.2	11.0	19.2	13.2	13.3	11.8
1980	8.9	14.4	10.0	8.3	12.8	11.8	9.3	11.1	17.5	15.0	16.4	12.7
1981	14.9	9.4	14.0	12.9	15.5	16.1	20.5	27.9	21.4	15.9	20.4	16.9

Tableau de référence 15 (suite)

Revenu des particuliers, Canada et par province
1955 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
					(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)							
1955	1.4	0.3	3.2	2.3	24.9	40.1	5.0	5.0	6.9	10.5	0.2	100.0
1956	1.4	0.4	3.1	2.3	24.8	39.6	5.1	5.1	7.3	10.5	0.3	100.0
1957	1.4	0.3	3.1	2.2	25.3	40.6	4.9	4.1	7.0	10.8	0.2	100.0
1958	1.4	0.3	3.1	2.2	25.0	40.5	5.1	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1959	1.4	0.3	3.1	2.2	24.9	40.6	5.0	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1960	1.4	0.3	3.1	2.2	25.1	40.3	5.0	4.6	7.2	10.3	0.2	100.0
1961	1.5	0.3	3.1	2.2	26.0	40.5	4.8	3.6	7.3	10.3	0.2	100.0
1962	1.4	0.3	3.0	2.2	25.8	39.9	4.9	4.7	7.4	10.0	0.2	100.0
1963	1.4	0.3	3.0	2.2	25.6	40.1	4.7	4.8	7.3	10.1	0.2	100.0
1964	1.4	0.3	3.0	2.2	26.1	40.3	4.8	4.1	7.1	10.3	0.2	100.0
1965	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.3	4.6	4.4	7.2	10.4	0.2	100.0
1966	1.5	0.3	2.8	2.1	25.8	40.5	4.4	4.4	7.3	10.5	0.2	100.0
1967	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.6	4.5	3.8	7.2	10.6	0.2	100.0
1968	1.5	0.3	2.8	2.1	25.5	41.0	4.5	3.9	7.4	10.5	0.2	100.0
1969	1.5	0.3	2.9	2.1	25.2	41.5	4.4	3.7	7.4	10.8	0.2	100.0
1970	1.5	0.3	2.8	2.1	25.0	42.0	4.3	3.2	7.4	10.9	0.2	100.0
1971	1.5	0.3	2.8	2.1	24.8	41.8	4.3	3.4	7.5	11.0	0.2	100.0
1972	1.6	0.3	2.9	2.2	24.9	41.6	4.3	3.3	7.5	11.2	0.2	100.0
1973	1.6	0.4	2.9	2.2	24.6	40.8	4.3	3.8	7.6	11.6	0.2	100.0
1974	1.6	0.3	2.9	2.2	24.8	40.3	4.3	3.9	7.7	11.7	0.3	100.0
1975	1.7	0.4	2.9	2.3	24.8	39.6	4.3	4.2	8.1	11.6	0.3	100.0
1976	1.7	0.4	2.8	2.2	25.2	39.2	4.2	4.0	8.2	11.7	0.3	100.0
1977	1.7	0.3	2.9	2.2	25.1	39.2	4.1	3.7	8.5	11.9	0.3	100.0
1978	1.6	0.4	2.9	2.2	24.9	39.0	4.1	3.7	8.8	12.0	0.3	100.0
1979	1.6	0.4	2.9	2.2	24.7	38.7	4.0	3.7	9.4	12.1	0.3	100.0
1980	1.6	0.4	2.8	2.1	24.8	38.4	3.8	3.7	9.8	12.4	0.3	100.0
1981	1.5	0.3	2.7	2.1	24.5	38.1	4.0	4.0	10.2	12.3	0.3	100.0

Remarque: Le total pour le Canada inclut le revenu personnel des Canadiens temporairement à l'étranger (y compris les soldes et allocations militaires des Forces armées canadiennes à l'étranger). Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la Colombie-Britannique jusqu'en 1950.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 16

Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province

1955 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30316	30317	30318	30319	30320	30321	30322	30323	30324	30325	30326	30327
						(En dollars)						
1955	719	670	1,000	894	1,172	1,619	1,279	1,205	1,352	1,671	1,483	1,355
1956	783	859	1,053	962	1,262	1,724	1,419	1,368	1,531	1,774	1,903	1,463
1957	825	778	1,120	989	1,334	1,812	1,419	1,178	1,503	1,841	1,903	1,515
1958	836	830	1,157	1,025	1,357	1,856	1,545	1,297	1,624	1,811	1,788	1,560
1959	869	951	1,216	1,076	1,394	1,911	1,593	1,323	1,634	1,881	1,794	1,608
1960	920	942	1,265	1,127	1,443	1,951	1,647	1,478	1,653	1,909	1,750	1,656
1961	961	971	1,284	1,122	1,488	1,954	1,557	1,172	1,651	1,897	1,595	1,651
1962	987	1,065	1,334	1,169	1,573	2,062	1,721	1,644	1,761	1,975	1,550	1,764
1963	1,036	1,074	1,389	1,233	1,630	2,156	1,736	1,807	1,807	2,065	1,634	1,840
1964	1,099	1,174	1,468	1,324	1,745	2,267	1,851	1,634	1,856	2,190	1,667	1,933
1965	1,238	1,257	1,562	1,431	1,880	2,436	1,961	1,883	2,028	2,377	1,683	2,091
1966	1,379	1,385	1,722	1,587	2,055	2,680	2,117	2,143	2,306	2,570	1,860	2,303
1967	1,513	1,541	1,903	1,721	2,247	2,884	2,368	2,019	2,460	2,750	2,045	2,482
1968	1,654	1,718	2,060	1,893	2,394	3,146	2,598	2,278	2,698	2,914	2,311	2,690
1969	1,796	1,847	2,279	2,062	2,601	3,470	2,762	2,368	2,944	3,226	2,596	2,943
1970	1,983	2,082	2,423	2,252	2,774	3,705	2,906	2,267	3,105	3,405	2,960	3,129
1971	2,190	2,189	2,662	2,482	3,047	4,020	3,231	2,759	3,399	3,745	2,981	3,435
1972	2,455	2,540	3,064	2,828	3,440	4,459	3,596	3,027	3,782	4,202	3,386	3,842
1973	2,842	3,114	3,545	3,253	3,959	5,043	4,261	4,059	4,421	4,922	3,917	4,438
1974	3,518	3,478	4,156	3,882	4,733	5,843	4,950	5,021	5,238	5,761	4,883	5,226
1975	4,115	4,214	4,749	4,632	5,470	6,596	5,784	6,240	6,182	6,489	5,492	6,001
1976	4,627	4,636	5,327	5,111	6,288	7,376	6,334	6,731	6,955	7,372	6,219	6,756
1977	5,077	4,983	5,898	5,531	6,837	8,039	6,867	6,816	7,627	8,139	7,062	7,356
1978	5,456	5,818	6,567	6,109	7,516	8,801	7,538	7,537	8,480	8,966	7,657	8,091
1979	6,067	6,303	7,258	6,792	8,298	9,678	8,171	8,287	9,737	9,961	8,672	8,956
1980	6,584	7,154	7,957	7,325	9,298	10,731	8,966	8,120	10,992	11,133	9,941	9,971
1981	7,528	7,829	9,041	8,272	10,661	12,386	10,806	11,583	12,779	12,538	11,797	11,520
						(Variation en pourcentage)						
1955												
1956	4.4	−1.9	1.4	3.2	2.3	4.4	5.0	27.7	6.2	5.5	2.7	5.0
1957	8.9	28.1	5.3	7.6	7.6	6.5	−0.2	13.5	13.2	6.2	28.4	8.0
1958	5.4	−9.4	6.3	2.8	5.7	5.1	0.0	−13.9	−1.8	3.8	0.0	3.6
1959	1.2	6.7	3.3	3.6	1.7	2.4	8.9	10.1	8.1	−1.6	−6.1	3.0
	3.9	14.5	5.1	5.0	2.7	3.0	3.1	2.0	0.6	3.9	0.3	3.0
1960	5.9	−0.9	4.1	4.8	3.5	2.1	3.4	11.7	1.2	1.5	−2.5	3.0
1961	4.5	3.2	1.4	−0.5	3.1	0.2	−5.4	−20.7	−0.1	−0.6	−8.9	−0.3
1962	2.8	9.7	3.9	4.1	5.6	5.5	10.5	40.3	6.7	4.1	−2.8	6.9
1963	4.9	0.8	4.1	5.5	3.6	4.6	0.8	9.9	2.6	4.6	5.4	4.3
1964	6.1	9.3	5.7	7.4	7.0	5.1	6.6	−9.6	2.7	6.0	2.0	5.1
1965	12.6	7.0	6.4	8.1	7.7	7.5	5.9	15.3	9.3	8.5	1.0	8.2
1966	11.4	10.2	10.2	10.9	9.3	10.0	8.0	13.8	13.7	8.1	10.5	10.1
1967	9.7	11.3	10.5	8.5	9.3	7.6	11.8	−5.8	6.7	7.0	9.9	7.8
1968	9.3	11.5	8.3	10.0	6.6	9.1	9.7	12.8	9.7	6.0	13.0	8.4
1969	8.6	7.5	10.6	8.9	8.6	10.3	6.3	4.0	9.1	10.7	12.3	9.4
1970	10.4	12.7	6.3	9.2	6.7	6.8	5.2	−4.3	5.5	5.5	14.0	6.3
1971	10.4	5.2	9.8	10.2	9.8	8.5	11.2	21.7	9.5	10.0	0.7	9.8
1972	12.1	16.0	15.1	14.0	12.9	10.9	11.3	9.7	11.3	12.2	13.6	11.8
1973	15.8	22.6	15.7	15.0	15.1	13.1	18.5	34.1	16.9	17.1	15.7	15.5
1974	23.8	11.7	17.3	19.3	19.5	15.9	16.2	23.7	18.5	17.0	24.7	17.7
1975	17.0	21.1	14.3	19.3	15.6	12.9	16.8	24.3	18.0	12.6	12.5	14.8
1976	12.5	10.0	12.2	10.3	14.9	11.8	9.5	7.9	12.5	13.6	13.2	12.6
1977	9.7	7.5	10.7	8.2	8.7	9.0	8.4	1.3	9.7	10.4	13.6	8.9
1978	7.5	16.8	11.3	10.5	9.9	9.5	9.8	10.6	11.2	10.2	8.4	10.0
1979	11.2	8.3	10.5	11.2	10.4	10.0	8.4	10.0	14.8	11.1	13.3	10.7
1980	8.5	13.5	9.6	7.8	12.1	10.9	9.7	10.1	12.9	11.8	14.6	11.3
1981	14.3	9.4	13.6	12.9	14.7	15.4	20.5	27.0	16.3	12.6	18.7	15.5

Tableau de référence 16 (suite)

Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1955 – 1981

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Revenu personnel par habitant par province, en pourcentage du revenu personnel par habitant au niveau national)											
1955	53.1	49.5	73.8	66.0	86.6	119.5	94.4	89.0	99.8	123.3	109.5	100.0
1956	53.5	58.7	72.0	65.8	86.2	117.8	97.0	93.5	104.6	121.2	130.1	100.0
1957	54.5	51.3	73.9	65.3	88.0	119.6	93.6	77.8	99.2	121.5	125.6	100.0
1958	53.6	53.2	74.1	65.7	87.0	118.9	99.0	83.1	104.0	116.1	114.6	100.0
1959	54.0	59.1	75.6	66.9	86.7	118.9	99.1	82.3	101.6	117.0	111.6	100.0
1960	55.5	56.9	76.4	68.1	87.2	117.8	99.4	89.2	99.8	115.3	105.7	100.0
1961	58.2	58.9	77.8	68.0	90.2	118.4	94.4	71.0	100.0	115.0	96.6	100.0
1962	55.9	60.4	75.6	66.2	89.1	116.9	97.5	93.2	99.8	112.0	87.8	100.0
1963	56.3	58.4	75.5	67.0	88.6	117.2	94.3	98.2	98.2	112.3	88.8	100.0
1964	56.9	60.8	75.9	68.5	90.3	117.3	95.8	84.5	96.0	113.3	86.2	100.0
1965	59.2	60.1	74.7	68.4	89.9	116.5	93.8	90.1	97.0	113.7	80.5	100.0
1966	59.9	60.2	74.8	68.9	89.2	116.4	91.9	93.1	100.1	111.6	80.8	100.0
1967	61.0	62.1	76.7	69.3	90.5	116.2	95.4	81.3	99.1	110.8	82.4	100.0
1968	61.5	63.9	76.6	70.4	89.0	117.0	96.6	84.7	100.3	108.3	85.9	100.0
1969	61.0	62.8	77.4	70.1	88.4	117.9	93.9	80.5	100.0	109.6	88.2	100.0
1970	63.4	66.5	77.5	72.0	88.7	118.4	92.9	72.4	99.3	108.8	94.6	100.0
1971	63.7	63.7	77.5	72.2	88.7	117.0	94.0	80.3	99.0	109.0	86.8	100.0
1972	63.9	66.1	79.8	73.6	89.5	116.0	93.6	78.8	98.4	109.4	88.1	100.0
1973	64.0	70.2	79.9	73.3	89.2	113.6	96.0	91.4	99.6	110.9	88.2	100.0
1974	67.3	66.6	79.5	74.3	90.6	111.8	94.7	96.1	100.2	110.2	93.4	100.0
1975	68.6	70.2	79.1	77.2	91.2	109.9	96.4	104.0	103.0	108.1	91.5	100.0
1976	68.5	68.6	78.8	75.6	93.1	109.2	93.7	99.6	102.9	109.1	92.0	100.0
1977	69.0	67.7	80.2	75.2	92.9	109.3	93.3	92.7	103.7	110.6	96.0	100.0
1978	67.4	71.9	81.2	75.5	92.9	108.8	93.2	93.2	104.8	110.8	94.6	100.0
1979	67.8	70.4	81.0	75.8	92.7	108.1	91.2	92.5	108.7	111.2	96.8	100.0
1980	66.0	71.8	79.8	73.5	93.2	107.6	89.9	91.5	110.2	111.6	99.7	100.0
1981	65.4	68.0	78.5	71.8	92.5	107.5	93.8	100.5	110.9	108.8	102.4	100.0

Remarque: Le revenu des particuliers, par habitant, provient de la division du revenu des particuliers par la population en juin. Les variations en pourcentage sont calculées à partir des données non arrondies.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses; Population estimative du Canada par province, le 1er juin.*

Tableau de référence 17

Valeur des ventes au détail, Canada et par région
1950 – 1982[1]

Année	Ventes d'automobiles	Autres ventes	Ensemble des ventes					
			Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique[2]
	(Millions de dollars)							
1950	1,505	8,112	9,617	822	2,183	3,715	1,914	982
1951	1,884	8,809	10,693	899	2,443	4,130	2,122	1,100
1952	2,105	9,462	11,567	971	2,658	4,409	2,340	1,190
1953	2,303	9,886	12,189	1,004	2,793	4,666	2,485	1,241
1954	2,055	10,262	12,317	1,024	2,868	4,762	2,391	1,274
1955	2,415	11,058	13,473	1,125	3,109	5,296	2,496	1,447
1956	2,598	12,176	14,774	1,209	3,463	5,734	2,728	1,640
1957	2,547	12,876	15,423	1,233	3,710	5,943	2,855	1,683
1958	2,485	13,654	16,139	1,287	3,854	6,271	3,021	1,705
1959	2,701	14,386	17,087	1,356	4,114	6,615	3,208	1,793
1960	2,650	14,741	17,391	1,421	4,213	6,751	3,250	1,755
1961	2,599	15,154	17,752	1,456	4,490	6,808	3,238	1,760
1961	2,599	13,474	16,073	1,381	4,108	6,207	2,774	1,604
1962	2,957	14,180	17,137	1,429	4,486	6,526	2,945	1,751
1963	3,312	14,895	18,207	1,511	4,770	6,948	3,098	1,880
1964	3,612	15,881	19,493	1,616	5,120	7,366	3,305	2,086
1965	4,175	16,979	21,155	1,762	5,534	8,043	3,509	2,307
1966	4,338	18,349	22,686	1,861	5,882	8,625	3,811	2,507
1967	4,433	19,722	24,155	1,979	6,379	9,091	4,058	2,648
1968	4,714	20,997	25,711	2,135	6,565	9,885	4,267	2,859
1969	4,796	22,606	27,401	2,191	6,962	10,588	4,494	3,165
1970	4,197	23,837	28,034	2,295	7,074	10,885	4,520	3,260
1971	4,925	25,722	30,646	2,532	7,681	11,877	4,924	3,632
1972	6,240	27,846	34,086	2,786	8,612	13,058	5,568	4,062
1973	7,422	30,891	38,313	3,095	9,697	14,505	6,281	4,735
1974	8,303	36,435	44,739	3,638	11,385	16,570	7,603	5,543
1975	10,184	41,178	51,361	4,167	13,020	19,151	8,955	6,068
1976	11,058	46,070	57,128	4,625	14,448	21,057	10,183	6,815
1977	11,750	49,873	61,623	4,921	15,563	22,719	10,967	7,452
1978	13,480	55,299	68,778	5,615	17,196	25,186	12,355	8,426
1979	15,421	61,604	77,025	6,295	19,625	27,515	14,191	9,399
1980	15,698	68,328	84,026	6,628	20,895	29,666	16,027	10,810
1981	16,547	77,746	94,293	7,245	22,670	33,732	18,361	12,283
1982	14,486	82,865	97,352	7,714	23,496	35,522	18,746	11,874

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne sont pas toujours égaux à la somme des éléments.

(1) Les données de ventes au détail d'avant 1975 sont fondées sur un échantillonnage des détaillants établi à partir d'un point repère des données de recensement; certaines données repères des différentes années se chevauchent. A partir de 1975, et avec recul à 1971, les données de ventes au détail ont été obtenues d'un échantillonnage de détaillants provenant de renseignements non liés à un recensement et ces données ne se comparent pas aux données antérieures. Les données d'avant 1961 sont fondées sur la classification industrielle standard de 1948 et les données plus récentes sur la classification de 1960.

(2) Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail*, mens., nº de cat. 63-005.

Tableau de référence 18

Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1982

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Millions de dollars)									
1960	511	680	1,191	506	1,697	335	843	1,178	671	1,849
1961	654	647	1,301	512	1,813	279	806	1,085	682	1,767
1962	647	745	1,392	536	1,928	353	916	1,269	750	2,019
1963	659	885	1,544	586	2,130	355	1,003	1,358	801	2,159
1964	769	1,059	1,828	660	2,488	443	1,388	1,831	896	2,727
1965	844	1,161	2,005	724	2,729	604	1,736	2,340	974	3,314
1966	1,066	1,348	2,414	796	3,210	788	2,126	2,914	1,096	4,010
1967	1,069	1,427	2,496	854	3,350	677	1,857	2,534	1,156	3,690
1968	1,086	1,341	2,427	914	3,341	657	1,542	2,199	1,232	3,431
1969	1,203	1,323	2,526	985	3,511	772	1,828	2,600	1,306	3,906
1970	1,284	1,268	2,552	1,112	3,664	997	2,226	3,223	1,417	4,640
1971	1,605	1,508	3,113	1,212	4,325	873	2,121	2,994	1,483	4,477
1972	1,528	1,785	3,313	1,304	4,617	829	2,119	2,948	1,657	4,605
1973	1,756	2,102	3,858	1,582	5,439	986	2,682	3,668	1,919	5,587
1974	2,184	2,529	4,713	1,899	6,612	1,425	3,525	4,950	2,310	7,260
1975	2,619	3,205	5,824	2,198	8,022	1,569	3,953	5,522	2,445	7,967
1976	3,094	4,168	7,262	2,540	9,802	1,440	4,026	5,465	2,891	8,357
1977	3,683	4,219	7,902	2,772	10,674	1,659	4,422	6,081	3,216	9,297
1978	4,058	4,440	8,498	2,972	11,469	1,544	4,635	6,178	3,596	9,774
1979	5,798	5,510	11,308	3,629	14,937	1,611	5,833	7,444	4,098	11,541
1980	8,302	6,061	14,363	4,501	18,864	2,256	7,491	9,747	4,731	14,478
1981	9,194	6,559	15,754	5,115	20,869	2,840	9,592	12,432	4,952	17,383
1982	10,978	7,241	18,219	5,692	23,912	3,123	10,737	13,860	5,662	19,522
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Millions de dollars)									
1960	1,074	698	1,772	713	2,485	466	409	875	168	1,043
1961	1,088	610	1,698	723	2,421	451	396	847	162	1,009
1962	982	619	1,601	734	2,335	438	422	860	164	1,024
1963	1,111	660	1,771	774	2,545	468	450	918	183	1,101
1964	1,332	727	2,059	822	2,881	548	494	1,042	195	1,237
1965	1,443	980	2,423	867	3,290	705	564	1,269	220	1,489
1966	1,666	1,260	2,926	945	3,871	860	667	1,527	248	1,775
1967	1,748	1,397	3,145	1,019	4,164	764	770	1,534	272	1,806
1968	1,774	1,446	3,220	1,070	4,290	710	762	1,472	300	1,772
1969	1,719	1,586	3,305	1,113	4,418	704	952	1,656	299	1,955
1970	2,044	1,584	3,628	1,218	4,846	760	985	1,745	323	2,068
1971	2,228	1,760	3,988	1,318	5,306	901	1,014	1,915	324	2,239
1972	2,357	1,872	4,229	1,424	5,653	1,212	1,430	2,642	355	2,997
1973	2,673	2,484	5,157	1,617	6,774	1,685	1,759	3,445	420	3,864
1974	3,154	3,087	6,241	2,002	8,243	2,184	2,145	4,329	510	4,839
1975	4,403	3,630	8,033	2,229	10,262	2,768	2,448	5,216	591	5,807
1976	4,426	3,828	8,254	2,588	10,842	2,724	2,546	5,270	724	5,994
1977	5,073	4,115	9,188	2,948	12,136	2,605	2,730	5,335	775	6,110
1978	5,626	4,900	10,526	3,393	13,918	2,925	3,402	6,327	912	7,239
1979	6,184	5,576	11,760	3,830	15,590	3,932	4,516	8,449	1,099	9,548
1980	6,717	6,047	12,763	4,439	17,202	4,430	5,079	9,509	1,222	10,731
1981	8,835	7,474	16,309	5,029	21,338	5,415	5,460	10,875	1,337	12,212
1982	11,181	8,040	19,221	5,812	25,033	5,847	5,986	11,833	1,468	13,301

Tableau de référence 18 (suite)
Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1982

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Institutions					Habitation[1]				
	(Millions de dollars)									
1960	500	73	573	71	644	1,522	—	1,522	457	1,979
1961	536	81	617	78	695	1,497	—	1,497	484	1,981
1962	729	105	834	76	910	1,555	—	1,555	513	2,068
1963	757	116	873	75	948	1,652	—	1,652	544	2,196
1964	648	123	771	79	850	1,990	—	1,990	577	2,567
1965	867	145	1,012	82	1,094	2,218	—	2,218	618	2,836
1966	1,020	184	1,204	93	1,297	2,181	—	2,181	661	2,842
1967	1,107	208	1,315	113	1,428	2,378	—	2,378	713	3,091
1968	1,197	225	1,422	118	1,540	2,806	—	2,806	780	3,586
1969	1,134	209	1,343	133	1,476	3,384	—	3,384	844	4,228
1970	1,095	216	1,311	134	1,445	3,138	—	3,138	871	4,009
1971	1,199	236	1,435	152	1,587	4,025	—	4,025	951	4,976
1972	993	225	1,218	168	1,386	4,820	—	4,820	1,051	5,871
1973	914	228	1,142	175	1,316	5,978	—	5,978	1,188	7,165
1974	1,064	275	1,338	199	1,537	7,010	—	7,010	1,451	8,461
1975	1,191	293	1,484	224	1,708	7,114	—	7,114	1,576	8,690
1976	1,168	317	1,485	256	1,741	10,853	—	10,853	1,817	12,669
1977	1,180	335	1,514	313	1,827	11,065	—	11,065	2,061	13,126
1978	1,181	362	1,542	344	1,886	11,450	—	11,450	2,329	13,780
1979	1,328	363	1,690	369	2,059	11,617	—	11,617	2,649	14,267
1980	1,625	506	2,131	420	2,551	11,014	—	11,014	2,862	13,876
1981	1,781	580	2,362	516	2,877	13,140	—	13,140	3,220	16,360
1982	2007	630	2,637	523	3,160	12,819	—	12,819	3,578	16,397
	Services gouvernementaux					Total				
	(Millions de dollars)									
1960	1,171	103	1,274	383	1,657	5,579	2,806	8,385	2,969	11,354
1961	1,125	122	1,247	380	1,627	5,630	2,662	8,292	3,021	11,313
1962	1,130	128	1,258	388	1,646	5,834	2,935	8,769	3,161	11,930
1963	1,154	128	1,282	393	1,675	6,157	3,242	9,398	3,356	12,754
1964	1,303	157	1,460	402	1,862	7,033	3,948	10,981	3,631	14,612
1965	1,494	174	1,668	442	2,110	8,175	4,760	12,935	3,927	16,862
1966	1,702	222	1,924	526	2,450	9,283	5,807	15,090	4,365	19,455
1967	1,731	215	1,946	573	2,519	9,474	5,874	15,348	4,700	20,048
1968	1,679	230	1,909	604	2,513	9,909	5,546	15,455	5,018	20,473
1969	1,908	205	2,113	583	2,696	10,824	6,103	16,927	5,263	22,190
1970	2,001	200	2,201	592	2,793	11,319	6,479	17,798	5,667	23,465
1971	2,443	271	2,714	620	3,334	13,274	6,910	20,184	6,060	26,244
1972	2,731	317	3,048	615	3,663	14,470	7,748	22,218	6,574	28,792
1973	2,962	410	3,372	708	4,080	16,953	9,666	26,618	7,608	34,226
1974	3,751	551	4,302	819	5,121	20,771	12,111	32,882	9,189	42,072
1975	4,392	633	5,025	892	5,917	24,055	14,162	38,216	10,155	48,371
1976	4,440	607	5,047	960	6,007	28,144	15,492	43,636	11,775	55,411
1977	4,865	648	5,513	1,085	6,598	30,130	16,467	46,598	13,170	59,767
1978	5,129	710	5,839	1,151	6,990	31,912	18,448	50,360	14,696	65,055
1979	5,377	710	6,087	1,300	7,387	35,847	22,508	58,354	16,974	75,328
1980	5,814	853	6,666	1,543	8,210	40,157	26,036	66,193	19,718	85,911
1981	6,586	1,047	7,642	1,775	9,417	47,800	30,712	78,512	21,944	100,456
1982	7,406	1,178	8,583	2,023	10,606	53,360	33,812	87,172	24,758	111,930

Remarque: Chiffres réels pour 1981, chiffres réels provisoires pour 1982.
(1) Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, occasionnelle nº de cat. 61-504; et ann., nº de cat. 61-206.

Tableau de référence 19

Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1982

Année	Investissements					Investissements				
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel	Entretien	Total
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	30.1	40.0	70.2	29.8	100.0	18.1	45.6	63.7	36.3	100.0
1961	36.1	35.7	71.8	28.2	100.0	15.8	45.6	61.4	38.6	100.0
1962	33.6	38.6	72.2	27.8	100.0	17.5	45.4	62.9	37.1	100.0
1963	30.9	41.5	72.5	27.5	100.0	16.4	46.5	62.9	37.1	100.0
1964	30.9	42.6	73.5	26.5	100.0	16.2	50.9	67.1	32.9	100.0
1965	30.9	42.5	73.5	26.5	100.0	18.2	52.4	70.6	29.4	100.0
1966	33.2	42.0	75.2	24.8	100.0	19.7	53.0	72.7	27.3	100.0
1967	31.9	42.6	74.5	25.5	100.0	18.3	50.3	68.7	31.3	100.0
1968	32.5	40.1	72.6	27.4	100.0	19.1	44.9	64.1	35.9	100.0
1969	34.3	37.7	71.9	28.1	100.0	19.8	46.8	66.6	33.4	100.0
1970	35.0	34.6	69.7	30.3	100.0	21.5	48.0	69.5	30.5	100.0
1971	37.1	34.9	72.0	28.0	100.0	19.5	47.4	66.9	33.1	100.0
1972	33.1	38.7	71.8	28.2	100.0	18.0	46.0	64.0	36.0	100.0
1973	32.3	38.6	70.9	29.1	100.0	17.6	48.0	65.7	34.3	100.0
1974	33.0	38.2	71.3	28.7	100.0	19.6	48.6	68.2	31.8	100.0
1975	32.7	40.0	72.6	27.4	100.0	19.7	49.6	69.3	30.7	100.0
1976	31.6	42.5	74.1	25.9	100.0	17.2	48.2	65.4	34.6	100.0
1977	34.5	39.5	74.0	26.0	100.0	17.8	47.6	65.4	34.6	100.0
1978	35.4	38.7	74.1	25.9	100.0	15.8	47.4	63.2	36.8	100.0
1979	38.8	36.9	75.7	24.3	100.0	14.0	50.5	64.5	35.5	100.0
1980	44.0	32.1	76.1	23.9	100.0	15.6	51.7	67.3	32.7	100.0
1981	44.1	31.4	75.5	24.5	100.0	16.3	55.2	71.5	28.5	100.0
1982	45.9	30.3	76.2	23.8	100.0	16.0	55.0	71.0	29.0	100.0
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	43.2	28.1	71.3	28.7	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1961	44.9	25.2	70.1	29.9	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1962	42.1	26.5	68.6	31.4	100.0	42.8	41.2	84.0	16.0	100.0
1963	43.7	25.9	69.6	30.4	100.0	42.5	40.9	83.4	16.6	100.0
1964	46.2	25.2	71.5	28.5	100.0	44.3	39.9	84.2	15.8	100.0
1965	43.9	29.8	73.6	26.4	100.0	47.3	37.9	85.2	14.8	100.0
1966	43.0	32.5	75.6	24.4	100.0	48.5	37.6	86.0	14.0	100.0
1967	42.0	33.5	75.5	24.5	100.0	42.3	42.6	84.9	15.1	100.0
1968	41.4	33.7	75.1	24.9	100.0	40.1	43.0	83.1	16.9	100.0
1969	38.9	35.9	74.8	25.2	100.0	36.0	48.7	84.7	15.3	100.0
1970	42.2	32.7	74.9	25.1	100.0	36.8	47.6	84.4	15.6	100.0
1971	42.0	33.2	75.2	24.8	100.0	40.2	45.3	85.5	14.5	100.0
1972	41.7	33.1	74.8	25.2	100.0	40.4	47.7	88.2	11.8	100.0
1973	39.5	36.7	76.1	23.9	100.0	43.6	45.5	89.1	10.9	100.0
1974	38.3	37.4	75.7	24.3	100.0	45.1	44.3	89.5	10.5	100.0
1975	42.9	35.4	78.3	21.7	100.0	47.7	42.2	89.8	10.2	100.0
1976	40.8	35.3	76.1	23.9	100.0	45.4	42.5	87.9	12.1	100.0
1977	41.8	33.9	75.7	24.3	100.0	42.6	44.7	87.3	12.7	100.0
1978	40.4	35.2	75.6	24.4	100.0	40.4	47.0	87.4	12.6	100.0
1979	39.7	35.8	75.4	24.6	100.0	41.2	47.3	88.5	11.5	100.0
1980	39.0	35.2	74.2	25.8	100.0	41.3	47.3	88.6	11.4	100.0
1981	41.4	35.0	76.4	23.6	100.0	44.3	44.7	89.1	10.9	100.0
1982	44.7	32.1	76.8	23.2	100.0	44.0	45.0	89.0	11.0	100.0

Tableau de référence 19 (suite)

Investissements privés et public au Canada
1960 – 1982

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Institutions					Habitation[1]				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	77.6	11.3	89.0	11.0	100.0	76.9	—	76.9	23.1	100.0
1961	77.1	11.7	88.8	11.2	100.0	75.6	—	75.6	24.4	100.0
1962	80.1	11.5	91.6	8.4	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1963	79.9	12.2	92.1	7.9	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1964	76.2	14.5	90.7	9.3	100.0	77.5	—	77.5	22.5	100.0
1965	79.3	13.3	92.5	7.5	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
1966	78.6	14.2	92.8	7.2	100.0	76.7	—	76.7	23.3	100.0
1967	77.5	14.6	92.1	7.9	100.0	76.9	—	76.9	23.1	100.0
1968	77.7	14.6	92.3	7.7	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
1969	76.8	14.2	91.0	9.0	100.0	80.0	—	80.0	20.0	100.0
1970	75.8	14.9	90.7	9.3	100.0	78.3	—	78.3	21.7	100.0
1971	75.6	14.9	90.4	9.6	100.0	80.9	—	80.9	19.1	100.0
1972	71.6	16.2	87.9	12.1	100.0	82.1	—	82.1	17.9	100.0
1973	69.4	17.3	86.7	13.3	100.0	83.4	—	83.4	16.6	100.0
1974	69.2	17.9	87.1	12.9	100.0	82.9	—	82.9	17.1	100.0
1975	69.7	17.2	86.9	13.1	100.0	81.9	—	81.9	18.1	100.0
1976	67.1	18.2	85.3	14.7	100.0	85.7	—	85.7	14.3	100.0
1977	64.6	18.3	82.9	17.1	100.0	84.3	—	84.3	15.7	100.0
1978	62.6	19.2	81.8	18.2	100.0	83.1	—	83.1	16.9	100.0
1979	64.5	17.6	82.1	17.9	100.0	81.4	—	81.4	18.6	100.0
1980	63.7	19.8	83.6	16.4	100.0	79.4	—	79.4	20.6	100.0
1981	61.9	20.2	82.1	17.9	100.0	80.3	—	80.3	19.7	100.0
1982	63.5	19.9	83.4	16.6	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
	Services gouvernementaux					Total				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	70.7	6.2	76.9	23.1	100.0	49.1	24.7	73.8	26.2	100.0
1961	69.1	7.5	76.6	23.4	100.0	49.8	23.5	73.6	26.7	100.0
1962	68.7	7.8	76.4	23.6	100.0	48.9	24.7	73.4	26.6	100.0
1963	68.9	7.6	76.5	23.5	100.0	48.3	25.4	73.7	26.3	100.0
1964	70.0	8.4	78.4	21.6	100.0	48.1	27.0	75.1	24.9	100.0
1965	70.8	8.2	79.1	20.9	100.0	48.5	28.2	76.6	23.4	100.0
1966	69.5	9.1	78.5	21.5	100.0	47.7	29.8	77.6	22.4	100.0
1967	68.7	8.5	77.3	22.7	100.0	47.2	29.3	76.5	23.5	100.0
1968	66.8	9.2	76.0	24.0	100.0	48.4	27.1	75.5	24.5	100.0
1969	70.8	7.6	78.4	21.6	100.0	48.8	27.5	76.3	23.7	100.0
1970	71.6	7.2	78.8	21.2	100.0	48.2	27.6	75.9	24.1	100.0
1971	73.3	8.1	81.4	18.6	100.0	50.6	26.3	76.9	23.1	100.0
1972	74.6	8.7	83.2	16.8	100.0	50.3	26.9	77.2	22.8	100.0
1973	72.6	10.0	82.6	17.4	100.0	49.5	28.2	77.8	22.2	100.0
1974	73.2	10.8	84.0	16.0	100.0	49.4	28.8	78.2	21.8	100.0
1975	74.2	10.7	84.9	15.1	100.0	49.7	29.3	79.0	21.0	100.0
1976	73.9	10.1	84.0	16.0	100.0	50.8	28.0	78.7	21.3	100.0
1977	73.7	9.8	83.6	16.4	100.0	50.4	27.6	78.0	22.0	100.0
1978	73.4	10.2	83.5	16.5	100.0	49.1	28.4	77.4	22.6	100.0
1979	72.8	9.6	82.4	17.6	100.0	47.6	29.9	77.5	22.5	100.0
1980	70.8	10.4	81.2	18.8	100.0	46.7	30.3	77.0	23.0	100.0
1981	70.0	11.1	81.2	18.8	100.0	47.6	30.6	78.2	21.8	100.0
1982	69.8	11.1	80.9	19.1	100.0	47.7	30.2	77.9	22.1	100.0

Remarque: Chiffres réels pour 1981, chiffres réels provisoires pour 1982.

[1] Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Source: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 20

Investissements privés et publics, par région
Immobilisations
1960 – 1982

Année	Terre-Neuve	Ile-du-Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau-Brunswick	Région de l'Atlantique	Québec
D	836852	836856	836863	836870	836940	836877
			(Millions de dollars)			
1960	146	37	234	180	597	2,007
1961	184	38	224	171	617	2,008
1962	261	43	223	179	706	2,154
1963	236	43	234	189	702	2,301
1964	231	39	270	257	797	2,828
1965	228	57	318	334	937	3,206
1966	340	57	411	390	1,198	3,441
1967	360	46	463	378	1,246	3,203
1968	387	41	461	330	1,219	3,175
1969	395	44	552	392	1,383	3,376
1970	503	54	607	471	1,635	3,418
1971	678	73	628	497	1,876	4,150
1972	607	72	613	487	1,779	4,824
1973	634	124	825	636	2,219	5,826
1974	698	118	893	976	2,685	7,398
1975	714	118	922	1,159	2,913	9,170
1976	829	111	1,041	1,177	3,159	9,813
1977	712	130	1,040	1,155	3,038	10,702
1978	784	172	1,190	1,310	3,456	10,794
1979	1,035	201	1,323	1,652	4,211	11,854
1980	1,087	207	1,446	1,469	4,209	12,820
1981	1,151	174	1,941	1,514	4,781	14,045
1982	1,383	180	2,096	1,622	5,280	13,668

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Région des Prairies	Colombie-Britannique[1]
	836884	836891	836898	836905	836947	836912 + 836919
			(Millions de dollars)			
1960	2,856	487	474	946	1,907	895
1961	2,794	417	454	981	1,852	901
1962	3,054	424	513	937	1,874	927
1963	3,282	491	603	995	2,089	1,019
1964	3,747	528	648	1,100	2,276	1,296
1965	4,379	537	773	1,320	2,630	1,713
1966	5,289	651	921	1,553	3,124	2,037
1967	5,416	714	959	1,667	3,340	2,139
1968	5,579	820	943	1,723	3,486	1,996
1969	6,307	901	755	1,914	3,570	2,291
1970	6,928	871	603	1,957	3,431	2,386
1971	7,460	812	664	2,139	3,615	3,083
1972	8,237	970	824	2,383	4,177	3,201
1973	9,714	1,143	979	2,931	5,053	3,804
1974	11,816	1,379	1,262	3,831	6,472	4,511
1975	12,920	1,521	1,780	5,007	8,308	4,905
1976	13,948	1,812	2,180	7,002	10,995	5,722
1977	14,732	1,897	2,269	7,826	11,992	6,133
1978	15,561	2,018	2,393	9,431	13,842	6,706
1979	17,093	2,041	3,104	11,920	17,064	8,131
1980	19,106	2,024	3,324	14,210	19,559	10,499
1981	22,788	2,282	4,144	17,162	23,588	13,310
1982	23,373	2,134	4,207	18,429	24,770	13,486

Remarque: Chiffres réels pour 1981, chiffres réels provisoires pour 1982.
(1) Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 21

Investissements privés, logement exclu, par région[1]
1965 – 1982

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
			(Millions de dollars)			
1965	8,052	521	1,909	2,692	1,780	1,148
1966	9,781	702	2,225	3,313	2,145	1,396
1967	9,709	742	1,970	3,257	2,303	1,436
1968	9,318	689	1,853	3,123	2,381	1,271
1969	10,087	841	1,846	3,619	2,323	1,458
1970	11,148	1,052	1,883	4,341	2,300	1,570
1971	12,010	1,185	2,141	4,377	2,282	2,024
1972	13,132	1,056	2,719	4,696	2,744	1,916
1973	16,127	1,262	3,421	5,622	3,466	2,356
1974	20,232	1,492	4,468	7,058	4,453	2,762
1975	24,594	1,597	5,880	8,363	5,775	2,978
1976	26,252	1,653	5,676	8,409	7,298	3,216
1977	28,505	1,681	6,320	8,989	7,905	3,610
1978	31,528	1,928	6,782	9,802	8,934	4,082
1979	38,960	2,538	7,797	11,412	11,770	5,444
1980	46,382	2,636	8,760	13,647	14,281	7,058
1981	55,370	3,151	9,497	16,440	17,596	8,686
1982	63,133	4,095	10,398	18,849	20,548	9,242
			(Variation en pourcentage)			
1965	20.4	11.8	15.3	21.2	18.3	36.7
1966	21.5	34.6	16.5	23.1	20.5	21.6
1967	– 0.7	5.8	– 11.5	– 1.7	7.4	2.9
1968	– 4.0	– 7.2	– 5.9	– 4.1	3.4	– 11.5
1969	8.3	22.1	– 0.4	15.9	– 2.4	14.7
1970	10.5	25.1	2.0	20.0	– 1.0	7.7
1971	7.7	12.6	13.7	0.8	– 0.8	28.9
1972	9.3	– 10.9	27.0	7.3	20.2	– 5.3
1973	22.8	19.5	25.8	19.7	26.3	22.9
1974	25.5	18.2	30.6	25.5	28.5	17.2
1975	21.6	7.1	31.6	18.5	29.7	7.8
1976	6.7	3.5	– 3.5	0.5	26.4	8.0
1977	8.6	1.7	11.3	6.9	8.3	12.3
1978	10.6	14.7	7.3	9.0	13.0	13.1
1979	23.6	31.6	15.0	16.4	31.7	33.4
1980	19.0	3.9	12.3	19.6	21.3	29.6
1981	19.4	19.5	8.4	20.5	23.2	23.1
1982	14.0	30.0	9.5	14.7	16.8	6.4

Remarque: Chiffres réels pour 1981, chiffres réels provisoires pour 1982.
[1] Ensemble des dépenses privées et publiques, moins le logement, les institutions et les ministères publics.
[2] Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 22

Mises en chantier, achèvements et construction de logements 1948 – 1982

Année	Mises en chantier			Achèvements			Logements en construction[1]	
	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Total
				(Nombre d'unités)				
1948	57,888	32,306	90,194	48,006	28,091	76,097	39,217	56,456
1949	58,125	32,384	90,509	59,785	28,448	88,233	37,344	58,169
1950	68,599	23,932	92,531	62,847	26,168	89,015	41,510	60,538
1951	47,374	21,205	68,579	61,167	20,143	81,310	26,783	45,926
1952	63,443	19,803	83,246	54,346	18,741	73,087	36,998	55,689
1953	80,313	22,096	102,409	73,375	23,464	96,839	42,808	59,923
1954	89,755	23,772	113,527	80,593	21,372	101,965	51,302	68,641
1955	97,386	40,890	138,276	93,942	33,987	127,929	53,677	79,339
1956	87,309	40,002	127,311	95,152	40,548	135,700	44,386	68,579
1957	84,875	37,465	122,340	80,995	36,288	117,283	49,508	72,573
1958	121,695	42,937	164,632	107,839	38,847	146,686	63,080	88,162
1959	105,991	35,354	141,345	108,059	37,612	145,671	59,879	81,905
1960	76,687	32,171	108,858	90,513	33,244	123,757	44,975	65,773
1961	92,741	32,836	125,577	83,148	32,460	115,608	53,195	73,583
1962	102,008	28,087	130,095	98,530	28,152	126,682	59,387	76,153
1963	118,512	36,112	148,624	99,133	29,058	128,191	77,929	96,613
1964	133,562	30,096	165,658	121,378	29,585	150,963	88,493	107,718
1965	135,218	31,347	166,565	122,197	30,840	153,037	99,815	119,854
1966	108,329	26,145	134,474	134,569	27,623	162,192	71,477	88,621
1967	131,858	32,265	164,123	120,163	29,079	149,242	82,616	102,716
1968	162,267	34,611	196,878	136,337	34,656	170,993	106,834	126,638
1969	169,739	40,676	210,415	159,089	36,737	195,826	114,386	137,357
1970	150,999	39,529	190,528	138,576	37,251	175,827	123,901	148,185
1971	180,948	52,705	233,653	155,892	45,340	201,232	145,885	177,257
1972	206,954	42,960	249,914	192,984	39,243	232,227	163,318	188,630
1973	211,543	56,986	268,529	197,513	49,068	246,581	174,852	207,236
1974	169,437	52,686	222,123	202,989	54,254	257,243	138,360	168,406
1975	181,846	49,610	231,456	170,325	46,639	216,964	146,517	176,599
1976	209,762	63,441	273,203	180,765	55,484	236,249	168,282	204,286
1977	200,201	45,523	245,724	206,217	45,572	251,789	158,216	185,599
1978	178,678	48,989	227,667	198,777	47,756	246,533	135,239	164,702
1979	151,717	45,332	197,049	178,604	47,885	226,489	103,414	128,601
1980	125,013	33,588	158,601	140,996	35,172	176,168	84,195	105,780
1981	142,441	35,532	177,973	137,955	37,041	174,996	85,515	102,829
1982	104,792	21,068	125,860	112,251	21,691	133,942	74,685	89,055

Remarque: Les données de 1962 à 1965 sont fondées sur les définitions des territoires de recensement de 1961, celles de 1966 à 1971 sur les définitions de 1966, celles de 1972 à 1976 sur les définitions de 1971. Les données postérieures sont fondées sur les définitions du recensement de 1976.

(1) A la fin de la période.

(2) Les données pour les années 1967 et après sont basées sur les centres de 10,000 âmes et plus.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada.*

Tableau de référence 23

Logements mis en chantier et achevés, par genre
1949 – 1982

Année	Mises en chantier					Logements achevés				
	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total
	(Nombre d'unités)									
1949	71,425	7,536	0	11,548	90,509	68,966	7,309	485	11,473	88,233
1950	68,675	8,664	631	14,561	92,531	68,685	7,376	145	12,809	89,015
1951	53,002	5,658	54	9,865	68,579	60,366	7,568	585	12,791	81,310
1952	60,696	5,360	299	16,891	83,246	55,967	5,314	99	11,707	73,087
1953	70,782	7,202	553	23,872	102,409	68,916	7,714	372	19,837	96,839
1954	78,574	6,498	1,000	27,455	113,527	71,760	6,098	1,065	23,042	101,965
1955	99,003	10,606	1,909	26,758	138,276	90,553	8,278	1,547	27,551	127,929
1956	90,620	9,441	2,263	24,987	127,311	95,656	11,872	2,137	26,035	135,700
1957	82,955	9,272	2,214	27,899	122,340	81,096	8,464	2,350	25,373	117,283
1958	104,508	10,713	2,457	46,954	164,632	96,830	10,004	2,226	37,626	146,686
1959	92,178	10,468	1,908	36,791	141,345	95,455	10,923	2,308	36,985	145,671
1960	67,171	9,699	2,301	29,687	108,858	78,113	9,911	1,616	34,117	123,757
1961	76,430	11,650	1,864	35,633	125,577	76,171	10,593	2,019	26,825	115,608
1962	74,443	10,975	3,742	40,935	130,095	75,593	11,922	2,451	36,716	126,682
1963	77,158	7,891	3,895	59,680	148,624	71,585	7,150	3,487	45,969	128,191
1964	77,079	8,706	4,755	75,118	165,658	76,225	8,091	3,861	62,786	150,963
1965	75,441	7,924	5,306	77,894	166,565	75,104	8,730	4,097	65,106	153,037
1966	70,642	7,281	5,000	51,551	134,474	73,858	7,707	6,412	74,215	162,192
1967	72,534	9,939	7,392	74,258	164,123	73,631	9,089	5,431	61,091	149,242
1968	75,339	10,114	8,042	103,383	196,878	74,640	10,098	7,896	78,359	170,993
1969	78,404	10,373	10,721	110,917	210,415	78,584	10,483	7,827	98,932	195,826
1970	70,749	10,826	17,055	91,898	190,528	66,615	9,066	11,473	88,673	175,827
1971	98,056	13,751	15,659	106,187	233,653	82,978	12,518	16,795	88,941	201,232
1972	115,570	13,649	16,980	103,715	249,914	106,508	13,184	14,416	98,119	232,227
1973	131,552	13,235	17,291	106,451	268,529	122,696	13,479	14,832	95,574	246,581
1974	122,143	11,023	14,932	74,025	222,123	129,704	12,509	19,225	95,805	257,243
1975	123,929	15,403	21,763	70,361	231,456	113,409	12,303	16,095	75,157	216,964
1976	134,313	15,890	33,676	89,324	273,203	128,623	15,160	21,172	71,294	236,249
1977	108,403	18,373	26,621	92,327	245,724	117,792	17,281	31,561	85,155	251,789
1978	110,029	19,932	20,379	77,327	227,667	106,195	19,155	26,644	94,539	246,533
1979	109,117	16,296	13,249	58,387	197,049	112,105	18,071	18,860	77,453	226,489
1980	87,721	11,149	11,402	48,329	158,601	90,720	13,675	13,398	58,375	176,168
1981	89,071	11,768	15,525	61,609	177,973	98,412	12,831	13,252	50,501	174,996
1982	54,457	6,254	11,987	53,162	125,860	54,720	8,480	16,082	54,660	133,942

Remarque: Voir *Remarque* du tableau 22.

Sources: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada; Logement au Canada.*

Tableau de référence 24

Expéditions, commandes et stocks du secteur de la fabrication
1961 – 1982

Année	Fabrication					Biens durables			Biens non durables		
	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Total des stocks	Rapport des stocks aux ventes[1]	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies
D	310000 310030	310060 310083	310106 310129	310152 310175		310022 310052	310082 310105	310128 310151	310021 310051	31 0081 310104	310127 310150
					(Millions de dollars)						
1961	1,953	1,968	1,960	4,529	2.32	769	726	1,526	1,184	1,193	434
1962	2,149	2,158	2,177	4,867	2.26	883	894	1,747	1,267	1,264	430
1963	2,335	2,344	2,199	5,085	2.18	988	995	1,784	1,347	1,350	415
1964	2,571	2,601	2,497	5,436	2.11	1,121	1,151	2,069	1,451	1,450	428
1965	2,824	2,867	2,950	5,952	2.11	1,281	1,318	2,491	1,543	1,549	459
1966	3,109	3,181	3,656	6,738	2.17	1,421	1,489	3,141	1,687	1,692	515
1967	3,246	3,241	4,025	7,408	2.28	1,478	1,475	3,513	1,768	1,766	512
1968	3,505	3,508	3,961	7,446	2.12	1,633	1,628	3,384	1,872	1,880	577
1969	3,828	3,885	4,345	8,064	2.11	1,811	1,865	3,705	2,018	2,020	640
1970	3,865	3,849	4,722	8,611	2.23	1,785	1,767	3,860	2,080	2,082	863
1971	4,189	4,215	4,834	8,643	2.06	1,977	1,997	3,954	2,213	2,218	880
1972	4,687	4,736	5,049	9,197	1.97	2,222	2,265	4,097	2,465	2,471	952
1973	5,563	5,793	6,707	10,420	1.88	2,638	2,848	5,567	2,925	2,945	1,140
1974	6,871	7,125	10,063	13,674	1.99	3,136	3,386	8,699	3,735	3,739	1,363
1975	7,372	7,297	10,818	16,350	2.22	3,346	3,284	9,594	4,025	4,013	1,224
1976	8,190	8,117	10,043	17,420	2.13	3,749	3,667	8,807	4,442	4,450	1,236
1977	9,083	9,212	10,741	18,943	2.09	4,169	4,284	9,381	4,914	4,927	1,360
1978	10,775	11,035	12,760	20,882	1.94	5,012	5,238	11,043	5,763	5,798	1,717
1979	12,707	12,965	16,441	24,728	1.95	5,869	6,111	14,383	6,838	6,854	2,058
1980	14,034	14,173	18,924	29,410	2.10	6,239	6,349	16,705	7,795	7,823	2,219
1981	15,776	15,785	19,875	33,391	2.12	6,859	6,875	17,492	8,917	8,910	2,382
1982	15,250	15,040	17,905	34,842	2.28	6,342	6,149	15,674	8,908	8,891	2,231

[1] Rapport du total des stocks aux expéditions.

Source: Statistique Canada, *Stocks, expéditions et commandes des industries manufacturières*, mens. nº de cat. 31-001.

Tableau de référence 25

Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie 1971 – 1982

Année	Produit intérieur brut	Agriculture	Produit intérieur réel, agriculture exclue	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication			Construction	Services d'énergie électrique, de gaz et d'eau	Transports, entreposage et communications	Commerce			Finance, assurances et immeuble	Services collectifs, commerciaux et personnels	Administration publique et défense	Industries commerciales	Industries commerciales, agriculture exclue	Industries productrices de biens	Industries de services	Industries non commerciales	Production industrielle
					Total	Biens non durables	Biens durables				Total	Gros	Détail									
D	141940	141941	142098	141944	141955	142106	142105	142037	142049	142036	142052	142053	142055	142069	142076	142092	142102	142103	142100	142101	142104	142099
	(Millions de dollars)																					
1971	83,250	2,697	80,565	3,146	19,041	9,396	9,645	5,846	2,194	10,086	9,806	4,103	5,703	9,589	16,081	6,152	66,006	65,310	33,740	49,520	15,255	24,381
1972	88,143	2,380	85,753	3,296	20,516	10,157	10,359	6,021	2,436	10,944	10,774	4,491	6,283	10,100	16,848	6,414	72,504	70,114	35,500	52,643	15,639	26,240
1973	95,028	2,612	92,416	3,706	22,674	10,881	11,793	6,202	2,640	11,887	11,751	4,927	6,824	10,929	17,606	6,750	78,889	76,277	38,745	56,283	16,140	29,021
1974	99,347	2,413	96,935	3,587	23,497	11,110	12,387	6,446	2,853	12,607	12,700	5,340	7,360	11,593	18,614	7,006	82,771	80,359	39,680	59,667	16,576	29,937
1975	100,263	2,776	97,507	3,175	22,123	10,487	11,636	6,780	2,863	12,757	12,993	5,366	7,627	12,071	19,481	7,346	83,107	80,331	38,498	61,785	17,175	28,161
1976	105,249	2,948	102,302	3,244	23,432	11,220	12,212	6,992	3,116	13,536	13,531	5,469	8,062	12,683	20,470	7,565	87,664	84,717	40,581	64,668	17,585	29,792
1977	108,341	3,070	105,271	3,337	23,902	11,387	12,514	6,856	3,311	14,284	13,710	5,548	8,163	13,445	21,096	7,736	90,443	87,373	41,380	66,961	17,898	30,550
1978	111,958	2,997	108,961	3,065	25,140	12,012	13,128	6,706	3,522	14,964	14,206	5,821	8,385	14,120	21,838	7,926	93,606	90,811	42,354	69,604	18,150	31,677
1979	116,145	2,698	113,447	3,383	26,632	12,636	13,995	6,868	3,685	16,079	14,686	6,093	8,593	14,555	22,460	7,884	97,006	95,300	44,166	71,980	18,139	33,600
1980	117,065	2,909	114,156	3,401	25,846	12,555	13,291	6,859	3,784	16,540	14,721	6,142	8,579	15,041	22,771	7,986	98,763	95,854	43,789	73,275	18,302	33,031
1981	120,551	3,260	117,260	3,223	26,378	12,739	13,640	7,344	3,978	17,145	14,763	6,104	8,659	15,624	23,718	8,145	100,816	98,556	45,133	75,417	18, 734	33,579
1982	114,567	3,348	111,219	2,832	23,139	11,624	11,516	6,738	3,988	16,622	13,472	5,246	8,226	15,643	23,539	8,405	95,484	92,136	40,874	73,692	19,063	29,960
	(Variation en pourcentage)																					
1972	5.9	– 11.3	6.4	4.4	7.7	8.1	7.4	3.0	11.1	8.5	9.9	9.5	10.2	5.3	4.8	4.2	6.6	7.4	5.2	6.3	2.5	7.6
1973	7.8	9.3	7.8	12.8	10.5	7.1	13.8	3.0	8.3	8.6	9.1	9.7	8.6	8.2	4.5	5.2	8.8	8.8	9.1	6.9	3.2	10.6
1974	4.5	– 7.6	4.9	– 3.2	3.6	2.1	5.0	3.9	8.1	6.1	8.1	8.4	7.8	6.1	5.7	3.8	4.9	5.4	2.4	6.0	2.7	3.2
1975	0.9	15.1	0.6	– 11.5	– 5.9	– 5.6	– 6.1	5.2	0.3	1.2	2.3	0.5	3.6	4.1	4.7	4.8	0.4	0.0	– 3.0	3.5	3.6	– 5.9
1976	5.0	6.2	4.9	2.2	5.9	7.0	5.0	3.1	8.8	6.1	4.1	1.9	5.7	5.1	5.1	3.0	5.5	5.5	5.4	4.7	2.4	5.8
1977	2.9	4.1	2.9	2.9	2.0	1.5	2.5	– 1.9	6.3	5.5	1.3	1.4	1.2	6.0	3.1	2.3	3.2	3.1	2.0	3.5	1.8	2.5
1978	3.3	– 2.4	3.5	– 9.7	5.2	5.5	4.9	– 2.2	6.4	4.9	3.6	4.9	2.7	5.0	3.8	2.5	3.7	3.9	2.4	3.9	1.4	3.7
1979	3.7	– 9.9	4.1	8.9	5.9	5.2	6.6	2.7	4.6	7.3	3.4	4.7	2.5	3.1	2.6	– 0.5	4.5	5.0	4.3	3.4	0.1	6.1
1980	0.8	7.8	0.6	3.6	– 2.9	– 0.6	5.0	– 0.4	2.7	2.9	0.2	0.8	– 0.2	3.3	1.4	1.3	0.8	0.6	– 0.9	1.8	0.9	– 1.7
1981	3.0	12.1	2.7	– 5.2	2.1	1.5	2.6	7.1	5.1	3.7	0.3	– 0.6	0.9	3.9	4.2	2.0	– 3.1	2.8	3.1	2.9	2.4	1.7
1982	– 5.0	2.7	– 5.2	– 12.1	– 12.3	– 8.8	– 15.6	– 8.3	0.3	– 3.0	– 8.7	– 14.1	– 5.0	0.1	– 0.8	3.2	– 6.2	– 6.5	– 9.4	– 2.3	1.9	– 10.8

Source: Statistique Canada, *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mensuelle et annuelle, nº de cat. 61-213.

Tableau de référence 26

Principaux éléments du marché du travail[1]
1966 – 1982[2]

Année	Population de 15 ans et plus	Population active			Emploi			Chômage	Total immigration	Immigrants se destinant au marché du travail
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
D	767284	767285 767606	767417 767681	767549 767748	767286 767608	767418 767683	767550 767750	767287 767609	55	66
					(Milliers de personnes)					
1966	13,083	7,493	5,147	2,346	7,242	4,975	2,267	251	195	99
1967	13,444	7,747	5,261	2,485	7,451	5,058	2,393	296	223	120
1968	13,805	7,951	5,354	2,597	7,593	5,110	2,483	358	184	95
1969	14,162	8,194	5,465	2,728	7,832	5,230	2,601	362	162	84
1970	14,528	8,395	5,571	2,824	7,919	5,260	2,660	476	148	78
1971	14,872	8,639	5,667	2,972	8,104	5,329	2,775	535	122	61
1972	15,186	8,897	5,797	3,101	8,344	5,460	2,885	553	122	59
1973	15,526	9,276	5,973	3,303	8,761	5,678	3,083	515	184	92
1974	15,924	9,639	6,163	3,477	9,125	5,870	3,255	514	218	106
1975	16,323	9,974	6,294	3,680	9,284	5,903	3,381	690	188	81
1976	16,706	10,206	6,369	3,837	9,479	5,965	3,515	727	149	61
1977	17,057	10,498	6,505	3,994	9,648	6,031	3,617	850	115	48
1978	17,382	10,882	6,650	4,232	9,972	6,148	3,824	911	86	35
1979	17,691	11,207	6,799	4,408	10,369	6,347	4,022	838	112	48
1980	18,005	11,522	6,909	4,613	10,655	6,430	4,225	867	143	64
1981	18,295	11,830	7,019	4,811	10,933	6,522	4,411	898	128	57
1982	18,573	11,879	6,994	4,884	10,574	6,220	4,354	1,305	—	n.d.
					(Variation en pourcentage)				(Variation)	
1967	2.8	3.4	2.2	5.9	2.9	1.7	5.6	45	28	20
1968	2.7	2.6	1.8	4.5	1.9	1.0	3.8	62	−39	−24
1969	2.6	3.1	2.1	5.0	3.1	2.3	4.8	4	−22	−11
1970	2.6	2.5	1.9	3.5	1.1	0.6	2.3	114	−14	−7
1971	2.4	2.9	1.7	5.2	2.3	1.3	4.3	59	−26	−16
1972	2.1	3.0	2.3	4.3	3.0	2.5	4.0	18	0	−2
1973	2.2	4.3	3.0	6.5	5.0	4.0	6.9	−38	62	33
1974	2.6	3.9	3.2	5.2	4.2	3.4	5.6	−1	34	14
1975	2.5	3.5	2.1	5.9	1.7	0.6	3.9	175	−31	−25
1976	2.3	2.3	1.2	4.3	2.1	1.0	4.0	37	−38	−20
1977	2.1	2.9	2.1	4.1	1.8	1.1	2.9	124	−35	−14
1978	1.9	3.7	2.2	6.0	3.4	1.9	5.7	60	−29	−12
1979	1.8	3.0	2.2	4.2	4.0	3.2	5.2	−72	26	13
1980	1.8	2.8	1.6	4.6	2.8	1.3	5.0	28	31	16
1981	1.6	2.7	1.6	4.3	2.6	1.4	4.4	31	−15	−7
1982	1.5	0.4	−0.4	1.5	−3.3	−4.6	−1.3	407	—	n.d.

[1] De légères différences dans les totaux peuvent exister en raison de l'arrondissement des données.

[2] Les données de la nouvelle enquête sur la population active ont commencé à être cueillies en janvier 1975. En janvier 1976, la nouvelle enquête a remplacé l'ancienne. Les données révisées ont été estimées jusqu'en 1966. Les données antérieures à l'enquête sur la population active (1954-1975) sont disponibles dans l'édition de 1976 de cette *Revue*.

Sources: Statistique Canada. *La population active*, ann., nº de cat. 71-001; *Statistiques chronologiques sur la population active*, ann., nº de cat. 71-201; ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Statistiques sur l'immigration, Bulletin trimestriel sur l'immigration*.

Tableau de référence 27

Taux de participation et de chômage selon le sexe et l'âge
1966 – 1982[1]

Année	Taux de participation						
	Hommes			Femmes			Total
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	
D	767420 767685	767430 767697	767389 767656	767552 767752	767562 767763	767521 767730	767288 767610
	(En pourcentage)						
1966	79.8	64.1	84.9	35.4	48.4	31.2	57.3
1967	79.3	64.1	84.5	36.5	49.1	32.3	57.6
1968	78.6	63.3	84.0	37.1	49.8	32.8	57.6
1969	78.3	62.7	83.8	38.0	50.2	33.8	57.9
1970	77.8	62.5	83.3	38.3	49.5	34.5	57.8
1971	77.3	62.7	82.7	39.4	50.8	35.4	58.1
1972	77.5	64.4	82.3	40.2	51.8	36.2	58.6
1973	78.2	66.8	82.3	41.9	54.2	37.6	59.7
1974	78.7	68.9	82.2	43.0	56.0	38.5	60.5
1975	78.4	68.8	81.9	44.4	56.8	40.0	61.1
1976	77.6	67.9	81.1	45.2	56.8	41.1	61.1
1977	77.6	68.8	80.9	46.0	57.5	42.1	61.5
1978	77.9	69.7	81.0	47.8	58.9	44.0	62.6
1979	78.4	71.4	80.9	48.9	61.0	44.9	63.3
1980	78.3	72.0	80.5	50.3	62.6	46.2	64.0
1981	78.3	72.5	80.3	51.6	63.2	47.9	64.7
1982	76.9	69.5	79.3	51.6	62.3	48.3	64.0
	Taux de chômage						
	Hommes			Femmes			Total
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	
	767421 767686	767431 767698	767390 767657	767553 767753	767563 767764	767522 767731	767289 767611
	(En pourcentage)						
1966	3.3	6.3	2.6	3.4	4.8	2.7	3.4
1967	3.9	7.2	3.0	3.7	5.5	2.8	3.8
1968	4.6	8.7	3.5	4.4	6.5	3.3	4.5
1969	4.3	8.3	3.2	4.7	6.5	3.7	4.4
1970	5.6	11.2	4.1	5.8	8.6	4.4	5.7
1971	6.0	12.0	4.3	6.6	9.8	5.0	6.2
1972	5.8	11.9	4.1	7.0	9.6	5.7	6.2
1973	4.9	10.0	3.4	6.7	9.2	5.4	5.5
1974	4.8	9.6	3.3	6.4	8.9	5.1	5.3
1975	6.2	12.5	4.3	8.1	11.4	6.5	6.9
1976	6.4	13.3	4.2	8.4	12.1	6.6	7.1
1977	7.3	14.9	4.9	9.4	13.8	7.4	8.1
1978	7.6	15.1	5.2	9.6	13.9	7.7	8.4
1979	6.6	13.3	4.5	8.8	12.7	7.0	7.5
1980	6.9	13.8	4.8	8.4	12.7	6.5	7.5
1981	7.1	14.2	4.9	8.3	12.3	6.7	7.6
1982	11.1	21.1	8.1	10.8	16.1	8.8	11.0

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active*.

Tableau de référence 28
Taux de participation, Canada et par région
1966 – 1982[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767860		769841	769904		769922
			(Population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus)			
1966	57.3	50.4	56.0	59.8	58.3	56.7
1967	57.6	50.4	56.4	60.2	58.3	57.5
1968	57.6	50.0	55.6	60.3	59.5	57.6
1969	57.9	49.9	55.9	60.5	59.7	58.2
1970	57.8	49.3	55.4	60.5	60.0	58.7
1971	58.1	49.8	56.0	60.9	60.0	58.3
1972	58.6	50.5	55.9	61.7	60.8	58.8
1973	59.7	52.3	57.6	62.4	61.8	59.6
1974	60.5	53.4	58.0	63.4	62.6	60.3
1975	61.1	53.5	58.5	64.1	63.0	61.1
1976	61.1	53.4	58.3	63.9	63.8	61.3
1977	61.5	53.7	58.9	64.3	64.3	61.5
1978	62.6	54.9	59.7	65.5	65.3	62.6
1979	63.3	55.5	60.1	66.6	66.3	62.7
1980	64.0	56.2	61.0	66.8	67.1	63.7
1981	64.7	56.3	61.2	67.7	68.1	64.7
1982	64.0	55.8	59.7	67.4	67.8	63.8

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 29

Population active, Canada et par région
1966 – 1982[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767870		769838	769901		769919						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,493	615	2,113	2,787	1,262	716	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	7,747	626	2,184	2,891	1,286	759	3.4	1.8	3.4	3.8	1.9	6.0
1968	7,951	635	2,205	2,980	1,342	789	2.6	1.5	0.9	3.1	4.3	4.0
1969	8,194	647	2,264	3,077	1,376	830	3.1	1.9	2.7	3.3	2.6	5.2
1970	8,395	652	2,288	3,177	1,407	871	2.5	0.7	1.1	3.2	2.2	5.0
1971	8,639	673	2,347	3,290	1,429	899	2.9	3.3	2.6	3.6	1.6	3.2
1972	8,897	696	2,383	3,410	1,471	938	3.0	3.4	1.5	3.6	2.9	4.3
1973	9,276	736	2,499	3,532	1,522	987	4.3	5.8	4.9	3.6	3.5	5.2
1974	9,639	767	2,570	3,686	1,576	1,040	3.9	4.1	2.8	4.4	3.6	5.4
1975	9,974	787	2,647	3,818	1,635	1,087	3.5	2.6	3.0	3.6	3.7	4.5
1976	10,206	805	2,689	3,885	1,712	1,116	2.3	2.3	1.6	1.7	4.7	2.6
1977	10,498	829	2,756	3,994	1,775	1,144	2.9	2.9	2.5	2.8	3.7	2.5
1978	10,882	864	2,827	4,147	1,852	1,192	3.7	4.2	2.6	3.8	4.3	4.2
1979	11,207	892	2,878	4,289	1,926	1,223	3.0	3.2	1.8	3.4	4.0	2.6
1980	11,522	919	2,959	4,366	2,000	1,278	2.8	3.1	2.8	1.8	3.8	4.5
1981	11,830	935	2,996	4,481	2,082	1,337	2.7	1.7	1.3	2.6	4.1	4.7
1982	11,879	938	2,947	4,519	2,128	1,346	0.4	0.3	– 1.6	0.8	2.2	0.7

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 30
Emploi, Canada et par région
1966 – 1982[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767888		769839	769902		769920						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,242	583	2,027	2,714	1,233	684	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	7,451	593	2,085	2,799	1,254	720	2.9	1.5	2.8	3.1	1.7	5.3
1968	7,593	598	2,081	2,873	1,299	742	1.9	0.9	−0.2	2.6	3.5	3.1
1969	7,832	607	2,126	2,979	1,331	788	3.1	1.5	2.2	3.7	2.5	6.2
1970	7,919	612	2,128	3,037	1,337	805	1.1	0.8	0.1	2.0	0.4	2.1
1971	8,104	626	2,175	3,113	1,356	834	2.3	2.3	2.2	2.5	1.4	3.7
1972	8,344	642	2,205	3,239	1,394	865	3.0	2.5	1.4	4.1	2.8	3.7
1973	8,761	679	2,330	3,380	1,451	920	5.0	5.9	5.7	4.4	4.1	6.4
1974	9,125	702	2,401	3,523	1,523	976	4.2	3.3	3.0	4.2	5.0	6.0
1975	9,284	710	2,434	3,576	1,571	995	1.7	1.1	1.4	1.5	3.1	1.9
1976	9,479	718	2,456	3,645	1,641	1,020	2.1	1.1	0.9	1.9	4.5	2.5
1977	9,648	725	2,473	3,714	1,690	1,047	1.8	1.0	0.7	1.9	3.0	2.7
1978	9,972	756	2,520	3,847	1,756	1,093	3.4	4.3	1.9	3.6	3.9	4.4
1979	10,369	786	2,602	4,008	1,843	1,129	4.0	4.1	3.3	4.2	4.9	3.3
1980	10,655	817	2,667	4,066	1,914	1,191	2.8	3.8	2.5	1.4	3.9	5.5
1981	10,933	826	2,685	4,186	1,988	1,247	2.6	1.2	0.7	2.9	3.9	4.7
1982	10,574	803	2,540	4,078	1,970	1,183	−3.3	−2.8	−5.4	−2.6	−0.9	−5.1

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 31

Estimations du nombre d'employés par industrie
1961 – 1982

Année	Total non-agricole	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication	Construction	Transports, entreposage et communications	Commerce	Finance, assurance et immeuble	Services collectifs commerciaux et personnels	Administration publique et défense
					(En milliers)				
1961	4,719	108	1,306	282	581	758	196	1,079	333
1962	4,924	109	1,368	301	583	791	207	1,143	341
1963	5,097	107	1,416	308	592	821	220	1,209	345
1964	5,345	108	1,486	332	604	854	231	1,292	355
1965	5,626	115	1,554	367	622	898	240	1,384	364
1966	5,922	117	1,637	392	641	944	248	1,482	379
1967	6,101	119	1,641	376	659	968	265	1,589	401
1968	6,235	121	1,638	372	646	1,002	282	1,684	415
1969	6,490	120	1,678	379	661	1,057	299	1,800	424
1970	6,592	129	1,648	366	667	1,081	305	1,878	447
1971	6,744	126	1,640	391	685	1,114	316	1,929	475
1972	7,009	123	1,680	404	699	1,186	343	2,009	501
1973	7,397	127	1,775	428	719	1,262	373	2,104	536
1974	7,769	132	1,838	446	764	1,347	405	2,205	558
1975	7,874	131	1,755	451	764	1,381	423	2,310	592
1976	8,006	136	1,773	455	779	1,401	434	2,358	606
1977	8,224	142	1,775	467	795	1,413	472	2,469	621
1978	8,391	140	1,803	436	803	1,467	488	2,545	633
1979	8,691	151	1,874	466	819	1,515	502	2,656	625
1980	8,877	170	1,851	456	843	1,555	517	2,766	636
1981	9,188	178	1,884	475	850	1,629	533	2,933	628
1982	8,900	156	1,711	413	828	1,577	535	2,966	646
					(Variation en pourcentage)				
1962	4.3	1.3	4.8	6.1	0.5	4.4	5.7	6.0	2.5
1963	3.5	– 1.8	3.6	2.7	1.4	3.8	6.0	5.8	1.2
1964	4.8	1.1	4.9	7.9	2.1	4.0	5.4	6.8	2.5
1965	5.3	6.3	4.6	10.4	2.8	5.2	3.8	7.0	2.6
1966	5.2	2.2	5.3	6.8	2.9	5.0	3.4	7.1	4.0
1967	3.0	1.4	0.2	– 3.9	2.7	2.6	6.7	7.3	5.9
1968	2.1	1.7	– 0.2	– 1.0	– 1.9	3.5	6.5	5.9	3.4
1969	4.0	– 1.8	2.4	1.7	2.2	5.5	5.9	6.9	2.1
1970	1.6	7.4	– 1.8	– 3.3	1.0	2.2	2.1	4.3	5.5
1971	2.3	– 1.4	– 0.5	6.4	2.6	3.1	3.5	2.7	6.3
1972	3.9	– 2.2	2.5	3.6	2.0	6.4	8.4	4.2	5.4
1973	5.5	3.0	5.6	6.0	2.9	6.5	8.9	4.7	7.0
1974	5.0	4.0	3.5	4.2	6.2	6.7	8.6	4.8	4.3
1975	1.3	– 0.4	– 4.5	1.1	0.0	2.5	4.4	4.8	6.1
1976	1.7	3.8	1.0	1.0	2.0	1.5	2.7	2.1	2.4
1977	2.7	3.8	0.1	2.4	2.0	0.9	8.7	4.7	2.4
1978	2.0	– 1.4	1.6	– 6.5	1.0	3.8	3.4	3.0	2.0
1979	3.6	8.0	3.9	6.8	2.1	3.3	2.9	4.4	– 1.2
1980	2.1	12.8	– 1.2	– 2.1	2.8	2.6	2.9	4.1	1.7
1981	3.5	4.6	1.8	4.3	0.8	4.7	3.1	6.0	– 1.1
1982	– 3.1	– 12.4	– 9.2	– 13.1	– 2.6	– 3.2	0.4	1.2	2.9

Source: Statistique Canada, *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008.

Tableau de référence 32

Chômage, Canada et par région
1966 – 1982[1]

Année	Nombre de chômeurs						Taux de chômage					
	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique
D	767891		769840	769903		769921	767863		769842	769905		769923
	(Milliers de personnes)						(En pourcentage)					
1966	251	33	86	72	30	33	3.4	5.4	4.1	2.6	2.4	4.6
1967	296	33	100	92	30	39	3.8	5.3	4.6	3.2	2.5	5.1
1968	358	38	124	107	43	47	4.5	6.0	5.6	3.6	3.2	5.9
1969	362	40	137	99	45	42	4.4	6.2	6.1	3.2	3.3	5.0
1970	476	40	160	139	70	67	5.7	6.2	7.0	4.4	4.9	7.7
1971	535	46	171	178	74	65	6.2	7.0	7.3	5.4	5.2	7.2
1972	553	54	178	171	78	73	6.2	7.7	7.5	5.0	5.3	7.8
1973	515	57	169	152	71	66	5.5	7.8	6.8	4.3	4.7	6.7
1974	514	65	169	164	53	64	5.3	8.4	6.6	4.4	3.4	6.2
1975	690	77	214	242	65	92	6.9	9.8	8.1	6.3	3.9	8.5
1976	727	88	233	240	71	96	7.1	10.9	8.7	6.2	4.1	8.6
1977	850	104	284	280	86	97	8.1	12.6	10.3	7.0	4.9	8.5
1978	911	108	307	300	96	98	8.4	12.5	10.9	7.2	5.2	8.3
1979	838	105	277	280	83	94	7.5	11.8	9.6	6.5	4.3	7.7
1980	867	103	292	300	86	87	7.5	11.2	9.9	6.9	4.3	6.8
1981	898	109	311	295	93	90	7.6	11.7	10.4	6.6	4.5	6.7
1982	1,305	135	407	441	158	163	11.0	14.4	13.8	9.8	7.4	12.1

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Sources: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 33

Chômeurs selon la situation de famille, Canada
1961 – 1982[1]

Année	Total chômeurs	Membres d'une famille					Non membres d'une famille	Total chômeurs	Membres d'une famille					Non membres d'une famille
		Total	Chef de famille	Enfants célibataires	Autres parents[3]	Conjoints			Total	Chef de famille	Enfants célibataires	Autres parents[3]	conjoints	
D	767287	773576	773577	773579	773580	773578	773581							
	(Milliers de personnes, moyennes annuelles)							(Variation)						
	Ancienne enquête sur la population active													
1961	497	454	230	168	56	n.d.	43							
1962	405	371	187	138	45	n.d.	35	−92	−83	−43	−30	−11	n.d.	−8
1963	390	357	174	132	51	n.d.	34	−15	−14	−13	−6	6	n.d.	−1
1964	348	319	148	123	47	n.d.	30	−42	−38	−26	−9	−4	n.d.	−4
1965	298	273	127	105	41	n.d.	25	−50	−46	−21	−18	−6	n.d.	−5
1966[2]	251	252	113	101	37	n.d.	23	n.d.	−21	−14	−4	−4	n.d.	−2
1967	296	294	134	114	46	n.d.	27	45	42	21	13	9	n.d.	4
1968	358	354	155	144	55	n.d.	36	62	60	21	30	9	n.d.	9
1969	362	359	146	150	63	n.d.	32	4	5	−9	6	8	n.d.	−4
1970	476	444	183	190	72	n.d.	47	114	85	37	40	9	n.d.	15
1971	535	516	212	213	91	n.d.	56	59	72	29	23	19	n.d.	9
1972	552	509	202	215	93	n.d.	61	17	−7	−10	2	2	n.d.	5
1973	515	453	169	190	95	n.d.	67	−37	−56	−33	−25	3	n.d.	6
1974	514	462	171	197	93	n.d.	64	−1	9	2	7	−2	n.d.	−3
1975	690	624	241	252	131	n.d.	87	176	162	70	55	38	n.d.	23
	Nouvelle enquête sur la population active													
1975	690	609	194	221	28	167	80	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	727	640	190	240	33	177	87	37	31	−4	19	5	10	7
1977	850	752	224	280	41	207	99	123	112	34	40	8	30	12
1978	911	800	247	289	41	223	110	61	48	23	9	0	16	11
1979	838	743	223	278	38	204	96	−73	−57	−24	−11	−3	−19	−14
1980	867	763	237	287	39	200	103	29	20	14	9	−1	−4	7
1981	898	789	242	294	40	213	109	31	26	4	7	1	13	6
1982	1,305	1,146	405	399	61	281	158	407	357	163	105	21	68	49

[1] Ces données ne sont pas rattachées aux données antérieures à 1975, alors que l'ancienne enquête sur la population active était en vigueur; en conséquence, les deux séries de données sont présentées.

[2] Seules les données sur le chômage de 1966 à 1975 sont telles que révisées par Statistique Canada; les autres chiffres pour cette période ne correspondent donc pas exactement au total.

[3] Comprend les conjoints pour les années antérieures à 1975.

Source: Statistique Canada, *La population active.*

Tableau de référence 34

Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada 1961 – 1982[1]

Année	Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus				Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus			
			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus
	(Milliers d'unités familiales, moyennes annuelles)						(Variation)					
	Ancienne enquête sur la population active											
1961	394	177	217	132	57	28						
1962	331	148	183	112	46	25	−63	−29	−34	−20	−11	−3
1963	315	138	179	108	46	26	−16	−10	−4	0	0	1
1964	284	115	170	99	48	23	−31	−23	−9	−9	2	−3
1965	245	96	149	87	40	22	−39	−19	−21	−12	−8	−1
1966	229	87	142	83	39	19	−16	−9	−7	−4	−1	−3
1967	248	100	168	100	44	24	19	13	26	17	5	5
1968	319	119	200	119	54	28	71	19	32	19	10	4
1969	320	113	207	122	54	31	1	−6	7	3	0	3
1970	396	141	256	157	69	30	76	28	49	35	15	−1
1971	461	165	295	181	77	39	65	24	39	24	8	9
1972	456	159	297	186	76	36	−5	−6	2	5	−1	−3
1973	408	128	281	172	70	39	−48	−31	−16	−14	−6	3
1974	412	135	276	170	70	36	4	7	−5	−2	0	−3
1975	547	185	362	228	92	43	135	50	86	58	22	7
	Nouvelle enquête sur la population active											
1975	553	153	399	260	139	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	576	153	423	273	150	n.d.	23	0	24	13	11	n.d.
1977	669	176	493	318	175	n.d.	93	23	70	45	25	n.d.
1978	711	187	523	340	183	n.d.	42	11	30	22	8	n.d.
1979	663	172	492	320	172	n.d.	−48	−15	−31	−20	−11	n.d.
1980	682	178	504	321	183	n.d.	19	6	12	1	11	n.d.
1981	703	179	524	337	187	n.d.	21	1	20	16	4	n.d.
1982	996	282	714	468	246	n.d.	293	103	190	131	59	n.d.

(1) Voir renvoi 1 au tableau de référence 33.
(2) Pour la nouvelle enquête sur la population active, cette colonne vise «deux personnes employées ou plus».

Source: Statistique Canada, *La population active*.

Tableau de référence 35

Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions
1962 – 1982
(1969 = 100)

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	730179	730180	730181	730182	730183	730184
1962	62	87	90	44	54	41
1963	65	84	88	51	60	40
1964	78	97	102	65	73	54
1965	97	137	118	86	86	70
1966	107	143	127	96	102	75
1967	93	121	109	79	104	66
1968	81	107	85	77	84	70
1969	100	100	100	100	100	100
1970	82	78	86	83	79	75
1971	86	87	93	80	88	83
1972	115	104	114	117	121	113
1973	148	137	140	149	156	166
1974	199	236	203	170	230	221
1975	163	211	200	115	196	152
1976	157	136	195	106	212	148
1977	152	151	189	104	197	146
1978	165	139	206	113	227	147
1979	189	135	176	156	309	190
1980	203	145	181	158	344	250
1981	224	133	158	181	401	350
1982	99	86	75	92	157	12.2
			(Variation en pourcentage)			
1963	4.8	– 3.4	– 2.2	15.9	11.1	– 2.4
1964	20.0	15.5	15.9	27.5	21.7	35.0
1965	24.4	41.2	15.7	32.3	17.8	29.6
1966	10.3	4.4	7.6	11.6	18.6	7.1
1967	– 13.1	– 15.4	– 14.2	– 17.7	2.0	– 12.0
1968	– 12.9	– 11.6	– 22.0	– 2.5	– 19.2	6.1
1969	23.5	– 6.5	17.6	29.9	19.0	42.9
1970	– 18.0	– 22.0	– 14.0	– 17.0	– 21.0	– 25.0
1971	4.9	11.5	8.1	– 3.6	11.4	10.7
1972	33.7	19.5	22.6	46.3	37.5	36.1
1973	28.7	31.7	22.8	27.4	28.9	46.9
1974	34.5	72.3	45.0	14.1	47.4	33.1
1975	– 18.1	– 10.6	– 1.5	– 32.4	– 14.8	– 31.2
1976	– 3.7	– 35.5	– 2.5	– 7.8	8.2	– 2.6
1977	– 2.5	11.0	– 3.1	– 1.9	– 7.1	– 1.4
1978	7.8	– 7.9	9.0	8.7	15.2	0.7
1979	14.5	– 2.9	– 14.6	38.1	36.1	29.3
1980	7.4	7.4	2.8	1.3	11.3	31.6
1981	10.3	– 8.3	– 12.7	14.6	16.6	40.0
1982	– 55.8	– 35.3	– 52.5	– 49.2	– 60.8	– 65.1

Source: Statistique Canada, *Revue statistique du Canada*, mens., nº de cat. 11-003.

Tableau de référence 36
Productivité et coûts:
Industries commerciales non agricoles
1961 – 1981
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	142855	240203	240263	240557	240323	240353	240587	240647
1961	56.5	75.1	79.7	43.1	75.2	70.9	57.3	76.2
1962	60.2	77.7	82.7	45.7	77.5	72.8	58.8	75.8
1963	63.4	79.9	84.6	48.4	79.4	74.9	60.6	76.4
1964	68.7	83.4	88.3	52.5	82.2	77.7	63.0	76.5
1965	74.1	88.1	92.9	58.4	84.1	79.8	66.3	78.8
1966	79.0	92.3	96.2	65.6	85.6	82.1	71.1	83.0
1967	82.2	93.9	97.4	71.7	87.5	84.4	76.3	87.2
1968	86.8	94.3	96.8	76.5	92.1	89.7	81.1	88.1
1969	92.3	97.7	99.4	85.0	94.4	92.9	86.9	92.1
1970	94.3	98.1	98.9	91.3	96.1	95.4	93.0	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.4	104.1	103.7	111.5	103.1	103.5	107.1	103.8
1973	116.8	110.0	109.5	129.6	106.2	106.7	117.8	111.0
1974	123.0	115.8	114.5	154.8	106.2	107.5	133.7	125.8
1975	123.0	117.0	114.6	178.4	105.1	107.3	152.5	145.1
1976	129.7	119.1	116.1	204.3	109.0	111.7	171.6	157.5
1977	133.8	122.1	117.5	223.5	109.6	113.9	183.1	167.1
1978	139.0	125.6	121.5	242.7	110.6	114.4	193.2	174.6
1979	145.6	131.2	126.2	273.2	111.0	115.4	208.3	187.6
1980	145.8	133.9	128.6	305.2	108.9	113.4	227.9	209.3
1981	149.3	138.8	132.4	345.6	107.5	112.8	248.9	231.4
				(Variation en pourcentage)				
1962	6.5	3.5	3.8	6.0	3.1	2.7	2.6	–0.5
1963	5.3	2.8	2.3	5.9	2.5	2.9	3.1	0.8
1964	8.2	4.4	4.4	8.5	3.5	3.7	4.0	0.1
1965	8.0	5.6	5.2	11.2	2.3	2.7	5.2	3.0
1966	6.6	4.8	3.6	12.3	1.8	2.9	7.2	5.4
1967	4.1	1.7	1.2	9.1	2.2	2.8	7.3	5.1
1968	5.6	0.4	–0.6	6.8	5.3	6.3	6.3	1.1
1969	6.3	3.6	2.7	11.1	2.5	3.6	7.2	4.5
1970	2.2	0.4	–0.5	7.4	1.8	2.7	7.0	5.1
1971	6.0	1.9	1.1	9.5	4.1	4.8	7.5	3.3
1972	7.4	4.1	3.7	11.5	3.1	3.5	7.1	3.8
1973	8.8	5.7	5.6	16.2	3.0	3.1	10.0	6.9
1974	5.3	5.3	4.6	19.4	0.0	0.7	13.5	13.3
1975	0.0	1.0	0.2	15.2	– 1.0	–0.2	14.1	15.3
1976	5.4	1.8	1.3	14.5	3.7	4.1	12.5	8.6
1977	3.2	2.5	1.2	9.4	0.6	2.0	6.7	6.1
1978	3.9	2.9	3.4	8.6	0.9	0.4	5.5	4.5
1979	4.7	4.5	3.9	12.6	0.4	0.9	7.8	7.4
1980	0.1	2.1	1.9	11.7	– 1.9	– 1.7	9.4	11.6
1981	2.4	3.7	3.0	13.2	– 1.3	–0.5	9.2	10.6

Sources: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*, annuelle, nº de cat. 14-201. Les données antérieures à 1971 pour la production sont fondées sur Statistique Canada, *Indice du produit intérieur réel par industrie*, annuelle, nº de cat. 61-005.

Tableau de référence 37

Productivité et coûts:
Industries non agricoles productrices de biens
1961 – 1981
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D		240204	240264	240558	240324	240354	240588	240648
1961	55.6	82.7	84.7	44.7	67.2	65.6	54.0	80.4
1962	60.0	85.3	88.3	47.6	70.4	67.9	55.9	79.4
1963	63.3	87.2	90.1	50.3	72.6	70.3	57.7	79.5
1964	69.1	91.3	94.7	54.9	75.7	73.0	60.2	79.5
1965	75.2	96.3	100.0	61.5	78.1	75.2	63.9	81.7
1966	80.8	100.7	104.1	69.5	80.2	77.6	69.1	86.1
1967	83.2	100.3	102.7	74.6	83.0	81.0	74.4	89.7
1968	88.2	99.7	101.8	79.0	88.5	86.6	79.3	89.5
1969	93.7	101.4	102.6	86.6	92.4	91.3	85.4	92.4
1970	94.7	99.3	100.2	91.5	95.4	94.5	92.2	96.6
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	106.7	102.5	102.6	109.8	104.0	104.0	107.1	103.0
1973	116.4	108.0	107.9	129.2	107.8	107.9	119.6	110.9
1974	120.1	111.0	110.3	154.0	108.2	108.8	138.7	128.2
1975	115.1	109.2	107.5	174.2	105.4	107.0	159.5	151.4
1976	121.2	110.5	108.7	198.4	109.7	111.5	179.5	163.6
1977	123.4	110.0	107.6	216.5	112.2	114.7	196.8	175.4
1978	126.6	111.3	109.3	231.6	113.7	115.8	208.1	183.0
1979	132.3	116.3	113.8	259.8	113.7	116.2	223.4	196.4
1980	129.6	116.4	113.9	285.1	111.4	113.8	245.0	219.9
1981	132.0	119.0	116.0	322.7	110.9	113.8	271.2	244.4
				(Variation en pourcentage)				
1962	7.9	3.1	4.3	6.5	4.8	3.3	3.5	– 1.2
1963	5.5	2.2	2.0	5.7	3.1	3.5	3.2	0.1
1964	9.2	4.7	5.1	9.1	4.3	3.8	4.3	0.0
1965	8.8	5.5	5.6	12.0	3.2	3.0	6.1	2.8
1966	7.4	4.6	4.1	13.0	2.7	3.2	8.1	5.4
1967	3.0	– 0.4	– 1.3	7.3	3.5	4.4	7.7	4.2
1968	6.0	– 0.6	– 0.9	5.9	6.6	6.9	6.6	– 0.2
1969	6.2	1.7	0.8	9.6	4.4	5.4	7.7	3.2
1970	1.1	– 2.1	– 2.3	5.7	3.2	3.5	8.0	4.5
1971	5.6	0.7	– 0.2	9.3	4.8	5.8	8.5	3.5
1972	6.7	2.5	2.6	9.8	4.0	4.0	7.1	3.0
1973	9.1	5.4	5.2	17.7	3.7	3.7	11.7	7.7
1974	3.2	2.8	2.2	19.2	0.4	0.8	16.0	15.6
1975	– 4.2	– 1.6	– 2.5	13.1	– 2.6	– 1.7	15.0	18.1
1976	5.3	1.2	1.1	13.9	4.1	4.2	12.5	8.1
1977	1.8	– 0.5	– 1.0	9.1	2.3	2.9	9.6	7.2
1978	2.6	1.2	1.6	7.0	1.3	1.0	5.7	4.3
1979	4.5	4.5	4.1	12.2	0.0	0.3	7.4	7.3
1980	– 2.0	0.1	0.1	9.7	– 2.0	– 2.1	9.7	12.0
1981	1.9	2.2	1.8	13.2	– 0.4	0.0	10.7	11.1

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 38
Productivité et coûts:
Industries de services commerciaux
1961 – 1981
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D		240202	240262	240556	240322	240352	240586	240646
1961	57.5	69.2	75.7	41.5	83.1	76.0	59.9	72.2
1962	60.5	71.7	78.2	43.7	84.3	77.3	61.0	72.3
1963	63.5	74.2	80.3	46.6	85.6	79.1	62.8	73.4
1964	68.2	77.3	83.2	50.2	88.2	82.0	64.9	73.6
1965	73.1	81.8	87.3	55.4	89.4	83.7	67.8	75.8
1966	77.3	85.8	90.0	61.8	90.0	85.9	72.0	79.9
1967	81.4	89.0	93.2	68.7	91.4	87.3	77.2	84.4
1968	85.5	90.1	92.8	74.0	94.9	92.1	82.2	86.6
1969	91.0	94.9	96.8	83.4	95.9	94.0	87.8	91.6
1970	94.0	97.2	97.8	91.0	96.7	96.1	93.7	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	108.0	105.3	104.7	113.1	102.5	103.2	107.3	104.7
1973	117.1	111.6	110.8	130.0	105.0	105.7	116.5	111.0
1974	125.7	119.5	117.7	155.7	105.2	106.8	130.2	123.9
1975	130.1	123.1	120.3	182.5	105.7	108.2	148.3	140.3
1976	137.3	125.7	122.0	210.0	109.2	112.6	167.1	153.0
1977	143.1	131.5	125.4	230.4	108.7	114.1	175.1	161.1
1978	150.1	136.8	131.4	253.5	109.7	114.2	185.3	168.9
1979	157.5	142.8	136.1	286.4	110.3	115.8	200.6	181.8
1980	160.3	147.6	140.5	325.0	108.6	114.1	220.2	202.8
1981	164.8	154.3	145.6	368.0	106.8	113.2	238.5	223.3
				(Variation en pourcentage)				
1962	5.2	3.6	3.3	5.3	1.4	1.7	1.8	0.1
1963	5.0	3.5	2.7	6.6	1.5	2.3	3.0	1.4
1964	7.4	4.2	3.6	7.7	3.0	3.7	3.3	0.4
1965	7.2	5.8	4.9	10.4	1.4	2.1	4.5	3.0
1966	5.7	4.9	3.1	11.6	0.7	2.6	6.2	5.4
1967	5.3	3.7	3.6	11.2	1.6	1.6	7.2	5.6
1968	5.0	1.2	−0.4	7.7	3.8	5.5	6.5	2.6
1969	6.4	5.3	4.3	12.7	1.1	2.1	6.8	5.8
1970	3.3	2.4	1.0	9.1	0.8	2.2	6.7	5.7
1971	6.4	2.9	2.2	9.9	3.4	4.1	6.7	3.3
1972	8.0	5.3	4.7	13.1	2.5	3.2	7.3	4.7
1973	8.4	6.0	5.8	14.9	2.4	2.4	8.6	6.0
1974	7.3	7.1	6.2	19.8	0.2	1.0	11.8	11.6
1975	3.5	2.9	2.2	17.2	0.5	1.3	13.9	13.2
1976	5.5	2.1	1.4	15.1	3.3	4.1	12.7	9.1
1977	4.2	4.6	2.8	9.7	−0.5	1.3	4.8	5.3
1978	4.9	4.0	4.8	10.0	0.9	0.1	5.8	4.8
1979	4.9	4.4	3.6	13.0	0.5	1.4	8.3	7.6
1980	1.8	3.4	3.2	13.5	−1.5	−1.5	9.8	11.6
1981	2.8	4.5	3.6	13.2	−1.7	−0.8	8.3	10.1

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 39
Productivité et coûts:
Industries manufacturières
1961 – 1981
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D		240186	240246	240546	240306	240336	240576	240636
1961	54.4	83.6	84.4	46.9	65.1	64.4	56.1	86.1
1962	58.4	85.8	87.6	50.1	69.2	67.8	58.3	84.3
1963	63.4	88.0	90.1	53.3	72.1	70.4	60.6	84.1
1964	69.5	92.0	94.6	58.1	75.6	73.5	63.2	83.6
1965	75.8	96.7	99.4	64.1	78.4	76.2	66.3	84.6
1966	81.5	101.3	103.4	71.9	80.5	78.9	71.0	88.2
1967	83.9	101.7	103.1	77.2	82.5	81.4	75.9	92.0
1968	89.1	101.0	102.5	82.4	88.3	86.9	81.6	92.4
1969	95.8	102.9	104.1	89.9	93.1	92.0	87.3	93.8
1970	94.5	100.6	101.2	94.0	94.0	93.4	93.5	99.5
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.7	103.1	103.2	110.6	104.5	104.4	107.2	102.6
1973	119.1	107.8	107.2	126.7	110.4	111.0	117.5	106.4
1974	123.4	110.0	106.7	148.7	112.2	113.5	135.2	120.5
1975	116.2	107.5	105.1	164.0	108.0	110.6	152.6	141.2
1976	123.1	108.0	105.6	188.4	114.0	116.5	174.5	153.1
1977	125.5	105.8	103.6	205.0	118.6	121.2	193.7	163.3
1978	131.9	109.2	107.1	226.2	120.8	123.1	207.2	171.5
1979	138.1	113.2	110.2	256.4	122.0	125.2	226.5	185.7
1980	133.7	113.5	110.4	280.1	117.8	121.1	246.8	209.5
1981	135.9	115.6	111.8	315.2	117.5	121.5	272.7	232.0
				(Variation en pourcentage)				
1962	9.2	2.6	3.8	6.8	6.3	5.3	3.9	– 2.1
1963	6.7	2.6	2.9	6.4	4.2	3.8	3.9	– 0.2
1964	9.6	4.5	5.0	9.0	4.9	4.4	4.3	– 0.6
1965	9.1	5.1	5.1	10.3	3.7	3.7	4.9	1.2
1966	7.5	4.8	4.0	12.2	2.7	3.5	7.1	4.3
1967	2.9	0.4	– 0.3	7.4	2.5	3.2	6.9	4.3
1968	6.2	– 0.7	– 0.6	6.7	7.0	6.8	7.5	0.4
1969	7.5	1.9	1.6	9.1	5.4	5.9	7.0	1.5
1970	– 1.4	– 2.2	– 2.8	4.6	1.0	1.5	7.1	6.1
1971	5.8	– 0.6	– 1.2	6.4	6.4	7.1	6.9	0.5
1972	7.7	3.1	3.2	10.6	4.5	4.4	7.2	2.6
1973	10.6	4.6	3.9	14.6	5.6	6.3	9.6	3.7
1974	3.6	2.0	1.4	17.4	1.6	2.3	15.1	13.3
1975	– 5.8	– 2.3	– 3.3	10.3	– 3.7	– 2.6	12.9	17.2
1976	5.9	0.5	0.5	14.9	5.6	5.3	14.4	8.4
1977	1.9	– 2.0	– 1.9	8.8	4.0	4.0	11.0	6.7
1978	5.1	3.2	3.4	10.3	1.9	1.6	7.0	5.0
1979	4.7	3.7	2.9	13.4	1.0	1.7	9.3	8.3
1980	– 3.2	0.3	0.2	9.2	– 3.4	– 3.3	9.0	12.8
1981	1.6	1.9	1.3	12.5	– 0.3	0.3	10.5	10.7

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 40

Salaires et gages hebdomadaires moyens par secteur industriel
1961 – 1982

Année	Industries primaires[1]	Fabrication	Construction	Transports, communications et autres services publics	Commerce[2]	Finance, assurance, immobilier	Services	Ensemble d'industries
D		1442	1445	1446		1449	1450	1439
				(En dollars)				
1961	92.85	81.54	86.93	82.48	66.24	72.81	57.84	78.24
1962	95.62	83.99	89.36	86.44	68.09	75.34	59.27	80.54
1963	99.44	86.89	93.59	90.10	70.36	77.62	60.39	83.28
1964	103.47	90.41	98.48	93.68	72.82	81.85	62.38	86.50
1965	108.94	94.78	106.68	99.09	75.45	88.29	65.76	91.01
1966	116.89	100.13	119.56	103.65	78.87	93.00	70.18	96.30
1967	126.62	106.53	130.47	113.13	83.51	99.00	75.35	102.79
1968	136.58	114.40	137.25	122.66	89.58	106.17	79.35	109.92
1969	146.13	122.94	149.85	132.54	96.86	113.81	84.17	117.83
1970	159.98	132.84	166.40	142.26	103.81	120.52	90.64	126.78
1971	173.11	143.99	188.27	154.14	112.33	129.59	98.56	137.64
1972	187.16	156.10	209.93	168.03	122.44	140.79	107.32	149.22
1973	208.83	167.48	225.45	181.89	131.55	154.44	114.53	160.45
1974	235.49	185.62	250.30	204.39	145.36	172.25	126.11	178.08
1975	274.88	213.43	290.95	233.98	165.34	193.12	143.68	203.34
1976	311.77	241.19	331.02	262.02	183.67	213.71	160.49	228.03
1977	341.76	266.04	369.93	291.15	199.20	229.57	171.26	249.95
1978	367.41	285.68	389.67	313.28	211.21	248.43	180.00	265.35
1979	408.86	311.19	422.90	341.45	229.34	272.10	193.27	288.32
1980	457.13	342.19	461.59	381.17	250.83	304.37	211.17	317.39
1981	519.68	382.89	521.31	427.47	276.51	353.71	234.86	354.72
1982	586.12	424.16	559.13	481.61	n.a.	389.57	260.58	390.60
				(Variation en pourcentage)				
1962	3.2	3.0	2.8	4.8	2.8	3.5	2.5	2.9
1963	3.8	3.5	4.7	4.2	3.3	3.0	1.9	3.4
1964	4.1	4.0	5.2	4.0	3.5	5.5	3.3	3.9
1965	5.3	4.8	8.3	5.8	3.6	7.9	5.4	5.2
1966	7.3	5.6	12.1	4.6	4.5	5.3	6.7	5.8
1967	8.3	6.4	9.1	9.1	5.9	6.4	7.4	6.7
1968	7.9	7.4	5.2	8.4	7.3	7.2	5.3	6.9
1969	7.0	7.5	9.2	8.1	8.1	7.2	6.1	7.2
1970	9.5	8.1	11.0	7.3	7.2	5.9	7.7	7.6
1971	8.2	8.4	13.1	8.4	8.2	7.5	8.7	8.6
1972	8.1	8.4	11.5	9.0	9.0	8.6	8.9	8.4
1973	11.6	7.3	7.4	8.3	7.5	9.7	6.7	7.5
1974	12.8	10.8	11.0	12.4	10.5	11.5	10.1	11.0
1975	16.7	15.0	16.2	14.5	13.7	12.1	13.9	14.2
1976	13.4	13.0	13.8	12.0	11.1	10.7	11.7	12.1
1977	9.6	10.3	11.7	11.1	8.5	7.4	6.7	9.6
1978	7.5	7.4	5.3	7.6	6.0	8.2	5.1	6.2
1979	11.3	8.9	8.5	9.0	8.6	9.5	7.4	8.7
1980	11.8	10.0	9.2	11.6	9.4	11.9	9.3	10.1
1981	13.7	11.9	12.9	12.1	10.2	16.2	11.2	11.8
1982	12.8	10.8	7.3	12.7	n.a.	10.1	11.0	10.1

(1) Forêts et mines (y compris fraisage). Estimations du ministère des Finances.
(2) Estimations du ministère des Finances.

Source: Statistique Canada, *Emploi, rémunération et heures de travail.*

Tableau de référence 41

Variations annuelles des gages moyens prévus dans les principales conventions collectives (sans indemnité)[1]
(En pourcentage sur la durée des conventions)
1967 – 1982

Année	Industries primaires	Fabrication—durables	Fabrication—non durables	Hors—fabrication	Ensemble commercial	Ensemble non commercial	Ensemble industries
1972	9.6	9.6	9.5	8.5	9.6	7.8	8.8
1973	12.2	13.0	11.5	10.7	12.1	9.9	11.0
1974	16.1	17.5	15.5	14.6	15.2	14.4	14.7
1975	16.4	15.3	17.0	19.5	17.6	19.9	19.2
1976	10.5	9.8	10.2	11.0	10.6	11.1	10.9
1977	7.8	7.7	8.0	7.9	7.9	7.9	7.9
1978	7.9	8.1	7.8	7.1	7.6	6.7	7.2
1979	9.9	10.4	9.2	8.5	9.5	8.3	8.7
1980	12.1	11.5	12.3	11.0	11.5	10.9	11.1
1981	12.6	11.8	12.3	13.3	13.8	13.1	13.3
1982	10.8	9.1	11.1	9.9	9.6	10.1	10.0

[1] Conventions intéressant 500 employés ou plus (construction non comprise). Les hausses procentuelles visent les taux de rémunération de base, la classification salariale la plus basse employée à l'égard des travailleurs qualifiés de l'unité de négociation.

Source: Travail Canada, *Évolution salariale en fonction des principales conventions collectives, annuelle et trimestrielle.*

Tableau de référence 42

Indices implicites des prix de la dépense nationale brute[1]

1947 – 1982

(1971 = 100)

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
D	40626	40631	40632	40633		40637	40640	40642		40625
1947	50.5	28.3	44.2	48.2	44.1	42.1	59.3	56.2	105.5	45.7
1948	57.3	32.3	50.1	54.4	49.6	49.1	63.6	62.8	101.3	51.3
1949	59.4	34.6	52.5	56.6	52.2	51.2	66.8	64.9	102.9	53.5
1950	61.2	35.9	54.8	58.9	54.5	53.5	69.8	69.4	100.7	54.8
1951	67.4	40.0	62.6	69.9	61.4	62.2	77.6	76.7	101.2	61.0
1952	69.0	42.0	64.6	71.5	63.6	63.1	76.7	71.3	107.4	63.7
1953	68.8	43.0	64.7	67.3	64.5	63.7	74.9	71.2	105.1	63.6
1954	69.5	44.7	64.5	67.4	64.4	63.1	74.3	71.4	104.0	64.6
1955	69.5	46.2	66.4	72.5	65.9	64.3	77.3	72.6	106.4	65.0
1956	70.6	49.4	69.9	80.3	69.6	65.3	79.4	75.0	105.8	67.4
1957	72.8	51.9	70.9	75.8	70.9	67.2	79.0	76.9	102.7	68.8
1958	74.7	53.5	70.4	71.9	71.5	67.0	78.7	78.0	100.8	69.8
1959	75.6	55.3	70.9	72.2	72.4	66.9	79.8	77.5	103.0	71.2
1960	76.3	57.3	71.9	72.8	73.0	68.2	80.3	78.2	102.8	72.1
1961	76.8	59.1	71.4	70.4	72.7	68.8	81.3	80.3	101.2	72.4
1962	77.8	60.6	72.4	71.4	74.1	68.6	84.5	84.0	100.6	73.4
1963	79.0	63.1	74.4	74.0	76.1	70.1	85.3	85.9	99.3	74.8
1964	80.0	65.2	77.0	76.3	78.8	73.0	87.1	86.6	100.5	76.6
1965	81.6	68.2	81.1	81.3	82.3	77.2	88.7	87.3	101.6	79.1
1966	84.3	72.8	85.3	85.9	85.9	82.2	91.1	89.2	102.2	82.6
1967	87.2	77.8	87.1	86.8	87.2	87.0	93.0	90.7	102.6	85.9
1968	90.8	82.2	87.7	87.0	87.8	87.9	94.3	93.0	101.4	88.7
1969	94.3	89.0	91.4	91.2	91.2	92.1	96.4	95.6	100.8	92.6
1970	97.7	94.2	95.3	95.3	95.6	94.1	99.7	98.2	101.6	96.9
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.0	107.2	105.0	105.2	104.0	107.1	103.9	103.1	100.8	105.0
1973	111.6	116.4	114.0	114.8	110.2	123.8	117.4	111.2	105.6	114.6
1974	124.2	135.1	133.4	138.0	126.7	148.4	152.2	134.1	113.5	132.1
1975	137.3	156.0	150.2	153.2	143.8	167.3	168.6	153.6	109.8	146.3
1976	147.4	176.7	163.9	163.7	154.7	187.7	173.9	155.4	111.9	160.2
1977	158.3	193.7	177.4	176.0	166.6	208.2	187.4	174.3	107.4	171.5
1978	169.9	209.7	192.3	189.5	182.1	223.8	203.2	197.3	103.0	182.6
1979	185.5	227.3	209.5	207.9	200.5	240.8	242.1	224.6	107.8	201.4
1980	205.3	257.0	229.3	230.5	222.6	253.8	280.2	258.3	108.4	223.7
1981	228.7	290.3	254.3	259.4	247.4	277.6	301.7	287.0	105.1	246.3
1982	252.8	327.3	273.7	283.3	268.9	285.9	309.1	298.6	103.5	272.6

Tableau de référence 42 (suite)

Indices implicites des prix de la dépense nationale brute[1]
1947 – 1982
(1971 = 100)

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
	(Variation en pourcentage)									
1948	13.5	13.8	13.3	12.5	12.4	16.3	7.2	11.6	−4.0	12.3
1949	3.6	7.1	4.8	4.2	5.1	4.5	5.0	3.3	1.6	4.3
1950	3.1	3.9	4.5	4.2	4.4	4.6	4.6	7.0	−2.2	2.3
1951	10.2	11.5	14.3	18.7	12.7	16.2	11.1	10.6	0.5	11.5
1952	2.3	4.8	3.2	2.2	3.7	1.4	−1.1	−6.8	6.2	4.3
1953	−0.2	2.5	0.2	−5.8	1.4	0.9	−2.4	−0.1	−2.1	−0.1
1954	0.9	4.0	−0.3	0.1	−0.2	−0.8	−0.8	0.3	−1.1	1.6
1955	0.0	3.3	2.9	7.6	2.4	1.9	4.0	1.7	2.3	0.6
1956	1.6	7.0	5.3	10.8	5.5	1.6	2.7	3.3	−0.6	3.6
1957	3.1	5.1	1.4	−5.6	1.9	2.8	−0.5	2.5	−2.9	2.1
1958	2.6	3.0	−0.7	−5.1	0.9	−0.3	−0.4	1.4	−1.8	1.4
1959	1.1	3.4	0.8	0.3	1.3	−0.1	1.5	−0.6	2.1	2.1
1960	0.9	3.6	1.3	0.9	0.7	2.0	0.6	0.9	−0.2	1.2
1961	0.7	3.2	−0.6	−3.3	−0.2	0.8	1.2	2.7	−1.5	0.5
1962	1.3	2.4	1.3	1.5	1.9	−0.3	3.9	4.6	−0.6	1.4
1963	1.5	4.1	2.8	3.6	2.7	2.3	0.9	2.3	−1.3	1.9
1964	1.3	3.5	3.5	3.1	3.5	4.1	2.1	0.8	1.2	2.5
1965	1.9	4.5	5.2	6.5	4.5	5.8	1.8	0.7	1.1	3.2
1966	3.3	6.7	5.2	5.7	4.3	6.7	2.7	2.2	0.5	4.4
1967	3.4	6.8	2.2	1.0	1.6	5.6	2.0	1.7	0.4	3.9
1968	4.2	5.7	0.7	0.2	0.7	1.0	1.4	2.6	−1.1	3.3
1969	3.9	8.3	4.2	4.9	3.8	4.8	2.2	2.8	−0.6	4.4
1970	3.6	5.8	4.2	4.5	4.8	2.2	3.5	2.7	0.8	4.7
1971	2.4	6.2	4.9	4.9	4.6	6.1	0.3	1.8	−1.5	3.2
1972	4.0	7.2	5.0	5.2	4.0	7.3	3.9	3.1	0.7	5.0
1973	7.3	8.6	8.6	9.1	5.9	15.4	13.0	7.9	4.8	9.2
1974	11.3	16.1	17.0	20.3	15.0	20.0	29.6	20.7	7.4	15.3
1975	10.6	15.4	12.5	11.2	13.5	12.7	10.8	14.4	−3.4	10.8
1976	7.4	13.3	9.1	6.9	7.6	12.2	3.1	1.2	2.0	9.5
1977	7.4	9.6	8.2	7.5	7.7	10.9	7.8	12.2	−4.0	7.1
1978	7.3	8.3	8.4	7.7	9.3	7.5	8.5	13.1	−4.1	6.5
1979	9.2	8.4	8.9	9.7	10.2	7.6	19.1	13.8	4.6	10.3
1980	10.7	13.1	9.4	10.8	11.0	5.4	15.7	15.0	0.6	11.0
1981	11.4	13.0	10.9	12.5	11.1	9.4	7.7	11.1	−3.1	10.1
1982	10.5	12.7	7.6	9.2	8.7	3.0	2.5	4.0	−1.5	10.7

[1] Ces indices sont pondérés sur une base courante. Ils reflètent non seulement les changements de prix, mais aussi les variations dans la structure des dépenses dans des principaux groupes. Les indices implicites des prix de la dépense nationale brute sont obtenus en divisant le montant de chaque catégorie en dollars courants par celui en dollars constants.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 43

Indices des prix à la consommation: Classifications standard
1961 – 1982
(1971 = 100)

Annee	Indice general	Alimentation	Logement	Habillement	Transports	Soins personnels et de santé	Divertissement et lecture	Tabac et alcool
D	451000	451001	451132	451226	451321	451350	451381	451424
1961	74.9	76.1	73.1	77.7	77.0	70.2	73.7	77.8
1962	75.8	77.5	73.9	78.4	76.9	71.6	74.4	78.7
1963	77.2	80.0	74.8	80.4	76.9	73.4	75.4	78.9
1964	78.6	81.3	76.0	82.4	77.7	75.9	76.6	80.4
1965	80.5	83.4	77.3	83.8	80.7	79.4	77.9	81.7
1966	83.5	88.7	79.4	87.0	82.6	81.8	80.1	83.7
1967	86.5	89.9	82.9	91.3	86.1	86.0	84.2	85.8
1968	90.0	92.8	86.7	94.1	88.3	89.5	88.3	93.6
1969	94.1	96.7	91.2	96.7	92.4	93.8	93.6	97.2
1970	97.2	98.9	95.7	98.5	96.1	98.0	96.8	98.4
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.8	107.6	104.7	102.6	102.6	104.8	102.8	102.7
1973	112.8	123.3	111.4	107.7	105.3	109.8	107.1	106.0
1974	125.0	143.4	121.2	118.0	115.8	119.4	116.5	111.8
1975	138.5	161.9	133.2	125.1	129.4	133.0	128.5	125.3
1976	148.9	166.2	148.0	132.0	143.3	144.3	136.2	134.3
1977	160.8	180.1	161.9	141.0	153.3	155.0	142.7	143.8
1978	175.1	208.0	174.1	146.4	162.2	166.2	148.2	155.5
1979	191.2	235.3	186.2	159.9	178.0	181.2	158.4	166.7
1980	210.6	260.6	201.4	178.7	200.7	199.3	173.5	185.3
1981	236.9	290.4	226.4	191.4	237.6	221.0	191.0	209.2
1982	262.5	311.4	254.7	202.0	271.1	244.4	207.5	241.6
				(Variation en pourcentage)				
1961	0.9	1.5	0.5	1.5	0.3	0.5	1.2	0.5
1962	1.2	1.9	1.1	0.8	−0.2	2.0	0.9	1.2
1963	1.8	3.2	1.2	2.6	0.0	2.5	1.3	0.3
1964	1.8	1.6	1.6	2.5	1.0	3.4	1.7	1.9
1965	2.4	2.6	1.7	1.7	3.7	4.6	1.7	1.6
1966	3.7	6.4	2.7	3.8	2.4	3.0	2.8	2.4
1967	3.6	1.4	4.4	4.9	4.2	5.1	5.1	2.5
1968	4.0	3.2	4.6	3.1	2.6	4.1	4.9	9.1
1969	4.6	4.2	5.2	2.8	4.6	4.8	6.0	3.8
1970	3.3	2.3	4.9	1.9	4.0	4.5	3.4	1.2
1971	2.9	1.0	4.5	1.5	4.1	2.0	3.3	1.6
1972	4.8	7.6	4.6	2.6	2.7	4.8	2.8	2.7
1973	7.6	14.6	6.5	5.0	2.6	4.8	4.2	3.1
1974	10.9	16.3	8.7	9.6	9.9	8.7	8.8	5.5
1975	10.8	12.9	10.0	6.0	11.8	11.4	10.3	12.1
1976	7.5	2.7	11.1	5.6	10.8	8.5	6.0	7.1
1977	8.0	8.3	9.4	6.8	7.0	7.4	4.7	7.1
1978	8.9	15.5	7.5	3.9	5.8	7.2	3.9	8.1
1979	9.1	13.2	7.0	9.2	9.7	9.1	6.9	7.2
1980	10.2	10.7	8.2	11.7	12.8	9.9	9.5	11.2
1981	12.5	11.4	12.4	7.1	18.4	10.9	10.1	12.9
1982	10.8	7.2	12.5	5.6	14.1	10.6	8.7	15.5

Source: Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 62-001.

Tableau de référence 44

Indices des prix à la consommation: Classifications en biens et services

1961 – 1982

(1971 = 100)

Année	Indice général des prix à la consommation	Total alimentation exclue	Total des articles	Total des articles moins l'alimentation	Biens non durables	Biens non durables moins l'alimentation	Biens durables	Total des services[1]	Services moins le logement
D	451000	451443	451435	451440	451436	451441	451436	451439	451442
1961	74.9	74.6	79.9	82.7	77.3	79.4	94.0	66.6	66.5
1962	75.8	75.3	80.7	83.0	78.4	80.1	93.1[1]	67.8	67.7
1963	77.2	76.2	82.1	83.7	80.0	80.0	93.3	68.9	68.8
1964	78.6	77.6	83.1	84.5	81.2	81.1	92.4	70.9	70.9
1965	80.5	79.4	84.5	85.4	83.0	82.4	92.2	73.5	74.7
1966	83.5	81.7	87.8	87.3	87.0	84.5	92.2	76.1	77.6
1967	86.5	85.3	90.0	90.4	88.6	86.9	94.8	80.2	82.2
1968	90.0	89.0	93.4	93.7	92.4	91.5	96.3	84.4	85.8
1969	94.1	93.1	96.3	96.1	95.9	94.7	97.2	90.0	91.4
1970	97.2	96.7	98.2	97.9	98.1	97.0	98.4	95.3	96.0
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	104.8	103.7	104.6	102.3	105.8	102.9	101.2	105.2	104.7
1973	112.8	109.0	113.7	106.4	118.1	108.3	102.6	111.6	109.8
1974	125.0	118.6	128.1	116.7	135.3	120.4	110.4	120.5	119.4
1975	138.5	130.5	142.0	127.7	152.7	136.0	118.9	133.4	135.2
1976	148.9	142.8	149.0	136.1	160.0	147.6	125.3	149.6	153.1
1977	160.8	154.0	160.0	145.2	173.0	158.9	131.7	163.2	166.9
1978	175.1	163.9	176.2	153.6	194.4	170.5	139.4	174.3	178.0
1979	191.2	176.9	194.9	167.9	216.2	185.7	152.8	186.5	192.5
1980	210.6	194.6	217.2	187.5	242.6	210.4	169.4	201.8	211.0
1981	236.9	219.5	245.7	213.0	281.2	252.7	185.4	225.0	236.6
1982	262.5	245.5	268.8	235.0	314.0	294.8	195.7	254.1	268.6
				(Variation en pourcentage)					
1962	1.2	1.0	0.9	0.3	1.5	0.8	−0.9	1.7	1.8
1963	1.8	1.2	1.7	0.8	2.0	−0.1	0.1	1.6	1.6
1964	1.8	1.8	1.2	1.0	1.5	1.4	1.0	2.9	3.1
1965	2.4	2.3	1.7	1.1	2.2	1.6	−0.2	3.7	5.4
1966	3.7	2.9	3.9	2.2	4.8	2.5	0.0	3.5	3.9
1967	3.6	4.4	2.5	3.6	1.8	2.8	2.8	5.4	5.9
1968	4.0	4.3	3.8	3.7	4.3	5.3	1.6	5.2	4.5
1969	4.6	4.6	3.1	2.6	3.8	3.5	0.9	6.6	6.3
1970	3.3	3.9	2.0	1.9	2.3	2.4	1.2	5.9	5.1
1971	2.9	3.4	1.8	2.1	1.9	3.1	1.6	4.9	4.2
1972	4.8	3.7	4.5	2.3	5.9	2.9	1.2	5.1	4.7
1973	7.6	5.1	8.8	4.0	11.6	5.3	1.4	6.2	4.8
1974	10.9	8.8	12.6	9.7	14.5	11.2	7.6	8.0	8.8
1975	10.8	10.1	10.9	9.4	12.9	12.9	7.7	10.7	13.2
1976	7.5	9.4	4.9	6.6	4.8	8.6	5.4	12.2	13.2
1977	8.0	7.9	7.4	6.7	8.1	7.7	5.1	9.0	9.0
1978	8.9	6.4	10.2	6.0	12.4	7.2	5.8	6.8	6.7
1979	9.1	7.9	10.6	9.2	11.2	8.9	9.6	7.0	8.1
1980	10.2	10.0	11.5	11.6	12.2	13.3	10.9	8.2	9.6
1981	12.5	12.8	13.1	13.6	15.9	20.1	9.5	11.5	12.1
1982	10.8	11.8	9.4	10.7	11.6	16.6	5.6	12.9	13.5

[1] Comprend les nouvelles maisons, les impôts fonciers et l'intérêt hypothécaire, mais non les articles utilisés pour réparer les logements.

Source: Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation*.

Tableau de référence 45
Prix de l'énergie
1961 – 1982

Année	Prix à la consommation					Prix du pétrole brut		Électricité
	Essence	Gaz naturel	Électricité	Fuel-oil	Total énergie	Importé: Montréal	Tête de puits: Alberta	(>5000 kwh)
	(Variation en pourcentage)					(Dollars par baril)		(Variation en pourcentage)
1961	0.5	0.2	0.4	−3.8	—	2.10	—	—
1962	−0.2	0.7	−1.0	−1.9	—	2.32	2.61	—
1963	−1.3	0.0	0.2	−3.9	—	2.51	2.65	—
1964	4.4	0.0	−0.4	−4.9	—	2.47	2.65	—
1965	1.4	0.2	−1.6	0.0	—	2.47	2.65	—
1966	4.4	−0.4	0.1	−0.2	—	2.39	2.65	—
1967	2.4	0.1	7.3	1.8	—	2.64	2.65	—
1968	3.6	1.6	5.0	4.2	—	2.99	2.65	—
1969	2.5	−0.2	2.4	2.3	—	2.61	2.65	—
1970	2.3	−1.2	8.6	2.1	—	2.43	2.66	—
1971	3.5	1.5	3.4	9.6	—	2.95	2.85	—
1972	0.8	0.6	2.7	6.1	2.8	2.86	2.86	1.0
1973	6.8	1.6	8.1	15.7	9.0	3.95	3.48	6.0
1974	16.6	10.1	3.8	29.3	15.2	11.29	5.83	11.3
1975	13.2	20.8	11.6	13.5	13.5	12.59	7.25	10.5
1976	12.4	29.0	16.0	16.1	15.4	12.88	8.53	16.7
1977	8.6	13.1	17.0	15.5	12.2	15.16	10.25	31.3
1978	5.6	18.8	8.1	14.0	9.3	16.28	12.25	11.1
1979	10.2	5.5	8.7	12.4	9.8	22.66	13.25	10.3
1980	19.0	11.8	9.3	20.2	16.0	36.96	15.58	12.9
1981	36.0	27.4	8.8	43.4	30.1	42.99	18.88	9.9
1982	21.4	24.3	11.4	22.2	19.8	41.35	24.63	14.1

Source: Prix à la consommation proviennent de Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, nº de cat. 62-001. Les données de *Total énergie* ne sont pas publiées pour les périodes antérieures à 1972.

Tableau de référence 46
Autres indices des prix
1961 – 1982
(1971 = 100)

Année	Prix mondiaux des marchandises[1]		Indice du prix de vente dans l'industrie			Matériaux de construction		Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes d'échange[2]
	Total	Alim.	Total	Alim.	Non alim.	Domiciliaires	Non domiciliaires			
D			500000	500001	634401	610002	476602	40641	40643	
1961	79.0	65.1	82.4	78.2	83.7	69.3	74.6	85.1	84.0	101.4
1962	77.2	63.1	83.3	79.8	84.4	69.7	74.0	88.8	87.9	101.1
1963	87.6	77.8	84.4	82.6	85.0	72.1	75.9	89.2	90.0	99.1
1964	94.8	84.7	85.1	83.1	85.8	75.8	79.6	91.0	90.5	100.6
1965	95.7	83.7	86.2	83.9	87.0	80.2	83.2	92.1	90.2	102.2
1966	100.5	85.1	88.7	88.4	88.8	83.9	86.1	94.3	91.9	102.6
1967	95.1	84.7	90.4	89.1	90.9	86.8	87.9	95.1	92.7	102.6
1968	93.6	83.4	92.3	90.3	93.0	91.5	90.1	96.2	94.8	101.5
1969	101.7	89.8	95.8	94.9	96.1	96.4	94.1	97.7	97.0	100.8
1970	107.2	101.8	98.1	97.2	98.3	95.3	96.7	100.6	98.6	102.0
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.1
1972	129.4	134.8	104.4	108.6	103.4	109.8	104.9	103.3	102.3	101.0
1973	210.8	211.4	116.1	131.3	112.3	124.0	113.1	118.2	110.0	107.5
1974	259.1	283.2	138.1	155.0	133.8	135.2	137.3	157.2	135.5	116.0
1975	224.9	255.1	153.7	170.9	149.3	139.7	147.0	173.2	156.6	110.6
1976	263.3	296.3	161.5	173.7	158.3	153.6	156.6	176.6	157.9	111.8
1977	319.7	389.2	174.3	185.9	171.3	165.2	165.6	189.2	177.1	106.8
1978	336.1	405.0	190.4	205.6	186.4	184.0	179.4	205.8	200.8	102.5
1979	409.8	479.9	217.9	231.7	214.1	207.0	208.7	249.4	229.5	108.7
1980	482.7	592.2	247.2	256.6	244.3	215.2	230.2	290.9	267.9	108.6
1981	427.2	519.2	272.4	279.4	270.1	236.4	253.4	310.0	296.7	104.4
1982	356.1	427.3	288.7	294.4	287.3	243.7	275.4	311.6	302.1	103.1
					(Variation en pourcentage)					
1961	–2.8	–2.3	0.3	2.2	—	–0.7	–0.9	0.7	3.0	–2.3
1962	–2.3	–3.0	1.1	2.0	0.8	0.6	–0.9	4.3	4.6	–0.3
1963	13.4	23.3	1.4	3.5	0.7	3.4	2.7	0.5	2.4	–1.9
1964	8.2	8.9	0.8	0.6	0.9	5.1	4.8	2.0	0.5	1.5
1965	1.0	–1.2	1.3	1.0	1.4	5.8	4.5	1.3	–0.3	1.6
1966	5.0	1.7	2.9	5.4	2.1	4.6	3.5	2.4	1.9	0.4
1967	–5.4	–0.5	2.0	0.8	2.4	3.5	2.1	0.8	0.9	0.0
1968	–1.6	–1.5	2.1	1.4	2.3	5.4	2.5	1.2	2.3	–1.1
1969	8.6	7.7	3.8	5.1	3.3	5.4	4.5	1.5	2.2	–0.7
1970	5.4	13.3	2.4	2.4	2.3	–1.1	2.7	2.9	1.7	1.2
1971	–6.7	–1.8	1.9	2.9	1.7	4.9	3.4	–0.6	1.4	–1.9
1972	29.3	34.8	4.4	8.7	3.4	9.8	4.9	3.3	2.4	0.9
1973	63.0	56.8	11.2	20.9	8.5	12.9	7.8	14.3	7.5	6.4
1974	22.9	34.0	19.0	18.0	19.2	9.0	21.4	33.1	23.2	8.0
1975	–13.2	–9.9	11.3	12.2	11.6	3.4	7.1	10.2	15.6	–4.7
1976	17.1	16.2	5.1	1.6	6.1	9.9	6.5	1.9	0.8	1.1
1977	21.4	31.3	7.9	7.0	8.2	7.5	5.7	7.1	12.2	–4.5
1978	5.1	4.1	9.2	10.6	8.8	11.4	8.4	8.8	13.4	–4.1
1979	21.9	18.5	14.5	12.7	14.9	12.5	16.3	21.2	14.3	6.0
1980	17.8	23.4	13.5	10.7	14.1	4.0	10.3	16.7	16.7	0.0
1981	–11.5	–12.3	10.2	8.9	10.6	9.8	10.1	6.5	10.8	–3.8
1982	–16.6	–17.7	6.0	5.4	6.4	3.1	8.7	0.5	1.8	–1.3

[1] *The Economist.*
[2] L'indice du rapport des prix à l'exportation aux prix à l'importation.

Sources: Statistique Canada, *Prix et indices des prix; Le commerce des exportations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-004; *Le commerce des importations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-007; *Nombres-indices des prix des produits agricoles*, nº de cat. 62-529.

Tableau de référence 47

Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 1975 – 1981

	Moyenne 1969-74	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Ensemble des gouvernements[1]								
Australie[2]	27.7	32.3	33.0	34.4	33.7	33.2	33.9	—
Autriche	38.5	43.8	44.8	45.0	47.9	47.4	46.6	—
Canada	36.7	41.3	40.2	41.3	42.0	40.7	41.7	42.7
Danemark	39.5	44.7	43.7	—	—	—	—	—
France	38.5	43.0	43.0	43.8	44.9	45.1	45.9	—
Allemagne	37.9	45.6	44.5	44.5	44.6	44.4	45.2	—
Italie	36.0	41.9	41.5	41.9	44.8	44.1	44.0	—
Japon	20.3	26.2	26.8	28.0	29.4	30.6	31.7	—
Pays-Bas	48.6	55.1	55.3	56.0	57.6	59.2	62.5	—
Norvège	43.8	46.6	48.5	50.1	52.3	50.9	49.1	—
Suède[2]	45.9	49.1	51.9	57.5	59.0	59.8	61.7	—
Royaume-Uni	39.4	45.9	45.3	43.1	42.6	42.5	44.6	—
Etats-Unis[3]	32.6	35.9	35.0	34.1	33.3	33.0	35.1	35.8
Moyenne[4]	37.3	42.4	42.6	43.3	44.3	44.2	45.2	—
Gouvernements nationaux[5]								
Australie[2]	13.4	15.9	16.5	17.0	16.7	16.3	16.9	—
Autriche	16.3	17.2	17.5	17.5	19.3	19.1	18.5	—
Canada								
Moins RPC/RRQ	14.6	16.8	15.8	16.2	16.6	15.7	16.4	17.4
Plus RPC/RRQ	14.9	17.3	16.4	16.9	17.3	16.5	17.3	18.4
France	17.6	18.3	17.9	18.2	18.4	18.2	18.2	—
Allemagne	9.3	10.8	10.4	10.4	10.6	10.6	10.4	—
Italie[6]	15.8	17.2	17.2	18.2	20.1	20.0	19.8	—
Japon[6]	5.2	6.0	6.2	6.6	7.0	7.4	8.0	—
Pays-Bas	14.6	16.2	16.2	16.4	16.9	17.6	—	—
Norvège	29.8	32.5	34.0	32.5	34.0	33.4	32.0	—
Suède	19.7	20.7	22.0	24.0	25.1	25.6	26.5	—
Royaume-Uni	20.5	23.9	23.9	23.4	23.7	24.1	25.5	—
Etats-Unis[3]	17.6	19.6	19.1	18.8	18.2	18.2	20.1	21.1
Moyenne[7]	16.2	18.0	18.1	18.3	18.9	18.9	19.4	—

(1) Comprend tous les niveaux d'administration et la sécurité sociale, mais non les sociétés et institutions financières publiques.
(2) Prestations de sécurité sociale non comprises.
(3) En conformité aux conventions des comptes nationaux canadiens et pour faciliter les comparaisons Canada/Etats-Unis, les excédents courants des entreprises publiques et l'intérêt perçu par l'Etat ont été ajoutés aux dépenses de l'Etat. Dans les comptes nationaux américains, ces postes sont soustraits des subventions et des paiements d'intérêt.
(4) Les pourcentages ne tiennent pas compte des pays pour lesquels aucune donnée n'est fournie dans le tableau.
(5) Net des transferts aux autres niveaux.
(6) Moyenne de 1970-74 plutôt que de 1969-74
(7) Les pourcentages ne tiennent pas compte des pays pour lesquels aucune donnée n'est fournie dans le tableau. Les moyennes de toute la période sont fondées sur des estimations canadiennes qui tiennent compte des RPC/RRQ.

Sources: OCDE, *Comptes nationaux des pays membres de l'OCED*, 1980 Vol. II; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, et pour les Etats-Unis, *Economic Report of the President* et le *Survey of Current Business*.

Tableau de référence 48

Total des recettes publiques selon les comptes nationaux
1947 – 1982

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Retenues à la source	Impôts indirect	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total RPC et RRQ[1]	Total des recettes[2]
D	30516	30522	30525	30526	30530	30535	30548		
				(Millions de dollars)					
1947	927	702	35	1,855	35	261	146	—	3,961
1948	986	687	41	1,907	47	261	171	—	4,100
1949	956	723	47	1,955	57	242	187	—	4,167
1950	915	993	54	2,129	62	280	201	—	4,634
1951	1,279	1,431	56	2,677	77	285	248	—	6,053
1952	1,588	1,403	55	2,901	82	368	265	—	6,662
1953	1,748	1,244	54	3,107	84	378	280	—	6,895
1954	1,776	1,115	58	3,131	73	373	293	—	6,819
1955	1,855	1,310	67	3,407	79	420	320	—	7,458
1956	2,127	1,443	69	3,858	97	537	365	—	8,496
1957	2,350	1,378	83	4,095	106	490	385	—	8,887
1958	2,214	1,350	48	4,186	124	542	404	—	8,868
1959	2,444	1,615	74	4,651	224	604	434	—	10,046
1960	2,794	1,588	79	4,901	234	649	465	—	10,710
1961	2,944	1,649	116	5,159	256	710	531	—	11,365
1962	3,180	1,753	125	5,807	268	784	574	—	12,491
1963	3,387	1,891	127	6,115	274	885	629	—	13,308
1964	3,917	2,100	140	6,877	316	978	676	—	15,004
1965	4,431	2,197	167	7,741	377	1,080	768	—	16,761
1966	5,792	2,355	204	8,669	401	1,241	864	724	19,526
1967	7,009	2,396	218	9,489	447	1,495	922	904	21,976
1968	8,244	2,852	209	10,303	613	1,765	988	1,040	24,974
1969	10,055	3,221	234	11,423	838	2,257	1,113	1,190	29,141
1970	11,547	3,070	269	12,055	1,077	2,705	1,231	1,327	31,954
1971	13,042	3,346	278	13,048	1,107	3,180	1,334	1,478	35,335
1972	14,631	3,920	287	14,760	1,036	3,690	1,495	1,657	39,819
1973	17,041	5,080	322	16,686	1,072	4,386	1,710	1,875	46,297
1974	21,197	7,051	430	20,876	1,125	5,916	2,161	2,313	58,756
1975	24,070	7,486	465	21,442	1,139	7,112	2,525	2,780	64,239
1976	28,353	7,113	504	24,864	1,480	8,357	2,825	3,282	73,496
1977	31,538	7,256	534	27,227	1,671	9,927	3,157	3,666	81,310
1978	33,419	8,274	582	29,090	2,009	12,520	3,595	4,231	89,489
1979	36,839	10,107	754	32,620	2,218	14,835	4,099	4,867	101,472
1980	42,194	12,182	995	36,115	2,359	17,214	4,617	5,669	115,676
1981	51,796	11,666	1,110	45,899	2,628	18,886	5,400	6,533	137,385
1982	57,776	9,061	1,178	48,188	2,900	21,558	6,264	7,816	146,925

[1] Les contributions des employeurs et employés, et le revenu de placement des Régimes de pensions du Canada (RPC) et de rentes du Québec (RRQ) sont inclus dans le total des impôts directs sur le revenu des particuliers et du revenu de placement, respectivement.
[2] Incluant RPC et RRQ, excluant les transferts entre gouvernements.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 49

Total des dépenses publiques selon les comptes nationaux 1947 – 1982

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Paiements de transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Sunventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Total RPC et RRQ[3]	Formation brute de capital	Total des dépenses[4]	Déficit (-) ou excédent
D	30560	31284	30565	30579	30572	30575	30578		30597		30609
					(Millions de dollars)						
1947	1,343	227	834	559	177	6	46	—	233	3,198	763
1948	1,454	236	857	558	75	10	32	—	392	3,378	722
1949	1,722	361	942	572	77	13	15	—	483	3,824	343
1950	1,928	493	1,023	544	64	10	14	—	497	4,080	554
1951	2,811	1,157	1,024	609	129	13	21	—	620	5,227	826
1952	3,620	1,800	1,343	651	102	14	28	—	847	6,605	57
1953	3,824	1,907	1,449	620	113	14	37	—	755	6,812	83
1954	3,825	1,727	1,626	650	89	13	23	—	865	7,091	−272
1955	4,036	1,760	1,719	664	86	8	36	—	949	7,498	−40
1956	4,426	1,802	1,746	718	127	27	42	—	1,138	8,224	272
1957	4,573	1,765	2,052	774	120	29	52	—	1,306	8,906	−19
1958	4,854	1,661	2,605	826	150	18	67	—	1,426	9,946	−1,078
1959	4,976	1,559	2,721	1,023	250	22	85	—	1,570	10,647	−601
1960	5,281	1,546	3,090	1,093	314	17	74	—	1,511	11,360	−670
1961	6,206	1,613	2,709	1,184	321	21	77	—	1,682	12,200	−835
1962	6,608	1,680	2,912	1,316	361	41	59	—	1,900	13,197	−706
1963	6,982	1,572	2,979	1,431	401	77	89	—	1,973	13,932	−624
1964	7,593	1,584	3,175	1,546	436	92	95	—	1,968	14,905	99
1965	8,358	1,559	3,423	1,675	457	92	119	—	2,430	16,554	207
1966	9,748	1,709	3,750	1,862	639	65	195	15	2,842	19,101	425
1967	11,153	1,805	4,667	2,081	637	91	217	17	2,982	21,828	148
1968	12,684	1,812	5,473	2,391	641	100	170	37	3,013	24,472	502
1969	14,241	1,799	6,161	2,767	701	110	185	77	3,061	27,226	1,915
1970	16,630	1,868	6,985	3,250	756	123	244	134	3,160	31,148	806
1971	18,368	1,926	8,255	3,622	772	225	249	200	3,714	35,205	130
1972	20,291	1,963	9,918	4,137	884	245	279	284	3,984	39,738	81
1973	23,037	2,174	11,198	4,788	1,088	326	318	406	4,290	45,045	1,252
1974	27,816	2,548	13,880	5,425	2,619	326	407	542	5,488	55,961	2,795
1975	33,380	2,780	17,080	6,538	3,858	486	592	777	6,354	68,288	−4,049
1976	38,325	3,220	19,483	8,101	3,344	564	542	1,099	6,359	76,718	−3,222
1977	43,374	3,693	22,220	9,268	3,320	662	638	1,428	6,833	86,315	−5,005
1978	47,811	4,080	25,025	11,538	3,527	769	1,013	1,782	7,198	96,881	−7,392
1979	52,301	4,245	26,508	13,795	4,805	842	767	2,174	7,457	106,475	−5,003
1980	58,538	4,936	30,204	15,897	7,103	946	817	2,667	8,346	121,851	−6,175
1981	66,749	5,743	34,679	20,492	8,272	1,017	875	3,286	9,326	141,410	−4,025
1982	75,748	6,969	42,630	25,238	7,600	2,588	1,059	4,022	10,694	165,557	−18,632

(1) Compris dans les biens et services.
(2) Depuis 1961, ce poste est considéré comme une dépense publique courante; antérieurement il était considéré comme un transfert de capital.
(3) Les dépenses en biens et services et en prestations des RPC/RRQ sont inclus dans le total des biens et services du gouvernement ainsi que dans les transferts aux particuliers et aux non-résidents.
(4) Comprend les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec. Exclut les transferts intergouvernementaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 50

Recettes du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux
1947 – 1982

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Retenues à la source	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	30517	30523	30525	30527	30531	30536	30549	
				(Millions de dollars)				
1947	825	631	35	1,136	4	102	43	2,776
1948	875	568	41	1,086	6	91	50	2,717
1949	841	593	47	1,048	7	109	54	2,699
1950	806	847	54	1,115	7	133	58	3,020
1951	1,158	1,242	56	1,494	6	143	66	4,165
1952	1,461	1,294	55	1,594	7	205	71	4,687
1953	1,613	1,168	54	1,697	2	200	75	4,809
1954	1,622	1,051	58	1,612	1	187	77	4,608
1955	1,647	1,248	67	1,743	1	220	82	5,008
1956	1,910	1,364	69	1,970	1	296	88	5,698
1957	2,105	1,170	83	1,989	2	230	93	5,672
1958	1,965	1,105	48	1,906	2	285	98	5,409
1959	2,183	1,340	74	2,120	2	316	104	6,139
1960	2,503	1,308	79	2,177	3	336	111	6,517
1961	2,629	1,345	116	2,188	2	382	117	6,779
1962	2,605	1,314	125	2,400	1	410	124	6,979
1963	2,730	1,412	127	2,449	2	471	132	7,323
1964	3,129	1,575	140	2,845	2	525	139	8,355
1965	3,332	1,652	167	3,245	3	545	151	9,095
1966	3,634	1,774	204	3,570	3	632	167	9,984
1967	4,305	1,758	218	3,705	3	738	179	10,906
1968	5,125	2,107	209	3,761	4	821	191	12,218
1969	6,503	2,402	234	4,028	2	1,108	213	14,490
1970	7,436	2,276	269	4,034	2	1,279	232	15,528
1971	8,299	2,477	278	4,480	4	1,458	245	17,241
1972	9,285	2,901	287	5,121	5	1,684	277	19,560
1973	10,861	3,644	322	5,837	6	1,827	312	22,809
1974	13,538	5,012	430	8,495	8	2,116	379	29,978
1975	15,231	5,372	465	7,882	8	2,304	441	31,703
1976	18,042	5,046	504	8,601	11	2,608	501	35,313
1977	18,042	5,157	534	9,085	13	3,124	554	36,509
1978	17,706	5,813	582	9,750	15	3,879	643	38,390
1979	20,252	6,945	754	10,661	17	4,183	729	43,541
1980	23,456	8,425	995	12,131	17	4,816	806	50,646
1981	29,096	8,399	1,110	18,838	22	5,349	923	63,737
1982	32,254	6,745	1,178	17,324	24	6,294	1,055	64,874

Source: Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et des dépenses.

Tableau de référence 51

Dépenses du gouvernement fédéral selon les comptes nationaux
1947 – 1982

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Transferts aux autres niveaux de gouvernement	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	30561	31284	30566	30580	30573	30576	41974	30801	30598		30610
					(Millions de dollars)						
1947	651	227	611	453	171	1	46	192	−36	2,089	687
1948	628	236	570	453	71	1	32	150	47	1,952	765
1949	757	361	583	461	73	1	15	187	138	2,215	484
1950	923	493	615	427	60	1	14	251	79	2,370	650
1951	1,634	1,157	580	486	124	0	21	259	90	3,194	971
1952	2,315	1,800	975	515	96	2	28	368	193	4,492	195
1953	2,462	1,907	1,043	471	106	1	37	412	126	4,658	151
1954	2,316	1,727	1,165	482	84	1	23	430	153	4,654	−46
1955	2,364	1,760	1,229	487	75	3	36	450	162	4,806	202
1956	2,517	1,802	1,221	516	118	16	42	485	185	5,100	598
1957	2,513	1,765	1,460	531	108	20	52	521	217	5,422	250
1958	2,524	1,661	1,893	568	131	13	67	663	317	6,176	−767
1959	2,387	1,559	1,782	733	229	19	85	880	363	6,478	−339
1960	2,426	1,546	1,973	753	283	15	74	994	228	6,746	−229
1961	2,584	1,613	2,005	786	285	18	77	1,128	306	7,189	−410
1962	2,688	1,680	2,110	865	322	38	59	1,134	270	7,486	−507
1963	2,617	1,572	2,134	935	355	74	89	1,169	236	7,609	−286
1964	2,750	1,584	2,241	995	379	89	95	1,252	209	8,010	345
1965	2,829	1,559	2,311	1,052	372	86	119	1,431	351	8,551	544
1966	3,267	1,709	2,484	1,151	500	62	195	1,664	430	9,753	231
1967	3,562	1,805	2,918	1,245	519	73	217	1,992	464	10,990	−84
1968	3,883	1,812	3,295	1,409	522	78	170	2,372	500	12,229	−11
1969	4,242	1,799	3,598	1,589	555	88	185	2,726	486	13,469	1,021
1970	4,551	1,868	4,057	1,862	589	97	244	3,397	465	15,262	266
1971	4,958	1,926	4,684	1,974	513	171	249	4,323	514	17,386	−145
1972	5,452	1,963	6,186	2,253	596	181	277	4,558	623	20,126	−566
1973	6,087	2,174	7,008	2,518	738	227	315	4,807	722	22,422	387
1974	7,408	2,548	8,705	2,961	2,060	193	403	6,165	974	28,869	1,109
1975	8,329	2,780	10,620	3,705	3,183	288	588	7,670	1,125	35,508	−3,805
1976	9,670	3,220	11,533	4,519	2,398	367	537	8,522	1,158	38,704	−3,391
1977	11,143	3,693	13,089	5,101	2,222	497	630	9,967	1,163	43,812	−7,303
1978	12,018	4,080	14,647	6,410	2,301	615	1,003	10,875	1,206	49,075	−10,685
1979	12,793	4,245	14,657	8,080	3,225	629	756	11,754	911	52,805	−9,264
1980	13,802	4,936	16,470	9,653	5,523	708	804	12,831	1,008	60,799	−10,153
1981	16,365	5,743	18,785	13,351	6,494	760	859	14,073	1,029	71,716	−7,979
1982	18,636	6,969	24,644	16,440	5,649	2,238	1,039	15,768	1,493	85,957	−21,083

(1) Compris dans les biens et services.
(2) Voir renvoi 2 au bas du tableau de référence 49.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 52

Dépense du gouvernement fédéral par enveloppe
Selon le système de gestion des dépenses

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
			(Millions de dollars)			
Energie	1,631	1,554	1,398	2,362	3,624	1,608
Développement économique	4,739	4,996	5,024	5,371	5,183	6,899
Affaires sociales	18,605	20,408	22,114	22,690	24,633	27,579
Justice et affaires légales	773	915	1,014	1,037	1,213	1,384
Transferts fiscaux	3,184	3,196	2,999	3,635	3,908	4,734
Affaires extérieures	1,123	1,257	1,353	1,404	1,421	1,702
Défense	3,382	3,785	4,108	4,389	5,058	6,031
Parlement	73	89	92	99	130	151
Générale du gouvernement	2,150	2,402	2,481	2,333	2,732	3,657
Total partiel	35,660	38,602	40,583	43,320	47,902	53,745
Dette publique	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687	15,168
Total des débours	40,381	44,152	47,641	51,844	58,589	68,913

Remarque: Les données de chaque année sont conformes; Postes Canada est considéré comme société de la Couronne.
Source: Ministère des Finances et Budget principal 1983-84, 1ère Partie.

Tableau de référence 53
Dette du gouvernement fédéral
Selon les comptes publics[1]

Année	Dette brutte	Dette nette	Dette non échue	Frais de la dette publique	
				Bruts	Nets
			(Millions de dollars)		
1952	16,729	11,185	13,949	531	413
1957	17,586	11,009	13,573	534	327
1962[2]	21,728	14,767	16,883	839	532
1963	23,080	15,522	17,950	918	606
1964	24,828	16,657	18,739	994	627
1965	25,920	16,986	18,934	1,051	629
1966	26,590	16,745	18,966	1,111	673
1967	28,105	17,013	19,681	1,191	671
1968	29,708	17,713	20,284	1,301	689
1969	31,971	18,117	21,725	1,480	785
1970	33,178	17,621	22,184	1,717	857
1971	36,774	18,030	24,886	1,920	920
1972	40,238	18,811	27,259	2,137	1,004
1973	43,252	19,810	29,039	2,301	1,036
1974	45,677	21,194	29,171	2,566	1,077
1975	50,997	22,927	33,086	3,239	1,408
1976	58,025	28,390	37,697	3,972	1,875
1977	65,761	34,600	42,519	4,721	2,309
1978	78,528	44,889	51,567	5,550	2,958
1979	95,702	57,115	66,591	7,058	3,902
1980	103,626	68,595	72,121	8,524	5,180
1981	118,461	81,263	83,149	10,687	6,557
1982	134,107	94,869	92,353	15,168	10,073
			(Pourcentage du PNB)[3]		
1952	77.3	51.7	64.5	2.5	1.9
1957	54.9	34.3	42.3	1.7	1.0
1962	54.8	37.2	42.6	2.1	1.3
1963	53.8	36.2	41.8	2.1	1.4
1964	54.0	36.2	40.8	2.2	1.4
1965	51.6	33.8	37.7	2.1	1.3
1966	48.0	30.2	34.3	2.0	1.2
1967	45.5	27.5	31.8	1.9	1.1
1968	44.7	26.7	30.5	2.0	1.0
1969	44.0	25.0	29.9	2.0	1.1
1970	41.6	22.1	27.8	2.2	1.1
1971	42.9	21.0	29.0	2.2	1.1
1972	42.6	19.9	28.9	2.3	1.1
1973	41.1	18.8	27.6	2.2	1.0
1974	37.0	17.2	23.6	2.1	0.9
1975	34.6	15.5	22.4	2.2	1.0
1976	35.1	17.2	22.8	2.4	1.1
1977	34.4	18.1	22.3	2.5	1.2
1978	37.6	21.5	24.7	2.7	1.4
1979	41.5	24.8	28.9	3.1	1.7
1980	39.6	26.2	27.6	3.3	2.0
1981	40.6	27.8	28.5	3.7	2.2
1982	40.5	28.6	27.9	4.6	3.0

(1) Au 31 mars de chaque année.
(2) Les données des années antérieures à 1962 ne sont pas entièrement conformes à celles des années postérieures en raison des modifications récentes des méthodes comptables. Les données révisées ne sont disponibles qu'à partir de mars 1962.
(3) Données calculées à partir du PNB de l'année civile qui précède la fin de l'exercice financier.
Source: Comptes publics du Canada.

Tableau de référence 54

Soldes budgétaires réels et ajustés
Secteurs publics fédéral et consolidé
Selon les comptes nationaux des revenus et des dépenses
1954 – 1982

Année	Soldes réels (excédents ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))		Soldes réels (excédent ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))	
	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements
	(Millions de dollars)				(Pourcentage du PNB)[1]			
1954	–46	–272	40	–176	–0.2	–1.1	0.2	–0.7
1955	202	–40	36	–223	0.7	–0.1	0.1	–0.8
1956	598	272	102	–273	1.9	0.9	0.3	–0.9
1957	250	–19	54	–249	0.8	–0.1	0.2	–0.8
1958	–767	–1,078	–543	–843	–2.2	–3.1	–1.6	–2.4
1959	–339	–601	–114	–349	–0.9	–1.6	–0.3	–0.9
1960	–229	–670	218	–167	–0.6	–1.8	0.6	–0.4
1961	–410	–835	240	–85	–1.0	–2.1	0.6	–0.2
1962	–507	–706	–162	–281	–1.2	–1.6	–0.4	–0.6
1963	–286	–624	–27	–297	–0.6	–1.4	–0.1	–0.6
1964	345	99	348	108	0.7	0.2	0.7	0.2
1965	544	207	368	–7	1.0	0.4	0.7	–0.0
1966	231	425	–215	–147	0.4	0.7	–0.4	–0.2
1967	–84	148	–253	–50	–0.1	0.2	–0.4	–0.1
1968	–11	502	–158	312	–0.0	0.7	–0.2	0.4
1969	1,021	1,915	738	1,550	1.3	2.4	0.9	2.0
1970	266	806	527	1,181	0.3	0.9	0.6	1.4
Moyenne 1961 à 1970	111	194	141	228	0.1	0.0	0.2	0.2
1971	–145	130	0	317	–0.2	0.1	0.0	0.3
1972	–566	81	–665	–91	–0.5	0.1	–0.6	–0.1
1973	387	1,252	–590	–80	0.3	1.0	–0.5	–0.1
1974	1,109	2,795	–455	772	0.8	1.9	–0.3	0.5
1975	–3,805	–4,049	–3,847	–4,041	–2.3	–2.5	–2.3	–2.4
1976	–3,391	–3,222	–4,060	–4,132	–1.8	–1.7	–2.2	–2.2
1977	–7,303	–5,005	–6,812	–4,387	–3.5	–2.4	–3.2	–2.1
1978	–10,686	–7,393	–9,867	–6 386	–4.6	–3.2	–4 3	–2.8
1979	–9,264	–5,003	–8,904	–4,431	–3.5	–1.9	–3.4	–1.7
1980	–10,153	–6,175	–8,191	–3,135	–3.5	–2.1	–2.7	–1.0
Moyenne 1971 à 1981	–4,382	–2,659	–4,319	–2,559	–1.9	–1.1	–2.0	–1.2
1981	–7,979	–4,025	–6,191	1,347	–2.4	–1.2	–1.8	–0.4
1982	–21,083	–18,639	–11,705	–5,278	–6.0	–5.3	–3.1	–1.4

[1] Les soldes réels sont calculés en pourcentage du PNB réel, tandis que les soldes ajustés sont calculés en pourcentage du PNB ajusté.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses;* ministère des Finances.

Tableau de référence 55

Recettes des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux
1947 – 1982

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	40060 40298	40067 40305	40072 40310	40076 40314	40081 40319		40101 40339	
				(Millions de dollars)				
1947	97	71	359	28	101	199	44	899
1948	105	119	418	37	111	159	53	1,002
1949	109	130	462	46	79	197	59	1,082
1950	102	146	515	51	89	261	62	1,226
1951	121	189	575	60	117	270	80	1,412
1952	127	109	607	61	140	378	81	1,503
1953	135	76	652	64	154	424	83	1,588
1954	154	64	690	56	165	443	88	1,660
1955	208	62	762	59	186	465	100	1,842
1956	217	79	864	72	221	494	125	2,072
1957	245	208	958	78	240	533	129	2,391
1958	249	245	1,016	94	234	657	132	2,627
1959	261	275	1,087	191	264	880	143	3,101
1960	291	280	1,131	197	287	979	154	3,319
1961	315	304	1,270	211	298	1,110	156	3,664
1962	575	439	1,572	217	341	1,105	172	4,421
1963	657	479	1,713	225	372	1,134	193	4,773
1964	788	525	2,006	261	398	1,217	211	5,406
1965	1,099	545	2,265	313	474	1,379	253	6,328
1966	1,444	581	2,622	331	516	1,593	288	7,375
1967	1,855	638	3,019	367	603	1,951	300	8,733
1968	2,194	745	3,447	541	720	2,320	319	10,286
1969	2,545	819	3,933	776	863	2,678	357	11,971
1970	3,057	794	4,263	1,007	1,032	3,347	395	13,895
1971	3,640	869	4,566	1,031	1,202	4,274	436	16,018
1972	4,156	1,019	5,261	956	1,380	4,449	481	17,702
1973	4,875	1,436	6,198	984	1,812	4,734	575	20,614
1974	6,051	2,039	7,236	1,038	2,897	6,054	778	26,093
1975	6,933	2,114	7,547	1,046	3,701	7,577	912	29,830
1976	8,106	2,067	9,077	1,348	4,375	8,369	1,001	34,343
1977	11,083	2,099	10,039	1,521	5,200	9,665	1,113	40,720
1978	12,985	2,461	10,419	1,849	6,693	10,591	1,260	46,258
1979	13,500	3,162	11,922	2,045	8,380	11,515	1,426	51,950
1980	15,197	3,757	12,929	2,175	9,724	12,614	1,629	58,025
1981	18,729	3,267	14,828	2,419	10,369	13,890	1,929	65,431
1982	20,772	2,316	17,219	2,669	11,541	15,591	2,248	72,356

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 56

Dépenses des gouvernements provinciaux selon les comptes nationaux

1947 – 1982

Année	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital	Transferts aux autres gouvernements	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(–) ou excédent
	40114	40119	40133	40126	40129		40158		40170
D	40352	40357	40371	40364	40367		40396		40408
					(Millions de dollars)				
1947	268	204	68	6	5	101	152	804	95
1948	318	266	68	4	9	129	193	987	15
1949	387	336	72	4	12	157	172	1,140	–58
1950	391	384	75	4	9	171	196	1,230	–4
1951	470	416	78	5	13	197	229	1,408	4
1952	502	334	83	6	12	215	290	1,442	61
1953	498	368	88	7	13	242	265	1,481	107
1954	519	417	94	5	12	259	301	1,607	53
1955	578	449	93	11	5	327	351	1,814	28
1956	688	485	101	9	11	362	460	2,116	–44
1957	703	547	116	12	9	452	536	2,375	16
1958	816	658	115	19	5	545	519	2,677	–50
1959	907	874	121	21	3	622	566	3,114	–13
1960	986	1,044	143	31	2	714	612	3,532	–213
1961	1,040	625	160	36	3	1,535	546	3,945	–281
1962	1,063	718	184	39	3	1,845	625	4,477	–56
1963	1,209	759	212	46	3	1,984	659	4,872	–99
1964	1,322	849	238	57	3	2,242	776	5,487	–81
1965	1,507	1,024	271	85	6	2,560	875	6,328	0
1966	1,890	1,173	317	139	3	3,041	986	7,549	–174
1967	2,307	1,647	385	118	18	3,546	1,046	9,067	–334
1968	2,716	2,030	485	119	22	4,012	958	10,342	–56
1969	2,957	2,369	638	146	22	4,495	1,025	11,652	319
1970	4,109	2,611	759	167	26	5,406	1,046	14,124	–229
1971	4,708	3,139	920	259	54	5,999	1,409	16,488	–470
1972	5,297	3,238	1,127	288	64	6,823	1,556	18,393	–691
1973	6,112	3,574	1,404	350	99	7,540	1,637	20,716	–102
1974	7,539	4,464	1,545	559	133	9,132	2,069	25,441	652
1975	9,634	5,482	1,839	675	198	11,340	2,418	31,586	–1,756
1976	10,796	6,642	2,327	946	197	12,796	2,182	35,886	–1,543
1977	12,410	7,507	2,690	1,098	165	15,200	2,384	41,454	–734
1978	13,990	8,368	3,399	1,226	154	15,719	2,653	45,509	749
1979	15,741	9,422	3,856	1,580	213	18,232	2,940	51,984	–34
1980	17,647	10,774	4,253	1,580	238	19,343	3,162	56,997	1,028
1981	19,039	12,311	4,933	1,778	257	21,504	3,612	63,434	1,997
1982	21,155	13,629	6,245	1,951	300	24,659	4,081	72,020	336

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 57

Recettes des administrations locales selon les comptes nationaux

1947 – 1982

Année	Impôts directs	Impôts indirects	Revenu de placement	Transferts des particuliers	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D		40073 40311	40082 40320	40077 40315		40102 40340	
			(Millions de dollars)				
1947	5	360	58	3	101	59	586
1948	6	403	59	4	129	68	669
1949	6	445	54	4	157	74	740
1950	7	499	58	4	172	81	821
1951	—	608	25	11	199	102	945
1952	—	700	23	14	218	113	1,068
1953	—	758	24	18	245	122	1,167
1954	—	829	21	16	261	128	1,255
1955	—	902	14	19	334	138	1,407
1956	—	1,024	20	24	371	152	1,591
1957	—	1,148	20	26	466	163	1,825
1958	—	1,264	23	28	568	174	2,057
1959	—	1,444	24	31	646	187	2,332
1960	—	1,593	26	34	746	200	2,599
1961	—	1,701	28	41	874	212	2,856
1962	—	1,835	31	47	1,107	229	3,249
1963	—	1,953	39	44	1,200	250	3,486
1964	—	2,026	52	50	1,342	268	3,738
1965	—	2,231	58	58	1,514	299	4,160
1966	—	2,477	79	64	1,868	336	4,824
1967	—	2,765	95	74	2,122	364	5,420
1968	—	3,095	105	65	2,354	393	6,012
1969	—	3,462	99	56	2,595	450	6,662
1970	—	3,758	116	64	3,192	500	7,630
1971	—	4,002	140	68	3,583	538	8,331
1972	—	4,378	153	71	4,069	612	9,283
1973	—	4,651	170	78	4,501	883	10,083
1974	—	5,145	187	75	5,306	840	11,555
1975	—	6,013	223	81	6,703	996	14,006
1976	—	7,186	271	99	7,367	1,118	16,041
1977	—	8,103	317	112	9,197	1,263	18,992
1978	—	8,921	405	118	9,424	1,427	20,296
1979	—	10,037	437	127	11,261	1,640	23,502
1980	—	11,055	486	133	11,652	1,840	25,146
1981	—	12,233	506	149	12,864	2,152	27,904
1982	—	13,645	537	161	14,507	2,505	31,355

Source: Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et des dépenses.

Tableau de référence 58

Dépenses des administrations locales selon les comptes nationaux 1947 – 1982

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Transferts aux autres administrations	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(–) ou excédent
D	40115 40353	40120 40359	40134 40372		40159 40397		40171 40409
				(Millions de dollars)			
1947	424	19	38	7	117	605	– 19
1948	508	21	37	9	152	727	– 58
1949	578	23	39	10	173	823	– 83
1950	614	24	42	11	222	913	– 92
1951	707	28	45	13	301	1,094	– 149
1952	803	34	53	13	364	1,267	– 199
1953	864	38	61	15	364	1,342	– 175
1954	990	44	74	15	411	1,534	– 279
1955	1,094	41	84	22	436	1,677	– 270
1956	1,221	40	101	18	493	1,873	– 282
1957	1,357	45	127	28	553	2,110	– 285
1958	1,514	54	143	17	590	2,318	– 261
1959	1,682	65	169	24	641	2,581	– 249
1960	1,869	73	197	17	671	2,827	– 228
1961	1,968	79	223	34	680	2,984	– 128
1962	2,174	84	251	28	847	3,384	– 135
1963	2,373	86	266	33	926	3,684	– 198
1964	2,635	85	294	31	834	3,879	– 141
1965	3,015	88	333	37	1,054	4,527	– 367
1966	3,399	93	373	51	1,235	5,151	– 327
1967	3,881	102	430	70	1,274	5,757	– 337
1968	4,438	133	475	64	1,338	6,448	– 436
1969	5,142	143	516	66	1,337	7,204	– 542
1970	5,803	213	595	64	1,425	8,100	– 470
1971	6,277	260	695	64	1,550	8,846	– 515
1972	6,836	246	721	69	1,582	9,454	– 171
1973	7,757	250	825	60	1,676	10,568	– 485
1974	9,072	216	873	61	2,152	12,374	– 819
1975	10,801	257	943	70	2,503	14,574	– 568
1976	12,600	272	1,194	71	2,673	16,810	– 769
1977	14,144	268	1,411	70	2,940	18,833	159
1978	15,555	309	1,663	84	2,934	20,545	– 250
1979	16,935	340	1,786	116	3,218	22,395	1,107
1980	18,989	393	1,910	102	3,674	25,068	78
1981	21,930	433	2,119	132	4,155	28,769	– 865
1982	25,278	478	2,451	97	4,535	32,839	– 1,484

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 59

Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les comptes nationaux 1961 – 1982

Année	Recettes					Dépenses				Déficit(–) ou excédent
	Revenu de placement	Transfert des autres gouvernements	Transferts des particuliers	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes	Biens et services	Intérêt sur la dette publique	Formation brute de capital	Total des dépenses	
D	40083 40321		40078 40316	40103 40341		40116 40354	40555 40558	40160 40398		40172 40410
					(Millions de dollars)					
1961	2	713	2	46	763	614	15	150	779	– 16
1962	2	795	3	49	849	683	16	158	857	– 8
1963	3	852	3	54	912	783	18	152	953	– 41
1964	3	966	3	58	1,030	886	19	149	1,054	– 24
1965	3	1,135	3	65	1,206	1,007	19	150	1,176	30
1966	4	1,295	3	73	1,375	1,177	21	191	1,389	– 14
1967	4	1,535	3	79	1,621	1,386	21	198	1,605	16
1968	4	1,774	3	85	1,866	1,625	22	217	1,864	2
1969	4	2,014	4	93	2,115	1,874	24	213	2,111	4
1970	5	2,328	4	104	2,441	2,137	34	224	2,395	46
1971	5	2,529	4	115	2,653	2,397	33	241	2,671	– 18
1972	6	2,932	4	125	3,067	2,672	36	223	2,931	136
1973	7	3,172	4	140	3,323	3,044	41	255	3,340	– 17
1974	11	3,996	4	164	4,175	3,754	46	293	4,093	82
1975	10	4,800	4	186	5,000	4,564	51	308	4,923	77
1976	26	5,653	22	205	5,906	5,201	61	346	5,608	298
1977	33	6,375	25	227	6,660	5,613	66	346	6,025	635
1978	38	6,663	27	265	6,993	6,177	66	405	6,648	345
1979	55	7,326	29	304	7,714	6,758	73	388	7,219	495
1980	80	8,010	34	342	8,466	8,013	81	502	8,596	– 130
1981	100	8,955	38	396	9,489	9,295	89	530	9,914	– 425
1982	120	10,426	46	456	11,048	10,556	102	585	11,243	– 195

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 60
Gouvernement fédéral
Passif et actif
Selon les comptes des flux financiers
1966 – 1981

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
								(Millions de dollars)								
Passif																
Monnaie et dépôts	344	380	448	480	504	529	554	618	704	773	821	882	962	1,050	1,111	1,169
Effets à payer	41	32	34	50	62	65	57	50	81	92	68	119	173	167	175	146
Prêts	164	271	209	65	11	59	85	147	207	262	250	253	3,832	2,104	2,797	1,817
Pensions[1]	1,280	1,284	1,285	1,283	1,277	1,266	1,265	1,238	1,218	1,197	1,173	1,187	1,162	1,149	1,136	1,117
Créances sur des entreprises associées	96	73	100	118	132	147	167	184	243	313	331	353	440	477	658	825
Autre passif	865	1,006	1,261	1,173	1,581	1,856	2,558	2,703	3,442	3,860	3,965	3,567	4,342	4,892	6,679	9,027
Dette non échue	19,728	20,779	22,231	22,797	24,655	27,431	29,021	28,915	33,294	37,280	41,468	49,601	60,206	68,334	80,295	92,656
Total du passif	22,516	23,825	25,586	25,966	28,222	31,353	33,707	33,855	39,189	43,777	48,076	55,962	71,119	78,173	92,851	106,757
Actif financier																
Monnaie et dépôts	671	335	336	1,057	1,143	1,905	2,163	1,687	4,246	3,494	2,671	4,020	5,985	1,709	3,453	6,765
Comptes recevables	6	6	6	8	9	10	19	20	30	52	55	77	105	153	192	150
Prêts	1,880	2,053	2,270	2,445	2,648	3,085	3,412	4,076	4,565	5,083	5,493	6,095	6,570	7,243	7,701	7,961
Billet à court terme des sociétés de financement et autres	7	12	10	11	6	8	13	12	12	18	18	26	18	6	11	14
Hypothèques	343	404	457	525	548	556	553	552	569	554	519	479	427	377	337	300
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	482	419	544	559	511	33	39	20	20	20	31	25	19	162	85	102
Administrations provinciales	15	12	21	20	12	18	15	17	15	14	12	14	16	17	14	16
Obligations municipales	9	7	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	10	8	14	19	23	25	27	29	35	39	37	36	29	30	34	34
Créances sur des entreprises associées	10,111	11,500	12,625	13,459	15,668	17,744	18,900	19,189	21,113	22,280	23,974	24,893	26,821	27,863	30,207	32,073
Actions	10	15	19	26	53	76	100	127	154	187	64	58	58	54	55	378
Investissements étrangers	180	168	92	60	28	3	5	5	13	6	5	4	3	5	9	8
Autres actifs financiers	1,573	1,533	1,763	1,433	1,208	1,394	1,602	1,921	2,838	2,930	2,456	1,911	2,300	2,883	2,303	2,089
Total des actifs financiers	15,297	16,472	18,157	19,622	21,888	24,857	26,848	27,655	33,610	34,677	35,335	37,638	42,351	40,502	44,401	49,890
Excédent du passif sur l'actif	7,221	7,353	7,429	6,344	6,334	6,496	6,859	6,200	5,579	9,100	12,741	18,324	28,768	37,671	48,450	56,867

[1] Représente principalement le solde des annuités publiques.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*.

Tableau de référence 61

Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux
Passif et actif
Selon les comptes des flux financiers
1966 – 1981

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
								(Millions de dollars)								
Passif																
Effets à payer	343	423	475	502	653	656	755	791	1,012	1,158	1,319	2,003	2,228	3,057	3,108	3,039
Prêts	1,383	1,592	1,761	1,987	2,198	2,158	2,520	3,245	4,139	4,626	4,730	4,994	5,537	5,859	6,793	7,883
Billets à court terme de sociétés de financement et autres	—	—	—	—	118	174	313	435	343	230	634	318	297	505	280	609
Hypothèques	99	121	190	143	159	157	177	158	168	187	136	57	38	15	—	1,170
Créances sur des entreprises associées	68	73	80	77	191	232	385	353	437	549	714	627	728	818	1,155	1,255
Autre passif	1,603	1,643	1,655	1,685	1,892	1,999	1,717	2,586	2,621	2,658	3,348	3,171	3,457	3,322	2,862	3,063
Dette non échue																
Administrations provinciales	6,885	8,098	9,431	10,757	12,208	13,774	15,860	17,443	19,729	23,451	27,219	31,738	36,390	40,140	45,368	52,504
Administrations municipales	6,615	7,527	8,147	8,674	9,221	10,025	10,679	11,372	12,278	13,878	15,219	17,243	18,428	19,307	20,428	21,562
Autres	311	342	351	391	388	400	408	412	448	474	509	536	586	645	433	449
Total du passif	17,307	19,819	22,090	24,334	27,084	29,714	32,936	36,503	41,062	47,615	53,512	60,666	67,897	73,443	80,756	90,925
Actif financier																
Monnaie et dépôts	690	647	791	1,256	1,529	1,422	2,123	2,361	2,597	1,953	2,797	3,945	4,983	7,509	7,397	10,328
Comptes recevables	121	145	160	188	224	240	295	301	358	525	659	618	593	579	565	551
Prêts	344	472	555	631	1,458	1,746	1,950	2,183	2,316	2,567	2,810	2,631	2,750	2,873	2,987	3,285
Billets à court terme des sociétés de financement et autres	16	14	17	21	34	45	66	79	83	85	163	463	597	594	591	588
Hypothèques	277	284	356	462	660	924	1,103	1,291	1,580	1,922	2,281	2,545	2,781	2,784	2,969	3,243
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	318	293	326	305	268	238	217	207	186	214	352	607	1,293	1,792	3,230	3,135
Administrations provinciales	1,555	1,647	1,712	1,919	1,889	1,892	1,994	2,136	2,452	3,248	3,921	4,989	6,070	6,478	8,680	11,563
Administrations municipales	1,397	1,758	2,138	2,472	2,870	3,237	3,547	3,774	4,328	4,847	5,422	5,974	6,579	6,619	7,589	8,624
Autres	434	525	692	948	238	314	303	260	286	476	744	1,057	1,153	1,232	1,409	1,402
Créances sur des entreprises associées	3,667	4,119	4,585	5,242	6,357	6,913	7,547	8,386	9,924	11,377	12,485	15,117	17,492	18,475	19,555	21,932
Actions	13	16	31	45	168	173	159	124	213	229	252	216	254	275	298	966
Autres actifs financiers	2,229	2,270	2,428	2,534	2,564	2,772	2,287	3,425	4,145	3,851	3,449	3,284	4,818	6,855	8,840	9,519
Total des actifs financiers	11,061	12,190	13,791	16,023	18,259	19,916	21,591	24,527	28,468	31,294	35,335	41,446	49,363	56,065	64,110	75,136
Excédent du passif sur l'actif	6,246	7,629	8,299	8,311	8,825	9,798	11,345	11,976	12,594	16,321	18,177	19,220	18,534	17,378	16,646	15,789

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 62

Gouvernement du Canada
Etat sommaire des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1973 – 1982
Sommaire[1]

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes	18,351	21,346	27,581	29,512	32,020	32,093	34,313	38,936	45,398	54,068
B Dépenses	– 19,350	– 22,730	– 29,314	– 34,975	– 38,230	– 42,382	– 46,539	– 50,416	– 58,066	– 67,674
Excèdent ou déficit (–)	– 999	– 1,384	– 1,733	– 5,463	– 6,210	– 10,289	– 12,226	– 11,480	– 12,668	– 13,606
II Opérations non budgétaires										
A Prêts, apports et avances	– 1,210	– 1,337	– 1,948	– 2,915	– 2,151	– 1,770	– 1,102	– 1,428	– 523	– 1,239
B Comptes de rentes, d'assurances et de pensions	542	697	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781	4,345
C Autres opérations	359	507	226	1,685	799	839	– 565	416	293	2,169
Ressource ou besoin (–) net	– 309	– 133	– 406	689	662	1,840	1,113	1,035	2,551	5,275
Besoins financiers (compte non tenu des opérations de change)	– 1,308	– 1,517	– 2,139	– 4,774	– 5,548	– 8,449	– 11,113	– 10,445	– 10,117	– 8,331
III Opérations de change	– 75	131	593	– 5	1,281	1,186	4,262	– 128	1,157	– 347
Ensemble des besoins financiers[2]	– 1,383	– 1,386	– 1,546	– 4,779	– 4,267	– 7,263	– 6,851	– 10,573	– 8,960	– 8,678
IV Opérations de la dette[3]	1,782	197	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153	9,367
Variation de la trésorerie[4]	399	– 1,189	2,394	– 152	545	909	1,927	– 2,695	2,193	689
V Trésorerie en fin de période	1,999	810	3,204	3,052	3,597	4,506	6,433	3,738	5,931	6,620
Solde des avoirs en dollars canadiens	1,984	801	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826	6,594

[1] Poste Canada est considéré comme société de la Couronne.
[2] Besoins de trésorerie (–).
[3] Excluant les variations de la dette non échue payable en devises étrangères.
[4] Diminution de caisse (–).

Tableau de référence 62 (suite)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1973 – 1982

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes										
Impôt sur le revenu des particuliers	8,378	9,226	11,710	12,709	14,634	13,988	14,656	16,808	19,837	24,046
Impôt sur le revenu des sociétés	2,920	3,710	4,836	5,748	5,363	5,280	5,654	6,951	8,106	8,118
Autres impôts directs	353	338	434	493	451	503	568	787	894	1,882
Taxe de vente	3,052	3,590	3,866	3,515	3,929	4,427	4,729	4,698	5,429	6,185
Autres impôts directs	2,220	2,765	4,640	4,628	4,778	4,762	5,045	5,664	6,384	7,724
Recettes non fiscales	1,428	1,717	2,095	2,419	2,865	3,133	3,661	4,028	4,748	6,113
Total des recettes	18,351	21,346	27,581	29,512	32,020	32,093	34,313	38,936	45,398	54,068
B Dépenses										
Santé et bien-être social	7,047	8,135	10,286	12,534	13,873	14,773	16,642	16,876	18,721	20,964
Expansion et soutien économique	2,451	2,903	4,290	5,474	5,120	5,624	5,174	6,462	8,118	7,153
Dette publique[1]	2,301	2,566	3,239	3,972	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687	15,168
Défense	2,366	2,775	3,162	3,632	4,161	4,626	4,999	5,333	6,067	7,169
Paiements de transfert fiscal aux provinces	1,304	1,678	2,399	2,378	2,966	3,101	2,921	3,424	3,643	4,393
Transports et communications	747	1,211	1,727	1,913	2,043	2,137	2,227	2,096	2,524	3,215
Services généraux du gouvernement	813	965	1,237	1,509	1,688	1,969	2,143	2,289	2,452	3,003
Frais d'opération	797	728	889	989	1,104	1,308	1,452	1,332	1,419	1,832
Aide à l'éducation	588	617	641	701	872	1,402	1,666	1,798	1,884	1,926
Culture et récréation	435	559	638	681	712	883	1,053	1,018	1,163	1,370
Affaires étrangères	405	477	625	754	790	910	960	1,053	1,081	1,281
Total des dépenses affectées	19,254	22,614	29,133	34,537	38,050	42,283	46,295	50,205	57,759	67,474
Provision pour évaluation de l'actif et du passif	96	116	181	438	180	99	244	211	307	200
Total des dépenses	19,350	22,730	29,314	34,975	38,230	42,382	46,539	50,416	58,066	67,674
Excédent ou déficit (-) budgétaire	– 999	– 1,384	– 1,733	– 5,463	– 6,210	– 10,289	– 12,226	– 11,480	– 12,668	– 13,606

Tableau de référence 62 (suite)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1973 – 1982

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
					(Millions de dollars)					
II Opérations non budgétaires										
A Prêts apports en capital et avances										
Sociétés et organismes de la Couronne										
Institutions de prêts	(–642)	(–686)	(–1,071)	(–1,909)	(–1,623)	(–1,144)	(–637)	(–962)	(–216)	(–619)
Société d'assurance-dépôts du Canada	—	—	—	—	—	10	—	—	—	–200
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–475	–375	–735	–1,058	–837	–532	–52	–366	–66	–199
Société pour l'expansion des exportations	–124	–141	–93	–357	–202	–84	–51	–44	19	3
Société du crédit agricole	–43	–170	–243	–297	–277	–297	–267	–307	–270	–348
Banque fédérale de développement	—	—	—	–197	–307	–241	–267	–245	101	125
Autres sociétés de la Couronne	(–110)	(–339)	(–492)	(–925)	(–393)	(–323)	(–489)	(–373)	(537)	(–466)
Air Canada	14	—	–145	3	83	3	–341	16	13	14
Energie atomique du Canada	–59	–44	–81	–202	–149	–201	–242	–216	697	8
Chemins de fer nationaux du Canada	2	–205	–143	–213	–40	–99	385	–108	–8	—
Petro-Canada	—	—	—	–237	–257	–150	–280	–80	–440	–129
Autres	–67	–90	–123	–276	–30	124	–11	15	275	–359
Autres prêts	(–554)	(–428)	(–566)	(–519)	(–315)	(–402)	(–220)	(–304)	(–114)	(–354)
Finances-prêts-emplois	–135	–108	–67	–47	45	14	8	8	8	9
Expansion économique régionale	–64	–61	–52	–29	–17	4	–2	8	7	9
Société de développement du Canada	–162	–75	–50	—	–10	—	—	—	—	—
Prêts aux pays en voie de développement	–117	–141	–179	–215	–162	–198	–239	–242	–254	–282
Prêts aux organisations internationales	–55	–55	–97	–181	–159	–179	–173	–134	–110	–166
Autres	–21	12	–121	–47	–12	–43	186	56	235	76
Total des prêts, apports en capital et avances (compte non tenu de provisions)	–1,306	–1,453	–2,129	–3,353	–2,331	–1,869	–1,346	–1,639	207	–1,439
Provision pour évaluation	96	116	181	438	180	99	244	211	–730	200
Total des prêts, apports en capital et avances	–1,210	–1,337	–1,948	–2,915	–2,151	–1,770	–1,102	–1,428	–523	–1,239
B Comptes d'objets spécifiques										
Régime de pensions du Canada	43	41	53	76	98	93	124	113	173	170
Comptes d'assurance-chômage	–370	–282	136	234	276	261	271	–150	–682	–15
Comptes de retraite	859	1,001	1,261	1,502	1,656	1,888	1,956	1,966	2,307	3,014
Comptes de rente sur l'Etat	–13	–19	–21	–10	–1	–9	–10	–14	–15	–21
Autres	4	8	12	20	24	34	36	28	29	49
Total des comptes de rentes, d'assurance et de pensions	523	749	1,441	1,822	2,053	2,267	2,377	1,943	1,812	3,197
Compte de perception fiscale pour les provinces	8	–44	–196	67	–121	330	368	118	728	–56
Autres dépôts et fiducies	11	–8	71	30	82	174	37	–14	241	1,204
Total des comptes de dépôts et de fiducies	19	–52	–125	97	–39	504	403	104	969	1,148
Total des comptes d'objets spécifiques	542	697	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781	4,345

Tableau de référence 62 (fin)
Gouvernement du Canada
Etat des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1973 – 1982

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
					(Millions de dollars)					
C Autres opérations										
Intérêt et dette échue	349	294	455	667	696	904	–509	–38	186	1,933
Comptes à payer et traitements courus	105	444	–109	–33	623	–521	214	91	772	178
Espèces en transit	–104	–854	–72	865	–169	–188	3	–130	–693	16
Chèques et mandats en circulation	16	539	5	366	–361	632	–243	506	9	29
Autres	–7	84	–53	20	10	12	–30	–13	19	13
Total des autres opérations	359	507	226	1,685	799	839	–565	416	293	2,169
Besoins financiers non-budgétaires	–309	–133	–406	669	662	1,840	1,113	1,035	2,551	5,275
III Opérations de change (ressource ou besoin (–))										
Compte du fonds de change	–125	175	673	39	1,537	248	–2,375	2,143	1,263	–237
Fonds monétaire international										
Souscriptions	–51	–105	44	–89	110	–310	–482	–7	–930	181
Effets à payer	103	137	–74	73	–364	260	690	39	715	–2
Autres organisations internationales										
Souscriptions, avances et prêts										
Effets à payer										
Dette non échue payable en devises étrangères	–2	–76	–50	–28	–2	855	6,186	–2,516	–66	–219
Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	133	243	213	175	–70
Traité du fleuve Columbia										
Ensemble des opérations de change	–75	131	593	–5	1,281	1,186	4,262	–126	1,157	–347
IV Dette non échue (augmentation ou diminution (–))										
Obligations négociables	36	93	672	1,137	2,265	3,439	8,146	6,417	7,834	3,000
Bons du Trésor	460	615	725	865	1,760	3,040	2,240	2,790	5,445	–2,395
Obligations d'épargne du Canada	1,277	–583	2,509	2,602	787	1,707	1,236	–1,166	–2,269	9,166
Valeurs acquises par le RPC	7	8	9	10	10	12	12	17	23	18
Dette non échue payable en devises étrangères	—	—	—	—	—	850	3,390	–2,528	–5	–585
Moins:										
Dette non échue payable en devises étrangères	2	76	50	28	2	–855	–6,186	2,516	66	219
OEC détenues pour les employés	–8	–4	–13	–1	–5	–7	–15	–6	–1	–24
Valeurs acquises par le RPC	–7	–8	–9	–10	–10	–12	–12	–17	–23	–18
Compte de portefeuille[1]	15	—	–3	–4	3	–2	–33	–145	83	–14
Ensemble des opérations de la dette non échue	1,782	197	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153	9,367
V Trésorerie en fin de période										
En devises canadiennes	1,964	801	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,626	6,594
En devises étrangères	15	9	18	15	17	19	59	77	105	26

(1) Inclut les placements détenus contre l'endettement non échu.

Sources: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 63

Gouvernement du Canada, actif et passif
Présentation des comptes publics
(Année financière close le 31 mars)
1927 – 1982

	1927	1937	1947	1957	1962	1967	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
									(Millions de dollars)								
Passif																	
Comptes d'objets spécifiques	10[illegible]	243	1,060	3,240	3,867	6,693	9,978	10,520	11,217	12,533	14,452	16,466	19,237	22,017	24,064	26,845	31,190
Passif à l'étranger	[illegible]58	859	160	351	130	366	336	334	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624	4,405
Autre passif	181	24	804	1,156	1,073	1,933	3,095	3,788	5,395	5,506	6,025	6,937	7,906	7,336	7,851	8,818	10,971
Dette non échue (excluant les avoirs propres)																	
Obligations négociables	2,436	3,125	13,601	9,144	10,861	11,188	13,666	13,716	13,809	14,480	15,609	17,877	21,314	29,427	35,699	43,616	48,602
Obligations d'épargne du Canada	—	—	483	2,421	4,042	5,961	9,669	10,938	10,351	12,848	15,444	16,226	17,926	19,147	17,975	15,705	24,847
Bons du Trésor	—	150	1,280	1,625	1,885	2,310	3,830	4,290	4,905	5,630	6,495	8,255	11,295	13,535	16,325	21,770	19,375
Billets payables aux banques canadiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	850	4,240	1,712	1,707	1,122
Total de la dette non échue détenue par des tiers	2,436	3,275	15,364	13,190	16,788	19,479	27,165	28,944	29,065	32,958	37,548	42,358	51,385	66,349	71,711	82,798	91,946
Moins: dette non échue payable en devises étrangères	538	859	160	351	130	366	336	334	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624	4,405
Total de la dette non échue payable en dollars canadiens	1,898	2,416	15,204	12,839	16,658	19,113	26,829	28,610	28,807	32,750	37,382	42,194	50,366	59,144	67,021	78,174	87,541
Total du passif[1]	2,726	3,542	17,228	17,586	21,728	28,105	40,238	43,252	45,677	50,997	58,025	65,761	78,528	95,702	103,626	118,461	134,107
Actif																	
Prêts, apports en capital et avances	243	429	2,805	4,281	4,053	7,087	13,600	14,810	16,147	18,095	21,010	23,161	24,931	26,033	27,461	27,964	29,223
Actifs étrangers	—	—	1,025	2,183	2,095	3,148	5,537	5,610	5,403	4,760	4,737	3,454	3,123	5,048	2,660	1,437	1,565
Autres actifs	135	29	350	113	813	857	2,290	3,022	2,933	5,215	3,888	4,546	5,585	7,506	4,910	7,777	8,450
Total des actifs	378	458	4,180	6,577	6,961	11,092	21,427	23,442	24,483	28,070	29,635	31,161	33,639	38,587	35,031	37,198	39,238
Excédent du passif sur l'actif[1]	2,348	3,084	13,048	11,009	14,767	17,013	18,811	19,810	21,194	22,927	28,390	34,600	44,889	57,115	68,595	81,263	94,869

[1] Le total du passif signifie généralement la *dette brute du Canada*, alors que l'excédent du passif comptabilisé sur l'actif comptabilisé représente la *dette nette du Canada*.

Remarque: Les passifs et actifs des années 1972 à 1982 sont rajustés pour affecter les prêts radiés et les provisions au cours des années où les fonds ont été déboursés plutôt qu'au cours des années où les prêts et provisions ont été radiés. En outre, les contributions de l'Etat au Compte de l'assurance-chômage ont été traitées, pour ces années, selon la méthode actuelle. Les soldes non déboursés des affectations aux comptes spéciaux sont éliminés et la portion non amortie des coûts d'émission d'obligations ordinaires et d'Obligations d'épargne du Canada est affectée aux dépenses budgétaires dans l'année d'engagement des coûts. Les chiffres des années antérieures à 1962 ne sont pas strictement conformes à ceux des années 1962 à 1982. Les opérations au titre de la sécurité de la vieillesse sont affectées aux dépenses budgétaires dans tous les cas.

Sources: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 64

Répartition des recettes autonomes, par administration
1945 – 1982

Année	Recettes autonomes[1]				Répartition en pourcentage		
	(a) Fédérales	(b) Provinciales	(c) Municipales	(d) Totales (a) + (b) + (c)	(e) Fédérale (a) ÷ (d)	(f) Provinciale (b) ÷ (d)	(g) Municipale (c) ÷ (d)
	(Millions de dollars)				(En pourcentage)		
1945	2,385	538	415	3,338	71.4	16.1	12.4
1946	2,555	619	440	3,614	70.7	17.1	12.2
1947	2,696	780	485	3,961	68.1	19.7	12.2
1948	2,681	879	540	4,100	65.4	21.4	13.2
1949	2,659	925	583	4,167	63.8	22.2	14.0
1950	2,972	1,013	649	4,634	64.1	21.9	14.0
1951	4,113	1,194	746	6,053	67.9	19.7	12.3
1952	4,492	1,320	850	6,662	67.4	19.8	12.8
1953	4,563	1,410	922	6,895	66.2	20.4	13.4
1954	4,344	1,481	994	6,819	63.7	21.7	14.6
1955	4,745	1,640	1,073	7,458	63.6	22.0	14.4
1956	5,411	1,865	1,220	8,496	63.7	22.0	14.4
1957	5,455	2,075	1,357	8,887	61.4	23.3	15.3
1958	5,163	2,216	1,489	8,868	58.2	25.0	16.8
1959	5,871	2,489	1,686	10,046	58.4	24.8	16.8
1960	6,228	2,629	1,853	10,710	58.2	24.5	17.3
1961	6,473	2,860	1,982	11,315	57.2	25.3	17.5
1962	6,899	3,396	2,142	12,437	55.5	27.3	17.2
1963	7,323	3,639	2,286	13,248	55.3	27.5	17.3
1964	8,355	4,189	2,396	14,940	55.9	28.0	16.0
1965	9,095	4,949[2]	2,646	16,690	54.5	29.7	15.9
1966	9,984	5,782	2,956	18,722	53.3	30.9	15.8
1967	10,906	6,782	3,298	20,986	52.0	32.3	15.7
1968	12,218	7,966	3,658	23,842	51.2	33.4	15.3
1969	14,490	9,293	4,067	27,850	52.0	33.4	14.6
1970	15,528	10,548	4,438	30,514	50.9	34.6	14.5
1971	17,241	11,744	4,748	33,733	51.1	34.8	14.1
1972	19,560	13,253	5,214	38,027	51.4	34.9	13.7
1973	22,809	15,880	5,582	44,271	51.5	35.9	12.6
1974	29,978	20,039	6,247	56,264	53.3	35.6	11.1
1975	31,703	22,253	7,303	61,259	51.8	36.3	11.9
1976	35,313	25,974	8,674	69,961	50.5	37.1	12.4
1977	36,509	31,055	9,795	77,359	47.2	40.1	12.7
1978	38,390	35,667	10,871	84,928	45.2	42.0	12.8
1979	43,541	40,435	12,241	96,217	45.3	42.0	12.7
1980	50,646	45,411	13,494	109,551	46.2	41.5	12.3
1981	63,737	51,541	15,040	130,318	48.9	39.6	11.5
1982	64,874	56,765	16,848	138,487	46.8	41.0	12.2

[1] Les paiements de location de domaines fiscaux étant réputés être des recettes provinciales autonomes, ils ont été déduits des recettes fédérales autonomes.

[2] La valeur des abattements fiscaux du gouvernement fédéral au Québec, instaurés en 1965 en vertu de la *Loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires)*, (accords de non participation) figure dans les recettes provinciales autonomes.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* Vol. 1, *Estimations annuelles, 1926-1974*, nº de cat. 13-531, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 65
Transferts intergouvernementaux
1945 – 1982

Année	Transferts				Recettes autonomes[1]			Transferts fédéraux			Total des transferts
	(a) Du gouv. fédéral aux provinces[1]	(b) Du gouv. fédéral aux municipalités	(c) Des provinces aux municipalités	(d) Des municipalités aux provinces	(e) Gouv. fédéral	(f) Provinces	(g) Municipalités	(h) En % des recettes fédérales ((a) + (b)) ÷ (e)	(i) Aux provinces en % des recettes provinciales (a) ÷ (f)	(j) Aux municipalités en % des recettes municipales (b) ÷ (g)	(k) Reçus par les municipalités en % des recettes municipales ((b) + (c)) ÷ (g)
D	40374	40375	40376	40378							
	(Millions de dollars)							(En pourcentage)			
1945	76	—	63	7	2,385	538	415	3.2	14.1	—	15.2
1946	97	—	79	7	2,555	619	440	3.8	15.7	—	18.0
1947	112	—	101	7	2,696	780	485	4.2	14.4	—	20.8
1948	114	—	129	9	2,681	879	540	4.3	13.0	—	23.9
1949	147	—	157	10	2,659	925	583	5.5	15.9	—	26.9
1950	202	1	171	11	2,972	1,013	649	6.8	19.9	0.2	26.5
1951	205	2	197	13	4,113	1,194	746	5.0	17.2	0.3	26.7
1952	170	3	215	13	4,492	1,320	850	3.9	12.9	0.4	25.6
1953	163	3	242	15	4,563	1,410	922	3.6	11.6	0.3	26.6
1954	164	2	259	15	4,344	1,481	994	3.8	11.1	0.2	26.3
1955	180	7	327	22	4,745	1,640	1,073	3.9	11.0	0.7	31.1
1956	189	9	362	18	5,411	1,865	1,220	3.7	10.1	0.7	30.4
1957	288	16	452	28	5,455	2,075	1,357	5.6	13.9	1.2	34.5
1958	394	23	545	17	5,163	2,216	1,489	8.1	17.8	1.5	38.1
1959	588	24	622	24	5,871	2,489	1,686	10.4	23.6	1.4	38.3
1960	673	32	714	17	6,228	2,629	1,853	11.3	25.6	1.7	40.3
1961	789	33	841	15	6,473	2,860	1,982	12.7	27.6	1.7	44.1
1962	1,010	44	1,063	15	6,899	3,396	2,142	15.3	29.7	2.1	51.7
1963	1,117	52	1,148	17	7,323	3,639	2,286	16.0	30.7	2.3	52.5
1964	1,199	53	1,289	18	8,355	4,189	2,396	15.0	28.6	2.2	56.0
1965	1,357	74	1,440	22	9,095	4,949	2,646	15.7	27.4	2.8	57.2
1966	1,556	108	1,760	37	9,984	5,782	2,956	16.7	26.9	3.7	63.2
1967	1,895	97	2,025	56	10,906	6,782	3,298	18.3	27.9	2.9	64.3
1968	2,280	92	2,262	40	12,218	7,966	3,658	19.4	28.6	2.5	64.4
1969	2,632	94	2,501	46	14,490	9,293	4,067	18.8	28.3	2.3	63.8
1970	3,303	94	3,098	44	15,528	10,548	4,438	21.9	31.3	2.1	71.9
1971	4,230	93	3,490	44	17,241	11,744	4,748	25.1	36.0	2.0	75.5
1972	4,400	158	3,911	49	19,560	13,253	5,214	23.3	33.2	3.0	78.0
1973	4,694	113	4,388	40	22,809	15,880	5,582	21.1	29.6	2.0	80.6
1974	6,013	152	5,156	41	29,978	20,039	6,247	20.6	30.0	2.4	85.0
1975	7,527	143	6,560	50	31,703	22,253	7,303	24.2	33.8	2.0	91.8
1976	8,318	204	7,163	51	35,313	25,974	8,674	24.1	32.0	2.4	84.9
1977	9,615	352	8,845	50	36,509	31,055	9,795	27.3	31.0	3.6	93.9
1978	10,527	348	9,076	64	38,390	35,667	10,871	28.3	29.5	3.2	86.7
1979	11,419	335	10,926	96	43,541	40,435	12,241	27.0	28.2	2.7	92.0
1980	12,532	299	11,353	82	50,646	45,411	13,494	25.3	27.6	2.2	86.3
1981	13,778	295	12,569	112	63,737	51,541	15,040	22.1	26.7	2.0	85.5
1982	15,514	254	14,253	77	64,874	56,765	16,848	24.3	27.3	1.5	86.1

[1] Les paiements de location de domaines fiscaux étant réputés être des recettes provinciales autonomes, ils ne sont pas compris dans les paiements de transfert du gouvernement fédéral aux provinces.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Vol. 1, *Estimations annuelles de 1926-1974*, nº de cat. 13-531; et *Comptes nationaux, des revenus et des dépenses* nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 66

Répartition des recettes après transferts, par administration 1945 – 1982[1]

Année	Recettes après transferts				Répartition en pourcentage		
	(a) Fédérales	(b) Provinciales	(c) Municipales	(d) Totales (a) + (b) + (c)	(e) Fédérale (a) ÷ (d)	(f) Provinciale (b) ÷ (d)	(g) Municipale (c) ÷ (d)
	(Millions de dollars)						
1945	2,309	558	471	3,336	69.2	16.7	14.1
1946	2,458	644	512	3,614	68.0	17.8	14.2
1947	2,584	798	579	3,961	65.2	20.1	14.6
1948	2,567	873	660	4,100	62.6	21.3	16.1
1949	2,512	925	730	4,167	60.3	22.2	17.5
1950	2,769	1,055	810	4,634	59.8	22.8	17.5
1951	3,906	1,215	932	6,053	64.5	20.1	15.4
1952	4,319	1,288	1,055	6,662	64.8	19.3	15.8
1953	4,397	1,346	1,152	6,895	63.8	19.5	16.7
1954	4,178	1,401	1,240	6,819	61.3	20.5	18.2
1955	4,558	1,515	1,385	7,458	61.1	20.3	18.6
1956	5,213	1,710	1,573	8,496	61.4	20.1	18.5
1957	5,151	1,939	1,797	8,887	58.0	21.8	20.2
1958	4,746	2,082	2,040	8,868	53.5	23.5	23.0
1959	5,259	2,479	2,308	10,046	52.3	24.7	23.0
1960	5,523	2,605	2,582	10,710	51.6	24.3	24.1
1961	5,651	2,823	2,841	11,315	49.9	24.9	25.1
1962	5,845	3,358	3,234	12,437	47.0	27.0	26.0
1963	6,154	3,625	3,469	13,248	46.5	27.4	26.2
1964	7,103	4,117	3,720	14,940	47.5	27.6	24.9
1965	7,664	4,888	4,138	16,690	45.9	29.3	24.8
1966	8,320	5,615	4,787	18,722	44.4	30.0	25.6
1967	8,914	6,708	5,364	20,986	42.5	32.0	25.6
1968	9,846	8,024	5,972	23,842	41.3	33.7	25.0
1969	11,764	9,470	6,616	27,850	42.2	34.0	23.8
1970	12,131	10,797	7,586	30,514	39.8	35.4	24.9
1971	12,918	12,528	8,287	33,733	38.3	37.1	24.6
1972	15,002	13,791	9,234	38,027	39.5	36.3	24.3
1973	18,002	16,226	10,043	44,271	40.7	36.7	22.7
1974	23,813	20,937	11,514	56,264	42.3	37.2	20.5
1975	24,033	23,270	13,956	61,259	39.2	38.0	22.8
1976	26,791	27,180	15,990	69,961	38.3	38.9	22.9
1977	26,542	31,875	18,942	77,359	34.3	41.2	24.5
1978	27,515	37,182	20,231	84,928	32.4	43.8	23.8
1979	31,787	41,024	23,406	96,217	33.0	42.6	24.3
1980	37,815	46,672	25,064	109,551	34.5	42.6	22.9
1981	49,664	52,862	27,792	130,318	38.1	40.6	21.3
1982	49,106	58,103	31,278	138,487	35.5	42.0	22.6

(1) Les transferts entre administrations sont soustraits des recettes de celles qui les effectuent et additionnés aux recettes de celles qui les reçoivent.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Vol. 1, *Estimations annuelles de 1926-1974*, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 67

Répartition des dépenses par administration avant et après transferts 1926 – 1962[1]

Année	Avant paiements de transfert[2]			Après paiements de transfert[3]				Avant paiements de transfert			Après paiements de transfert		
	(a) Total des dépenses fédérales	(b) Total des dépenses provinciales	(c) Total des dépenses municipales	(d) Total des dépenses fédérales	(e) Total des dépenses provinciales	(f) Total des dépenses municipales	(g) Total des dépenses publiques (d) + (e) + (f)	Part fédérale (a)÷(g)	Part provinciale (b)÷(g)	Part municipale (c)÷(g)	Part fédérale (d)÷(g)	Part provinciale (e)÷(g)	Part municipale (f)÷(g)
	(Millions de dollars)							(Pour cent)					
Avant la location de domaines fiscaux:													
1926	321	166	323	306	164	340	810	39.6	20.5	39.9	37.8	20.2	42.0
1927	336	181	342	320	177	362	859	39.1	21.1	39.8	37.3	20.6	42.1
1928	344	207	347	327	202	369	898	38.3	23.1	38.6	36.4	22.5	41.1
1929	362	240	389	345	234	412	991	36.5	24.2	39.3	34.8	23.6	41.6
1930	389	276	434	364	275	460	1099	35.4	25.1	39.5	33.1	25.0	41.9
1931	409	286	421	353	298	465	1116	36.6	25.6	37.7	31.6	26.7	41.7
1932	387	261	399	325	295	427	1047	37.0	24.9	38.1	31.0	28.2	40.8
1933	380	240	336	324	286	346	956	39.7	25.1	35.1	33.9	29.9	36.2
1934	409	300	332	338	355	348	1041	39.3	28.8	31.9	32.5	34.1	33.4
1935	453	307	333	379	369	345	1093	41.4	28.1	30.5	34.7	33.8	31.6
1936	459	297	331	368	371	348	1087	42.2	27.3	30.5	33.9	34.1	32.0
1937	476	364	333	371	448	354	1173	40.6	31.0	28.4	31.6	38.2	30.2
1938	524	394	336	438	457	359	1254	41.8	31.4	26.8	34.9	36.4	28.6
1939	483	382	340	404	436	365	1205	40.1	31.7	28.2	33.5	36.2	30.3
1940	1024	330	335	954	378	357	1689	60.6	19.5	19.8	56.5	22.4	21.1
1941	1550	354	333	1496	384	357	2237	69.3	15.8	14.9	66.9	17.2	16.0
Epoque de location de domaines fiscaux:													
1942	3680	334	332	3615	369	362	4346	84.7	7.7	7.6	83.2	8.5	8.3
1943	4323	359	340	4264	385	373	5022	86.1	7.1	6.8	84.9	7.7	7.4
1944	5233	397	350	5185	414	401	5980	87.5	6.6	5.9	86.4	6.9	6.7
1945	4217	446	366	4141	466	422	5029	83.9	8.9	7.3	82.3	9.3	8.4
1946	2900	526	425	2703	551	497	3751	74.6	14.0	11.3	72.1	14.7	13.2
1947	2009	685	504	1897	703	598	3198	62.8	21.4	15.8	59.3	22.0	18.7
1948	1916	864	598	1802	858	718	3378	56.7	25.6	17.7	53.3	25.4	21.3
1949	2175	983	686	2028	983	813	3824	56.9	25.7	17.4	53.0	25.7	21.3
1950	2322	1017	741	2119	1059	902	4080	56.9	24.9	18.2	51.9	26.0	22.1
1951	3142	1190	895	2935	1211	1081	5227	60.1	22.8	17.1	56.2	23.2	20.7
1952	4297	1259	1049	4124	1227	1254	6605	65.1	19.1	15.9	62.4	18.6	19.0
1953	4412	1303	1097	4246	1239	1327	6812	64.8	19.1	16.1	62.3	18.2	19.5
1954	4390	1428	1273	4224	1348	1519	7091	61.9	20.1	18.0	59.6	19.0	21.4
1955	4543	1612	1343	4356	1487	1655	7498	60.6	21.5	17.9	58.1	19.8	22.1
1956	4813	1909	1502	4615	1754	1855	8224	58.5	23.2	18.3	56.1	21.3	22.6
1957	5205	2059	1642	4901	1923	2082	8906	58.4	23.1	18.4	55.0	21.6	23.4
1958	5930	2266	1750	5513	2132	2301	9946	59.6	22.8	17.6	55.4	21.4	23.1
1959	6210	2502	1935	5598	2492	2557	10647	58.3	23.5	18.2	52.6	23.4	24.0
1960	6457	2842	2081	5752	2818	2810	11380	56.7	25.0	18.3	50.5	24.8	24.7
1961	6883	3141	2110	6061	3104	2969	12134	56.7	25.9	17.4	50.0	25.6	24.5

Tableau de référence 67 (suite)

Répartition des dépenses par administration avant et après transferts 1926 – 1982[1]

Année	Avant paiements de transfert[2]			Après paiements de transfert[3]				Avant paiements de transfert			Après paiements de transfert		
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)						
	Total des dépenses fédérales	Total des dépenses provinciales	Total des dépenses municipales	Total des dépenses fédérales	Total des dépenses provinciales	Total des dépenses municipales	Total des dépenses publiques (d) + (e) + (f)	Part fédérale (a)÷(g)	Part provinciale (b)÷(g)	Part municipale (c)÷(g)	Part fédérale (d)÷(g)	Part provinciale (e)÷(g)	Part municipale (f)÷(g)
	(Millions de dollars)							(Pour cent)					
Après la location de domaines fiscaux:													
1962	7406	3452	2277	6352	3414	3369	13135	56.4	26.3	17.3	48.4	26.0	25.6
1963	7609	3738	2484	6440	3724	3667	13831	55.0	27.0	18.0	46.6	26.9	26.5
1964	8010	4270	2537	6758	4198	3861	14817	54.1	28.8	17.1	45.6	28.3	26.1
1965	8551	4949	3013	7120	4888	4505	16513	51.8	30.0	18.2	43.1	29.6	27.3
1966	9753	5956	3283	8089	5789	5114	18992	51.4	31.4	17.3	42.6	30.5	26.9
1967	10990	7116	3635	8998	7042	5701	21741	50.5	32.7	16.7	41.4	32.4	26.2
1968	12229	8022	4094	9857	8080	6408	24345	50.2	33.0	16.8	40.5	33.2	26.3
1969	13469	8974	4609	10743	9151	7158	27052	49.8	33.2	17.0	39.7	33.8	26.5
1970	15262	10777	4908	11865	11026	8056	30947	49.3	34.8	15.9	38.3	35.6	26.0
1971	17386	12214	5263	13063	12998	8802	34863	49.9	35.0	15.1	37.5	37.3	25.2
1972	20126	13944	5385	15568	14482	9405	39455	51.0	35.3	13.6	39.5	36.7	23.8
1973	22422	15982	6067	17615	16328	10528	44471	50.4	35.9	13.6	39.6	36.7	23.7
1974	28869	19387	7066	22704	20285	12333	55322	52.2	35.0	12.8	41.0	36.7	22.3
1975	35508	24009	7871	27838	25026	14524	67388	52.7	35.6	11.7	41.3	37.1	21.6
1976	38704	27517	9443	30182	28723	16759	75664	51.2	36.4	12.5	39.9	38.0	22.1
1977	43812	31789	9636	33845	32609	18783	85237	51.4	37.3	11.3	39.7	38.3	22.0
1978	49075	34918	11121	38200	36433	20481	95114	51.6	36.7	11.7	40.2	38.3	21.5
1979	52805	40469	11134	41051	41058	22299	104408	50.6	38.8	10.7	39.3	39.3	21.4
1980	60799	44383	13416	47968	45644	24986	118598	51.3	37.4	11.3	40.4	38.5	21.1
1981	71716	49544	15905	57643	50865	28657	137165	52.3	36.1	11.6	42.0	31.7	20.9
1982	85957	56429	18332	70189	57767	32762	160718	53.5	35.1	11.4	43.7	35.9	20.4

(1) Comprend les paiements de transfert conditionnels, inconditionnels et autres.
(2) Les transferts entre administration sont attribués à celle qui les effectue.
(3) Les transferts entre administration sont soustraits des dépenses de celle qui les effectue et ajoutés aux dépenses de celle qui les reçoit.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, Vol. 1, *Estimations annuelles de 1926-1974*, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*.

Tableau de référence 68

Résumé de la balance des paiements du Canada 1947 – 1982

Année	Exportations de marchandises	Importations de marchandises	Solde du poste marchandises	Services (recettes)	Services (paiements)	Solde du poste biens et services	Transferts nets	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Allocations de Droits de tirage spéciaux	Variations des réserves officielles de liquidités internationales[2]
									A long terme	A court terme[1]		
D	50501	50526	50502	50544	50557	50558	50687	50555	50710	50688	50710	50712
						(Millions de dollars)						
1947	2,723	2,535	188	939	1,057	70	–21	49	–721	4	—	–668
1948	3,030	2,598	432	1,015	1,022	425	26	451	43	–2	—	492
1949	2,989	2,696	293	1,015	1,157	151	26	177	–29	–20	—	128
1950	3,139	3,132	7	1,019	1,360	–334	15	–319	610	431	—	722
1951	3,950	4,101	–151	1,102	1,479	–528	16	–512	666	–98	—	56
1952	4,339	3,854	485	1,217	1,516	186	1	187	455	–605	—	37
1953	4,152	4,212	–60	1,216	1,594	–438	–10	–448	649	–239	—	–38
1954	3,934	3,916	18	1,191	1,627	–418	–6	–424	599	–51	—	124
1955	4,332	4,543	–211	1,405	1,847	–653	–34	–687	414	229	—	–44
1956	4,837	5,565	–728	1,500	2,099	–1,327	–45	–1,372	1,490	–70	—	48
1957	4,894	5,488	–594	1,472	2,278	–1,400	–51	–1,451	1,320	26	—	–105
1958	4,890	5,066	–176	1,420	2,256	–1,012	–125	–1,137	1,153	93	—	109
1959	5,151	5,572	–421	1,503	2,456	–1,374	–113	–1,487	1,179	297	—	–11
1960	5,392	5,540	–148	1,590	2,549	–1,107	–126	–1,233	929	265	—	–39
1961	5,889	5,716	173	1,735	2,764	–856	–72	–928	930	290	—	292
1962	6,387	6,203	184	1,847	2,842	–811	–19	–830	688	296	—	154
1963	7,082	6,579	503	1,986	2,982	–493	–28	–521	637	29	—	145
1964	8,238	7,537	701	2,265	3,376	–410	–14	–424	750	38	—	364
1965	8,745	8,627	118	2,437	3,714	–1,159	29	–1,130	833	455	—	158
1966	10,326	10,102	224	2,719	4,157	–1,214	52	–1,162	1,228	–425	—	–359
1967	11,338	10,772	566	3,325	4,462	–571	72	–499	1,415	–896	—	20
1968	13,720	12,249	1,471	3,070	4,822	–281	184	–97	1,669	–1,223	—	349
1969	15,035	14,071	964	3,695	5,719	–1,060	143	–917	2,337	–1,355	—	65
1970	16,921	13,869	3,052	4,246	6,345	953	153	1,106	1,007	–583	133	1,663
1971	17,877	15,314	2,563	4,304	6,702	165	266	431	664	–318	119	896
1972	20,129	18,272	1,857	4,451	6,978	–670	284	–386	1,588	–983	117	336
1973	25,461	22,726	2,735	5,257	8,228	–236	344	108	628	–1,203	—	–467
1974	32,591	30,902	1,689	6,401	10,107	–2,017	557	–1,460	1,041	443	—	24
1975	33,511	33,962	–451	6,941	11,627	–5,137	380	–4,757	3,935	417	—	–405
1976	37,995	36,607	1,388	7,606	13,366	–4,372	530	–3,842	8,007	–3,643	—	522
1977	44,253	41,523	2,730	8,295	15,739	–4,714	413	–4,301	4,217	–1,337	—	–1,421
1978	53,054	49,047	4,007	9,931	18,923	–4,985	50	–4,935	3,111	–1,475	—	–3,299
1979	65,275	61,157	4,118	11,906	21,652	–5,626	664	–4,962	1,905	4,746	219	1,908
1980	76,772	68,284	8,488	14,172	25,003	–2,343	1,247	–1,096	907	–1,308	217	–1,280
1981	84,221	76,870	7,351	15,247	29,505	–6,907	1,561	–5,346	558	6,004	210	1,426
1982	84,486	66,740	17,746	15,909	32,410	1,245	1,424	2,669	8,561	–11,925	—	–695

(1) Comprends erreurs nettes et omissions.
(2) Les variations nettes des réserves officielles comprennent les opérations et le passif des réserves officielles.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Tableau de référence 69

Balance des paiements bilatéraux avec les Etats-Unis
1947 – 1982

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Solde net
				A long terme	A court terme	
D	51561	51558	51555	51667	51668	51660
			(Millions de dollars)			
1947	– 890	– 1,115	– 1,134	– 158	– 5	– 1,297
1948	– 289	– 374	– 393	126	– 15	– 282
1949	– 378	– 575	– 601	116	– 52	– 537
1950	– 50	– 369	– 385	625	220	460
1951	– 520	– 922	– 945	560	– 66	– 451
1952	– 473	– 791	– 830	387	– 104	– 547
1953	– 590	– 869	– 907	440	– 75	– 542
1954	– 440	– 762	– 800	395	54	– 351
1955	– 685	– 981	– 1,029	209	127	– 693
1956	– 1,167	– 1,583	– 1,650	1,034	– 167	– 783
1957	– 947	– 1,497	– 1,579	963	– 263	– 879
1958	– 532	– 1,109	– 1,167	950	– 16	– 233
1959	– 536	– 1,149	– 1,221	927	68	– 226
1960	– 673	– 1,266	– 1,359	746	127	– 486
1961	– 615	– 1,257	– 1,341	953	205	– 183
1962	– 438	– 1,019	– 1,092	680	536	124
1963	– 488	– 1,070	– 1,148	843	– 49	– 354
1964	– 808	– 1,565	– 1,635	943	580	– 112
1965	– 1,041	– 1,883	– 1,937	1,074	– 398	– 1,261
1966	– 993	– 2,001	– 2,030	1,393	– 291	– 928
1967	– 569	– 1,301	– 1,342	1,317	– 265	– 290
1968	389	– 744	– 747	1,151	– 639	– 235
1969	472	– 877	– 845	1,669	– 239	585
1970	1,121	– 227	– 165	989	47	871
1971	1,445	– 215	– 86	877	1,867	2,658
1972	1,513	– 272	– 137	1,059	– 201	721
1973	1,242	– 930	– 834	1,134	– 605	– 305
1974	1,001	– 1,639	– 1,530	1,653	1,628	1,751
1975	– 1,125	– 4,903	– 4,810	3,292	2,104	586
1976	519	– 4,165	– 4,090	4,636	– 15	531
1977	1,496	– 4,161	– 4,115	2,227	453	– 1,435
1978	2,580	– 4,549	– 4,474	2,692	2,171	389
1979	295	– 7,977	– 7,880	642	3,048	– 4,190
1980	1,325	– 8,205	– 8,061	516	– 3,334	– 10,879
1981	3,545	– 7,730	– 7,586	– 1,234	12,483	3,663
1982	11,070	– 1,192	– 1,045	1,645	– 4,887	– 4,287

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance canadienne des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.
Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 70

Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays

1947 – 1982

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties (–)		Allocations de Droits de tirage spéciaux	Solde net
				A long terme	A court terme		
			(Millions de dollars)				
1947	1,078	1,147	1,183	–563	9	—	629
1948	721	773	844	–83	13	—	774
1949	671	702	778	–145	32	—	665
1950	57	5	66	–15	110	—	161
1951	369	356	433	106	–94	—	445
1952	958	977	1,017	68	–112	—	973
1953	530	431	459	209	2	—	670
1954	458	344	376	204	–35	—	545
1955	474	328	342	205	72	—	619
1956	439	256	278	456	73	—	708
1957	353	97	128	357	47	—	532
1958	356	97	30	203	–2	—	231
1959	115	–225	–266	252	–88	—	–102
1960	525	159	126	183	37	—	346
1961	788	401	413	–23	–72	—	318
1962	622	208	262	8	–95	—	175
1963	991	577	627	–206	46	—	467
1964	1,509	1,155	1,211	–193	–655	—	363
1965	1,159	724	807	–241	1,092	—	1,658
1966	1,217	787	868	–165	48	—	751
1967	1,135	730	843	98	–130	—	811
1968	1,082	463	650	518	200	—	1,368
1969	492	–183	–72	668	–897	—	–301
1970	1,931	1,180	1,271	18	–243	133	1,046
1971	1,118	380	517	–213	–837	119	–533
1972	344	–398	–249	529	673	117	953
1973	1,493	694	942	–506	52	—	488
1974	688	–378	70	–612	–318	—	–860
1975	674	–234	53	643	–484	—	212
1976	869	–207	248	3,371	84	—	3,703
1977	1,234	–553	–186	1,990	215	—	2,019
1978	1,427	–436	–461	419	–934	—	–976
1979	3,823	2,351	2,918	1,263	3,867	219	8,048
1980	7,163	5,862	6,965	391	2,604	217	9,960
1981	3,806	823	2,240	1,792	2,589	210	6,621
1982	6,676	2,437	3,714	6,916	–4,524	—	6,106

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.

Tableau de référence 71
Paiements internationaux: balance courante
1947 – 1982

Année	Recettes courantes							
	Exportations de marchandise (après correction)	Production d'or disponible pour l'exportation	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (recettes)	Transferts (recettes)	Total des recettes courantes
D	50501	50505	50506	50508	50512	50516		50525
	(Millions de dollars)							
1947	2,723	99	251	64	322	203	121	3,783
1948	3,030	119	279	70	336	211	143	4,188
1949	2,989	139	285	83	303	205	132	4,136
1950	3,139	163	275	94	284	203	126	4,284
1951	3,950	150	274	115	351	212	151	5,203
1952	4,339	150	275	152	383	269	160	5,728
1953	4,152	144	302	164	318	300	167	5,547
1954	3,934	155	305	147	313	283	169	5,306
1955	4,332	155	328	161	398	375	177	5,926
1956	4,837	147	337	142	457	430	194	6,544
1957	4,894	144	363	153	445	380	233	6,612
1958	4,890	157	349	167	401	365	171	6,500
1959	5,151	148	391	180	420	384	213	6,887
1960	5,392	162	420	171	442	393	235	7,215
1961	5,889	162	482	213	486	390	282	7,904
1962	6,387	155	562	202	509	419	314	8,548
1963	7,082	154	609	230	563	430	348	9,416
1964	8,238	145	662	332	644	482	384	10,887
1965	8,745	138	747	322	668	562	466	11,648
1966	10,326	127	840	318	758	676	555	13,600
1967	11,338	112	1,318	295	830	770	640	15,303
1968	13,720	33	953	353	891	840	674	17,464
1969	15,035	—	1,047	451	935	1,262	695	19,425
1970	16,921	—	1,206	528	1,126	1,386	765	21,932
1971	17,877	—	1,246	558	1,184	1,316	870	23,051
1972	20,129	—	1,230	665	1,241	1,315	903	25,483
1973	25,461	—	1,446	790	1,494	1,527	1,058	31,776
1974	32,591	—	1,694	882	1,812	2,013	1,360	40,352
1975	33,511	—	1,815	926	1,714	2,486	1,388	41,840
1976	37,995	—	1,930	825	2,082	2,769	1,509	47,110
1977	44,253	—	2,025	874	2,371	3,025	1,555	54,103
1978	53,054	—	2,378	1,208	2,714	3,631	1,592	64,577
1979	65,275	—	2,887	1,271	3,469	4,279	2,001	79,182
1980	76,772	—	3,349	1,577	3,966	5,280	2,671	93,615
1981	84,221	—	3,760	1,631	4,279	5,577	3,075	102,543
1982	84,486	—	3,724	1,305	4,170	6,710	3,165	103,560

Tableau de référence 71 (suite)

Paiements internationaux: balance courante
1947 – 1982

Année	Paiements courants							
	Importations de marchandises (après correction)	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (paiements)	Contributions officielles	Autres transferts (paiements)	Total des paiements courants
D	50526	50531	50533	50537	50545	50542		50550
	(Millions de dollars)							
1947	2,535	167	337	278	275	38	104	3,734
1948	2,598	134	325	279	284	23	94	3,737
1949	2,696	193	390	253	321	6	100	3,959
1950	3,132	226	475	301	358	5	106	4,603
1951	4,101	280	452	354	405	9	114	5,715
1952	3,854	341	413	375	398	16	144	5,541
1953	4,212	365	406	374	461	25	152	5,995
1954	3,916	389	424	356	470	11	164	5,730
1955	4,543	449	473	415	510	24	199	6,613
1956	5,565	498	524	502	575	30	222	7,916
1957	5,488	525	594	515	645	40	256	8,063
1958	5,066	542	614	460	639	53	263	7,637
1959	5,572	598	671	525	662	72	274	8,374
1960	5,540	627	656	533	733	61	298	8,448
1961	5,716	642	764	568	790	56	296	8,832
1962	6,203	605	783	595	859	36	297	9,378
1963	6,579	585	860	648	889	65	311	9,937
1964	7,537	712	1,010	679	975	69	329	11,311
1965	8,627	796	1,086	761	1,071	93	344	12,778
1966	10,102	900	1,140	823	1,294	166	337	14,726
1967	10,772	895	1,211	861	1,495	182	386	15,802
1968	12,249	982	1,259	931	1,650	133	357	17,561
1969	14,071	1,261	1,366	996	2,096	144	408	20,342
1970	13,869	1,422	1,550	1,106	2,267	201	411	20,826
1971	15,314	1,448	1,699	1,196	2,359	201	403	22,620
1972	18,272	1,464	1,713	1,315	2,486	227	392	25,869
1973	22,726	1,742	2,050	1,560	2,876	253	461	31,668
1974	30,902	1,978	2,435	2,036	3,658	332	471	41,812
1975	33,962	2,542	2,879	2,147	4,059	513	495	46,597
1976	36,607	3,121	3,323	2,232	4,690	455	524	50,952
1977	41,523	3,666	4,532	2,397	5,144	543	599	58,404
1978	49,047	4,084	5,904	2,583	6,352	910	632	69,512
1979	61,157	3,955	6,512	3,160	8,023	645	692	84,144
1980	68,284	4,577	6,961	3,430	10,035	680	744	94,711
1981	76,870	4,876	8,105	3,792	12,732	718	796	107,889
1982	66,740	5,006	10,608	3,275	13,521	878	863	100,891

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 72

Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits 1963 – 1982

Année	Blé	Animaux et autres produits comestibles	Minerai et concentrés	Pétrole brut et gaz naturel	Autres produits bruts	Bois d'œuvre	Pâte de bois	Papier journal
D	3609					3629	3631	3632
				(Millions de dollars)				
1963	787	675	703	310	414	452	405	760
1964	1,024	817	803	360	453	477	461	835
1965	840	869	863	384	517	490	493	870
1966	1,061	906	934	430	583	474	520	968
1967	742	902	1,016	522	571	505	543	955
1968	684	929	1,262	600	605	656	628	990
1969	473	992	1,138	702	623	697	754	1,126
1970	687	1,181	1,522	855	707	664	785	1,111
1971	833	1,279	1,415	1,038	811	830	798	1,085
1972	927	1,428	1,397	1,315	848	1,174	830	1,158
1973	1,221	1,937	2,000	1,833	1,192	1,599	1,082	1,288
1974	2,065	1,806	2,376	3,914	1,504	1,290	1,889	1,726
1975	2,023	2,124	2,241	4,144	1,581	973	1,835	1,746
1976	1,732	2,563	2,512	3,903	1,872	1,649	2,186	2,003
1977	1,881	2,727	2,730	3,779	2,341	2,387	2,158	2,382
1978	1,913	3,389	2,404	3,763	2,664	3,229	2,181	2,886
1979	2,180	4,134	3,895	5,294	3,350	3,901	3,083	3,222
1980	3,862	4,401	4,210	6,883	3,667	3,353	3,873	3,684
1981	3,728	5,713	4,084	6,875	4,251	2,989	3,820	4,326
1982	4,286	5,937	3,187	7,483	4,105	2,911	3,234	4,080

	Métaux travaillés	Autres matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Biens de consommation et produits divers	Réexportations	Total
			3653				3471
			(Millions de dollars)				
1963	918	572	88	589	127	182	6,980
1964	1,049	680	177	811	147	209	8,303
1965	1,138	738	356	811	157	242	8,767
1966	1,227	823	1,012	956	195	255	10,043
1967	1,368	858	1,739	1,167	234	298	11,420
1968	1,605	975	2,672	1,340	303	373	13,624
1969	1,499	1,087	3,514	1,595	244	428	14,871
1970	1,996	1,311	3,499	1,666	418	419	16,820
1971	1,678	1,406	4,171	1,660	393	422	17,818
1972	1,716	1,700	4,718	2,014	446	479	20,150
1973	2,084	2,171	5,415	2,455	562	583	25,421
1974	2,760	3,030	5,717	2,868	732	767	32,442
1975	2,475	2,855	6,432	3,399	720	780	33,328
1976	3,015	3,375	8,225	3,670	946	825	38,475
1977	3,543	4,458	10,424	3,975	901	870	44,554
1978	4,684	6,175	12,540	5,230	1,201	924	53,183
1979	5,251	8,919	11,900	7,295	1,895	1,324	65,641
1980	8,112	10,323	10,924	8,507	2,648	1,713	76,159
1981	7,734	11,662	13,084	9,967	2,971	2,475	83,678
1982	6,781	10,893	16,382	9,956	2,478	2,690	84,403

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, nº cat. 65-001.

Tableau de référence 73

Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1963 – 1982

Année	Animaux et produits comestibles	Pétrole brut	Autres matières brutes	Matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Autres produits finis et divers	Total
D		3745		3748	3774			3535
				(Millions de dollars)				
1963	780	335	563	1,571	669	1,882	759	6,558
1964	795	321	640	1,813	818	2,190	911	7,488
1965	770	312	694	2,114	1,125	2,573	1,045	8,633
1966	805	299	724	2,233	1,581	3,048	1,382	10,072
1967	884	356	707	2,310	2,168	3,341	1,106	10,873
1968	918	373	754	2,435	3,001	3,477	1,401	12,358
1969	1,063	393	692	2,905	3,546	4,031	1,500	14,130
1970	1,116	415	757	2,886	3,252	3,991	1,536	13,952
1971	1,157	541	781	3,140	4,110	4,328	1,650	15,617
1972	1,401	681	859	3,579	4,934	5,184	2,032	18,669
1973	1,981	943	1,075	4,282	6,081	6,477	2,487	23,325
1974	2,516	2,646	1,426	6,482	7,124	8,414	3,113	31,722
1975	2,682	3,302	1,784	5,944	8,236	9,296	3,472	34,716
1976	2,871	3,280	1,811	6,211	9,440	9,641	4,240	37,494
1977	3,307	3,215	2,105	6,993	11,576	10,606	4,561	42,363
1978	3,782	3,457	2,425	8,748	13,386	13,115	5,195	50,108
1979	4,236	4,497	3,473	12,024	15,161	17,156	6,324	62,871
1980	4,803	6,919	4,425	12,708	13,609	19,725	7,084	69,274
1981	5,239	7,861	4,309	14,552	15,996	23,120	8,052	79,129
1982	4,940	4,973	3,723	11,794	14,898	19,391	7,911	67,629

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur.*

Tableau de référence 74
Paiements internationaux: mouvements de capitaux
1950 – 1982

Année	Investissements directs au Canada	Investissements directs à l'étranger	Titres canadiens				Valeurs étrangères (nettes)	Prêts et souscriptions du gouvernement canadien		Crédits à l'exportation au risque du gouv.	Autres transactions en capital à long terme
			Nouvelles émissions	Retraits	Transactions sur les obligations et débentures en circulation	Transactions sur les actions ordinaires et privilégiées en circulation		Avances	Remboursements		
D	50560	50564			65000	50576			50629	50632	50650
					(Millions de dollars)						
1950	225	35	210	−284	—	329	76	−50	74	—	−5
1951	320	−30	411	−184	—	38	15	—	68	—	28
1952	360	−85	323	−89	−168	73	−11	—	56	—	−4
1953	450	−70	335	−146	−52	21	−1	—	87	—	11
1954	425	−90	333	−205	−66	129	−24	—	72	—	25
1955	445	−85	166	−185	−165	137	−5	—	69	—	37
1956	650	−105	667	−141	11	187	−3	−4	69	—	159
1957	545	−80	800	−134	−45	142	1	−1	50	—	42
1958	430	−40	688	−158	—	88	1	−34	64	—	114
1959	570	−85	709	−258	92	110	−34	−1	34	—	38
1960	670	−50	448	−266	3	51	−19	−11	32	—	60
1961	560	−80	548	−301	61	39	−35	−8	38	—	103
1962	505	−105	729	−319	64	−115	−65	−22	129	−63	−64
1963	280	−135	984	−404	39	−170	22	−18	25	−72	75
1964	270	−95	1,100	−382	77	−98	−52	−10	10	−164	46
1965	535	−125	1,240	−390	55	−274	−85	−14	10	−187	54
1966	790	−5	1,465	−499	−104	−136	−401	−35	24	−41	144
1967	691	−125	1,307	−357	−57	12	−432	−38	34	107	229
1968	590	−225	1,917	−431	−70	114	−467	−78	5	29	197
1969	720	−370	2,089	−440	2	53	102	−89	22	−12	228
1970	905	−315	1,230	−552	−40	−145	70	−145	36	−129	61
1971	925	−230	1,191	−845	−96	−142	196	−190	36	−230	25
1972	620	−400	1,722	−603	292	−59	244	−249	37	−246	230
1973	830	−770	1,323	−738	29	−24	69	−269	43	−189	323
1974	845	−810	2,423	−626	41	−112	46	−350	39	−573	116
1975	725	−915	5,038	−851	302	5	−17	−377	38	−355	342
1976	−300	−590	9,027	−936	559	−79	79	−436	18	−210	875
1977	475	−740	5,889	−930	243	−91	221	−539	36	−523	176
1978	85	−2,150	6,417	−1,314	35	−396	25	−509	262	−881	1,537
1979	675	−2,500	5,136	−2,170	476	360	−582	−552	33	−877	1,906
1980	585	−3,150	5,542	−2,384	1,071	987	−181	−519	37	−1,186	105
1981	−4,600	−5,900	13,493	−2,953	1,267	−1,181	−95	−628	41	−829	1,943
1982	−1,425	200	16,033	−3,653	−130	−538	−433	−488	43	−2,275	1,227

Tableau de référence 74 (suite)

Paiements internationaux: mouvements de capitaux
1950 – 1982

Année	Variations de certains avoirs canadiens des non-résidents				Autres engagements des sociétés de financement	Avoirs en devises étrangères des résidents	Autres transactions indiquées	Erreurs et omissions nettes	Mouvements nets de capitaux sauf ceux indiqués ci-après[2]	Allocations de Droits de tirage spéciaux	Mouvements monétaires nets	
	Dépôts en dollars canadiens	Créances à vue sur le gouvernement canadien	Bons du Trésor	Billets à court terme[1]							Réserves officielles	Passif officielle
D	50652	56654	50656		50676		50686	50693		50710	50713	50714
						(Millions de dollars)						
1950	235	−4	−3	—	—	11	91	101	1,041	—	722	—
1951	−190	−8	2	—	—	−14	50	62	568	—	56	—
1952	−66	−5	1	—	35	−165	−16	−389	−150	—	37	—
1953	−22	−11	−2	—	−2	−80	44	−166	410	—	−38	—
1954	27	−15	8	—	10	−75	14	−70	548	—	124	—
1955	60	−9	29	—	23	91	5	30	643	—	−44	—
1956	−30	—	3	—	64	−216	85	24	1,420	—	48	—
1957	−15	—	−18	—	4	−274	87	242	1,346	—	−105	—
1958	39	45	21	—	24	−58	−89	111	1,246	—	109	—
1959	10	−8	14	—	68	−119	15	317	1,476	—	−11	—
1960	79	−12	56	—	59	−60	42	101	1,194	—	−39	—
1961	33	−2	−58	—	95	142	−77	157	1,220	—	296	−4
1962	−10	−4	4	—	119	92	240	−145	984	—	307	−153
1963	43	1	−27	70	35	−259	134	32	666	—	56	89
1964	28	—	−16	185	52	−329	5	113	788	—	297	67
1965	31	2	12	−152	209	415	177	−239	1,289	—	158	—
1966	11	5	−15	3	154	−520	119	−182	803	—	−360	1
1967	24	−4	4	−51	35	−362	−41	−501	519	—	17	3
1968	72	21	48	−132	24	−449	−23	−784	446	—	350	−1
1969	52	−34	20	218	116	−1,434	−74	−219	982	—	65	—
1970	26	−7	−79	310	−109	−154	−183	−387	424	133	1,662	1
1971	95	50	−3	77	−25	854	−18	−1,348	346	119	896	—
1972	139	27	22	−181	−30	448	47	−1,455	605	117	336	—
1973	143	77	−24	140	12	−519	−382	−650	−575	—	−467	—
1974	597	45	77	80	158	236	117	−867	1,484	—	24	—
1975	561	−4	37	350	−89	272	493	−1,203	4,352	—	−405	—
1976	156	7	440	533	47	−1,289	175	−3,712	4,364	—	522	—
1977	230	172	242	220	−55	729	−870	−2,005	2,880	—	−1,421	—
1978	37	55	−53	86	−40	2,104	−952	−2,712	1,636	—	−185	−3,114
1979	524	217	−178	675	0	4,179	1,498	−2,169	6,651	219	−858	2,766
1980	−60	171	542	508	70	917	−2,878	−578	−401	217	−542	−738
1981	1,401	164	−2	1,217	471	11,229	592	−9,068	6,562	210	382	1,044
1982	−731	−26	127	−972	54	−7,428	−435	−2,514	−3,364	—	−666	−29

[1] Compris dans la catégorie «autres transactions» pour la période 1950 et 1951. Compris dans la catégorie «autres engagements des sociétés de financement» pour la période 1952 à 1962.
[2] Comprend les erreurs et omissions nettes.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 75

Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1947 – 1982

Année	Obligations du gouvernement du Canada (y compris les obligations garanties)			Obligations des provinces (y compris les obligations garanties)			Obligations des municipalités			Ensemble des obligations du secteur public		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65006	65011		65007	65012		65008	65013				
	(Millions de dollars)											
1947	n.d.	39	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	39	n.d.
1948	150	36	144	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	150	36	114
1949	99	96	3	n.d.	n.d.	n.d.	6	n.d.	n.d.	105	96	9
1950	62	159	–97	96	n.d.	n.d.	20	n.d.	n.d.	178	159	19
1951	7	94	–87	262	43	219	72	12	60	341	149	192
1952	1	18	–17	107	38	69	55	17	38	163	73	90
1953	6	84	–78	143	28	115	76	15	61	225	127	98
1954	8	69	–61	126	63	63	46	28	18	180	160	20
1955	5	100	–95	3	19	–16	44	18	26	52	137	–85
1956	9	83	–74	224	15	209	112	18	94	345	116	229
1957	16	29	–13	136	25	111	123	24	99	275	78	197
1958	76	25	51	168	45	123	148	30	118	392	100	292
1959	56	101	–45	334	41	293	157	33	124	547	175	372
1960	30	58	–28	103	57	46	135	38	97	268	153	115
1961	37	48	–11	66	24	42	47	38	9	150	110	40
1962	156	86	70	148	22	126	74	41	33	378	149	229
1963	173	76	97	343	70	273	62	77	–15	578	223	355
1964	43	88	–45	439	66	373	182	58	129	664	207	457
1965	28	85	–57	297	31	266	84	53	31	409	169	240
1966	32	203	–171	448	64	384	177	96	81	657	364	293
1967	20	95	–75	762	61	701	173	52	121	955	208	747
1968	288	57	231	852	76	776	124	60	64	1,264	193	1,071
1969	40	83	–43	1,063	91	972	177	88	89	1,280	262	1,018
1970	26	157	–131	528	112	416	65	92	–27	619	361	258
1971	28	31	–3	725	317	408	26	99	–73	779	447	332
1972	30	44	–14	1,140	220	920	169	98	71	1,339	362	977
1973	18	110	–92	857	234	623	109	117	–8	989	461	523
1974	14	55	–41	1,713	211	1,502	234	96	138	1,961	362	1,599
1975	46	92	–46	3,334	342	2,992	541	82	459	3,921	516	3,405
1976	368	147	221	4,939	308	4,631	779	121	658	6,086	576	5,510
1977	719	146	573	3,083	312	2,771	368	99	269	4,170	557	3,613
1978	2,897	210	2,687	2,022	586	1,436	124	193	–69	5,043	989	4,054
1979	1,738	211	1,527	1,908	916	922	177	429	–252	3,823	1,556	2,267
1980	1,241	275	966	1,442	1,068	374	259	362	–103	2,945	1,705	1,237
1981	1,845	448	1,397	6,316	1,002	5,314	423	231	192	8,584	1,681	6,903
1982	3,847	832	3,015	7,377	1,518	5,859	698	244	454	11,922	2,594	9,328

Tableau de référence 75 (suite)

Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1947 – 1982

Année	Obligations des sociétés			Obligations totales			Actions ordinaires et privilégiées			Total		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65009	65014		65005	65010		50586	50587				
						(Millions de dollars)						
1947	n.d.	n.d.	n.d.	95	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	95	364	–269
1948	n.d.	n.d.	n.d.	150	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	150	114	36
1949	n.d.	n.d.	n.d.	105	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	205	147	58
1950	28	n.d.	n.d.	206	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	206	284	–78
1951	28	n.d.	n.d.	369	n.d.	n.d.	42	7	35	411	184	227
1952	136	15	121	299	88	211	24	1	23	323	89	234
1953	64	13	51	289	140	149	46	6	40	335	146	189
1954	133	35	98	313	195	118	20	10	10	333	205	128
1955	51	41	10	103	178	–75	63	7	56	166	185	–19
1956	252	20	232	597	136	461	70	5	65	667	141	526
1957	464	31	433	739	109	630	61	25	36	800	134	666
1958	253	42	211	645	142	503	43	16	27	688	158	530
1959	114	66	48	661	241	420	48	17	31	709	258	451
1960	154	104	50	422	257	165	26	9	17	448	266	182
1961	354	136	218	504	246	258	44	55	–11	548	301	247
1962	331	140	191	709	289	420	20	30	–10	729	319	420
1963	392	101	291	970	324	646	14	80	–66	984	404	580
1964	414	117	297	1,078	324	754	22	58	–36	1,100	382	718
1965	807	214	593	1,216	383	833	24	7	17	1,240	390	850
1966	751	131	620	1,408	495	913	57	4	53	1,465	499	966
1967	315	148	167	1,270	356	914	37	1	36	1,307	357	950
1968	586	233	353	1,850	426	1,424	67	5	62	1,917	431	1,486
1969	597	176	421	1,877	438	1,439	212	2	210	2,089	440	1,649
1970	541	187	354	1,160	548	612	70	4	66	1,230	552	678
1971	391	393	–2	1,170	840	330	21	5	16	1,191	845	346
1972	345	239	106	1,684	601	1,083	38	2	36	1,722	603	1,119
1973	300	275	25	1,284	736	548	39	2	37	1,323	738	585
1974	448	223	225	2,409	585	1,824	14	41	–27	2,423	626	1,797
1975	1,031	331	700	4,952	847	4,105	86	4	82	5,038	851	4,187
1976	2,860	303	2,557	8,946	879	8,067	81	57	24	9,027	936	8,091
1977	1,706	346	1,360	5,876	903	4,973	13	27	–14	5,889	930	4,959
1978	1,249	325	924	6,292	1,314	4,978	125	0	125	6,417	1,314	5,103
1979	1,145	613	532	4,968	2,169	2,799	168	1	167	5,136	2,170	2,966
1980	2,102	677	1,425	5,044	2,382	2,662	498	2	496	5,542	2,384	3,158
1981	4,472	1,270	3,202	13,056	2,951	10,105	437	2	435	13,493	2,953	10,540
1982	3,933	1,051	2,882	15,855	3,645	12,210	178	8	170	16,033	3,653	12,380

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 76

Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales[1]
1964 – 1982

Année	Vis-à-vis des résidants des E.-U.			Autres non-résidents			Tous les non-résidents			Vis-à-vis des résidants canadiens			Changements dans la position nette des banques
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	
	(Millions de dollars)												
1964	40	327	−287	691	101	590	731	428	303	197	532	−335	−32
1965	−208	−727	519	−440	505	−945	−648	−222	−426	276	−107	383	−43
1966	208	−309	517	−2	48	−50	206	−261	467	84	401	−317	150
1967	273	76	197	375	188	187	648	264	384	−103	363	−466	−82
1968	168	−296	464	725	701	24	893	405	488	−49	189	−238	250
1969	815	338	477	1,395	1,366	29	2,210	1,704	506	215	1,237	−1,022	−516
1970[2]	−33	22	−55	1,389	1,212	177	1,356	1,234	122	216	101	115	237
1971	−933	592	−1,525	318	197	121	−615	789	−1,404	−43	−1,470	1,427	23
1972	−87	175	−262	1,288	1,663	−375	1,201	1,838	−637	−100	−89	−11	−648
1973	528	265	263	3,211	3,131	80	3,739	3,396	343	175	1,406	−1,231	−888
1974	−47	1,026	−1,073	1,492	−935	2,427	1,445	91	1,354	1,116	1,997	−881	473
1975	−652	833	−1,485	558	−438	996	−94	395	−489	569	−513	1,082	593
1976	884	275	609	2,407	2,075	332	3,291	2,350	941	498	1,789	−1,291	−350
1977	−31	851	−882	838	1,340	−502	807	2,191	−1,384	2,217	843	1,374	−10
1978	2,238	4,324	−2,086	1,881	2,566	−685	4,119	6,890	−2,771	5,442	3,425	2,017	−754
1979	672	2,526	−1,854	3,739	5,992	−2,253	4,411	8,518	−4,107	1,178	−572	1,750	−2,357
1980	5,689	4,134	1,555	6,251	9,212	−2,961	11,940	13,346	−1,406	2,741	1,079	1,662	256
1981	−473	8,762	−9,235	2,993	11,723	−8,730	2,520	20,485	−17,965	11,117	−4,344	15,461	−2,504
1982	128	−734	862	−162	−3,676	3,514	−34	−4,410	4,376	2,942	2,459	483	4,859

[1] Corrigées des variations du taux de change.
[2] Depuis le 30 septembre 1970, les variations dans l'actif et le passif vis-à-vis des résidants de Porto Rico et des Iles Vierges (Etats-Unis) sont comprises avec celles vis-à-vis des résidants des Etats-Unis, au lieu d'être comprises dans les autres non-résidents.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 77

Position du Canada au Fonds monétaire international[1]
1946 – 1982

Année	Transactions du FMI avec le Canada				Prêts canadiens au FMI	Transactions du FMI en dollars canadiens avec d'autres pays	Position active en fin de période
	Augmentation de la souscription[2]	Tirages(-) et remboursements	Ventes d'or et de DTS	Autres			
	(Millions de DTS[3])						
1946-1960	137.5	—	—	—	—	14.9	152.5
1961	—	—	– 25.0	—	—	84.6	212.1
1962	—	– 300.0	—	—	—	– 50.3	– 138.2
1963	—	79.7	—	—	—	—	– 58.5
1964	—	166.0	– 9.0	—	—	99.0	197.5
1965	—	—	– 27.5	—	—	183.4	353.4
1966	47.5	—	—	—	—	47.6	448.5
1967	—	—	—	—	—	– 15.1	433.4
1968	—	– 361.2	—	2.8	—	131.2	206.2
1969	—	—	– 8.6	0.2	—	280.3	478.1
1970	90.0	—	– 45.2	1.0	—	145.7	669.6
1971	—	—	– 66.3	—	—	– 270.7	332.6
1972	—	—	—	—	—	– 16.6	315.9
1973	—	—	—	—	—	– 35.5	280.4
1974	—	—	—	—	140.7	11.5	432.6
1975	—	—	—	—	106.2	14.7	553.5
1976	—	—	—	—	—	259.4	812.9
1977	—	—	– 16.4	– 22.1	– 41.5	– 31.5	701.4
1978	—	—	– 8.2	14.8	– 76.5	– 204.1	427.4
1979	—	—	– 8.2	18.5	– 103.2	– 38.0	296.5
1980	169.6	—	—	0.8	– 13.0	—	454.0
1981	—	—	—	—	—	– 108.4	345.6
1982	—	—	—	0.4	—	– 12.6	335.6

(1) La position active comprend la quote-part, plus les prêts au FMI moins les avoirs du FMI en dollars canadiens; en d'autres termes, c'est le montant que le Canada est autorisé à tirer sur le Fonds en monnaies étrangères pour les besoins de sa balance des paiements.

(2) Fraction payée en devises autres que canadiennes.

(3) Avant le 8 mai 1972, un DTS valait un dollar américain. Du 8 mai 1972 au 18 octobre 1973, un DTS valait E.-U. $1.08571; du 18 octobre 1973 au 1er juillet 1974, un DTS valait E.-U. $1.20635; depuis cette date, la valeur du DTS par rapport au dollar américain est établie quotidiennement d'après la moyenne pondérée des cours des principales monnaies. Jusqu'en décembre 1980, la moyenne était établie sur 16 monnaies; le 1er janvier 1981, cette moyenne s'établissait à partir de cinq monnaies seulement.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 78

Réserves internationales officielles du Canada 1961 – 1982

Fin de période	Monnaies étrangères[1]		Or	Droits de tirage spéciaux	Position active au FMI	Total	Total
	Dollars E.-U.	Autres					
B	3801	3802	3803	3804	3805	3800	
			(Millions de dollars E.-U.)				(Millions de DTS)
1961	1,123.0	10.7	946.2	—	212.1	2,292.0	2,292.0
1962	1,842.8	9.2	708.5	—	—	2,560.5	2,560.5
1963	1,786.6	9.5	817.2	—	—	2,613.3	2,613.3
1964	1,654.5	11.8	1,025.7	—	197.5	2,889.5	2,889.5
1965	1,519.9	12.8	1,150.8	—	353.4	3,036.9	3,036.9
1966	1,195.4	12.4	1,045.6	—	448.5	2,701.9	2,701.9
1967	1,255.2	13.4	1,014.9	—	433.4	2,716.9	2,716.9
1968	1,964.9	11.6	863.1	—	206.2	3,045.8	3,045.8
1969	1,743.6	12.3	872.3	—	478.1	3,106.3	3,106.3
1970	3,022.1	14.5	790.7	182.1	669.6	4,679.0	4,679.0
1971	4,060.0	13.6	791.8	371.9	332.6	5,570.4	5,570.4
1972	4,355.0	12.6	834.1	505.2	342.9	6,049.9	5,572.3
1973	3,927.2	12.2	926.9	563.7	338.2	5,768.2	4,781.5
1974	3,767.7	12.9	940.7	574.3	529.7	5,825.3	4,757.9
1975	3,207.1	15.7	899.4	555.4	648.0	5,325.6	4,549.3
1976	3,446.3	15.8	879.0	557.8	944.5	5,843.4	5,029.3
1977	2,298.7	15.8	935.6	505.3	852.1	4,607.5	3,793.1
1978	2,459.5	18.4	1,009.1	522.4	556.8	4,566.2	3,504.9
1979	1,863.9	23.9	1,022.6	585.9	390.6	3,886.9	2,950.6
1980	2,037.6	23.1	936.6	453.2	579.0	4,029.6	3,159.5
1981	2,865.3	95.8	833.7	174.0	402.4	4,371.1	3,755.4
1982	2,454.9	120.1	782.3	70.8	365.0	3,793.2	3,438.6

[1] Monnaies étrangères convertibles, détenues par le Fonds des changes, le Receveur général du Canada et la Banque du Canada.

Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 79

Valeur des devises étrangères au Canada

1954 – 1982

Année	Belgique (franc)	France (franc)	Allemagne (mark)	Italie (lire)	Japon (yen)	Pays-Bas (florin)	Suède (couronne)	Suisse (franc)	Livre (sterling)	E.-U. (dollar)
B	3402	3404	3405	3406	3407	3408	3410	3411	3412	3400
					(Moyenne des cours quotidiens)					
1954	0.0195	0.278	0.232	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.227	2.734	0.973
1955	0.0196	0.282	0.234	0.00158	0.00274	0.259	0.190	0.230	2.754	0.986
1956	0.0197	0.281	0.234	0.00158	0.00273	0.257	0.190	0.230	2.752	0.984
1957	0.0191	0.256	0.228	0.00154	0.00266	0.251	0.185	0.224	2.679	0.959
1958	0.0195	0.231	0.232	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.226	2.728	0.971
1959	0.0192	0.196	0.230	0.00155	0.00267	0.254	0.185	0.222	2.694	0.959
1960	0.0195	0.198	0.233	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.225	2.723	0.970
1961	0.0203	0.207	0.252	0.00163	0.00281	0.279	0.196	0.235	2.839	1.013
1962	0.0215	0.218	0.267	0.00172	0.00297	0.297	0.207	0.247	3.001	1.069
1963	0.0216	0.220	0.271	0.00174	0.00300	0.300	0.208	0.250	3.020	1.079
1964	0.0217	0.220	0.271	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.250	3.012	1.079
1965	0.0217	0.220	0.270	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.249	3.014	1.078
1966	0.0216	0.219	0.269	0.00173	0.00298	0.298	0.209	0.249	3.009	1.077
1967	0.0217	0.219	0.271	0.00173	0.00298	0.299	0.209	0.249	2.962	1.079
1968	0.0216	0.218	0.270	0.00173	0.00299	0.298	0.209	0.250	2.579	1.077
1969	0.0215	0.208	0.275	0.00172	0.00301	0.297	0.208	0.250	2.574	1.077
1970	0.0210	0.189	0.286	0.00167	0.00292	0.289	0.201	0.242	2.502	1.044
1971	0.0208	0.183	0.291	0.00163	0.00291	0.289	0.198	0.246	2.469	1.010
1972	0.0225	0.196	0.311	0.00170	0.00327	0.309	0.208	0.259	2.479	0.991
1973	0.0258	0.226	0.378	0.00172	0.00370	0.360	0.230	0.317	2.452	1.000
1974	0.0252	0.204	0.379	0.00150	0.00336	0.365	0.221	0.330	2.288	0.978
1975	0.0277	0.238	0.414	0.00156	0.00343	0.403	0.246	0.393	2.258	1.017
1976	0.0256	0.207	0.393	0.00119	0.00333	0.373	0.227	0.395	1.781	0.986
1977	0.0297	0.217	0.459	0.00121	0.00398	0.434	0.238	0.445	1.857	1.063
1978	0.0363	0.254	0.569	0.00135	0.00548	0.529	0.253	0.644	2.191	1.141
1979	0.0399	0.276	0.639	0.00141	0.00537	0.590	0.274	0.705	2.486	1.171
1980	0.0401	0.277	0.644	0.00137	0.00519	0.589	0.277	0.698	2.721	1.169
1981	0.0324	0.222	0.532	0.00106	0.00545	0.482	0.238	0.613	2.430	1.199
1982	0.0271	0.189	0.508	0.00091	0.00497	0.462	0.198	0.609	2,158	1.234

Source: Banque du Canada.

Tableau de référence 80

Indices des cours de change[1] 1970 – 1982 (1971 = 100)

Année et mois	Prix du dollar canadien			Prix du dollar américain		
	Etats-Unis	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix	Canada	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix
	(Moyenne des cours quotidiens)					
1970	96.7	99.4	97.2	103.4	102.9	103.1
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	101.9	93.5	100.4	98.1	91.1	93.6
1973	101.0	84.8	97.8	99.0	82.3	87.9
1974	103.3	90.4	100.8	96.8	85.6	89.4
1975	99.3	86.1	96.7	100.7	84.1	89.7
1976	102.4	96.2	101.3	97.6	89.7	92.5
1977	95.0	85.8	93.3	105.3	85.5	92.1
1978	88.6	68.6	84.5	112.9	72.7	85.1
1979	86.2	64.3	81.7	116.0	70.4	84.2
1980	86.4	63.7	81.7	115.8	70.3	84.0
1981	84.2	70.4	81.5	118.7	79.5	91.8
1982	81.9	77.9	81.1	122.2	90.2	100.6
1980 J	86.8	64.1	82.1	115.3	70.2	83.8
F	87.4	65.3	82.8	114.5	71.2	84.4
M	86.1	66.9	82.2	116.2	74.0	87.0
A	85.2	66.6	81.4	117.4	74.6	87.7
M	86.1	63.4	81.4	116.2	70.1	84.0
J	87.7	63.1	82.6	114.0	68.4	82.1
J	87.7	62.8	82.5	114.1	68.2	82.0
A	87.1	63.4	82.2	114.8	69.3	83.0
S	86.7	62.0	81.6	115.3	68.1	82.2
O	86.4	61.8	81.3	115.8	68.3	82.5
N	85.1	62.5	80.5	117.5	70.2	84.4
D	84.4	62.6	79.9	118.5	70.9	85.2
1981 J	84.8	62.4	80.2	117.9	70.4	84.6
F	84.2	64.8	80.3	118.7	73.6	87.4
M	84.8	65.8	81.0	118.0	74.2	87.6
A	84.8	67.7	81.4	117.9	76.3	89.2
M	84.1	70.1	81.4	118.9	79.7	92.0
J	83.9	72.3	81.6	119.2	82.2	93.9
J	83.4	74.5	81.7	120.0	84.9	96.1
A	82.6	75.2	81.2	121.1	86.5	97.6
S	84.1	74.4	82.2	118.9	83.7	94.9
O	84.0	73.5	81.9	119.1	82.7	94.3
N	85.0	72.6	82.6	117.6	80.7	92.3
D	85.2	72.7	82.8	117.4	80.7	92.3
1982 J	84.7	73.6	82.6	118.1	82.3	93.7
F	83.2	74.9	81.6	120.2	85.4	96.5
M	82.7	76.1	81.5	120.9	87.1	98.0
A	82.4	76.9	81.4	121.3	88.4	99.0
M	81.8	74.3	80.4	122.2	86.0	97.5
J	79.2	75.6	78.5	126.3	90.7	102.1
J	79.5	77.2	79.1	125.8	92.2	103.0
A	81.1	79.5	80.8	123.3	93.1	102.9
S	81.8	81.2	81.7	122.3	94.3	103.5
O	82.1	83.3	82.3	121.8	96.4	104.8
N	82.4	83.9	82.6	121.4	96.5	104.7
D	81.6	79.4	81.2	122.6	91.6	101.7

[1] Pondération géométrique d'après les parts du commerce bilatéral de 1971-81. Le Groupe des Dix se compose de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et des Etats-Unis, plus la Suisse.

Tableau de référence 81

Taux du marché monétaire et de l'euro-dollar

1978 – 1982

Mois	Canada	E.-U.	Japon	France	Allemagne	R.-U.	Pays-Bas	Belgique	Euro-Dollar: Londres
				(En pourcentage)					
1978 J	7.13	6.45	4.79	8.88	3.37	5.81	5.11	7.56	7.31
F	7.30	6.46	4.80	10.18	3.34	5.96	5.45	4.12	7.27
M	7.73	6.32	4.62	9.96	3.55	5.94	5.33	4.64	7.26
A	8.19	6.31	4.14	8.48	3.53	6.77	4.56	4.04	7.38
M	8.13	6.43	4.06	8.08	3.54	8.40	4.65	3.63	7.83
J	8.26	6.71	4.11	7.76	3.55	9.15	3.99	4.06	8.31
J	8.71	7.07	4.44	7.43	3.40	9.22	4.10	3.85	8.52
A	8.80	7.04	4.39	7.25	3.23	8.90	3.47	5.06	8.50
S	9.17	7.84	4.25	7.20	3.51	9.00	5.59	4.93	9.11
O	9.85	8.13	4.18	6.99	3.07	9.92	13.56	7.41	10.15
N	10.36	8.79	3.93	6.89	2.67	11.51	8.76	6.96	11.52
D	10.46	9.12	4.57	6.67	3.56	11.57	10.29	6.45	11.58
1979 J	10.78	9.35	4.29	6.64	2.99	11.86	8.64	6.33	11.18
F	10.82	9.27	4.35	6.68	3.81	12.62	7.73	6.40	10.79
M	10.92	9.46	4.64	6.77	4.32	11.35	7.14	5.37	10.64
A	10.80	9.49	4.89	6.82	5.24	11.32	7.09	5.25	10.60
M	10.84	9.59	5.12	7.20	5.16	11.35	7.10	4.81	10.72
J	10.78	9.05	5.34	8.01	5.60	12.57	7.57	7.64	10.53
J	11.25	9.26	5.80	9.34	5.73	13.32	8.63	9.59	10.87
A	11.45	9.45	6.69	10.44	6.36	13.31	8.73	9.34	11.50
S	11.64	10.18	6.81	10.99	6.50	13.38	9.39	8.91	12.61
O	13.61	11.47	6.74	11.47	7.87	13.38	9.28	11.32	14.59
N	13.62	11.87	7.58	11.95	7.86	15.33	11.18	10.06	15.00
D	13.66	12.07	8.05	12.17	9.02	15.90	15.90	10.58	14.55
1980 J	13.50	12.04	8.06	11.99	8.25	15.79	11.18	11.74	14.41
F	13.55	12.81	8.74	12.17	8.06	16.14	10.99	9.66	16.97
M	15.24	15.53	10.73	12.96	8.61	16.18	9.50	12.59	19.94
A	15.15	14.00	12.21	12.40	9.05	16.17	10.47	14.83	13.94
M	11.58	9.15	12.56	12.61	9.80	16.09	11.14	13.47	9.75
J	10.38	7.00	12.64	12.43	10.04	15.80	10.97	11.96	9.75
J	10.06	8.13	12.70	12.04	9.80	14.55	10.31	11.84	9.81
A	10.49	9.26	12.09	11.32	8.92	14.86	10.09	9.80	12.50
S	10.95	10.32	11.40	11.37	9.27	14.40	9.86	9.51	13.94
O	11.91	11.58	11.04	11.22	9.01	14.29	9.34	9.50	15.25
N	13.70	13.89	9.50	10.74	8.76	13.95	9.05	10.04	18.31
D	17.01	15.66	9.49	10.88	9.16	13.07	8.60	9.73	17.75
1981 J	16.86	14.72	8.91	10.74	9.09	12.85	8.97	10.20	17.44
F	16.83	14.91	8.60	10.91	10.38	12.09	9.08	8.93	16.69
M	16.44	13.48	8.04	11.72	11.97	11.53	9.90	10.25	14.87
A	17.35	13.64	7.19	12.23	11.31	11.33	9.61	16.44	16.97
M	18.43	16.30	7.06	16.03	11.83	11.35	10.68	12.51	17.75
J	18.83	14.56	7.12	19.93	11.93	12.09	11.57	9.40	17.69
J	20.29	14.70	7.26	18.49	11.98	13.28	12.33	10.56	18.75
A	20.82	15.61	7.24	17.50	11.97	13.42	12.67	11.93	18.69
S	19.35	14.95	7.26	17.78	12.00	13.96	11.91	11.26	17.87
O	17.96	13.87	7.05	17.09	11.30	15.55	12.76	12.72	15.66
N	15.07	11.27	6.80	15.72	10.81	14.41	11.89	10.94	12.00
D	14.41	10.93	6.70	15.46	10.58	14.51	10.77	12.45	13.75
1982 J	14.34	12.41	6.64	15.25	10.46	14.06	10.18	12.27	14.62
F	14.58	12.78	6.68	14.56	10.27	13.56	9.98	12.00	15.00
M	15.07	12.49	6.61	15.72	9.87	12.49	7.76	10.21	15.47
A	14.98	12.82	7.15	16.81	9.33	12.84	8.43	12.56	14.87
M	15.18	12.15	7.28	16.41	9.18	12.63	8.87	12.90	14.44
J	16.33	12.11	7.37	15.86	9.28	12.27	8.14	11.59	15.66
J	15.25	11.91	7.40	14.84	9.46	11.73	8.78	13.05	14.36
A	13.70	9.01	7.44	14.68	9.00	10.53	8.51	11.63	11.63
S	12.73	8.20	7.31	14.28	8.18	9.88	7.37	10.43	11.78
O	11.21	7.75	7.19	13.64	7.58	9.22	7.24	10.98	10.41
N	10.72	8.04	7.22	13.17	7.30	8.91	6.29	10.32	9.79
D	9.80	8.01	7.19	12.90	6.60	10.29	5.19	9.29	9.72

Source: Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales.*

Tableau de référence 82

Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligtations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada, entre le 1er janvier 1982 et le 31 décembre 1982

Date	Obligations échues	Montant	Total partiel	Devises de paiement	Nouvelles obligations	Montant émis	Total partiel	Devises de paiement	Rendement à l'échéance (%)	Variation nette de l'encours
					(Millions de dollars, valeur nominale)					
1er fév.	9¼ % 1er fév. 1982	593		C	16 % 1er août 1984	150		C	16	
	9¾ % 1er fév. 1982	475	1,068	C	15½ % 1er février 1987[1]	650	800	C	15.5	−268
8 mars					7¼ % 8 mars 1987	264	264	FS		−4
31 mars					15 % 1er août 1984	225		C	15.10	
					15 % 15 mars 1987	400		C	15.14	
					15½ % 15 mars 2002	200	825	C	15.54	821
1er avril	7¾ % 1er avril 1982	675		C						
	9½ % 15 juin 1994[2]	29		C						
	10 % 1er octobre 1995[2]	25		C						
	9¼ % 15 mai 1997[2]	24		C						
	9 % 15 octobre 1999[2]	14		C						
	9¾ % 15 décembre 2000[2]	13		C						
	9½ % 1er octobre 2001[2]	33		C						
	8¾ % 1er février 2002[2]	6		C						
	9½ % 1er octobre 2003[2]	18	837	C						−16
15 avril	5 % 15 octobre 1987[3]	1	1	E.U.						
29 avril					8½ % 30 avril 1989	105	105	DM		89
1 mai					15 % 1er août 1984	100		C	14.91	
					15 % 15 mars 1987	400		C	14.84	
					15½ % 15 mars 2002	150	650	C	15.41	739
1er juin					14¾ % 15 décembre 1984	100		C	14.94	
					14¾ % 1er juin 1987	250		C	15.04	
					15 % 1er juin 1992	200	550	C	15.15	1,289
16 juin					14¾ % 16 juin 1987	962	962	E.U.	14.375	2,251
1er juillet	8 % 1er juillet 1982	900		C	15½ % 1er juillet 1985	350		C	16.00	
	7½ % 1er juillet 1982	1	901	C	15 % 1er juillet 1987	400	750	C	15.37	2,100
1er août					16 % 1er août 1984	150		C	16.00	
					15½ % 1er février 1987[4]	600	750	C	15.58	2,850
1er septembre					14½ % 1er septembre 1985	200		C	14.67	
					14¼ % 1er septembre 1987[5]	650	850	C	14.47	3,700
15 octobre	8 % 15 octobre 1982	475		C	12¾ % 1er octobre 1985	150		C	12.85	
	10¾ % 15 octobre 1982	200		C	13 % 15 octobre 1987	450		C	13.00	
	12¼ % 15 octobre 1982	150	825	C	13½ % 15 octobre 1992	400		C	13.69	
	5 % 15 octobre 1987[3]	1	1	E.U.	13¾ % 15 mars 2000	300	1,300	C	13.90	4,174
1er novembre					12 % 15 novembre 1987	200		C	12.00	
					12¾ % 15 novembre 1992	500	700	C	12.75	4,874
22 novembre					10¾ % 1er octobre 1985	175		C	10.75	
					11¾ % 15 décembre 1992	525	700	C	11.75	5,574
1er décembre	5¾ % 1er jan. 1985[2]	2		C						
	5 % 1er octobre 1987[2]	4	6	C						5,568
15 décembre	11¾ 15 déc. 1982	875	875	C	10¾ % 1er octobre 1985	350		C	10.82	
					11 % 15 décembre 1987	325		C	11.33	
					11¾ % 15 décembre 1992	575	1,250	C	12.01	5,943

(1) Prolongeable au 1er février 1992 au gré du détenteur.
(2) Rachat partiel pour le fonds d'achat.
(3) Rachat partiel pour le fonds d'amortissement.
(4) Prolongeable au 1er février 1992 au gré du détenteur.
(5) Prolongeable au 1er septembre 1992 au gré du détenteur.
Source: Banque du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 83

Variations de l'encours des obligations négociables et des Obligations d'épargne du Canada 1975 – 1982

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	(Millions de dollars)							
Nouvelles émissions nettes:								
En dollars canadiens:								
Gouvernement du Canada — titres émis ou garantis[1]	1,345	3,481	6,415	6,225	8,874	12,701	4,617	8,969
Obligations d'épargne du Canada	2,664	755	1,660	1,933	– 1,329	– 1,331	8,069	8,026
Total — gouvernement du Canada	4,009	4,236	8,075	8,158	7,545	11,370	12,686	16,995
Provinces et municipalités[2]	3,114	3,751	4,068	4,569	3,778	7,044	5,181	3,339
Sociétés	3,460	2,447	6,297	10,130	5,621	6,393	7,270	2,376
Total (dollars canadiens)	10,583	10,434	18,440	22,857	16,944	24,807	25,137	22,710
En devises étrangères:								
Gouvernement du Canada	– 37	– 2	– 2	2,315	726	– 2	357	1,330
Provinces et municipalités	3,395	5,239	3,004	1,609	1,387	135	5,373	5,183
Sociétés	623	2,819	1,916	1,493	1,670	2,876	4,437	3,895
Total (devises étrangères)	3,981	8,056	4,918	5,417	3,783	3,009	10,167	10,408
Total — nouvelles émissions nettes	14,564	18,490	23,358	28,274	20,727	27,816	35,304	33,118
Répartition du total:								
Banque du Canada	841	573	1,852	1,741	1,708	2,339	1,125	– 1,033
Banques à charte	– 21	1,507	2,005	3,927	– 174	854	2,935	925
Détenteurs autres que les banques:								
Obligations négociables	7,001	7,486	12,655	17,648	17,757	24,551	12,796	13,463
Obligations d'épargne du Canada	2,664	755	1,660	1,933	– 1,329	– 1,331	8,069	8,026
Détenteurs de soldes canadiennes à l'étranger en devises étrangères	4,079	8,169	5,186	3,025	2,765	1,403	10,379	11,737
Total	14,564	18,490	23,358	28,274	20,727	27,816	35,304	33,118

[1] Comprend les bons du Trésor.
[2] Ne comprend pas les titres achetés par le Régime de pensions du Canada.

Source: Banque du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 84
Prêts hypothécaires approuvés
1976 – 1982

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
				(Millions de dollars)			
Prêts pour la construction résidentielle:							
Institutions prêteuses privées:							
Prêts LNH	4,444	6,207	4,446	4,147	3,410	3,108	3,418
nouveau.....	3,225	3,936	2,093	1,586	1,330	1,722	1,643
existants	1,219	2,271	2,353	2,561	2,080	1,386	1,775
Prêts conventionnels:	5,741	8,396	9,441	9,902	8,578	6,082	7,256
nouveau.....	2,515	2,685	3,324	3,983	3,173	2,663	1,555
existants	3,226	5,711	6,117	5,919	5,405	3,419	5,701
Total des prêts consentis par les institutions privées:	10,185	14,603	13,887	14,049	11,988	9,190	10,674
nouveau.....	5,740	6,621	5,417	5,569	4,503	4,385	3,198
existants	4,445	7,982	8,470	8,480	7,485	4,805	7,476
SCHL:	662	363	289	22	22	29	21
nouveau.....	616	326	254	15	16	18	4
existants	46	37	35	7	6	11	17
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle:	10,847	14,966	14,176	14,071	12,010	9,219	10,695
nouveau.....	6,356	6,947	5,671	5,584	4,519	4,403	3,202
existants	4,491	8,019	8,505	8,487	7,491	4,816	7,493
Total des prêts consentis pour la construction ..	12,284	17,146	16,655	17,219	14,367	10,796	12,175
résidentielle.....	10,847	14,966	14,176	14,071	12,010	9,219	10,695
autres.....	1,437	2,180	2,479	3,148	2,357	1,577	1,480

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statiques de logement au Canada.*

Tableau de référence 85

Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées[1] 1977 – 1982

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
			(Millions de dollars)			
Banques à charte	4,690	5,182	5,510	4,793	3,405	4,101
Prêts pour la construction résidentielle	4,605	4,977	5,205	4,464	3,147	3,869
nouveaux	1,762	1,751	1,936	1,660	1,523	960
existants	2,843	3,226	3,269	2,805	1,624	2,909
Prêts pour la construction non résidentielle	85	204	305	328	258	232
Compagnies d'assurance-vie	3,014	2,504	2,865	2,497	1,920	2,051
Prêts pour la construction résidentielle	1,610	1,200	1,239	1,277	1,054	1,164
nouveaux	1,208	853	823	718	647	630
existants	402	347	416	559	407	534
Prêts pour la construction non résidentielle	1,404	1,304	1,626	1,220	866	887
Sociétés de prêts de fiducie, etc.[2]	9,083	8,689	8,822	7,056	5,442	6,002
Prêts pour la construction résidentielle	8,394	7,719	7,605	6,24€	4,988	5,641
nouveaux	3,657	2,822	2,813	2,124	2,215	1,608
existants	4,737	4,897	4,792	4,122	2,773	4,033
Prêts pour la construction non résidentielle	689	970	1,217	810	454	361
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle	14,609	13,896	14,134	12,106	9,190	10,674
Total des prêts consentis pour la construction non résidentielle	2,178	2,478	3,148	2,358	1,577	1,480
Total des prêts consentis par les institutions prêteuses privées	16,787	16,374	17,282	14,464	10,767	12,154

[1] Comprend les prêts LNH et conventionnels.
[2] Comprend les sociétés de prêts hypothécaires, les sociétés de fiducie, les sociétés fraternelles et mutuelles et les banques d'épargne du Québec.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada*, supplément mensuel.

Tableau de référence 86

Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire
1970 – 1982

Année	Monnaie et dépôts à vue (M1)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque (M1B)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque plus dépôts à terme des particuliers et dépôts à préavis (M2)	Monnaie plus ensemble des dépôts bancaires du public (M3)	Monnaie et dépôts détenus par le public en dollars	Prêts généraux	Principaux avoirs en dollars canadiens	Prêts personnels ordinaires	Prêts aux entreprises
	(Moyenne de mercredi)							(En fin de période)	
	(Millions de dollars)								
1970	9,023	14,716	25,580	32,175	29,022	16,377	28,296	4,935	11,442
1971	10,170	16,074	28,755	35,495	33,215	18,054	32,690	5,861	12,193
1972	11,622	18,098	31,785	40,462	39,087	22,319	39,012	7,202	15,115
1973	13,312	20,256	36,291	46,510	44,335	27,438	45,684	9,064	18,374
1974	14,551	21,405	43,554	58,014	53,137	33,618	54,752	10,774	22,846
1975	16,557	23,465	50,118	66,610	62,460	39,117	63,445	12,838	26,279
1976	17,883	24,922	56,414	78,860	73,096	46,611	74,020	15,518	31,093
1977	19,377	26,700	64,343	91,344	84,264	54,204	85,680	18,362	35,842
1978	21,318	29,039	71,194	103,821	94,276	60,565	98,298	21,169	39,398
1979	22,813	30,471	82,395	123,898	112,230	72,527	117,084	24,550	47,984
1980	24,228	31,781	97,263	141,586	130,308	87,020	133,535	27,709	59,313
1981	25,255	32,800	111,377	158,931	150,716	109,226	159,106	31,635	77,618
1982	25,760	33,676	127,718	182,550	173,009	121,935	186,149	31,798	90,148
	(Variation en pourcentage)								
1970									
1971	2.4	−4.1	6.8	—	5.5	3.9	5.2	5.1	3.4
1972	12.7	9.2	12.4	10.3	14.4	10.2	15.5	13.3	6.6
1973	14.3	12.6	10.5	14.0	17.7	23.6	19.3	22.9	24.0
1974	14.5	11.9	14.2	14.9	13.4	22.9	17.1	25.9	21.6
	9.3	5.7	20.0	24.7	19.9	22.5	19.8	18.8	24.3
1975	13.8	9.6	15.1	14.8	17.5	16.4	15.9	19.2	15.0
1976	8.0	6.2	12.6	18.4	17.0	19.2	16.7	20.9	18.3
1977	8.4	7.1	14.1	15.8	15.3	16.3	15.8	18.3	15.3
1978	10.0	8.8	10.7	13.7	11.9	11.7	14.7	15.3	9.9
1979	7.0	4.9	15.7	19.3	19.0	19.8	19.1	16.0	21.8
1980	6.2	4.3	18.0	14.3	16.1	20.0	14.1	12.9	23.7
1981	4.2	3.2	14.5	12.3	15.7	25.5	19.1	14.2	30.9
1982	2.0	2.7	14.7	14.8	14.8	11.6	17.0	0.5	16.1

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 87

Titres canadiens négociables
Offre de titres et répartition des portefeuilles (Flux)
1972 – 1982

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982[1]
						(Millions de dollars)					
Offre de titres											
A court terme											
Bons du Trésor canadien	331	556	938	581	1,602	2,350	2,673	2,282	5,451	–55	2,014
Bons du Trésor et billets des gouvernements prov. et locaux	36	–72	–55	294	–86	–317	259	–67	293	154	553
Autres papiers à court terme	272	872	2,744	304	1,149	790	2,368	3,867	5,555	253	2,992
A long terme											
Obligations du gouv. canadien	30	–225	801	718	1,768	3,785	5,764	7,616	7,202	5,760	4,703
Obligations des autres paliers de gouvernement	2,245	1,797	3,093	5,544	7,485	6,026	4,789	4,421	3,496	6,758	5,259
Obligations de sociétés non financières	863	750	1,457	2,112	2,132	2,028	1,563	474	2,141	5,381	2,401
Obligations de sociétés financières	638	822	584	686	1,546	1,027	1,046	991	351	1,437	739
Obligations d'entreprises publ.	15	34	–1	1	521	560	470	825	1,070	1,713	1,184
Actions	659	1,288	1,266	1,687	1,171	3,011	7,923	6,203	7,100	8,166	1,824
Placements étrangers	–244	–69	–46	17	–79	–221	–25	582	114	–95	–140
Total	4,845	5,753	10,781	11,922	17,209	19,039	26,830	27,194	32,773	29,472	21,529
Répartition des portefeuilles											
Résidents	3,652	5,047	8,898	7,041	7,865	13,466	21,943	22,791	26,287	16,013	10,865
Banque du Canada	590	606	1,103	734	637	1,749	1,706	1,606	2,242	1,121	–2,210
Banques à charte	148	–82	1,545	–123	1,504	3,561	7,183	48	–910	3,386	418
Quasi-banques	187	85	–52	595	523	1,340	1,155	1,281	3,234	1,382	2,792[2]
Organismes de prévoyance	2,146	2,287	2,318	3,633	4,023	4,420	5,959	8,351	9,595	10,448	6,143
Autres organismes financiers privés	269	–247	712	730	1,311	772	1,315	699	1,159	242	–143
Autres résidents	311	2,416	3,272	1,472	–333	1,604	4,625	10,806	10,966	–586	3,865
Non-résidents	1,193	706	1,883	4,881	9,544	5,573	4,887	4,403	6,486	13,459	10,664

[1] De janvier à septembre.
[2] Regroupe toutes les filiales de banques d'épargne de Québec sous contrôle entier ou majoritaire.
Sources: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 88
Taux d'intérêt choisis: Canada et Etats-Unis
1970 – 1982

Année	Canada						Etats-Unis			
	Taux d'escompte	Bons du Trésor (3 mois)	Gouv. du Canada, obligations (plus de 10 ans)	Billets de sociétés (90 jours)	Taux des banques	Hypothèques conventionnelles (5 ans)	Taux d'escompte	Fonds fédéraux	Billets de sociétés commerciales (90 jours)	Taux privilégié des banques
	(Moyenne annuelle en pourcentage)									
1970	7.13	5.99	7.91	7.34	8.17	10.45	5.94	6.98	8.11	7.81
1971	5.19	3.56	6.95	4.51	6.48	9.43	4.83	4.66	5.17	5.69
1972	4.75	3.56	7.23	5.10	6.00	9.21	4.50	4.48	4.83	5.29
1973	6.13	5.47	7.56	7.45	7.65	9.59	6.54	8.80	8.55	8.17
1974	8.50	7.82	8.90	10.51	10.75	11.24	7.85	10.42	10.33	10.75
1975	8.50	7.39	9.03	7.94	9.42	11.43	6.21	5.84	6.26	7.73
1976	9.29	8.87	9.18	9.17	10.04	11.78	5.46	5.07	5.31	6.81
1977	7.71	7.33	8.70	7.47	8.50	10.36	5.52	5.62	5.75	6.88
1978	8.98	8.68	9.27	8.83	9.69	10.59	7.54	8.05	8.32	9.17
1979	12.10	11.69	10.21	12.07	12.90	11.98	10.38	11.32	11.44	12.79
1980	12.89	12.79	12.48	13.15	14.25	14.32	11.75	13.21	13.03	15.44
1981	17.93	17.72	15.22	18.33	19.29	18.15	13.42	15.96	15.89	18.75
1982	13.96	13.66	14.26	14.15	15.81	17.90	10.92	11.95	12.12	14.69
	(Dernier mercredi en pourcentage)									
1982 J	14.72	14.34	15.94	14.90	16.50	18.21	12.00	13.98	14.27	15.75
F	14.74	14.58	15.01	15.00	16.50	18.97	12.00	13.96	14.13	16.50
M	15.11	15.07	15.06	16.15	17.00	19.41	12.00	14.99	15.20	16.50
A	15.32	14.98	14.75	15.50	17.00	19.28	12.00	14.72	14.49	16.50
M	15.32	15.18	14.72	15.60	17.00	19.11	12.00	13.70	13.68	16.50
J	16.58	16.33	16.03	17.05	18.25	19.10	12.00	14.81	15.22	16.50
J	15.60	15.25	15.62	15.65	17.25	19.22	11.50	11.02	12.22	16.00
A	14.26	13.70	13.96	14.20	16.00	18.72	10.50	9.04	9.29	13.50
S	13.18	12.73	13.48	13.10	15.00	17.49	10.00	10.12	10.33	13.50
O	11.53	11.21	12.63	11.45	13.75	15.75	9.50	9.44	9.02	12.00
N	10.87	10.72	12.18	10.95	13.00	14.75	9.00	8.91	8.76	11.50
D	10.26	9.80	11.69	10.25	12.50	14.75	8.50	8.79	8.84	11.50

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.